QUARANTIÈME ANNÉE – N° 12107 – VENDREDI 30 DÉCEMBRE 1983

**Les Etats-Unis ont pris la décision de se retirer de l'UNESCO**

LIRE PAGE 5



Fondateur : Hubert Beuve-Méry — Directeur : André Laurens


3,80 F
Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dir. ; Tunisie, 380 m. ; Allemagne, 1,40 DM ; Autriche, 15 sch. ; Belgique, 28 fr. ; Canada, 1,10 $ ; Côte-d'Ivoire, 340 F CFA ; Danemark, 6,50 Kr. ; Espagne, 100 pes. ; E.-U., 95 c. ; G.-B., 50 p. ; Grèce, 65 dr. ; Irlande, 80 p. ; Italie, 1 200 l. ; Liban, 375 P. ; Libye, 0,350 DL ; Luxembourg, 27 f. ; Norvège, 8,00 kr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal, 85 esc. ; Sénégal, 340 F CFA ; Suède, 7,75 kr. ; Suisse, 1,40 f. ; Yougoslavie, 130 nd.
Tarif des abonnements page 14
5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS CEDEX 09
Télex MONDPAR 650572 F
C.C.P. 4207-23 PARIS
Tél. : 246-72-23

# Idéologie et finances en Israël

**Tiraillé entre les exigences contradictoires de l'idéologie et de l'économie, le gouvernement israélien traverse une épreuve particulièrement délicate. Le ministre des finances devait inviter ses collègues, au cours de la réunion de cabinet de vendredi, à choisir entre les sacrifices budgétaires qui lui paraissent indispensables et le ralentissement, sinon le « gel », des implantations dans les territoires occupés.**

**M. Cohen-Orgad doit en effet procéder à des compressions budgétaires de l'ordre de 2 milliards de dollars. Le coût de la colonisation, y compris les dépenses engagées pour assurer la sécurité des colons, est estimé entre 600 millions et plus d'un milliard de dollars. Le plan de redressement implique déjà l'arrêt du développement de l'infrastructure routière et celui de la purification des eaux de Tel-Aviv, la suppression de la gratuité dans l'enseignement secondaire, la réduction de multiples prestations sociales, notamment.**

**L'érosion spectaculaire du pouvoir d'achat des salariés – plus de 20 % cette année avec un taux d'inflation qui atteint le seuil des 200 % – et l'arrêt en octobre de la spéculation boursière, qui contribuait à compenser le manque à gagner, ont exacerbé la crise sociale. Les fonctionnaires viennent de prendre le relais de la grève des dockers qui avait paralysé les ports pendant un mois. Les mineurs, les employés des postes et des chemins de fer, ceux du ministère de la défense, des impôts et des affaires sociales, ont devancé le personnel des hôpitaux en multipliant les débrayages et les grèves du zèle. La puissante centrale syndicale, l'Histadrouth, qui avait suivi jusqu'à présent une ligne modérée, a adressé un sévère avertissement au gouvernement.**

**Il n'est pas exclu que la vague de protestations débouche sur une grève générale.**

**Les autorités n'ignorent pas que l'attitude de l'opinion à l'égard des implantations a sensiblement évolué. Selon un sondage publié mercredi, 48,5 % des Israéliens sont désormais hostiles à la poursuite de la colonisation, contre 36,9 % qui y sont favorables. Il y a un an à peine, les résultats étaient inverses. Ce ne sont pas seulement les couches sociales les plus pauvres – les Sépharades notamment – qui se détachent de l'idéologie annexionniste du Likoud, mais aussi les citoyens aisés (en majorité ashkenazes) qui se prononcent, dans une proportion de 55 %, contre une politique trop éloignée de leurs préoccupations quotidiennes.**

**C'est que la colonisation de la Cisjordanie, menée tambour battant, n'a pas engendré les résultats escomptés. Malgré les avantages matériels offerts par les autorités, une trentaine de milliers d'Israéliens seulement se sont installés dans ce territoire. La plupart d'entre eux, qui séjournent dans des « villes-dortoirs », ne méritent d'ailleurs pas le qualificatif de colons.**

**Si l'on peut penser que l'opinion, dans sa majorité, accueillerait favorablement le « gel » des implantations, une telle mesure risque de faire éclater la coalition au pouvoir, les partenaires du Likoud étant décidés à poursuivre, coûte que coûte, l'édification du « Grand Israël ». Le dilemme de M. Cohen-Orgad n'est pas mince.**

*(Lire page 3 l'article de J.-P. Langellier.)*

# Vive controverse à Washington sur l'engagement au Liban

## *La position de M. Reagan est affaiblie par les révélations sur les négligences dans la protection des « marines »*

De notre correspondant

Washington. – La publication, mercredi 28 décembre, de cent trente et une des cent soixante-dix pages du rapport du Pentagone sur l'attentat de Beyrouth, se traduit par la mise en accusation de l'ensemble de la politique présidentielle au *Liban* et par un profond désaccord entre la Maison Blanche et le département de la défense. Ce véritable réquisitoire tient en une phrase : *« Il y a un besoin urgent d'un réexamen des moyens de parvenir aux objectifs américains au Liban. »*

Le coup le plus sévère porté au maintien de l'engagement militaire américain à Beyrouth n'est ainsi venu ni du sanglant attentat d'octobre, ni des sondages montrant une inquiétude croissante de l'opinion, ni même de l'opposition démocrate. Il est venu d'un ancien commandant en chef des forces du Pacifique, l'amiral en retraite Robert Long, nommé par le secrétaire à la défense, M. Weinberger, le 7 novembre dernier, sur conseils du commandant en chef des « marines », à la tête d'une commission d'enquête comprenant une pléiade d'officiers et de responsables militaires.

On comprend mieux encore maintenant que M. Reagan ait essayé, mardi, de désamorcer les effets du rapport en le présentant à sa façon. Mercredi, le porte-parole de la Maison Blanche est revenu à la charge, parlant de *« preuves »* d'une *« inspiration »* syrienne de l'attentat, et il a affirmé : *« Le président a pris ses décisions : d'abord accepter l'entière responsabilité de l'incident, ensuite maintenir la présence américaine au sein de la force multinationale. »*

On ne cache pas, dans l'entourage présidentiel, que le Congrès, qui reprendra ses travaux le 23 janvier, pourra désormais s'appuyer sur l'autorité des militaires pour mettre en échec cette « décision ». L'affolement (le mot n'est pas trop fort), est déjà tel dans les rangs reaganiens que deux des plus célèbres éditorialistes favorables au président le pressaient, mercredi matin, dans les colonnes du *Washington Post* et de *U.S.A. Today*, de ne pas mettre en danger sa réélection en s'obstinant dans une impopulaire *« nouvelle guerre sans espoir »*.

BERNARD GUETTA.

*(Lire la suite page 3.)*

# Les conclusions du rapport de la Cour des comptes sur ELF-Aquitaine

## *Le document établi par M. Giquel critique l'aveuglement de certains responsables du groupe pétrolier et suggère le prolongement à l'étranger de l'enquête financière*

*M. Pierre Mauroy fera connaître lundi sa décision de rendre ou non public le rapport de la Cour des comptes, établi par M. François Giquel, sur l'activité d'ELF-Aquitaine.*

Le rapport de M. Giquel sur l'affaire des « avions renifleurs » n'a eu jusqu'à présent que peu de lecteurs. Sans avoir eu connaissance de ce document « confidentiel » d'environ cent cinquante pages, il est à présent possible d'en esquisser la philosophie.

Le rapport Giquel se présente comme un rapport classique de la Cour des comptes. S'il porte exclusivement sur les « frais d'études » consacrés au financement de l'opération des « avions renifleurs », il ne se différencie pas, dans la méthode, d'une analyse des comptes et de la gestion d'une entreprise publique. Il porte sur les années 1976, 1977, 1978 et 1979, puisque le premier contrat entre ELF-ERAP et les « inventeurs » remonte à mai 1976, et la rupture officielle de cette collaboration au 23 juillet 1979. Il est, assure-t-on, aussi complet que possible et sans concessions.

M. Giquel s'est livré dans son rapport à une tentative d'analyse et d'explication des activités d'une partie de l'équipe dirigeante d'ELF et de certains chercheurs, toutes personnes qui eurent à connaître du *procédé de M. de Villegas et à travailler sur cette « invention »*. Critique accablante de la faculté d'auto-aveuglement de certains décideurs, cette partie du rapport donne à réfléchir sur les naïvetés, voire les puérilités, qui peuvent venir obscurcir, en certaines circonstances, le comportement de chercheurs au demeurant reconnus comme les meilleurs dans leur domaine.

Au demeurant, cette critique n'atteint les chercheurs d'ELF que pour la seconde phase des opérations. De mai 1976 à 1978, il semble que les spécialistes d'ELF n'aient pas eu accès au « secret scientifique » de l'« invention » de M. de Villegas. Ce ne fut le cas que lorsque s'esquissa le projet d'achat. Mais dans une affaire où un certain nombre de réactions s'expliquent partiellement par le déploiement d'un esprit de corps sans faille, on comprend que les ingénieurs d'ELF aient contribué à exiger le maintien d'un secret qui ne s'imposait sans doute plus après les « incidents » qui mirent fin au projet d'achat de l'« invention ».

On ne doit pas oublier non plus qu'embarqués avec et par M. Pierre Guillaumat, P.-D. G. d'ELF jusqu'en 1977, sur ce qui devait se révéler une galère, des ingénieurs *issus du même corps prestigieux que* lui (« X-Mines »), parfois recrutés grâce à son parrainage, n'ont rien fait qui puisse laisser atteindre l'*immense prestige dont était* auréolé leur patron et... leur propre crédit. Le rapport donne à penser que l'imposante personnalité de *M. Guillaumat et les réussites* attachées à son nom ont tenu lieu de caution à la plupart des acteurs de cette affaire.

Les recherches menées par ELF sur le terrain ont-elles été momentanément modifiées par les conséquences du projet des « avions renifleurs » et la nécessité de l'éprouver ? Le rapport Giquel met en avant un double phénomène, dont l'ampleur ne paraît pas avoir été très importante : pendant que des initiatives de forage et de prospection étaient prises de manière un peu intempestive, des projets anciens s'intégrant dans le plan d'ensemble normal de la société auraient été retardés.

LAURENT GREILSAMER et MICHEL KAJMAN.

*(Lire la suite page 7.)*

**Les deux stratégies de l'opposition chilienne**

*Recherche d'un compromis ou mobilisation des masses ?*

Lire page 2 le point de vue d'ALAIN TOURAINE

**Les difficultés de la construction aéronautique en France**

*Les syndicats s'inquiètent de la réduction des activités de Dassault-Breguet et de la SNIAS en 1983*

Lire page 8 l'article de JACQUES ISNARD

# Le nouveau combat du Vietnam

## *Pour surmonter la pénurie persistante, le régime s'efforce de concilier initiative privée et socialisation*

De notre envoyé spécial ALAIN JACOB

Hanoï. – La grande victoire du Vietnam, c'est d'avoir atteint en 1983 l'autosuffisance alimentaire. De justesse et non sans mérites, car les typhons d'automne ont prélevé leur dîme, et la production de riz – 17 millions de tonnes – ne laisse pratiquement pas de surplus disponibles pour l'exportation. Mais c'est la première fois depuis bien des années que les besoins alimentaires fondamentaux de la population sont ainsi couverts. Jusqu'à 1975, les deux Vietnam vivaient avec l'assistance de leurs alliés respectifs. En 1979, année consécutive à l'invasion du Cambodge, et marquée par la guerre avec la Chine, il avait encore fallu importer plus de 1 million et demi de tonnes de céréales.

Mais le succès de 1983 n'est encore qu'une étape dans une longue *marche. Le vice-premier ministre* et responsable du plan, M. Vo Van Kiet, a fixé la semaine dernière à 1 million de tonnes par an l'accroissement *de la récolte dans les prochaines années*. Ce qui devrait permettre non seulement de nourrir le million de Vietnamiens qui s'ajoute tous les ans au chiffre de la population nationale (58 millions à l'heure actuelle) mais encore de gagner, grâce aux ventes à l'étranger, de précieuses devises indispensables à l'importation d'engrais chimiques qui permettront à leur tour d'améliorer les rendements, de valoriser de nouvelles terres, donc accroître le surplus disponible.

Le riz et les cultures alimentaires – auxquelles se prête mal la nature des sols encore non exploités – ne sont pas les seules productions qu'on veut développer. Les hévéas doivent couvrir bientôt quelque 800 000 hectares au nord de Ho-Chi-Minh-Ville et vers les hauts-plateaux, et le *caoutchouc qui en sera tiré devrait* notamment contribuer à éponger une partie des dettes contractées par le Vietnam envers l'U.R.S.S., la R.D.A. et d'autres pays socialistes.

L'autosuffisance alimentaire n'est pas non plus le seul succès obtenu *récemment. Au début de l'automne* encore, chaque quartier de Hanoï ne bénéficiait de courant électrique que deux jours pleins par semaine. *La lumière brille un peu moins rarement* depuis que la première turbine de la centrale thermique de Pha Laï – inaugurée à l'occasion de la visite, début novembre, du premier vice-premier ministre soviétique, M. Aliev – a commencé à fonctionner. Quatre autres doivent être mises en route d'ici à 1987, année où les centrales hydro-électriques de Hua Binh et de Tri An, dans d'autres parties du pays, commenceront en principe à tourner avec des puissances respectives de 1 900 000 et 400 000 kw.

*(Lire la suite page 4.)*

**AU JOUR LE JOUR**

# Générosité

*C'est généreux, la France ! Prenez ces centaines de millions évaporés pour cause d'avions pas du tout renifleurs. On a appris, mercredi, qu'une partie de la somme avait été utilisée pour des « dépenses humanitaires ».*

*La France est comme les grandes dames de jadis qui se voilaient pour aller chez les pauvres répandre leurs oboles : elle aime à se cacher pour dispenser ses bienfaits.*

*Alors, que cessent, devant cette bienfaisance admirable, les ragots des empêcheurs de transférer en rond !*

*Il ne s'agissait pas de secret, mais de tact.*

BRUNO FRAPPAT.



1984 : SOMMES-NOUS SI LOIN DU MONDE D'ORWELL ?

# Big Brother et les relations internationales

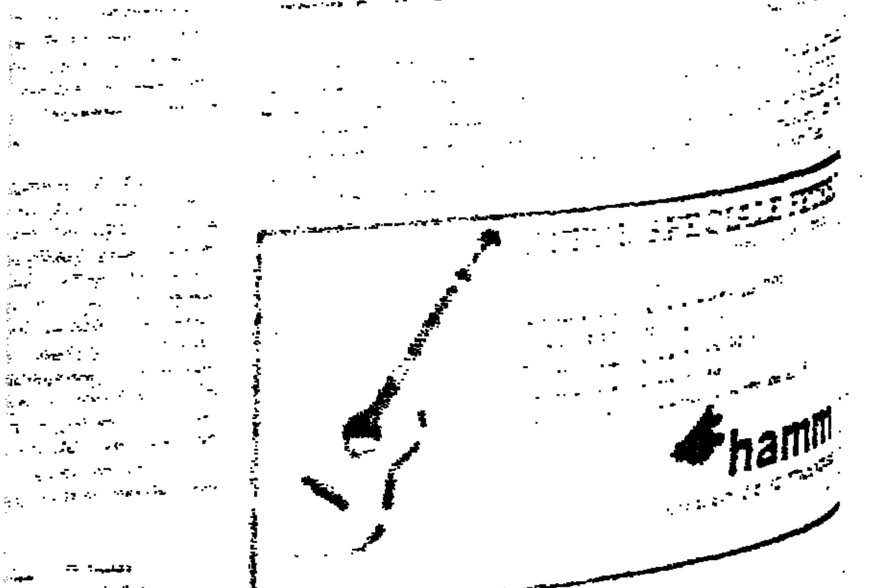
par MICHEL TATU

Au moment où commence l'*année la plus célèbre de la* politique-fiction, il est vain, au fond, de se demander si elle ressemblera à ce qu'en avait dit Orwell dans son fameux *1984*. D'abord parce que, pour l'écrivain, 1984 est une année où il ne se passe rien, du moins rien qui ne découle d'un système établi depuis longtemps et immuable. *Ensuite parce que le système* international actuel ressemble déjà, beaucoup plus qu'il n'y paraît à première vue, à ce qu'en avait dit Orwell.

Ainsi, ces conflits interminables et autolimités, conduits dans une indifférence quasi générale entre des dictatures incapables de venir à bout, nous dit le philosophe britannique, de *« forces trop également partagées »* et de *« défenses naturelles trop formidables »*, se retrouvent-ils de nos jours, par exemple, dans la guerre entre l'Iran et l'Irak. En cherchant bien, on y décèlerait un peu les mêmes causes, notamment le besoin pour les pouvoirs intérieurs d'asseoir leur autorité sur la tension et le danger aux frontières ; les meetings rituels de Téhéran contre les divers « satans » ne *sont-ils pas*, après les grandioses orgies collectives de la révolution culturelle, le reflet de ces *« semaines de la haine »* par lesquelles Big Brother galvanisait ses troupes ? N'en va-t-il pas un peu de même entre les deux Corées ? Et le défilé des pilotes américains exhibés tête baissée devant les foules à Hanoï au début des années 70 n'était-il pas déjà une illustration des scènes du même ordre décrites dans *1984* avec les prisonniers de l'*Eurasia* ?

Naturellement, ce sont les Etats *communistes qui se sont le* plus conformés au modèle. Pol Pot s'est efforcé d'extirper le passé plus radicalement encore que Staline ne l'avait fait du vivant de l'écrivain. Le conflit soviéto-chinois a été en grandeur nature, dix à vingt ans après Orwell, celui de l'*Eurasia* et de l'*Estasia*, avec ses affrontements sanglants aux marges des deux empires, mais aussi ses pauses et ses changements d'alliance : la visite de Kissinger, puis de Nixon à Pékin, les efforts de réconciliation entre Pékin et Moscou en 1964, puis de nos jours, ne se sont-ils pas accompagnés des mêmes « trous de mémoire » de la propagande, l'ennemi d'hier cessant d'en être un du jour au lendemain ou redevenant l'ami qu'il n'avait jamais cessé d'être ?

*(Lire la suite page 10.)*



# Les deux stratégies de l'opposition chilienne

par ALAIN TOURAINE (*)

A la fin de 1982, la faillite financière et l'augmentation brutale du chômage semblaient annoncer une crise politique majeure au Chili. Tout le monde s'attendait à des troubles si graves qu'il sembla nécessaire aux dirigeants de prendre des initiatives et de conjurer le danger en faisant des concessions aux classes moyennes.

Pourtant, un an plus tard, Pinochet est toujours là. Comment peut-on expliquer cette situation ? La force du régime et la faiblesse de l'opposition ?

Une dictature meurt le plus souvent en raison d'une crise extérieure ou d'un déchirement interne. Si la dictature argentine a succombé, comme avant elle la dictature des colonels grecs, rien de tel ne peut se produire au Chili. Et rien n'indique l'existence de luttes ouvertes dans l'appareil de direction militaire. Pinochet exerce un commandement absolu, et les forces armées, régulièrement, lui renouvellent leur allégeance. Les traditions professionnelles et de « verticalité » de l'armée chilienne sont un facteur important de renforcement de ce pouvoir personnel.

Le régime s'appuie avant tout sur la peur et sur la manipulation directe de l'opinion. Les programmes d'aide aux chômeurs créent pour des centaines de milliers de personnes une situation de dépendance. Dans les *poblaciones*, la police intervient, réprime, et son action est doublée par celle d'agents provocateurs. La classe moyenne, dont l'importance n'a cessé d'augmenter depuis dix ans — alors que la classe ouvrière a régressé de 24 à 19 % de la population active, — a peur.

Le Chili avait été longtemps marqué par l'opposition entre une bourgeoisie renforcée par des classes moyennes en ascension et une classe ouvrière mêlée à une masse urbaine marginalisée ; on note aujourd'hui une séparation plus tranchée entre riches et pauvres, entre possédants et classes « dangereuses ». La classe moyenne a peur du chaos et de la révolution. Même les plus libéraux voient avec effroi se développer la violence dans les faubourgs. Ce qui explique que la première grande enquête d'opinion (publiée par la revue *Hoy*) révèle qu'un tiers de la population est encore favorable au régime. Cette proportion n'est pas plus faible dans les classes du bas de l'échelle, où les phénomènes de dépendance sont massifs.

Si le régime est fort de sa détermination et exploite la crise qui fait craindre à beaucoup le chaos, l'opposition est affaiblie par le fossé entre l'opposition politique jusqu'ici surtout patricienne, et une opposition sociale, reflet de la misère. La création de l'Alliance démocratique fut vécue comme un grand succès et surtout comme le fruit des premières *protestas*, dont on doit rappeler qu'elles furent d'abord d'origine syndicale.

La revendication sociale conduisait à la protestation politique, qui se donnait un moyen d'expression. L'Alliance se définissait comme un projet de gouvernement et, avec une grande hardiesse, rassemblait démocrates-chrétiens, socialistes et républicains de droite contre la dictature. Malgré la faiblesse et la dispersion des socialistes, la grande majorité d'entre eux ont adopté une stratégie en profonde opposition avec celle qu'ils avaient suivie depuis la création du parti socialiste.

Mais, en août, la brèche ouverte dans le régime avec l'arrivée de M. Jarpa au ministère de l'intérieur incita l'Alliance, fortement poussée par le nouvel archevêque, Mgr Fresno, à donner la priorité à la tactique sur la mobilisation politique et à accepter la négociation et l'ouverture. Il apparut vite, et en particulier au milieu de septembre, que cette tactique était doublement négative.

D'un côté, Pinochet démontra qu'il gardait le contrôle de la situation ; de l'autre, ces négociations au sommet sans résultats creusèrent encore le fossé entre l'opposition politique et l'opposition sociale. La manifestation du 8 septembre fut un échec et finalement l'Alliance se révéla incapable d'organiser de grandes manifestations. Les hommes de l'Alliance ont peu de racines dans les milieux populaires. Et les *pobladores*, hostiles au régime et victimes du chômage, ont une capacité offensive aussi faible que leur capacité défensive est forte.

## Contradictions

Ces contradictions entre la bourgeoisie libérale et le peuple des pauvres se traduisent politiquement par l'opposition de deux stratégies. D'une part, une stratégie « à la brésilienne », c'est-à-dire l'acceptation de compromis, d'une démocratisation permettant des élections, même limitées, mais facilitant la liberté d'expression et une réanimation de l'action populaire. L'autre stratégie est celle de la mobilisation des masses, de la revendication active, non pas dans une perspective révolutionnaire à laquelle fort peu pensent au Chili, mais avec l'espoir qu'une agitation sociale massive pourrait inciter la junte à se débarrasser de Pinochet et à chercher un compromis avec le centre politique et social.

Aujourd'hui, la question centrale est la suivante : les partis politiques actuels acceptent-ils de participer à des élections limitées dont les communistes seraient exclus, et qui peut-être même ne seraient que partielles, le gouvernement se réservant, conformément à la Constitution, de nommer une partie des députés ? Certains dans la démocratie chrétienne, au parti socialiste et plus encore dans les petits partis du centre et de la droite sont tentés d'accepter cette solution bâtarde. Face à ce danger, le parti communiste, longtemps affaibli par l'adoption d'une « ligne dure » liée à la politique soviétique en Amérique centrale, a réussi avec l'aide du Proden la première grande manifestation de rue. Sa capacité de mobilisation est importante.

Mais l'opposition modérée n'a pas tort de souligner que ce programme de front populaire rejette la classe moyenne vers le pouvoir, car la base de la démocratie chrétienne est sans doute plus modérée que M. Gabriel Valdes, qui contrôle mal l'appareil de son parti, tout en lui proposant la seule politique possible à l'heure actuelle.

## Syndicats étudiants

Il s'agit de rétablir des liens entre opposition politique et mobilisation sociale. Deux acteurs peuvent intervenir. D'abord les syndicats. Ils sont extrêmement faibles, à cause du chômage et aussi des positions des officialistes. Les efforts de coordination nationale n'ont pas été couronnés de succès. Mais du syndicalisme sont issues des personnalités de premier plan : M. Seguel d'abord, M. Bustos ensuite, et les syndicats cherchent, contrairement à la tradition chilienne, à renforcer leur autonomie à l'égard des partis politiques. L'autre acteur est le monde universitaire. Les étudiants ont relancé l'agitation et c'est dans le secteur le plus moderne, à l'école d'ingénieurs de l'Université du Chili, qu'elle est la plus forte. Elle l'est aussi à l'Ecole de journalisme et à l'ancien Institut pédagogique. Il existe des foyers d'agitation à l'Université catholique. Le monde des intellectuels, qui a gardé une grande vigueur au Chili, est massivement dans l'opposition.

Le régime a proposé un programme de réformes : reconnaissance de certains partis politiques, modification par référendum de la Constitution, établissement du registre électoral, organisation d'élections sur une période qui pourrait être de dix-huit mois ou de deux ans. Programme qui peut placer l'opposition dans une situation difficile, car, d'un côté, une partie importante de l'électorat démocrate-chrétien est favorable à une solution limitée, et, de l'autre, les socialistes sont nécessairement déchirés, puisqu'ils ne peuvent choisir entre le lien avec l'opposition populaire et la participation à une Alliance qui accepterait une solution légale limitée.

Politiquement, il n'y a pas aujourd'hui d'autre solution que celle définie par M. Gabriel Valdes, mais, constitutionnellement, l'opposition est contrainte de demander le respect de la démocratie pour tous. Si des partis d'opposition acceptent d'aller à des élections dont les communistes sont exclus, ils courent le risque de se jeter dans la gueule du loup. Il doit donc y avoir simultanément affirmation d'un pacte démocratique constitutionnel et électoral et élaboration d'une solution politique.

Si l'opposition est trop faible pour mener de front à l'heure actuelle ces deux tâches, la priorité devrait être donnée à la mobilisation populaire c'est-à-dire au pacte démocratique, le pacte de gouvernement ne pouvant alors intervenir que dans une étape ultérieure. Le succès de la grande manifestation du 18 novembre a démontré la nécessité et la possibilité d'une mobilisation massive. Seule une pression populaire accrue peut provoquer une crise à l'intérieur même du régime.

(*) Sociologue.

*LU*

## « L'HUMOUR DANS LA POLITIQUE », de Paul Sabourin

# Une oasis

EPRISE de savoir, notre société cultive toutes les branches de la connaissance : toutes les voies littéraires et scientifiques sont explorées par des armées de chercheurs, à l'exception, toutefois, d'une seule, celle-là même qui est, curieux paradoxe, la plus divertissante. En tous pays, l'Université rejette ce domaine « peu sérieux », au point que le seul institut dans le monde consacré à l'humour se trouve en... Bulgarie.

Dans cet immense désert, une oasis : c'est un professeur de droit public qui nous l'offre, en cherchant le « plaisant » dans le monde, « dramatique » à souhait, du pouvoir. Humour et politique, c'est bien loin du pléonasme, mais leur rapprochement a de singulières vertus, ne serait-ce que d'avoir suggéré la savoureuse, et combien trop brève, préface de l'ancien commissaire du Plan, plus familier de la gravité.

Sérieux, le professeur Sabourin ? Entendons-nous : triste, pensons-nous plutôt, car, dans cet espace, il doit se trouver tragiquement isolé. Et cependant, nous tous, pris dans un réseau serré de contraintes, ne cherchons-nous pas, non certes l'oubli, mais la détente, dans le sens le plus pacifiste du terme ? Voici du moins une occasion.

Passons rapidement sur les subtilités terminologiques, humour, esprit, comique, etc., tant les définitions sont peu assurées et assurément moins savoureuses que l'objet. Lançons-nous donc dans le flot.

Et les traits de jaillir, dans une combien opportune, combien nécessaire diversité : si, en effet, nous pleurons tous avec Margot, au même moment du mélodrame, c'est en raison de l'unité du tragique. A l'inverse, Chaplin et Tati savent bien que, pour toucher la cible, il faut largement dépasser le tir, chacun trouvant ici ou là l'étincelle qui lui manquait. Dès lors, la distinction ici faite entre le piquant, le grinçant et le féroce prend la forme d'une simple commodité facilitant nos allées et venues.

Car nous devons nous garder de suivre quelque ordre logique, tel que la succession des pages. Conseillons, au contraire, au lecteur de chercher sa pâture au hasard, dans le champ. Se retrouvant, du reste, en compagnie de M. Delors ou de M. Barre, réputés austères, il ne les quittera que pour tomber sur M. Daninos ou M. F. Dard, dit San Antonio, moins sombres, semble-t-il. Entre ces deux couples, si j'ose dire, le... cumulard qu'est M. Edgar Faure. Mais notre situation générale serait-elle désespérée au point de ne plus trouver, dans le « personnel » politique actuel, aucun Clemenceau ?

Dans cet ensemble fait toutefois défaut une pièce maîtresse, l'euphémisme, combien plus sévère, parfois, que la flèche la plus acérée, genre délicat où excellait celui qui est, peut-être, le meilleur humoriste français et en passe d'être, tragiquement, le moins connu, Tristan Bernard. Mais la nouvelle édition permettra, nous l'espérons, de compléter ce bouquet.

ALFRED SAUVY.

★ *Editions Economica*, 140 p., 69 F. Préface de Michel Albert.

# LETTRES AU Monde

## Le Maroc en attente

Dans le premier de ses articles sur le Maroc en attente (*le Monde* du 6 décembre), André Fontaine avait cité le rapport d'Amnesty International sur ce pays qui faisait état de nombreuses disparitions, mais il avait écrit plus loin que les condamnés étaient relâchés à l'expiration de leur peine. Me Alain Martinet, président de l'Association des parents et amis de disparus au Maroc, nous écrit pour rappeler que *« quatre cents personnes environ sont toujours détenues dans la clandestinité et la plus totale illégalité après avoir été enlevées par des forces de police (...). Parmi elles : trois Français, les frères Bourequat enlevés à Rabat en juillet 1973, des militants syndicalistes enlevés dans des pays étrangers, tels Houcine El-manouzi et Lachgar Brahim, d'autres enlevés à la sortie d'un tribunal qui venait de les acquitter, tels Ouezzane Belkacem, d'autres enfin, enlevés de la prison où ils purgeaient leur peine, tels les militaires condamnés après les tentatives de putsch de Skhirat et Kenitra. Des dizaines d'entre eux ayant purgé leur peine, il est inexact de dire qu'ils ont été relâchés à l'expiration de celle-ci.*

*» Les familles de ces personnes séquestrées sont sans nouvelles de leurs parents, et les quelques informations qui ont filtré laissent à penser qu'elles seraient détenues dans des conditions d'inhumanité et de sauvagerie qui ne peuvent laisser indifférent ».*

Plusieurs lecteurs ont relevé d'autre part une phrase du même article disant qu'à Versailles aussi on devait montrer *« patte très blanche »* pour entrer chez le roi. C'est exact au sens littéral du terme, puisqu'il fallait être habillé proprement et même porter une épée ; mais il était facile, au temps de Louis XIV, d'en louer une aux abords du château, et le fait est que ses portes s'ouvraient très largement aux visiteurs.

Enfin, M. Torben Retboll, lecteur d'histoire à l'université d'Arhus (Danemark), nous signale deux légères erreurs de dates : le Polisario a été fondé en 1973 et non en 1974, et l'Espagne s'était engagée à quitter le Sahara avant le 28 avril, et non le 28 février 1976. Il rappelle, d'autre part, que les soldats du Polisario ont réussi à occuper pendant deux semaines la ville de Smara, située à l'intérieur du « triangle utile » défendu par l'armée marocaine.

## Crédulité, légèreté, mépris...

Je ne suis pas de ceux qui expriment souvent leur point de vue dans les journaux, mais devant cette affaire des « avions renifleurs » d'ELF-Aquitaine, je ne peux pas taire mon indignation de citoyen et de chercheur.

De citoyen, d'abord, car comment trouver normal qu'un président de la République emporte avec lui, à l'expiration de son mandat, les documents jugés confidentiels par lui et ses services ? Dans la même logique, pourquoi ne conserverait-il pas la clé de l'abri souterrain d'où le chef de l'Etat peut déclencher la force de frappe ?

Soyons sérieux. Si l'opération a conservé son caractère ultra-confidentiel après 1979, alors que la supercherie était bien établie, ce n'était pas pour des raisons de défense nationale, mais bien parce qu'elle embarrassait les plus hautes sphères de l'Etat.

Je m'étonne aussi que la Cour des comptes accepte aussi facilement de se plier aux instructions d'un premier ministre, alors que son rôle est précisément de découvrir et de dénoncer tout ce qui est irrégulier dans l'utilisation des fonds publics. En dissimulant cette affaire, n'a-t-elle pas perdu de son crédit et de son autorité morale ?

En tant que chercheur, je suis indigné qu'on ait attendu trois ans avant de demander une expertise à un physicien sérieux, lequel a, bien entendu, conclu à l'inefficacité du système proposé. Et qu'on ait englouti des sommes considérables dans une opération qui offrait comme seules garanties la recommandation d'un ancien président du conseil et la caution d'un groupe bancaire étranger.

Je le ressens d'autant plus mal que le gouvernement réduisait au même moment les moyens accordés à la recherche publique. Faut-il rappeler que les années 1976-1979 ont été pour nous les plus sombres depuis la guerre, que les crédits de nos laboratoires baissaient alors de près de 10 % en francs constants, que le recrutement de chercheurs et de techniciens était pratiquement tari ?

Non seulement les responsables, à tous les niveaux, ont fait preuve de crédulité et de légèreté, mais ils ont traité la communauté scientifique de notre pays avec ce qu'il faut bien appeler du mépris. M. Giscard d'Estaing en est-il conscient, lorsqu'il accuse d'abaisser la France ceux qui veulent faire toute la clarté sur cette sordide affaire ?

JEAN-PAUL ZAHN
*astrophysicien,*
*directeur des observatoires du pic du Midi et de Toulouse.*

## J'ai acheté, Je n'ai pas acheté

Dans cette bonne maison, le pâté, qui était à 130 F le kilo pour les fêtes, est à 190 F cette année. J'ai acheté 500 g au lieu de 750 g. Les pâtes fraîches ont augmenté de 10 % en quinze jours : je n'ai pas acheté.

Cette maison vend le chocolat 220 F le kilo, en réalité environ 245 F, car l'emballage est compris dans le poids, le carton est donc vendu 220 F le kilo ! J'ai acheté 500 g pour un cadeau. Je n'y retournerai plus, car j'ai trouvé le procédé peu... commercial. J'ai acheté les cadeaux ailleurs.

Cette maison d'Epernay vend un excellent champagne 61 F la bouteille, soit le prix de 250 g de chocolat (voir plus haut). J'ai acheté.

Le livre intéressant mais pas essentiel 58 F. Je n'ai pas acheté. Le bon livre de poche, un bon titre comme disent les libraires, 21 F. J'ai acheté. Le libraire a envoyé ce gros livre à un ami : port 36 F. Je n'enverrai plus de livre par la poste.

L'escalope a doublé de prix en trois ans chez le boucher du village, Je n'achète plus d'escalope.

M. Delors, quand vous aurez appris aux Français à ne pas acheter n'importe quoi à n'importe quel prix, quand les Français qui « ont les moyens » et même d'autres sauront se discipliner, alors vous arriverez à 5 % réels d'inflation par an.

G.-M. G.
*(Paris).*

## Pas de trappe pour la vie associative

En se réjouissant, dans les colonnes du *Monde* du 17 décembre 1983, de la disparition du (ministère du) temps libre, Mme Geneviève Pujol — sociologue — propose, en alternative, un grand ministère : de la culture ? du tourisme ? de l'éducation ? Elle manifeste ainsi une confiance solide dans les structures administratives en pensant qu'il suffit de choisir la bonne pour en finir avec les vices prêtés aux institutions et aux associations. Tous ces vices ne sont pas imaginaires, bien sûr. Quiconque connaît les associations dans leur déroutante diversité sait pourtant qu'elles ne comptent pas sur la seule générosité d'un quelconque ministère...

Qu'ont fait les associations ? Il faut y aller voir plutôt que de poser des questions malveillantes. La réponse est : *beaucoup*. Mais il n'est pas dans leur nature de tirer ensemble et dans la même direction, et il ne peut être de grand ministère pour y mettre de l'ordre. Il est bien évident que l'action des associations se caractérise par le fourmillement et la diversité des points d'attache ministériels.

Le Conseil national de la vie associative, cité au passage avec quelque dédain, et qui joue auprès de toutes les associations une fonction de magistrature et non de coordination, a déjà pu mesurer dans sa courte existence où sont les besoins communs. Assailli de demandes, il sait que son rôle se borne à faciliter l'exercice de la liberté, tellement compromis par des décennies d'embrouillamini administratif, et il n'attend pas qu'on en rajoute.

Chargé d'établir un bilan annuel de la vie associative et de ses évolutions, il doit également promouvoir un Fonds solidaire de développement. Le temps de la simple assistance est révolu, il faudrait que cela se sache ! Si les associations sont prêtes pour la décentralisation, c'est qu'elles l'avaient devancée. C'est là, sans doute, leur originalité face à l'administration qui a tant de peine à s'y mettre.

Reste le problème du fédéralisme associatif : pour mieux vivre, les associations locales ont intérêt à se regrouper en fédérations et en mouvements affinitaires. Cela donne des institutions quelquefois lourdes, dont les associations d'ailleurs ne se sentent pas exagérément tributaires. Solidarité, oui ; dépendance, non. Et il y a longtemps que cela se passe ainsi, quiconque est en contact direct avec les associations l'a remarqué.

Bien entendu, institutions et associations sont accusées d'archaïsme. C'est, en ce temps, la suprême injure. Je vais faire un aveu : il y a des associations archaïques. Pis encore, chaque association est traversée par des tendances archaïques et des tendances novatrices. Comme toute la société française. On s'y garde pourtant de toute invective à valeur d'exorcisme. Il y a des industriels archaïques, des agriculteurs archaïques, des sociologues archaïques... L'association est un domaine où l'on avance par le dialogue ; il y est débattu plus que partout ailleurs des insuffisances et des résistances au changement.

GEORGES DAVEZAC,
*président du Conseil national de la vie associative.*

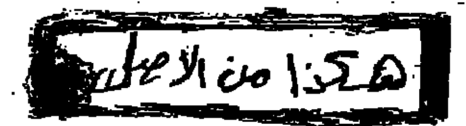
## De la musique avant toute chose...

La lecture de ces trois documents est édifiante : « Pour la paix scolaire », par Bernard Poignant ; « Les deux cultures », par Suzanne Citron ; « L'air et la chanson », par François Perret (*le Monde* du 8 décembre).

Comment pourra-t-il y avoir de paix scolaire tant que les mots qui divisent auront priorité sur la musique dans les écoles ? O musique qui unit les hommes et les peuples ! Musique qui adoucit les mœurs, musique nourriture de l'amour, comme il est dit dans *la Nuit des rois*, de Shakespeare, musique science de paix, comme l'a écrit Jean-Sébastien Bach, qui donc parviendra à te donner une place digne de ce que tu représentes, une place digne de toi dans l'enseignement et la formation de chacun, de chaque être ?

PAUL TORTELIER,
*violoncelliste.*





Le Monde

# étranger

## PROCHE-ORIENT

### Les attentats contre l'armée israélienne dans le Sud-Liban ont coûté la vie à quelque 200 militaires

Beyrouth. – Six attentats et dix explosions ont eu lieu en 48 heures au Sud-Liban.

Deux attentats ont fait, le mercredi 28 décembre, 1 mort et 2 blessés parmi les soldats israéliens, et un troisième a eu lieu le même jour, que Jérusalem a passé sous silence ; quatre attentats, la veille, avaient fait 3 tués hébreux dont un *officier, et 3 morts parmi* les assaillants.

Le repli sur le fleuve Awali, qui devait assurer la sécurité des soldats, effectué au pas de charge le 4 septembre, malgré les requêtes insistantes des gouvernements libanais et américain, n'aura en aucune manière servi l'armée israélienne.

En créant un vide qui a engendré la bataille du Chouf et sapé davantage l'autorité de l'Etat libanais, Israël a peut-être joué aux apprentis-sorciers. La fièvre qui s'est de nouveau emparée du Liban et l'anarchie qui s'est aggravée n'allaient pas, en effet, s'arrêter comme par enchantement sur les fortifications édifiées le long de l'Awali, complaisamment montrées à la presse pour justifier le refus israélien d'ajourner le retrait.

#### Toutes les formes de harcèlement

Les événements ont infligé à M. Arens, théoricien du repli, un sanglant camouflet. Dans un seul et même pays l'anarchie a naturellement tendance à se propager et ne vient pas buter sur des barbelés et des murs de sable. Les *chiites de la* banlieue sud de Beyrouth, qui résistent à l'autorité de l'Etat libanais, sont ceux-là même qui, au Liban-Sud, défient le puissant Israël. Tandis que le ministre israélien de la défense inspectait, mercredi, le nouveau dispositif de sécurité, un soldat israélien était tué et deux autres blessés à quelques kilomètres de là. Un second attentat survenu dans la Bekaa, face aux lignes syriennes, est attribué à des fedayin dissidents palestiniens prosyriens, qui reprennent du service sur ce front après avoir réglé leurs comptes avec M. Arafat.

Les attentats de la veille sont encore plus significatifs. Au cours de l'un d'eux, *les commandos libanais* – des « résistants » pour les uns, des « terroristes » pour les autres – ont accroché en pleine nuit une patrouille israélienne et lui ont livré bataille dans les rues de Saïda. Les trois assaillants, des jeunes gens de

De notre correspondant

Saïda qui auraient des connexions avec l'intégrisme musulman, ont été tués, mais les Israéliens ont eu au moins un mort, peut-être trois.

L'armée israélienne subit au Liban-Sud toutes les formes de harcèlements ; les assaillants prennent le risque de l'affronter en dressant des embuscades, en lançant des grenades, en tirant sur les patrouilles ou les postes militaires. La voiture piégée et le camion-suicide ne sont que des formes, moins fréquentes, des *attentats anti-israéliens.*

Même si l'opération la plus meurtrière a été menée par un camion-suicide – contre le Q.G. de Tyr, le 4 novembre : 29 morts et 29 blessés israéliens, – ce n'est pas cela le plus grave pour Israël, mais bien l'hémorragie lente que subissent ses troupes et leur impuissance face à un mouvement qui va en s'amplifiant. Le repli sur l'Awali, le 4 septembre 1983, aura donné une petite semaine de répit aux Israéliens puisque le premier attentat s'est produit le 10 septembre à *Nabatyeh* (3 blessés). En septembre et en octobre, le rythme des opérations était à peu près le même, mais elles sont devenues plus meurtrières et plus fréquentes : un attentat tous les deux jours. En décembre, le rythme s'accélère : trente et une opérations jusqu'au 28, soit plus d'une par jour, qui ont fait au moins 11 morts et une vingtaine de blessés. Au total, 47 morts et 92 blessés israéliens en quatre mois, bilan qui, *grosso modo* confirmé par les communiqués de Jérusalem.

Avant leur repli sur l'Awali, les Israéliens avaient déjà eu 160 tués par attentats au Liban en onze mois, si l'on inclut les 75 morts de leur *quartier général de Tyr, le 11 novembre* 1982, attribués par Jérusalem à l'explosion d'une bonbonne de gaz, mais qui est quasi certainement due à une opération-suicide. Les attentats auront donc coûté à l'armée israélienne 207 morts en quinze mois, et environ 800 blessés.

La guerre du Liban proprement dite ne leur avait pas coûté beaucoup plus de morts, puisque, à l'arrêt des hostilités le 7 septembre 1982, les pertes israéliennes se situaient encore au-dessous de 300 morts. Les Israéliens ont beau faire, ils ne parviennent pas à contrôler la situation. Après s'être barricadés sur l'Awali et avoir limité le passage entre leur zone d'occupation et le reste du pays à trois ponts, ils les ont pratiquement fermés à la circulation depuis le terrible attentats anti-israélien du 4 novembre, ne laissant passer que les piétons – et encore pas toujours – et les voitures, soigneusement filtrés.

Rien n'y fait. Plus l'Awali est hermétique, plus les attentats se multiplient. L'explication attribuant ce phénomène aux quatre mille prisonniers du camp d'El-Ansar relâchés il y a six mois en échange de six Israéliens, avancée par l'Etat hébreu, ne saurait être que marginale, à supposer qu'elle explique la progression des attentats en décembre. En réalité, les Israéliens refusent d'admettre que, après avoir été bien tolérés, voire accueillis avec soulagement par les Libanais du Sud, musulmans compris, ils se sont inévitablement transformés en une armée d'occupation dans une zone largement chiite, à l'exception de la ville de Saïda, sunnite, et d'une présence chrétienne non négligeable. Cela coïncidait avec la montée du chiisme libanais, phénomène de société venu d'Iran, auquel ils font face – comme les Américains et les Français à Beyrouth – avec des moyens techniques. En affaiblissant l'Etat libanais, fondé sur une « connivence » maronito-sunnite encore acceptée par les chiites, les Israéliens ont sans doute accéléré un processus qui se retourne contre eux.

On leur prête aujourd'hui l'inten*tion de se replier d'une rivière à l'au*tre : de l'Awali sur le Zahrani, abandonnant ainsi Saïda. Ils ne peuvent ignorer cependant que la majorité des chiites qui leur font cette guérilla insupportable pour eux se trouvent précisément au sud du Zahrani.

LUCIEN GEORGE.

### Israël

PARMI D'AUTRES MESURES D'AUSTÉRITÉ

### Le ministre des finances envisagerait de « geler » la colonisation de la Cisjordanie

Jérusalem. – Les dirigeants israéliens aiment manipuler les « bombes politiques », surtout quand celles-ci font long feu. On a eu droit mercredi 28 décembre à une nouvelle illustration de cet art périlleux, auquel s'est adonné, cette fois, le ministre des finances, M. Yigal Cohen-Orgad.

Tout a commencé lorsque la radio israélienne révéla que le grand ar*gentier, qui tente sans succès depuis* des semaines d'imposer à ses collègues du gouvernement un train de mesures d'austérité, envisageait un « gel » temporaire des implantations juives *en Cisjordanie. Cette mesure,* précisait la radio, concernerait trente et une colonies de peuplement en cours de construction. Les travaux visant à développer les implantations existantes seraient également interrompus.

#### Une levée de boucliers

Cette « fuite » savamment orchestrée émanait, semble-t-il, de la Knesset. Elle sema aussitôt la stupéfaction. Le premier ministre, M. Itzhak Shamir, convoquait immédiate*ment M. Cohen-Orgad pour* de plus amples explications. Après cette entrevue, le ministre des finances continua d'entretenir le doute en se contentant d'indiquer laconiquement que les informations diffusées par la radio *« n'étaient pas totalement exactes »*. Tous ceux qui, au sein de la coalition gouvernementale, attendaient un franc démenti sortirent alors de leurs gonds. Comment les partis nationalistes et religieux ne se seraient -ils pas sentis provoqués par le projet qui semblait remettre en cause ce que le Likoud a de plus cher, à savoir sa volonté d'enraciner au plus vite des communautés juives d'un bout à l'autre du *« Grand Israël » ?*

Ministre de la science et chef du parti Tehya (Renaissance), M. Youval Neeman fulminait, me-

De notre correspondant

naçant de quitter le gouvernement au cas où le projet de M. Cohen-Orgad serait adopté. Il déplorait que les implantations manquassent déjà d'argent. Avec trois députés à la Knesset, Tehya eSt l'une des petites formations charnières qui, associées au Likoud, lui assurent une majorité parlementaire.

Le gouvernement religieux Goush Emounin (Bloc de la foi), fer de lance de la droite favorable à l'annexion des territoires occupés, estimait, par la voix de l'un de ses chefs, M. Haetzni, que *« le gel éventuel des implantations signifierait nécessairement la fin du gouvernement actuel, puisqu'il viderait ses options politiques de toute substance. Il a été élu et il existe pour renforcer la présence juive en Judée-Samarie »* (Cisjordanie). *S'il renonçait à ce programme, il ne serait plus qu'un corps sans âme »*. Quant au président du conseil des localités juives – qui regroupe les associations de colons, – il assimilait le projet à une *« escroquerie marquant le suicide idéologique de ce gouvernement »*. Pour Goush Emounim, les habitants des implantations juives *« sont prêts à accepter une baisse de leur niveau de vie, mais il faut néanmoins créer de nouvelles localités l'an prochain »*.

Du côté de l'opposition, on semblait agréablement surpris par le projet de M. Cohen-Orgad, au point qu'un député travailliste relançait aussitôt l'idée d'un gouvernement d'union nationale entre son parti et le Likoud. La *réaction la plus favorable* émanait du mouvement « La paix maintenant », créé l'an dernier en oppposition à la guerre du Liban. Celui-ci encourageait le gouvernement à mettre son projet à exécution et à le transformer en *« un premier pas vers une initiative de paix »*.

*La tempête politique s'apaisa* quelque peu lorsqu'on apprit que M. Shamir avait demandé à son ministre de présenter son projet comme *« une simple proposition » devant être étudiée par le gouvernement*. Plus tard, le Trésor mettait en garde contre toute *« spéculation »*. Pasionaria du parti Tehya, Mme Geula Cohen, à moitié rassurée, déclarait avoir reçu l'assurance de MM. Shamir et Cohen-Orgad que le programme d'implantations demeurerait en tête des priorités gouvernementales. Dans la soirée, la télévision annonçait que les deux ministres avaient apaisé les craintes des associations de colons.

#### Une pression sur les « dépensiers » ?

Alors, qui bluffe qui ? Une chose est sûre : MM. Shamir et Cohen-Orgad n'ont pas renoncé à l'objectif stratégique consistant à développer des colonies juives dans les territoires, à cet élément-clé de la profession de foi du Likoud qui est au cœur de leurs projets idéologiques. On les voit mal marchander pour de vulgaires raisons d'intendance les principes politiques qu'ils ont défendus jusqu'à présent avec une entière intransigeance. M. Shamir, comme M. Arens, son ministre de la défense, ne perd jamais une occasion de rappeler de droit inaliénable des juifs à s'installer dans les territoires. Il vantait récemment les *« implantations spontanées relevant d'initiatives privées »*. Quant à M. Cohen-Orgad, son zèle annexionniste est au-dessus de tout soupçon, puisqu'il s'est construit une résidence à Ariel, l'une des principales colonies de Cisjordanie.

On dénombre actuellement cent huit implantations en Cisjordanie, où vivent quelque trente mille colons. Il est prévu d'en établir cinquante-sept autres d'ici à 1986, ce qui portera la communauté juive à cent mille personnes. Le coût de la colonisation est difficile à chiffrer ; il varie entre 200 et 600 millions de dollars selon qu'on y intègre ou non les dépenses strictement militaires. Les implantations ne sont financées par aucun budget spécifique mais *relèvent de divers ministères.*

Il faut replacer l'initiative de M. Cohen-Orgad dans le contexte de la crise économique où Israël se débat depuis plusieurs mois. La hausse des prix devrait avoisiner 200 % cette année. M. Cohen-Orgad a entrepris une politique anti-inflationniste qui suppose les coupes claires dans le budget de l'Etat. On avait d'abord envisagé une compression de 2 milliards de dollars lors du prochain exercice (avril 1984-mars 1985). On parle aujourd'hui plus modestement de 800 millions.

Or aucun des ministères « dépensiers » n'a jusqu'ici consenti aux sacrifices nécessaires. Par attachement au programme de leur parti ou pour ne pas ternir leur image personnelle, les ministres se cramponnent à leur budget. Qu'il s'agisse du logement, de l'éducation, de la défense ou de la santé, chacun protège l'acquis et prône l'austérité pour les autres, tandis que M. Cohen-Orgad fait à peu près l'unanimité contre *lui*. A l'instigation de la *centrale syndicale* Histadrout, qui entend protester contre la réduction du niveau de vie prévue pour 1984 par M. Cohen-Orgad – de 8 à 12 %, – des grèves du zèle ou perlées paralysent tour à tour depuis plusieurs jours les différents services publics. Mercredi, par exemple, Eilat fut le théâtre d'une opération *« ville morte »*.

M. Cohen-Orgad doit présenter vendredi les grandes lignes de son projet de budget lors d'un conseil des ministres extraordinaire. A-t-il sérieusement songé au *« gel économique »* des implantations pendant une période d'un an, mesure qui le doterait d'un confortable fonds de roulement ? Il souhaite manifestement faire partager le fardeau de l'austérité par tous les ministères. A ses yeux, l'austérité doit concerner tout le territoire du Grand Israël ; il *ne voit pas pourquoi* les colons juifs de Cisjordanie y échapperaient. Le gel provisoire des implantations serait donc la conséquence inéluctable du tour de vis budgétaire général.

La « fuite » révélée à point nommé mercredi, quarante-huit heures avant une réunion décisive, visait probablement à créer un choc au sein du gouvernement. Tout se passe comme si, en rendant public un projet idéologiquement inacceptable par la majorité des ministres, M. Cohen-Orgad avait voulu montrer *qu'il était prêt aux plus grands* sacrifices pour remettre à flot l'économie.

J.-P. LANGELLIER.

### Vives controverses à Washington sur l'engagement au Liban

(Suite de la première page.)

Il y a tout à parier que M. Reagan, qui ne cesse d'expliquer, depuis l'attentat d'octobre, que sa politique répond aux *« intérêts stratégiques »* des pays occidentaux et que l'Amérique doit savoir faire face à ses responsabilités, fera front. Ses appels au patriotisme, à la fierté nationale, à la résistance face au terrorisme et à la défense du monde libre ne sont pas sans écho, et il peut espérer pouvoir tenir tête même à ses propres amis. Mais il est aussi certain que, proprement désavoué par l'armée, il se trouve, depuis cette semaine, dans une position beaucoup plus fragile. Sa politique, si ce n'est son prestige personnel, est maintenant à la merci *de nouvelles pertes américaines* à Beyrouth, et la Syrie a de moins en moins de raisons d'être intimidée par une *« détermination »* présidentielle rendue aussi aléatoire.

*« Les décisions prises* [au Liban] *durant les quinze derniers mois,* dit le rapport, *ont été caractérisées, pour une large part, par l'accent mis sur les options militaires, bien que les conditions sur lesquelles la sécurité de la force américaine de maintien de la paix était fondée se soient détériorées de façon continue, en même temps que se ralentissaient les progrès en vue d'une solution diplomatique. »*

En clair, on est passé du maintien de la paix à la guerre, sans prendre aucune mesure nouvelle. Il faut donc procéder à un *« réexamen urgent »*, et *« la commission recommande que le secrétaire à la défense continue de presser le conseil de sécurité nationale d'entreprendre (...) une approche plus vigoureuse et plus exigeante, en vue d'une alternative diplomatique »*.

#### Une accumulation de négligences

*Ce passage-clé confirme un désac*cord ancien entre M. Weinberger, le secrétaire à la défense, et M. MacFarlane, le conseiller du président pour les affaires de sécurité nationale. M. MacFarlane étant soutenu par M. Shultz et le département d'Etat, on se trouve dans la situation peu banale de militaires reprochant, avec leur ministre, aux diplomates et aux conseillers du chef de l'exécutif, de préférer les canons à la négociation.

Une représentante démocrate, *Mme Mikulski, a déjà annoncé* qu'elle allait demander la démission de M. Weinberger – pourtant implicitement absous par le rapport.

On apprend aussi que le commandant du contingent, le colonel Geraghty, durement mis en cause par le rapport Long, avait ordonné que les armes des sentinelles ne soient pas chargées pour éviter le risque de blesser des civils libanais.

Le rassemblement de quatre cents « marines » dans un seul bâtiment a pesé lourd dans le bilan de l'attentat. On ne peut pas en tenir seulement rigueur aux officiers responsables sur le terrain, puisque du haut en bas de la hiérarchie, jusqu'au général Rogers, commandant en chef en Europe, les négligences se sont accumulées : du manque d'un service de renseignement adéquat à une mauvaise appréciation de *« la détérioration de la situation politico-militaire »*.

La commission Long recommande l'ouverture de procédures disciplinaires car *« les chefs militaires sont responsables de leurs subordonnés »*. On apprend qu'après le premier attentat au camion-suicide, commis en avril dernier contre l'ambassade américaine, une équipe antiterroriste envoyée sur place avait conclu que ce n'était là que *« le prélude à une attaque plus spectaculaire »*. Rapport fait, ces *spécialistes avaient été rappelés, et* aucune mesure particulière n'avait été prise, alors même que des agents du F.B.I. avaient attiré l'attention des autorités sur les redoutables capacités dévastatrices des nouveaux explosifs utilisés par les terroristes.

Au fil des pages, la conclusion politique s'impose : c'est une mission impossible qui avait été confiée au « marines », qui *« se sont pourtant comportés de manière altruiste et souvent héroïque »* pour porter secours à leurs camarades après l'attentat. Mais *« la menace contre les installations et les troupes américaines reste forte et s'accroît à un rythme alarmant »*. Si *« les mesures de sécurité appliquées depuis le 23 novembre ont diminué la vulnérabilité du contingent (...), les précautions prises ne sont pas suffisantes pour empêcher de nouvelles pertes de vies humaines »*.

M. Reagan le sait si bien qu'il répète à chaque occasion qu'il faut s'attendre à de nouveaux attentats terroristes. A ses yeux, ce risque doit être assumé, car les Etats-Unis ne peuvent ni s'engager dans une véritable guerre au Liban ni laisser le soin aux Israéliens de s'opposer aux Syriens comme le lui conseille, dans *U.S.A. Today*, M. Viguerie, l'idéologue de la nouvelle droite qui avait tant fait pour son élection en 1980.

Cette possiblité-là, le président la récuse, tout autant que le retrait. Il n'est pas prouvé, surtout depuis la rencontre de la semaine dernière entre M. Arafat et le président Moubarak, que le plan du président ne soit plus valable. L'ennui est que le processus est long, plus qu'incertain, que les militaires ne veulent pas servir de cibles impuissantes et que les sénateurs et les représentants savent *bien que cette politique est difficilement « vendable »* à l'électorat. Entre la surenchère patriotique et l'abandon, la voie est étroite pour M. Reagan.

BERNARD GUETTA.

● *Report du voyage en Syrie de M. Jackson.* – Le pasteur Jesse Jackson, candidat noir à l'investiture du parti démocrate pour l'élection présidentielle américaine, a annoncé mercredi 28 décembre qu'il reportait de quelques jours le voyage qu'il projetait de faire en Syrie. M. Jackson, qui veut essayer d'obtenir la libération du pilote américain noir, Robert Goodman, fait prisonnier le 4 décembre au Liban, avait indiqué mardi qu'il renoncerait à ce voyage s'il n'avait pas l'assurance des Syriens d'obtenir la libération du lieutenant Goodman, ou si le président Reagan le priait d'y renoncer. Le père de Robert Goodman a lui-même *demandé à M. Jackson de re*noncer à son projet. Le candidat à l'investiture démocrate estime que c'est seulement depuis qu'il a fait part de son intention de se rendre en Syrie que les autorités américaines s'intéressent vraiment au sort du prisonnier. – (*A.F.P.*)

### A Sanaa

#### LE CONSEIL MILITAIRE DE L'O.L.P. A ADOPTÉ UN PROJET DE RESTRUCTURATION DES FORCES PALESTINIENNES

Le conseil militaire de l'O.L.P., réuni à Sanaa, mardi 27 et mercredi 28 décembre, sous la présidence de M. Arafat, a mis fin à ses travaux au terme de quatre séances consacrées à l'examen de la situation des com*battants palestiniens stationnés* dans des pays arabes après leur évacuation de Tripoli (Nord Liban). Le conseil compte onze membres, quatre du Fath et un représentant pour chacune des sept autres organisations de l'O.L.P. Six parmi ces derniers ont boycotté la réunion, qui a approuvé un projet de restructuration des forces palestiniennes dans les pays arabes, notamment dans le domaine de l'entraînement et de l'armement.

Dans une interview, accordé à l'hebdomadaire arabe paraissant à Paris, *Al Watan al Arabi*, le président Moubarak assure que le président de l'O.L.P. s'engagera sur une voie pacifique pour régler le conflit palestinien et, à cet effet, lui a promis de reprendre les négociations avec le roi Hussein de Jordanie.

## AFRIQUE

### Maroc

#### HASSAN II ANNONCE UN RECENSEMENT DES FORTUNES

Rabat (*A.F.P., Reuter*). – Le roi Hassan II a annoncé dans un discours télévisé, mardi 27 décembre, une nouvelle série de mesures économiques destinées à redresser la situation financière du pays. Il a souligné que, cette fois, ce ne sont pas les déshérités qui seront frappés, mais les riches, et a précisé qu'un recensement des fortunes allait être effectué au cours du mois à venir pour délimiter les catégories sociales qui devraient répondre à *« cette nécessaire solidarité nationale »*.

Aux prises avec de graves difficultés, le Maroc a été obligé de demander un rééchelonnement de sa dette extérieure après avoir pris cet été des mesures d'austérité, qui ont entraîné la hausse des prix de plusieurs produits de première nécessité, dont le pain, le lait, l'huile et l'électricité. Ces difficultés sont dues, selon le souverain, à trois années de sécheresse et à la détérioration de la balance commerciale (les importations de pétrole sont passées de 300 millions de dirhams (1) en 1973 à 7 milliards en 1983). Le roi n'a pas voulu y inclure le poids des dépenses militaires, car, a-t-il expliqué, *« le Maroc sera toujours en guerre parce qu'il doit se défendre en raison de la jalousie que suscite sa situation stratégique »*.

Enfin, le souverain a annoncé qu'il a signé un dahir (décret) pour la tenue des élections législatives au début de l'année prochaine et indiqué que le nouveau Parlement se réunirait le deuxième vendredi d'avril, c'est-à-dire le 13.

(1) 1 dirham = 1 franc.

# ASIE

## Le nouveau combat du Vietnam

*(Suite de la première page.)*

D'ici là également, on espère bien à Hanoï que les recherches pétrolières en mer, menées avec l'aide des Soviétiques, auront commencé à donner quelques résultats.

Autant pour l'énergie qui, après le secteur alimentaire, constitue la première priorité. Mais l'avenir est moins clair en ce qui concerne d'autres branches de l'industrie, lourde ou légère. Il est vrai qu'on part de si loin ! En 1980, la valeur de la production industrielle nationale était inférieure de plus de 10 % à ce qu'elle était en 1978. C'est bien pourquoi, d'ailleurs, la moindre amélioration est immédiatement sensible, même si certains observateurs étrangers particulièrement sévères estiment que l'économie vietnamienne n'est pas réellement en voie de progrès, mais se contente de « rebondir » sur un increvable plancher atteint au terme d'un long déclin.

Les responsables qu'on peut rencontrer à Hanoï comme à Ho-Chi-Minh-Ville sont évidemment moins pessimistes, mais ils ne font pas preuve non plus de complaisance exagérée. Découvrant enfin la paix en 1975, racontent-ils en substance, le pays s'est lancé dans de vastes projets. Trop ambitieux peut-être. Leur réalisation était en tout cas difficilement conciliable avec les charges militaires qui ont pesé sur le Vietnam à partir de 1979. La faute à qui ? C'est une autre question mais, nécessité faisant loi, c'est à partir de ce moment qu'intervient une certaine « libéralisation » de la politique économique qui a pour but — et pour résultat — de développer d'urgence les *« forces productives »*, en particulier dans le secteur alimentaire et dans celui du commerce extérieur, à la fois source de devises et remède aux insuffisances de la distribution.

### Faire le tri

Le plus chaud de l'alerte étant passé, on fait le bilan. L'expérience d'une nouvelle politique économique est approuvée en juin 1982 par le cinquième congrès du parti, mais déjà on cherche à faire le tri entre ses différents effets, positifs et négatifs. Les choix ayant un caractère largement politique, ils ne se font pas du jour au lendemain, reflètent la vieille méfiance d'un Nord austère envers un Sud dévergondé, traduisent un certain projet de développement social, tiennent compte, enfin, même si on ne le dit pas, des « conseils » du puissant bailleur de fonds soviétique.

Il n'est pas question, affirment aujourd'hui nos interlocuteurs, de revenir sur les orientations du cinquième congrès, surtout en ce qui concerne les structures de la production agricole où les méthodes d'intéressement ont fait leurs preuves. Une remise en ordre était nécessaire, en revanche, dans le domaine du commerce extérieur, principalement à Ho-Chi-Minh-Ville, où l'impétueux développement de l'initiative privée conduit à des déséquilibres qu'il convenait de corriger. Sur le « marché aux voleurs » de Saïgon, magnétoscopes et postes de télévision ont désormais laissé la place à des rayons d'horlogerie, de photographie et à une quincaillerie beaucoup plus modestes... Toutes les relations économiques de la grande métropole du Sud avec l'étranger passent désormais, au moins en théorie, par une compagnie unique, sur laquelle le contrôle de l'Etat s'exerce avec vigilance.

On décèle la trace de cet esprit de compromis dans les conclusions de la conférence des organisations du parti à Ho-Chi-Minh-Ville, qui s'est tenue au début du mois de novembre, où l'on s'est gardé de condamner quiconque tout en rappelant les objectifs, à terme, de la socialisation de l'économie.

Cela, toutefois, sans un volontarisme trop systématique, dont les épreuves passées semblent avoir guéri une partie de la direction vietnamienne. *« Nous tirons les leçons des erreurs du passé, nous procédons par tâtonnements en opérant les corrections qui s'imposent »* vous explique-t-on ici ou là. Pragmatisme pur ? Pas tout à fait, car le dessein politique demeure bien présent. Mais il s'agit de le marier avec les réalités.

### Le contexte international

Le « patron » de Ho-Chi-Minh-Ville résume cet état d'esprit — et la patience qu'il suppose, — lorsqu'il explique de quelle manière *doit être résolu, à son sens, « le problème de la distribution »*. Si l'objectif est d'étendre la part du commerce d'Etat (environ 40 % des budgets familiaux va actuellement au secteur privé et plus de 50 % pour ce qui concerne l'alimentation), il ne pourra être atteint que lorsque la pénurie sera en voie de disparition. Un approvisionnement « normal » interdira les écarts de prix considérables aujourd'hui enregistrés entre marché parallèle et magasins d'Etat, conduisant finalement à une homogénéisation des deux systèmes, moins par autoritarisme que par le jeu des lois économiques.

Vision idyllique, à terme ô combien incertain ? Pas du tout, répond M. Mai Chi Tho en ouvrant les cinq doigts de la main : *« Vous verrez dans cinq ans... »* Autant dire après-demain.

Le même optimisme, relatif, est partagé par d'autres interlocuteurs qui estiment pouvoir le justifier par une variété d'arguments. Certes, admettent-ils, notre économie est grevée par le double fardeau de la démographie galopante, et d'un chômage hérité des « mutations » de 1975 (et que de récentes mesures fiscales, dans le Sud au moins, semblent bien avoir aggravé). Mais il est exact aussi que le Vietnam est, parmi les pays dits en voie de développement, l'un de ceux qui dispose d'une marge notable de progrès, qu'il s'agisse des rendements agricoles, de la superficie des terres cultivables, de la mise en valeur des ressources naturelles ou même de l'exploitation du parc industriel installé. Et les capacités énergétiques des programmes peut-être exagérément ambitieux au départ, et qui ont traîné des années, pourraient se trouver justifiées à la fin de la présente décennie.

Il va de soi que tout serait beaucoup plus facile si le Vietnam, parallèlement aux tâches du développement économique, n'était pas soumis aux contraintes imposées par sa propre conception de sa sécurité. Autrement dit, par le fardeau de ses dépenses *militaires*, au Cambodge ou ailleurs, d'une manière générale face à la Chine.

Le temps n'est pas, malheureusement, aux grandes initiatives pacifistes. On se défend, à Hanoï, de s'enfermer dans une attitude d'intransigeance en rappelant qu'à travers toute son histoire le Vietnam a su transiger, quand cela était à la fois nécessaire et possible, avec son imposant voisin du Nord. *« Le Vietnam*, dit le dernier numéro de la revue *Etudes vietnamiennes* publiée à Hanoï, *a une expérience millénaire quant à la manière de ménager l'amour-propre des fauves. »*

Encore faudrait-il que le contexte international soit favorable à la recherche de compromis. Mais qui, nous demande l'un de nos interlocuteurs, a aujourd'hui un réel intérêt à voir s'établir un environnement pacifique autour du Vietnam ? Ni les Chinois ni les Américains, semble-t-il. Quant aux Soviétiques, le respect des conventions entre pays et partis frères permet à peine qu'on pose la question — même si un doute, *parfois, peut percer dans les* regards.

ALAIN JACOB.

### LES PROJETS POUR 1984

L'Assemblée nationale vietnamienne a tenu du 20 au 26 décembre une session au cours de *laquelle elle a notamment* approuvé les objectifs économiques fixés pour l'année 1984. Ceux-ci prévoient un accroissement de 9,5 % de la production industrielle et de 7 % de la production agricole. On note en particulier le projet d'une extension de 38 % de la superficie des cultures industrielles et d'une augmentation de 86 % de la production de ciment. Les exportations devront augmenter de 22 %, objectif jugé plus réaliste par les observateurs que celui d'une croissance de 51 % qui avait été fixé pour 1983 et qui n'a pas été atteint.

M. Vo Van Kiet, vice-premier ministre et responsable du plan, qui a donné ces indications, a d'autre part annoncé que cent vingt mille personnes seraient envoyées dans de *« nouvelles zones économiques »* dans le but à la fois de « désengorger » les agglomérations urbaines et d'étendre la superficie des terres cultivées.

Enfin, l'Assemblée a décidé de ramener le taux de croissance démographique — actuellement de 2,9 % selon les experts internationaux — à 2 % en 1984 et 1,7 % en 1985. — *(A.F.P.)*

## L'an V de la djihad afghane

## III. — *La revanche des parias*

De notre envoyé spécial PATRICE CLAUDE

**Dans cette guerre où l'on fait peu de quartier, quelques prisonniers soviétiques ont toutefois survécu (*le Monde* des 28 et 29 décembre). Les uns ont pris les armes aux côtés de la résistance, d'autres refusent obstinément de trahir la mère patrie.**

Jaghori (Hazarajat). — D'après un ami proche de l'ancien roi Zaher Shah, chargé par son maître de prendre la température monarchiste parmi les chefs moudjahidin temporairement au Pakistan, *« la très glorieuse résistance »* souffrirait essentiellement de trois maux : *« le manque d'armes perfectionnées, ses rivalités intestines suscitées — qu'Allah leur pardonne — par de mauvais chefs et, enfin, le coupable dédain qu'elle affiche pour l'intendance »*. Il était donc logique que ceux qui se chargent aujourd'hui de cette basse question aient toujours fait l'objet du souverain mépris de l'ethnie pashtoune dominante.

Adeptes de l'hérésie chiite dans un pays qui compte 80 % de croyants sunnites, les deux millions et quelques (1) de Hazaras sont, dit-on, des êtres humbles et inoffensifs. Descendants des hordes d'envahisseurs mongols du terrible Gengis Khan, ils auraient fini, au fil des siècles, par troquer leur ardeur combattante contre un solide bon sens commerçant. Les bazars abondent dans leur région et sont suffisamment bien *garnis pour attirer, dans* les échoppes poussiéreuses, toutes sortes d'acheteurs. A commencer par de fiers Pashtounes chargés du ravitaillement de leurs villages et combattants...

Sur l'instigation de la Shura, l'organisation numéro un du Hazarajat, les négociants veillent habilement à l'approvisionnement des échoppes. *« Quand un produit indispensable devient trop rare et cher*, explique un administrateur de l'organisation, *on envoie plusieurs camions au Pakistan pour ramener de quoi inonder le marché et faire baisser les prix (...) L'argent doit sevir à la révolution, pas à enrichir quelques-uns. »* Certains, plus avisés que d'autres, parviennent tout de même à se remplir les poches mais, d'une manière générale, les Hazaras ne méritent sûrement pas la réputation d'*« usuriers de la djihad »* que leurs adversaires sunnites tentent parfois de leur attribuer.

Hadjit Rasul, l'homme qui permit la réalisation de ce reportage sur le terrain et qui préside aux destinées de l'Ettehadya e Islami, un petit parti *de résistance essentiellement* implanté dans la vallée de Jaghori, se fâche tout rouge quand on lui rapporte de telles calomnies. *« Nos gens ne sont pas des profiteurs. Il y a parmi eux beaucoup de moudjhidin et pratiquement pas de mouhadjirin* (réfugiés). *Vous l'aurez remarqué, chez nous, on ne fuit pas devant l'ennemi. »* L'ennemi, en vérité, ne s'aventure guère dans ces montagnes. Le Hazarajat est de toute façon impossible à occuper et, de surcroît, il présenterait peu d'intérêt stratégique pour les Soviétiques. S'ils y conduisent parfois de meurtrières opérations, visant plus à terrifier les civils qu'à décimer la résistance, ils se contentent, pour l'heure, de tenir, vaille que vaille, les quelques villes et de surveiller les grands axes.

Pour parvenir du Pakistan jusque sur les hauteurs hazaras, à 3 000 et 4 000 mètres, il suffit donc d'éviter les sentiers battus. Trois jours plus tard, avec de la chance et un véhicule en état de marche, 600 kilomètres de pistes défoncées auront été parcourues, des torrents franchis, et des pics contournés. La grande et belle vallée de Jaghori sera alors en vue. Sur le chemin, on aura croisé quelques longues caravanes de dromadaires chargés jusqu'à la bouche, et montés par de fières familles nomades, armées jusqu'aux dents, comme de toute éternité...

On aura aussi rencontré des dizaines de cavaliers enturbannés, fusil ou Kalachnikov et bandoulière, et recueilli les derniers soupirs de gros camions préhistoriques et bariolés, expirant paisiblement sous le fardeau, au beau milieu des pistes. Des femmes en robe multicolore auront *prestement rabattu le tchador*, et caché à l'étranger leurs beaux yeux cernés de khol. Même une meute de loups magnifiques et affolés dans la lumière des phares se sera laissé contempler quelques longues minutes. Mais de soldats soviétiques, point. Goliath sort très peu de sa caserne, c'est David qui occupe le pays profond. Les vallées, les montagnes, les villages et les voies de communication éternelles sont aux mains des résistants.

### Les portraits de l'imam Khomeiny

S'il a de la chance, le voyageur clandestin n'apercevra l'occupant que de loin, à l'approche, par exemple de la grand-route goudronnée — l'une des trois du pays — qui relie Kaboul à Kandahar. Pour qui vient du Pakistan, le franchissement de cette dangereuse ligne de macadam est inévitable. Repliée dans un vieux fortin, bâti en haut d'une colline surmontée d'une station radar, une petite garnison gouvernementale, épaulée par une escouade soviétique, surveille le plateau et contrôle de loin les allées et venues. Un ou deux hhélicoptères survolent, presque constamment, les environs. Pour passer, il faut attendre qu'ils s'éloignent, vérifier que des blindés ne sont pas de sortie, chauffer le moteur, et piquer droit *sur le massif*, derrière la colline ennemie.

Le franchissement de la *« ligne Mortimer-Durand »*, qui sépare l'Afghanistan de son voisin, est plus simple. Quelque part, entre Quetta et Peshawar, la frontière n'est matérialisée que par un large fossé de sable gris, carrossable et gardé, du côté afghan, par quelques Moudjahidin frigorifiés dans leur casemate de boue. A 5 heures du matin, les *« formalités douanières »* sont vite expédiées. Une lettre signée d'un chef de la résistance ou les salamalecs d'un bon guide font office de visa.

Vénérés par les populations, les moujahidin sont omniprésents. Le long de la piste, dans les hameaux et les bazars, dans les *« maisons de thé »*, et les auberges-cloaques où l'on s'entasse, le soir, autour du feu pour tremper la crêpe de pain noir dans la traditionnelle soupe à l'huile. La nuit venue, quand ils ne sont pas au front ou chez eux, les guerriers de la Djihad dorment chez l'habitant ou dans les mosquées, transformées pour eux en hôtel-refuge. Ici comme ailleurs, l'Islam est au service de la révolution. Au Hazarajat, c'est connu, le portrait de l'imam Khomeiny fait partie du décor. Les gens l'apposent ostensiblement partout, sur les portes des gourbis et des bazars, dans les auberges et édifices publics.

Il y a dix ans, c'est la tête du Shah Pahlevi qui ornait les mêmes murs... Ce qui ne signifie pas que tous soient pro-iraniens, au sens politique du terme. Pour ces mal-aimés, s'identifier au puissant voisin chiite, c'est d'abord gagner certains égards, sinon l'estime, des autres ethnies, et montrer au village qu'on a son propre certificat de *« bonne moralité chiites »*. Toutefois, si la personne de l'irascible vieillard de Qom est sacrée, les avis sur son gouvernement sont partagés. Plusieurs mollahs, et non des moindres, disent ouvertement leur déception à son égard. L'Iran, s'il a fourni quelques armes au début du conflit, notamment à l'époque de M. Bani Sadr, n'envoie plus rien. Sauf des posters de l'imam et des Corans... Les rumeurs persistantes d'expulsions massives d'immigrants et de réfugiés, renvoyés par Téhéran en Afghanis*tan ou* au Pakistan, n'ont rien arrangé.

Certains refusent d'y ajouter foi et se voilent la face en justifiant l'abandon iranien par d'improbables *« infiltrations communistes »* jusque dans le gouvernement du *« très saint homme »*. D'autres évoquent, plus sérieusement, le poids de la dure guerre irakienne sur les finances de Téhéran ainsi que la menace soviétique d'apporter *aide et* appui aux Kurdes iraniens si l'imam se mêlait d'autre chose que de ses propres affaires. En tout cas, plutôt traditionalistes, les chefs de la Shura ne manquent jamais de louer *« la grande révolution islamique »* du grand frère mais, réalistes, ils en rejettent le modèle pour cause d'impraticabilité. En Afghanistan, les sunnites sont en effet beaucoup trop nombreux...

L'idée d'un Hazarajat chiite indépendant ne rencontre aucun écho. Les Hazaras se veulent d'abord, d'après leurs chefs, des Afghans à part entière. Selon les plénipotentiaires de l'ancien roi lui-même, d'ethnie pashtoune, la Shura n'a d'ailleurs pas refusé la main tendue par l'ex-souverain. Son éventuel retour sur le trône est cependant écarté. *« Nous sommes prêts à étudier n'importe quelle forme de gouvernement, pourvu qu'il soit républicain, anticommuniste, et islamiste... »* La Shura, il est vrai, est presque entièrement aux mains des mollahs. Des mollahs-militaires, des mollahs-juges, les qazis, des mollahs-préfets, les walis, et des *mollahs-en-chef, les ulémas, les* docteurs de la loi islamique.

Souvent maltraités et parfois massacrés par la *« révolution communiste »* d'avril 1978, les religieux de l'islam ont retrouvé l'influence qui était la leur. Au Hazarajat, ils sont aux principaux postes de commande. Tout le monde ne s'en félicite pas, mais chacun semble s'accommoder de leur autorité, et même de l'autoritarisme borné de certains. L'islam, aujourd'hui plus que jamais, est le ciment de la société afghane. On ne touche pas ses serviteurs...

### Le prix du sang

Dirigée, d'une poigne de fer, par l'ayatollah Behesti, aussi rigoriste que son homonyme iranien, la Shura, après avoir *éliminé* ses adversaires les plus dangereux — récemment, le Tanzim gauchiste, réputé pro-chinois, a été brutalement prié de fermer sa dernière antenne à Jaghori, — aurait l'assentiment d'environ 65 % des Hazaras. Son siège, véritable gouvernement provisoire calqué sur les structures administratives de l'ancien régime, est à Waras, plus au nord. Hors les partisans d'un islam plus contraignant encore, regroupés au sein du puissant Nasr, la Shura coopère avec un autre grand parti (Harakat e Islami), et tente de récupérer à son profit l'action d'organisations plus petites et plus ou moins autonomes.

Rien, il est vrai, de ce qui se fait en matière de justice, d'éducation, de taxes ou de santé, ne peut l'être sans l'accord du wali local — désigné par ses soins. La poignée de « médecins sans frontière » (M.S.F.) qui animent, à Jaghori, la seule antenne médicale de la région — plus deux autres ailleurs — le savent parfaitement. Appelés, véhiculés, ravitaillés et protégés — le tout contre écus sonnants et trébuchants — par les moudjahidin de l'Ettehadya, les jeunes médecins sont, en dernier ressort, les hôtes de la Shura. *« Tant qu'ils ne se mêlent pas de politique*, dit le wali Fayasi, imposé ici en 1981, non sans quelques problèmes, *ils sont les bienvenus. »*

En vérité, les intéressés ont d'autres chats à fouetter. Au seul dispensaire de Sang-e-Musha, ils examinent *quelque* quatre-vingts patients par jour, et plusieurs dizaines de malades sont hospitalisés chaque mois sur place. Les plus gravement atteints sont transportés, aux frais de M.S.F., de l'autre côté de la frontière et pris en charge par Inter-Aid, une organisation chrétienne de charité au Pakistan. Avec leurs collègues d'Aide médicale internationale et les Médecins du monde, les « M.S.F. », comme on les a baptisés à Jaghori, sont parmi les rares « humanitaires » à pénétrer clandestinement en Afghanistan pour y soigner.

Leur mission n'est pas sans danger. Le petit hôpital précédent, écrasé sous les bombes russes il y a deux ans, fut, par chance et sur de bons renseignements, évacué quelques heures seulement avant que les hélicoptères n'entament leur macabre carrousel. Isolé au bord d'une rivière, le bâtiment portait pourtant une grande croix rouge sur son toit. Depuis, on l'a reconstruit ailleurs, et dépourvu de tout signe distinctif. (...) Pour s'y rendre, les malades, en majorité Hazaras mais aussi Pashtounes, font souvent plusieurs jours de voyage à pied, ou à dos de mulet. On y soigne beaucoup d'abcès, de membres brisés, de dos douloureux, de tuberculoses, et la malnutrition — la mortalité infantile atteint *50 % — mais peu de blessés* de guerre.

Les fronts les plus actifs sont assez éloignés, et quand elles parviennent vivantes au Pakistan les victimes directes de batailles sont prises en charge par la Croix-Rouge internationale. D'après un responsable de l'antenne de Quetta, le rythme des hospitalisations se serait d'ailleurs ralenti ces derniers mois, marquant peut-être une diminution des combats. Les Français de l'Action internationale contre la faim (A.I.C.F.), en accord avec le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (H.C.R.), poursuivent en tout cas leur travail dans les camps. Selon les sources les plus crédibles, les réfugiés seraient encore autour de 2 millions au Pakistan et proviendraient de toutes les ethnies, à l'exception des Hazaras, en très petit *nombre*.

A tort ou à raison, le faible pourcentage de chiites dans les camps fait la fierté des chefs de la Shura. Payant aussi chèrement que les autres le prix du sang sur les fronts, et sachant en outre s'organiser mieux, *les Hazaras perdent, peu à peu*, leur complexe d'infériorité et parviennent même à gagner lentement le respect de leurs traditionnels calomniateurs. C'est, après tout, au Hazarajat que se déclenchèrent, dès février 1979, les premières grandes jacqueries contre les Mamurins, les représentants locaux d'un Etat devenu communiste.

La révolte prit très vite les proportions d'une véritable insurrection populaire qui permit, quelques mois plus tard, la libération de la quasi-totalité de la province. *« Par Allah le miséricordieux*, raconte, enthousiaste, un jeune moudjahid venu de la capitale, *il fallait voir ces hordes de miséreux fondre sur les garnisons khalqis aux cris de* « Allah ou Akbar ! » *avec leurs outils archaïques et quelques vieux tromblons. »* Pour la première fois de leur histoire tourmentée, avec pour unique avantage l'impossible relief de leur bastion naturel, les parias de l'islam afghan prenaient leur revanche.

S'il est vrai, comme on l'affirme à Kaboul, que la révolution provoque des *mutations profondes* dans la société et fait sauter des verrous, il n'est pas sûr que la métamorphose hazara soit celle que les dirigeants pashtounes du gouvernement communiste attendaient...

FIN

(1) Il n'y a jamais eu de recensement officiel en Afghanistan. Les évaluations de population évoluent entre quatorze millions et dix-sept millions, et entre un million et demi et trois millions pour les Hazaras.

### Inde

### LE PARTI GOUVERNEMENTAL TIENT SON ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

Le parti du Congrès (Indira) tient, depuis mardi 27 décembre, son assemblée générale à Calcutta. La formation gouvernementale, qui détient la majorité absolue au Parlement central, définit à cette occasion sa stratégie et son programme en vue des élections générales prévues pour le début 1985, mais qui pourraient, selon certains observateurs, avoir *lieu de manière* anticipée. Cette hypothèse est de plus en plus avancée. Ceci permettrait au Congrès-I de tirer avantage de récents succès à différentes élections partielles, du manque de vigueur de ses adversaires et de la bonne récolte enregistrée cette année. Un projet de résolution *adopté, mercredi*, dénonce les partis de l'opposition — de droite et de gauche — qui tentent d'exploiter les conflits régionaux et communautaires, et un autre présente comme une menace pour l'Inde le programme de modernisation des forces armées pakistanaises.

Des pressions sont exercées pour que M. Rajiv Gandhi, le fils du premier ministre, soit porté à la présidence du parti. Député au Parlement, actuellement l'un des cinq secrétaires du Congrès-I, il a parcouru ces six derniers mois le pays pour réorganiser le parti et son mouvement de jeunesse, affaibli par des querelles internes et, surtout, par l'absence de toute vie démocratique. *(UPI, Reuter, A.F.P.)*

### CINQ CENTS PERSONNES SERAIENT DÉTENUES POUR DES RAISONS POLITIQUES

Des soldats armés quadrillaient les rues de Kaboul, mardi 27 décembre, jour du quatrième anniversaire de l'intervention soviétique en Afghanistan. Si le renforcement des mesures de sécurité semble avoir prévenu toute attaque d'envergure de la part des résistants, le crépitement de mortiers et d'artillerie a cependant été entendu au nord de la capitale, rapporte une source diplomatique occidentale. Des coupures d'électricité observées le jour de Noël pourraient être dues à des attentats.

D'autre part, sept journalistes, dont six occidentaux, qui se sont rendus récemment à Kaboul, à l'invitation des autorités afghanes, ont déclaré que l'une des priorités du gouvernement afghan était la tenue d'élections locales en 1984. Une convention nationale désignerait ensuite M. Babrak Karmal officiellement chef de l'Etat, ont-ils précisé. Les journalistes — trois Allemands de l'Ouest, deux Italiens, un Mexicain et un Américain basés à Moscou — ont visité la prison de Pul-I-Charkhi ; il leur a été indiqué que deux cent cinquante détenus politiques s'y trouvaient emprisonnés. Leur accompagnateur aurait précisé qu'au total cinq cents prisonniers politiques étaient actuellement incarcérés en Afghanistan. Le gouvernement Karmal aurait invité ces journalistes, dont trois travaillent pour des organes communistes, afin d'améliorer son image à l'étranger.

Enfin, à la cité du Vatican, le pape Jean-Paul II a lancé, mercredi 28 décembre, un appel à une solution *« juste »* en Afghanistan, où une *« population entière souffre depuis quatre ans »*. *(A.P., U.P.I., Reuter)*.

…ad afghane

…s parias



# AMÉRIQUES

## Etats-Unis

### M. Reagan est « préoccupé » par le pouvoir croissant des militaires soviétiques

*« Il y a une évolution qui me préoccupe depuis quelque temps. Récemment les chefs militaires soviétiques ont pris l'initiative, apparemment sans aucune directive ou instruction du gouvernement civil — en tout cas il n'y en a aucun signe — de faire des déclarations, et des déclarations plutôt belliqueuses. Il ne s'était pas produit dans le passé que les principaux dirigeants de l'armée se lancent en public dans des attaques contre les Etats-Unis ou paraissent énoncer une politique qui leur est propre. Il nous faut faire attention à cela et nous demander s'ils ne sont pas devenus un pouvoir en soi. »*

En faisant cette déclaration au cours d'un entretien publié cette semaine par l'hebdomadaire *Time*, le président Reagan ne précise pas quelles sont les déclarations qui l'ont conduit à cette conclusion. S'il n'est pas nouveau que les chefs militaires soviétiques se joignent aux attaques usuelles en U.R.S.S. contre l'« *impérialisme américain* », il est vrai qu'ils ont occupé plus qu'à l'ordinaire le devant de la scène ces derniers mois, tant après la destruction du Boeing sud-coréen que pendant la phase finale des négociations de Genève sur les euromissiles.

Mais M. Reagan avoue sa modestie en matière de kremlinologie. Toujours à *Time*, il déclare ignorer « *où en est* » M. Andropov, non seulement en ce qui concerne sa santé, mais aussi pour ce qui est de « *sa place dans la hiérarchie* ». Il ne sait même pas et « *n'aura jamais aucun moyen de le savoir* » si Brejnev a lu la longue lettre manuscrite, de ton très personnel, qu'il lui avait adressée en avril 1981. Tout ce qu'il sait est que la réponse reçue « *après un long délai* » n'était ni manuscrite ni personnelle, et ne contenait que « *la rhétorique usuelle* ».

Dernière certitude : M. Reagan regrette visiblement d'avoir qualifié l'Union soviétique d'« *empire du mal* ». « *Non, je ne dirai plus des choses comme cela* », répond-t-il sur ce point à l'hebdomadaire américain.

### La vogue du « nouveau patriotisme »

Correspondance

Washington. — Quelques jours après l'invasion de la Grenade, d'anciens combattants du Vietnam sont arrivés à leur travail portant fièrement leur blouson de l'armée, sorti de la naphtaline. Le débarquement dans les Caraïbes et les coups de clairon du président Reagan ont libéré des millions d'Américains de ce que le *Wall Street Journal* a appelé le « *syndrome paralysant du Vietnam* ».

Une flambée de patriotisme parcourt le pays, qui surmonte tout juste l'humiliation de l'échec militaire en Asie et de la détention des otages en Iran. Enfin débarrassés des doutes et des crises de conscience, les Américains, notamment les jeunes, retournent aux valeurs traditionnelles, et aussi à un certain conformisme.

La contre-culture bat en retraite dans les universités, où les successeurs des protestataires se préoccupent beaucoup plus de leur avenir que des bonnes cause. Selon l'American Concil on Education, le pourcentage des nouveaux inscrits dans les collèges, qui se situaient politiquement à gauche, est tombé de cinquante-deux en 1972 à vingt et un en 1982. On voit surgir une nouvelle génération de jeunes patriotes dont certains manifestent un zèle inquiétant. A Santa-Cruz (Californie), on en a arrêté qui s'étaient donné pour mission de débarrasser la ville « *des cheveux longs, des communistes (...), et des étrangers* ».

« *Nous aimions l'homme sensible, capable d'exprimer ses sentiments et de pleurer au cinéma,* déclare au *Washington Post* la directrice d'un grand magazine féminin. *Aujourd'hui, on préfère l'homme fort, le chef qui sait maîtriser ses émotions...* » Hollywood, où la gauche tenait, il y a dix ans, de solides positions, ne s'est pas trompé sur l'état d'esprit du pays. Les films les plus récents font vibrer la corde patriotique, comme *Uncommon Valor*, où le héros part à la recherche des camarades portés manquants au combat, et *The Right Stuff*, qui retrace l'épopée des pionniers de l'espace.

Les jeunes assiègent les bureaux de recrutement, les bannières étoilées « GI Joe », le soldat américain en plastique, — plus de 45 millions de dollars de ventes, surtout son modèle le plus récent du « marine » — partent comme des petits pains. « *GI Joe* » *est le champion du bien contre le mal. Il va partout protéger la démocratie et la liberté. Il n'attaque jamais le premier, mais il sait riposter* », affirment ses promoteurs.

Parmi d'autres signes du nouveau patriotisme, on note aussi le goût et le respect de l'uniforme : dans les universités, le nombre des inscrits à la préparation militaire augmente, même dans les bastions « libéraux » comme Harvard, où il a doublé. Beaucoup de jeunes déclarent vouloir s'engager dans l'armée israélienne qui, elle, se bat et, en attendant, passent leurs week-ends à organiser des manœuvres militaires. Les filles des collèges huppés de la côte est aspirent à rencontrer de jeunes militaires. La mode a changé...

La vogue des *cabbage patch kids* — les vilaines petites poupées — (voir *le Monde* du 6 décembre) n'a pas affecté le goût pour les poupées traditionnelles comme « Barbie », qui, avec sa jupe rose et sa blouse en dentelle, représente tout un idéal masculin, le type même du « repos du guerrier ». Sa robe de mariée est d'ailleurs le vêtement le plus demandé de la garde-robe.

Les réticences des parents qui, il y a dix ans, évitaient d'acheter à leurs enfants des jouets guerriers, semblent s'être évanouies. En plus des treillis militaires pour enfants, on vend beaucoup le « para » des forces spéciales en plastique, le « béret vert », avec son équipement et ses armes : fusil M-16, jumelles, couteau de combat, mitraillette UZI (qui fait du bruit) et grenade à main. Son fabricant, prudent, ajoute cependant que le goût des soldats en plastique pourrait brutalement disparaître si les Etats-Unis se trouvaient engagés dans un conflit. « *Les affaires ne marchent pas quand de vrais soldats sont tués... La réalité détruit le fantasme de l'aventure guerrière.* »

Un jeune engagé dans les « marines » a d'autres préoccupations : *admiré et aussi sollicité par beaucoup de jeunes filles*, il s'inquiète : « *Je voudrais être sûr d'être aimé pour moi-même, et pas seulement pour mon uniforme...* »

HENRI PIERRE.

## Argentine

### DE NOMBREUSES VICTIMES DE LA RÉPRESSION MILITAIRE SONT EXHUMÉES DANS DES FOSSES COMMUNES CLANDESTINES

Buenos-Aires *(A.F.P.)*. — Les nouvelles exhumations de fosses communes clandestines dans les cimetières argentins permettent de retrouver les corps de nombreuses victimes de la répression militaire, a affirmé mercredi 28 décembre un dirigeant d'un mouvement des droits de l'homme.

La justice découvre ces sépultures clandestines grâce à des dizaines de dénonciations qui affluent dans les tribunaux et qui proviennent d'Argentins désormais « *libérés de toute peur* », a affirmé ce responsable.

Des recherches ont commencé dans les cimetières de Rafael-Calzada, au sud de Buenos-Aires, et de Moreno, au nord de la capitale. D'autres doivent débuter à Casilda, dans la province de Santa-Fé, à 250 kilomètres au nord de Buenos-Aires, et à Quilmès, au sud.

Une trentaine de corps, dont l'état de décomposition interdit toute identification, ont déjà été exhumés. Ce type de sépultures existerait dans au moins une douzaine de cimetières répartis dans l'ensemble du pays.

Enfermés dans des caisses de bois, ou enveloppés dans du plastique, ou bien directement enfouis dans la terre, les cadavres présentent souvent des traces de balle dans le crâne, selon des témoins. Les mains sont coupées, probablement pour éviter l'identification des corps. Les cadavres sont nus et les prothèses dentaires ont été enlevées. Certains corps montrent des traces de violences antérieures à la mort, ont ajouté ces témoins.

Des employés des cimetières où ont été découvertes les fosses clandestines ont indiqué que les cadavres étaient généralement amenés vers 6 heures du matin par des civils ou des militaires des trois armes. Selon M. Ruben Bagliani, conseiller municipal et ancien pompier de Florencio-Varela (30 kilomètres au sud de Buenos-Aires), « *au moins trente personnes, victimes d'exécutions clandestines* », ont été enterrées dans le cimetière de sa ville. Les inhumations étaient effectuées par les pompiers « *sur ordre exprès de la police* », a-t-il ajouté.

# DIPLOMATIE

## Les Etats-Unis ont pris la décision de se retirer de l'UNESCO

Washington a fait remettre, mercredi 28 décembre, à M. M'Bow, directeur général de l'UNESCO, la lettre annonçant officiellement que les Etats-Unis se retireraient de l'Organisatin des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture, à compter du 1er janvier 1985. Le préavis légal en de telles circonstances est en effet d'une année. Le gouvernement américain devrait incessamment confirmer la nouvelle, qui a été officieusement annoncée, dès mercredi, par des responsables de l'UNESCO, à Paris, où se trouve le siège de cette agence spécialisée de l'ONU fondée en 1946.

Pour le moment, M. M'Bow — un géographe sénégalais né en 1921, ancien ministre de l'éducation et de la culture du président Senghor — s'est refusé à toute déclaration. Il se trouvait d'ailleurs ces jours-ci en vacances. Les menaces américaines de retrait de l'Organisation ne sont pas neuves. Elles remontent, pour la phase actuelle, à une déclaration du département d'Etat en date du 28 juillet. La tension entre les instances supérieures de l'UNESCO et Washington avait culminé au début de la vingt-deuxième conférence générale de l'Organisation, en octobre. Puis elle était quelque peu retombée, M. M'Bow gagnant même apparemment la « première manche » en obtenant *in fine* l'adoption d'un budget de compromis de 374 400 000 dollars pour les années 1984 et 1985, la délégation américaine étant au bout du compte la seule à voter contre ce budget (*le Monde* du 30 novembre).

La « deuxième manche » n'était en principe prévue que pour le courant de janvier 1984 et encore, disait-on dans les hautes sphères de l'UNESCO, plutôt que le retrait pur et simple de l'Organisation des Etats-Unis, la question allait être de savoir si ce pays verserait ou non sa quote-part au budget. Question d'importance si l'on sait que Washington, en fonction de calculs qu'il n'a d'ailleurs pas remis en cause et qui se fondent sur diverses caractéristiques économiques de chaque Etat membre, contribue pour un quart aux dépenses de l'UNESCO. La contribution totale de l'Occident est, au reste, de 69 % du budget, les Etats communistes ne l'alimentant que pour 18 % et le tiers-monde pour 13 %.

Evoquant l'éventualité d'une « grève financière » de Washington, M. M'Bow, le 28 novembre, estimait que son organisation n'aurait d'autre ressource, si elle ne voulait pas remettre en cause certains de ses programmes d'action, que de « *contracter un emprunt* », sur le marché international. L'entourage du directeur général ne manquait pas de rappeler, non sans malice, qu'en 1975-1976 déjà les Etats-Unis, pour protester notamment contre le harcèlement dont Israël était l'objet lors des réunions de l'UNESCO, suspendu leur participation financière, avaient finalement « payé leurs arriérés, intérêts compris ».

Aujourd'hui le climat n'est plus à l'ironie, et la crise est ouverte. Ce n'est pas M. M'Bow qui en niera le caractère éminemment politique, lui qui déclarait au *Monde*, dès octobre 1976 : « *L'UNESCO a toujours été une organisation politique.* » C'est précisément cette « *politisation* » d'une instance en principe consacrée avant tout à l'alphabétisation, au développpement scientifique et à la protection du patrimoine culturel mondial qui est contestée à Washington, où on a le sentiment que les Etats-Unis en sont la principale victime. Les Américains se sentent un peu, à l'UNESCO, dans la peau du lion de la fable, leur puissance étant narguée par les rats que seraient certains Etats afro-asiatiques poussés par Moscou. Cette situation se retrouve dans d'autres agences des Nations unies et à l'ONU même, où Washington a aussi menacé, cette année encore, de réduire significativement son apport financier, puis finalement y a renoncé. L'UNESCO a peut-être été choisie comme bouc émissaire pour donner un coup de semonce à l'ensemble du système onusien. Il n'est sans doute pas mauvais, non plus, en année électorale américaine, de taper sur la table pour montrer aux électeurs qu'on ne bafoue pas impunément les Etats-unis dans l'arène internationale...

La France mais aussi un gouvernement aussi peu favorable à l'UNESCO que celui de Bonn, pensent que le président Reagan a tort et le lui ont fait savoir. Le délai de préavis devrait également permettre à l'affaire d'évoluer tout au long de 1984. Les Américains sont particulièrement irrités par le « *nouvel ordre mondial de l'information* » que l'on préfère appeler, place de Fontenoy, « *la nouvelle conception internationale de la communication* », thème discuté depuis 1976 lors des réunions de l'UNESCO. A la décharge de celle-ci il faut dire qu'elle n'a jamais partronné, en tant que telle, les motions restrictives pour la liberté de la presse émises par les représentants de dictatures de divers bords.

L'idée de M. M'Bow serait plutôt un « rééquilibrage » qui permettrait au tiers-monde de mieux faire entendre sa voix en Occident. L'ennui, c'est que cette proposition, qui n'est pas sans justification, ne s'accompagne pas d'une critique suffisante du contrôle de l'information dans la plupart des régimes du Sud et également de l'Est. M. M'Bow a peut-être trop tendance à voir la situation dans le tiers-monde à travers celle de son pays natal, le Sénégal, qui est malheureusement une exception en Afrique noire, quant à la liberté de la presse, d'ailleurs relative, qui y règne.

J.-P. PÉRONCEL-HUGO.

## Nations unies

### Le H. C. R. a multiplié en 1983 les protestations auprès de certains gouvernements

De notre correspondante

Genève. — Le Haut Commissariat de l'ONU pour les réfugiés (H.C.R.) *dépend à tous égards* — comme c'est le cas de toutes les institutions du système des Nations unies — de ses Etats membres. Il doit, par conséquent, mener une politique prudente, qui satisfasse ces derniers, et cela d'autant plus que, dans son cas, leurs contributions sont volontaires. Or le haut commissaire, M. Poul Hardling, paraît se rebiffer contre certains *gouvernements qui ne respectent pas les* droits des réfugiés.

Au cours de l'année 1983, il a effectué une série de démarches qui n'étaient pas faites pour plaire à certains Etats et sur lesquelles il a levé le secret quand des négociations discrètes n'avaient pas abouti. C'est ainsi qu'il a protesté auprès du gouvernement de la R.F.A. contre l'état des camps dans lesquels sont parqués les réfugiés (turcs principalement), et contre les limitations apportées à l'accueil des immigrés.

Le haut commissaire a également *protesté auprès du gouvernement du* Honduras contre l'enlèvement, par les militaires de ce pays, de réfugiés (surtout guatémaltèques) qui se trouvaient dans les camps du *H.C.R. et obtenu leur libération* à la condition qu'ils ne reviennent plus au Honduras, où ils sont considérés comme des éléments subversifs. Par l'entremise du H.C.R., ils ont trouvé *asile en Bolivie*.

Le Kenya et la Tanzanie ayant procédé de manière quasi clandestine à des échanges de réfugiés, le haut commissaire a, par ailleurs, réclamé des comptes aux gouvernements de ces pays. Ceux-ci ont affirmé qu'ils n'étaient nullement responsables d'échanges effectués à leur insu par leurs services secrets *respectifs, mais se sont engagés* à tout mettre en œuvre pour que de pareils faits ne se renouvellent pas et qu'une meilleure protection soit assurée à tous les réfugiés. Le gouvernement ougandais a eu, *en outre*, à subir les reproches du H.C.R. pour la manière dont des civils et des militaires avaient chassé du pays tous les ressortissants d'origine rwandaise. Et l'on ne compte plus les démarches du Haut Commissariat auprès des autorités de Bangkok en faveur des réfugiés indochinois, et plus spécialement de ceux qui arrivent par mer.

Les États-Unis, qui sont pourtant le plus gros bailleur de fonds du H.C.R. et le plus important pays d'accueil, n'ont pas été épargnés. Le haut commissaire a manifesté son inquiétude à Washington sur la manière dont sont traités les réfugiés haïtiens, et a insisté pour qu'ils puissent entrer en contact avec les autorités des services américains d'immigration. C'est à ceux-ci qu'il appartient de juger cas par cas quels sont, parmi ces Haïtiens venus par mer dans des embarcations de fortune, les véritables réfugiés politiques et ceux qui ont abordé les rivages des États-Unis pour chercher du travail.

Aucune de ces démarches n'a de caractère contraignant, le H.C.R. n'étant pas une puissance supranationale. Mais toutes sont prises au sérieux et redoutées. Si les États violent souvent ses conventions, ils hésitent à attaquer ouvertement cette organisation. Peut-être parce que M. Hardling leur a signifié qu'il avait reçu mandat de tous les gouvernements (sauf de ceux d'Europe de l'Est, qui ne sont pas membres du *H.C.R.) d'être auprès de chacun* d'eux le porte-parole de tous les réfugiés, qui n'ont pas d'autre ambassadeur.

ISABELLE VICHNIAC.

# EUROPE

## R.F.A.

### REDRESSEMENT FISCAL POUR LE GROUPE FLICK

Bonn *(A.F.P.)*. — Le groupe industriel Flick devra rembourser 450 millions de deutschemarks (environ 1 350 millions de francs) au Trésor ouest-allemand. Le ministère de l'économie a en effet décidé de revenir sur le dégrèvement fiscal accordé en 1976 et en 1978 à ce groupe, et qui est à l'origine des poursuites actuellement intentées contre le ministre de l'économie, M. Lambsdorff. Ce dernier est accusé d'avoir accepté un don de 135 000 DM destiné aux caisses de son parti, le parti libéral, en échange de l'allégement fiscal accordé au groupe. Le ministère de l'économie a indiqué, mercredi 28 décembre, que la condition pouvant justifier un allégement fiscal — à savoir que l'investissement qui en découle serve l'intérêt national — n'avait pas été remplie par le groupe.

Le groupe a décidé de faire appel de cette décision auprès du tribunal administratif de Cologne.

## Yougoslavie

### TIRANA PROTESTE CONTRE LA CONDAMNATION D'ALBANAIS DU KOSOVO

L'Albanie a accusé, mercredi 28 décembre, la Yougoslavie de poursuivre une politique de « *terreur féroce et chauvine* » à l'encontre de la minorité albanaise vivant dans la région du Kosovo, après la condamnation de treize personnes accusées d'irrédentisme et de sabotage.

L'agence officielle albanaise ATA, qui rapporte les conclusions du procès en citant l'agence yougoslave Tanjug, critique « *l'apathie de l'opinion yougoslave et l'œil indifférent de l'opinion publique mondiale* » face à la politique menée par Belgrade au Kosovo.

Treize Albanais de Yougoslavie, membres d'un groupe « nationaliste » appelé Albanikos, avaient été condamnés mardi à des peines de un à quatorze ans de prison par le tribunal de Gnjilane, au Kosovo. Ces treize personnes (trois professeurs, sept étudiants et trois ouvriers) étaient accusées de militer pour la transformation du Kosovo, actuellement province autonome, en une République fédérée, et d'avoir tenté de mettre sur pied des « *groupes de guérilla* ». Ils auraient aussi peint des slogans hostiles au gouvernement, distribué des tracts et commis divers actes de sabotage.

Plusieurs centaines d'Albanais du Kosovo ont été condamnés à des peines de prison, souvent très lourdes, depuis les violentes émeutes qui ont éclaté au printemps 1981 dans cette province à majorité albanaise, mais rattachée à la République de Serbie. — *(A.F.P., A.P.)*

## Pays-Bas

● *Défection de touristes polonais.* — Dix-sept touristes polonais, en croisière à bord du *Rogalin*, n'ont pas rejoint le bateau avant son départ, mardi soir, d'Amsterdam où il effectuait une escale, a annoncé le mercredi 28 décembre la police néerlandaise. Six des touristes ont demandé l'asile politique aux Pays-Bas. Les autres ne se sont pas présentés à la police. C'est la deuxième fois cette année que des Polonais ne regagnent pas leur navire après une escale dans un port néerlandais.

## Espagne

### LES PARTISANS DE M. CARRILLO SONT MINORITAIRES DANS LES ORGANES DIRIGEANTS DU P.C.E.

*(De notre correspondant.)*

Madrid. — Le secrétaire général du *parti communiste espagnol* (P.C.E.), M. Gerardo Iglesias, reconduit dans ses fonctions le 18 décembre, au terme du onzième congrès, a parachevé son succès, le mercredi 28 décembre, en réduisant à la portion congrue le secteur minoritaire, regroupé derrière M. Santiago Carrillo, au sein des *organes dirigeants du parti*.

Parmi les vingt-neuf membres du nouveau comité exécutif (équivalent du bureau politique) élu par le comité central, ne figurent, *en effet*, que cinq « carrillistes » (contre neuf sur vingt-sept auparavant), dont M. Carrillo lui-même. En outre, les onze membres du secrétariat, véritable « équipe gouvernementale » du P.C.E., sont tous des partisans de M. Iglesias, les deux fidèles de M. Carrillo qui s'y trouvaient en ayant été éliminés. MM. Jaime Ballesteros (auparavant vice-secrétaire général) et Adolfo Pinedo (secrétaire de la puissante fédération de Madrid).

On note aussi le retour à l'un des deux postes de vice-secrétaire général, en remplacement de M. Ballesteros, de M. Nicolas Sartorius, qui avait déjà occupé cette fonction dans le passé. Il en avait donné sa démission en juin 1982, à la suite d'une querelle avec M. Carrillo, alors secrétaire général. L'autre poste de vice-secrétaire général reste occupé par M. Enrique Curiel, « bras droit » de M. Gerardo Iglesias.

Cette volonté de M. Iglesias de marginaliser ses rivaux est sévèrement critiquée par les « carrillistes », qui s'étaient inclinés d'extrême justesse lors du congrès et prétendent représenter la moitié des militants du P.C.E.

*(Intérim.)*

# A TRAVERS LE MONDE

## Bangladesh

● INCIDENTS ÉLECTORAUX. — Deux personnes ont été tuées et au moins trente autres blessées au cours d'incidents qui ont marqué le début des élections locales, et conduit à la fermeture de vingt-six bureaux de vote. Cette élection au suffrage universel direct de quatre mille quatre cents conseils ruraux, *qui doit se poursuivre* jusqu'au 10 janvier, constitue la première phase du processus démocratique engagé par le régime militaire. — *(U.P.I., Reuter.)*

## Brésil

● MISE EN APPLICATION D'UN PLAN D'AUSTÉRITÉ. — Le général Figueiredo, chef de l'Etat, a décidé, mercredi 28 décembre, la mise en application d'une série de mesures destinées à réduire le déficit du secteur public, dans le cadre de la politique d'austérité adoptée sous la pression du Fonds monétaire international (F.M.I.). Ces mesures limitent les salaires des employés des entreprises de l'Etat et imposent des réductions allant jusqu'à 12 % dans les dépenses du secteur public pour l'exercice 1984.

## Ile Maurice

● SIR RAMGOOLAM DEVIENT GOUVERNEUR GÉNÉRAL. — Ancien premier ministre de 1968 à 1982, Sir Seewoosagur Ramgoolam, qui dirige le parti travailliste, est devenu, mercredi 28 décembre, le cinquième gouverneur général de l'île Maurice, *représentant de la* reine d'Angleterre. Sir Ramgoolam devait devenir le premier président de la « République de Maurice » si le projet de réforme constitutionnelle avait été adopté (*le Monde* du 20 décembre). Il remplace, comme gouverneur général, Sir Dayendranath Burrenchobay. — *(A.F.P., Reuter.)*

## Syrie

● DÉCÈS DU MINISTRE DE L'INFORMATION. — M. Ahmad Iskandar Ahmad est décédé le mercredi 28 décembre à l'hôpital militaire de Harasta, dans la banlieue est de Damas. M. Ahmad Iskandar, qui était membre du commandement régional syrien du parti Baas, occupait depuis 1974 le portefeuille du ministère de l'information. Atteint d'un cancer au cerveau, M. Iskandar avait subi deux interventions chirurgicales à Londres, en 1980 et en 1983. Il devait être inhumé jeudi à Homs, sa ville natale. — *(A.F.P.)*

Le Monde

# politique

UNE ÉTUDE DE LA « REVUE POLITIQUE ET PARLEMENTAIRE »

## Le sénateur cuvée 1983

Qu'est-ce qu'« *un sénateur type 1983 ?* » Ce serait « *un homme proche de la soixantaine, appartenant à une formation de droite, membre d'une profession libérale, maire, d'une commune de mille cinq cents à neuf mille habitants et conseiller général* ». Tel est du moins le portrait qu'en dresse M. Gérard Le Gall, membre de l'Association française de sciences politiques, et membre du P.S., au terme d'une étude qu'il consacre à la Haute Assemblée et aux dernières élections sénatoriales (1).

Un homme proche de la soixantaine ? De fait, l'âge moyen des sénateurs varie peu d'un renouvellement à l'autre. L'auteur de l'étude remarque que s'il s'établissait à cinquante-huit ans en 1974, il est aujourd'hui de cinquante-sept. Au dernier scrutin de septembre, seuls 9 % des élus ont moins de quarante-cinq ans. En 1980, ils étaient 12 % ; en 1977, ils étaient 10 % et en 1974, 7 %. En revanche, 79 % des sénateurs de la série B ont entre quarante-six et soixante-cinq ans. Ils étaient 64 % en 1980 ; 74 % en 1977 et 66 % en 1974. Enfin, 12 % d'entre eux dépassent les soixante-six ans contre 24 % en 1980, 16 % en 1977 et 27 % en 1974.

Un homme appartenant à une formation de droite ? Si elle est minoritaire à l'Assemblée nationale, l'opposition est majoritaire au Sénat. Le dernier renouvellement triennal du 25 septembre a même accentué cette domination. *L'opposition, note M. Le Gall*, compte 208 élus tandis que la gauche n'ent totalise que 109. Le rapport des forces s'établit ainsi à 65,6 % pour la droite contre 34,4 % pour pour la gauche.

### Prééminence des professions libérales

Un homme membre d'une profession libérale ? Indéniablement, au Sénat, il y a prééminence des professions libérales. L'analyse par catégorie socio-professionnelle le prouve : professions libérales, patrons de l'industrie et du commerce, propriétaires agricoles prédominent jusqu'à former un bloc qui, s'il constitue environ 20 % de la population active, représente à la Haute Assemblée dans le groupe des sénateurs de la série B plus de 54 %.

Ainsi, parmi les quatre-vingt-dix-huit élus du 25 septembre, quatorze exercent une profession agricole ; huit une profession industrielle ou commerciale ; vingt une profession médicale et onze une autre profession libérale. D'autre part, ils sont six salariés du secteur privé ; dix de l'enseignement ; cinq fonctionnaires ; trois membres du personnel d'entreprises du secteur public. Vingt et un de ces quatre-vingt-dix-huit élus sont sans profession ou « inclassables ».

Un homme qui cumule ? L'auteur de l'étude souligne que le cumul des mandats électifs semble « plus sensible encore » au Sénat qu'à l'Assemblée nationale. 65 % des sénateurs élus le 25 septembre sont maires (41 % d'entre eux d'une commune de moins de trois mille cinq cents habitants). 67 % sont conseillers généraux. Au total, seuls dix sénateurs de la *série* B *n'exercent pas* d'autre mandat, que ce soit celui d'élu municipal ou d'élu départemental. « *Le sénateur type 1983 ressemble comme un frère à ses anciens et nouveaux collègues* », et, « *à bien des égards, la Haute Assemblée reflète encore la France bourgeoise et provinciale* », conclut M. Gérard Le Gall.

N. A.

(1) Etude publiée dans la *Revue politique et parlementaire*, n° 906, 17, avenue Gourgaud, 75017 Paris.

*POINT DE VUE*

## Le chat et la bouillie

par LIONEL STOLERU (*)

JE *ne sais pas si beaucoup de lecteurs du Monde auront eu le courage d'entreprendre, et surtout d'achever, la lecture des pages consacrées au tableau comparatif des « idées de l'opposition » (1), et qui risque de leur avoir donné l'impression d'une bouillie de chat : pourquoi si peu de propositions et un tel embrouillamini ? Est-ce avec cela que l'on compte mobiliser les Français à l'avenir ?*

Une première réponse donnée est d'ordre tactique : Pourquoi dévoiler nos batteries deux ans avant les échéances électorales ? Ne risque-t-on pas de donner des armes à la majorité qui, dans la mauvaise passe qu'elle traverse, serait toute heureuse de trouver de bonnes recettes ?

Je ne crois pas à cet argument : la majorité actuelle est bien trop enfermée dans ses dogmes et ses *a priori* pour considérer comme digne d'intérêt une quelconque suggestion de l'opposition. Bien au contraire, il suffit que l'opposition émette une proposition pour que cela serve immédiatement de repoussoir. Et d'ailleurs, quand bien même M. Mitterrand, saisi par la grâce ou pressé par la nécessité, déciderait-il d'appliquer nos idées de libertés économiques et de compétition sur le marché, que les électeurs ne le suivraient guère et penseraient, non sans quelque bon sens, que pour faire la politique de l'opposition, mieux vaut faire confiance à quelqu'un de l'opposition.

Une seconde réponse donnée est d'ordre stratégique : comment pourrions-nous donner aujourd'hui notre programme puisque nous ne savons pas dans quel état nous trouverons la France au jour de l'alternance ?

Cette réponse n'est pas plus convaincante. Outre qu'elle constitue un alibi commode à ceux qui n'ont rien à proposer, elle ne résiste pas à une analyse politique. L'intérêt du programme que nous devons donner aux Français, c'est moins le détail des mesures techniques appropriées aux nécessités du jour que l'expression de la volonté politique des orientations qu'il trace : Le détail des dénationalisations *n'est que* l'expression technique de la volonté politique du reflux de l'Etat, qui marquera, en France comme dans toutes les démocraties industrielles, la fin de ce siècle.

Vu sous cet angle, un véritable projet de société peut, et doit, être formulé sans attendre 1986 : si ce projet est bien fait, tout citoyen sera capable de voir comment il devra être adapté aux réalités de 1986, car les mesures évolueront, mais non la volonté politique qui les inspire.

Encore faut-il, et c'est là que le bât blesse, que l'opposition sache définir une volonté constante et une ligne politique qui ne s'infléchisse pas au gré des sondages. Encore faut-il que les uns ne promènent pas les électeurs du travaillisme à la française au thatchérisme, et que les autres ne se résignent pas à dire à leurs électeurs qu'ils annonceront leur stratégie européenne au vu d'un sondage. L'opposition se déconsidère par cet infantilisme consternant.

Qui ne voit, au contraire, que les Français, dupés en 1981 par le prince de l'équivoque, l'artiste du flou et le champion du double langage, ont aujourd'hui besoin d'un langage de vérité, de clarté, de fermeté ? La confiance des Français ira, aux prochaines échéances nationales, aux hommes et aux partis qui donneront l'impression de savoir ce qu'ils veulent, de savoir où ils vont et comment ils y vont. Elle n'ira pas à un quelconque Zelig qui, à l'image du film de Woody Allen sera le caméléon prêt à épouser les idées à la mode et à changer de direction comme une girouette.

C'est pourquoi le groupe U.D.F.-R. (2) a présenté un programme précis : « *Nous ne reconstruirons pas à l'indentique* », qui énonce clairement son projet de société. Ce projet doit être discuté, amendé, amélioré, mais il doit pouvoir ensuite charpenter le débat politique autour d'une volonté positive pour l'avenir, et non de critiques négatives sur le présent.

L'époque n'est plus à la bouillie de chat. Le temps est venu, au contraire, d'appeler un chat un chat.

(*) Ancien secrétaire d'Etat, membre du bureau politique du P.R.

(1) *Le Monde* des 9 et 10 décembre.

(2) Ce groupe « U.D.F.-Réforme » a été créé en juin 1983 par M. Lionel Stoleru, Mme Brigitte Gros et MM. Jean-Claude Colli, Paul Granet et Jacques Pelletier, pour incarner au sein de l'U.D.F. le courant réformiste.



● *Un sondage préélectoral.* – La gauche l'emporterait avec 49,5 % des suffrages exprimés contre 47,5 % à la droite si des élections législatives avaient lieu maintenant, indique un sondage B.V.A.-*Paris-Match*. D'après cette enquête, réalisée du 2 au 8 décembre auprès d'un échantillon représentatif de neuf cent six personnes, le P.S. et le M.R.G. obtiendraient 31 % des suffrages exprimés ; le P.C., 15 %, et les divers gauche, 3,5 %. Le R.P.R. recueillerait 24,5 % des suffrages exprimés, l'U.D.F., 18 % et les divers droite, 5 %. Les écologistes, pour leur part, totaliseraient 3 % des suffrages. Ce sondage indique également que 64 % des personnes interrogées (au lieu de 62 % au mois d'octobre) se déclarent « *plutôt* » ou « *très mécontentes* » de la façon dont la France est gouvernée ; 29 % d'entre elles (au lieu de 30 % précédemment) émettent une opinion positive.

● *Une place Aragon débaptisée.* – Le parti communiste a organisé, mercredi 28 décembre, à Chauvigny (Vienne), une manifestation contre la décision du maire, M. Alain Fouché (U.D.F.), et du conseil municipal de rebaptiser place de la Poste une place de cette ville, à laquelle l'ancienne équipe municipale et son maire (P.C.) avaient donné le nom du poète communiste Aragon. M. Jack Ralite, ministre délégué, chargé de l'emploi, participait à cette manifestation, au cours de laquelle a été lu un message de M. Jack Lang, ministre délégué à la culture.






# OFFICIERS MINISTÉRIELS ET VENTES PAR ADJUDICATION

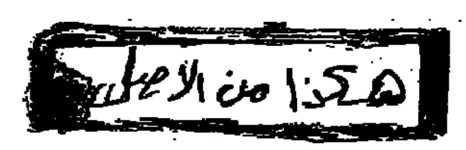
Vente sur saisie au Palais de Justice à Pontoise (95), le 12 janvier 1984, à 14 h
**APPARTEMENT**
**à MONTIGNY-LES-CORMEILLES (95)**
**7, RUE JACQUES-VERNIOL**
Salle de séjour, 2 chambres, cuisine, salle d'eau, W.C. - CAVE et GARAGE
**MISE A PRIX : 50.000 FRANCS**
Consignat. 25.000 F (ch. cert. banque).
**S'adr. Me BUISSON, avoc., 032-31-62**
29, rue P.-Butin à PONTOISE (95).

VENTE sur saisie immobilière au Tribunal de Grande Instance à VERSAILLES, au Palais de Justice, le mercredi 11 janvier 1984, à 10 h
En un seul lot.
**UN PAVILLON**
route du Breuil, 28, rue de la Vesgre
**MANTES-LA-JOLIE** (Yvelines)
**MISE A PRIX : 40.000 FRANCS**
Pour tous rens. s'adr. à Me GUEILHERS, avocat, 21, rue des Etats-Généraux à Versailles, tél. 950-02-62.

VENTE sur saisie immobilière AU PALAIS DE JUSTICE A PARIS, LE JEUDI 12 JANVIER 1984, A 14 HEURES
**UN APPARTEMENT A PARIS (12e)**
de 4 pièces principales au 3e étage, 1 pièce au 7e étage et cave
**14, rue Chabanais**
**MISE A PRIX : 220.000 FRANCS**
S'adresser à Me RIBADEAU-DUMAS, avocat poursuivant, 17, avenue de Lamballe, PARIS (16e), tél. 524-46-40.

Vente au Palais de Justice à Nanterre, mercr. 18 janv. 1984, à 14 h. EN 2 LOTS
**ASNIÈRES-SUR-SEINE (92), 12, rue Henri-Pigeon**
**1) APPART. MISE A PRIX : 200.000 F** 4e étage, 3 pièces CAVE
**2) APPART. MISE A PRIX : 200.000 F** 5e étage, 3 pièces CAVE
**S'adr. Me BARROT-UTUDJIAN** avocat à Paris, 7, rue des Reaandes, tél. 380-57-69 ; à tous avocats près les Trib. Grande Inst. de Paris, Bobigny, Créteil et Nanterre.

VENTE SUR LICITATION AU PALAIS DE JUSTICE A NANTERRE, le MERCREDI 11 JANVIER 1984, à 14 heures
EN DEUX LOTS :
**à L'ILE D'YEU (Vendée)**
**1er lot : UNE PETITE PROPRIÉTÉ**
Comprenant un terrain de 810 m² avec une construction en rez-de-chaussée, lieudit « Le Marais de la Guerche »
**MISE A PRIX : 87.500 FRANCS**
**2e lot : UN TERRAIN DE 1.300 m²**
Lieudit « Le Marais de la Guerche » - MISE A PRIX : 6.500 FRANCS
S'adresser à Me Jean FICHOT, avocat à Paris (9e), 8, rue de Liège, tél. 874-21-02 ; et à tous avocats près les Tribunaux de Grande Instance de NANTERRE, PARIS, CRÉTEIL et BOBIGNY.



# LES PROLONGEMENTS DE L'AFFAIRE ELF-AQUITAINE

## Le premier ministre étudie les suites judiciaires éventuelles de l'enquête de la Cour des comptes

**M. Pierre Mauroy fera connaître lundi 2 janvier, dans l'après-midi, sa décision de rendre public ou non le rapport secret de la Cour des comptes consacré à l'affaire des « avions renifleurs ».**

**On indiquait, jeudi 29 décembre, à l'Hôtel Matignon, que le rapport de M. Giquel ne comportant pas d'informations sur l'utilisation des fonds transférés à l'étranger et non récupérés par ELF-ERAP, une enquête à l'extérieur des frontières pourrait être décidée. Une telle enquête était suggérée par le rapporteur lui-même dans ses conclusions.**

**D'autre part, le premier ministre examine les suites judiciaires qui pourraient être données à cette affaire, tant en ce qui concerne l'ancien premier président de la Cour des comptes, M. Bernard Beck — accusé de « forfaiture » par M. Henri Emmanuelli, secrétaire d'Etat au budget, pour avoir détruit, en 1982, les exemplaires du rapport restés en sa possession — que de la responsabilité des anciens dirigeants d'ELF-ERAP.**

**De son côté, M. Albin Chalandon, ancien président-directeur général d'ELF-ERAP, qui a invité dans nos colonnes le chef de l'Etat à *« mettre fin à cette misérable querelle »*, nous a précisé que l'Elysée avait été informé (en l'espèce deux conseillers du président) de ce dossier à l'automne 1982, c'est-à-dire après qu'un premier contrôle fiscal des comptes de l'ERAP eut été engagé.**

**A l'Elysée, on se refusait, jeudi matin, à confirmer cette information.**

## *M. Mauroy est favorable à la publication du rapport Giquel*

Le premier ministre a entamé mardi 27 décembre une série de consultations à propos de la publication du rapport, en recevant M. André Chandernagor, premier président de la Cour des comptes. M. Mauroy a ensuite rencontré *M. François Giquel, conseiller référendaire* de 1re classe à la sixième chambre de la Cour des comptes, auteur du rapport en cause, ainsi que M. Henri Bissonnet, ancien président de la sixième chambre. M. Mauroy s'est également entretenu avec M. Michel Pecqueur, président de la société ELF-Aquitaine.

Le premier ministre doit encore rencontrer d'ici lundi MM. Pierre Boisson, président de l'ERAP, Robert Badinter et Charles Hernu, respectivement ministre de la justice et ministre de la défense, ainsi que M. Henri Emmanuelli, secrétaire d'Etat chargé du budget.

Le rapport Giquel doit-il être publié ? L'exécutif n'a pas, sur ce point, le même avis que la Cour des comptes. M. André Chandernagor, qui s'est très vite coulé dans le moule de sa nouvelle fonction, n'est, semble-t-il, pas favorable à cette publication, au moins intégrale.

Du point de vue de la Cour, la publication d'un rapport *« confidentiel »* au moment de son élaboration pourrait constituer une *« gêne »* pour les enquêtes ultérieures de la juridiction.

Du point de vue de *l'« intérêt national »*, on affirme, à la Cour, que le rapport *Giquel* contient des éléments qui ne sont pas *« à la gloire de l'Etat »*. Les activités internationales d'ELF-ERAP pourraient, aussi, pâtir d'une publication intégrale, qui ne serait, estime-t-on à la Cour, « pas sage actuellement ». On fait observer que M. Lionel Jospin, premier secrétaire du P.S., qui en a demandé la publication, n'a pas eu ce rapport entre les mains.

Enfin, à l'évidence, la non-publication de ce rapport aurait pour effet de légitimer, en bonne partie, l'attitude de la Cour au moment où M. Giquel, en établissant son rapport sur ELF-ERAP, a découvert l'affaire des « avions renifleurs ».

A l'hôtel Matignon, en revanche, on indique que le premier ministre est plutôt favorable à la publication du rapport, dont la lecture, précise-*t-on, a intéressé, et parfois surpris*, M. Pierre Mauroy. On affirme également que, pour le premier ministre, porter à la connaissance des Français le contenu du rapport est le moyen le plus démocratique de mettre fin à la contre-attaque de l'opposition sur cette affaire.

On indique enfin à l'hôtel Matignon, à propos des inquiétudes de la *Cour des comptes sur les conséquences* de la publication d'un rapport *« confidentiel »*, que cette publication serait liée au caractère très particulier désormais pris par ce rapport et ne saurait faire jurisprudence.

L'Elysée, pour sa part, n'a pas trouvé dans le rapport d'éléments empêchant sa publication. Si l'on comprend les *réticences* de la Cour, on se montre, logiquement, plus sensible à la dimension politique du choix qui revient à l'exécutif à propos de cette divulgation. Il semble, notamment, difficile de ne pas tenir compte du fait que l'opinion, lors du développement de cette affaire, a été prise à témoin à plusieurs reprises.

J.-L. A.

● *Les initiatives de MM. Faure.* — Le secrétariat national du M.R.G., réuni le 21 décembre, a examiné *« avec intérêt »* l'initiative prise par MM. Maurice Faure, Edgar Faure et un certain nombre de personnalités dénonçant la *« bipolarisation et la crispation de la vie politique en France »*. Il constate que cette action *« est conforme à la ligne adoptée lors de son congrès d'octobre et souhaite que dans les mois qui viennent les forces de centre-gauche puissent se rassembler pour répondre à l'attente des Français »*.

## *La deuxième lettre de M. Bernard Beck à M. André Chandernagor*

**Dans une deuxième lettre adressée à M. André Chandernagor, premier président de la Cour des comptes, M. Bernard Beck, ancien premier président, mis en cause pour avoir détruit les exemplaires du rapport sur les « avions renifleurs », lui demande d'assurer, à travers sa personne, *« la défense de l'honneur »* de la Cour des comptes. Voici le texte intégral de cette lettre.**

« Le jeudi 22 décembre à 16 heures, j'ai remis personnellement au secrétariat de la première présidence une lettre par laquelle je vous demandais d'assurer ma protection par tous moyens de droit, en *foi d'une accusation de forfaiture* formulée publiquement, à la tribune de l'Assemblée nationale, par M. Emmanuelli, secrétaire d'État au budget, martelée pendant quarante-huit heures par la télévision et la radio d'État, et diffusée, comme il est normal, par toute la presse écrite et radiodiffusée.

» Portée contre ma personne, cette accusation mettait gravement en cause l'idée que l'on peut se faire du comportement de la Cour elle-même dans l'exercice et la finalité de ses contrôles.

» Depuis plus d'un an, les responsables gouvernementaux connaissaient, par une note manuscrite et explicite de ma part, la nature et la destination du rapport de M. Giquel et la destruction, par mes soins, des exemplaires supplémentaires d'un document sortant des normes, et devant relever, pour d'évidentes raisons d'intérêt national, du secret le plus strict.

» *Je ne comprends pas que cette* destruction, considérée comme une forfaiture le 21 décembre 1983, ne l'ait pas été entre le 18 décembre 1982 et la date précitée.

» *Je constate qu'aucun contact* n'a été pris à aucun moment avec l'homme d'Etat dont j'avais indiqué qu'il était le destinataire unique du rapport.

» A-t-on pensé *que M. Raymond* Barre avait fait disparaître ce dernier ? Ce serait alors un soupçon insultant pour lui et pour le président Giscard d'Estaing, qui devait naturellement avoir été informé par mes soins.

» Pour ce qui me concerne, j'ai agi, tout à la fois, selon les traditions, selon ma conscience, selon mes engagements.

» Cette affaire révèle, entre autres, une perversion du sens et du respect de l'intérêt national, ainsi que des obligations et de la réserve que celui-ci implique. La façon dont elle a été traitée par un responsable gouvernemental est consternante.

» Je précise que du 30 janvier 1981, date de la remise par moi du rapport de M. Giquel, jusqu'à ce jour, aucun contact, de quelque nature que ce soit, n'a eu lieu sur cette affaire entre MM. Barre, Giscard d'Estaing et moi, à mon initiative ou à la leur.

» S'il en avait été autrement, la presse n'aurait pas eu à relever quelques divergences entre les déclarations de l'ancien président de la République et mes propres réponses à certains journalistes sur des points mineurs et sans intérêt réel.

» *Récusant* tout jugement autre que celui du grand corps que j'ai eu l'honneur de diriger pendant près de cinq ans, je vous demande instamment d'assurer, à travers ma personne, la *défense* de l'honneur de ce corps dont vous avez maintenant la lourde charge. »

## Les conclusions du rapporteur

*(Suite de la première page.)*

L'analyse de M. Giquel concernant le personnel de la recherche *« décideurs », ajoutée* à la mise à plat des comptes, laisse supposer au lecteur du rapport que toute l'opération des « avions renifleurs » s'apparente à une escroquerie ou du moins à une duperie. En tout état de cause, *la complexité du montage financier* de l'opération et ses ramifications étrangères (suisses et belges, entre autres) n'ont pas permis au rapporteur d'appréhender ce dossier dans sa totalité.

### Une enquête inachevée

C'est pourquoi le rapport constate que la Cour des comptes ne dispose pas des compétences et des moyens suffisants pour mener à bout l'enquête. M. Giquel suggère ainsi des investigations supplémentaires en direction de l'étranger. Par le biais de la direction nationale des enquêtes douanières ? En intervenant auprès des services de contre-espionnage ? Sans doute est-il aussi recommandé d'interroger des personnes résidant hors du territoire national.

L'examen de la gestion enregistre de toute manière que les dépenses, pour les années 1976 et 1977, n'avaient pas été portées sur les comptes d'ELF-ERAP, mais sur ceux de sous-filiales. Ce « procédé » comptable avait été rendu possible par un autre artifice : les premières sommes avancées aux « inventeurs » l'avaient *été* par des bailleurs de fonds. Le rapport constate de la sorte une série de points obscurs et d'entorses plus ou moins graves au[x] lois et règlements en vigueur.

Dans l'ensemble — bien qu[e] M. Giquel ait été obligé de se lim[i]ter à l'audition du personnel d'EL[F-]ERAP et de Me Jean Violet, avoca[t] d'affaires international, — les réa[-]lités embrassées par le rappor[t] dépassent le cadre de nos frontière[s.] Le montage financier de l'opératio[n] n'explique pas complètement ce fai[t.] Sans doute, l'achat de concession[s] par le groupe pétrolier, notammen[t] en Afrique noire et au Maro[c,] donne-t-il partiellement au rappo[rt] son aspect « diplomatique ». Ma[is] les frontières françaises sont un mu[r] infranchissable pour la Cour de[s] comptes. D'où de nombreuses zone[s] d'ombre.

LAURENT GREILSAMER et MICHEL KAJMAN.

## Le silence de l'Union de banques suisses

De notre correspondant

Berne. — Se retranchant derrière le principe sacrosaint du se*cret bancaire helvétique*, l'Union de banques suisses (U.B.S.) ne s'est toujours pas départie du mutisme qu'elle observe obstinément depuis l'éclatement de l'affaire dite des « avions renifleurs ». Pourtant, comme le constatent plusieurs quotidiens suisses, l'U.B.S. se trouve étroitement liée aux transactions financières aujourd'hui mises en cause.

En 1977, la plus grande partie du capital de la C.E.R., la compagnie d'aviation créée par M. de Villegas, était répartie entre cinq sociétés rattachées à l'U.B.S. Trois d'entre elles étaient présidées par l'un des directeurs généraux de la banque, M. Robert Sutz. Parmi les trois administrateurs de la C.E.R. se trouvait aussi un représentant de l'U.B.S., M. Hans Urs Langner, directeur adjoint à la direction financière.

D'après le quotidien *Les 24 heures de Lausanne*, le président de l'U.B.S., M. Philippe de Weck, serait intervenu dès 1979 pour mettre un terme au financement des travaux de la C.E.R., une fois constaté l'échec de l'en*treprise. Le même journal croit* savoir que, à partir de cette époque, un *« mystérieux partenaire américain »*, la Potomac Technology Incorporated de Rockville, près de Washington, a fait son apparition aux côtés de l'U.B.S. Par la même occasion, le capital de la société aurait été porté de 40 *millions* à 400 *millions* de francs belges. Etant donné le rôle qu'ils ont joué, MM. Sutz et de Weck pourraient sans doute apporter des éclaircissements sur certains points demeurés obscurs, notamment sur l'utilisation des 500 millions de francs transférés en Suisse et non récupérés ultérieurement (1). Mais, mercredi 28 décembre, l'ancien *président* de l'U.B.S., *actuelle*ment à la retraite à Fribourg, se refusait à toute déclaration.

Dans l'après-midi, son entourage faisait savoir qu'il était allé *faire* du ski de fond. Dans un récent ouvrage intitulé *Un banquier suisse parle*, M. de Weck écrivait pourtant : *« J'estime que l'on ne peut pratiquer avec joie et succès sa profession que si l'on se trouve dans une situation où l'on n'a rien à cacher sur la nature profonde et vraie de ses activités. »*

JEAN-CLAUDE BUHRER.

(1) N.D.L.R. : M. Philippe de Weck serait la personnalité dont M. Albin Chalandon, ancien P.-D.G. d'Elf-Aquitaine, indique dans la lettre au président de la République, publiée dans *le Monde* du 29 décembre, qu'elle a rédigé *« un document attestant de manière incontestable l'emploi qui a été fait* [de cet argent] *par le groupe inventeur* (...) ».

● *M. Gilbert Gantier : publication ou démission.* — M. Gilbert Gantier, député (U.D.F.) de Paris, a demandé au gouvernement, mercredi 28 décembre, *« soit de publier le rapport de la Cour des comptes »* sur l'affaire des « avions renifleurs », *« soit de prier M. Emmanuelli de démissionner de ses fonctions et de présenter publiquement ses excuses à M. Beck »*. M. Gantier a également demandé au premier ministre, *« si le secrétaire d'Etat* [chargé du budget] *a agi en cette affaire à titre strictement personnel, par exemple pour répondre aux critiques dont il avait été l'objet lors de l'affaire Doumeng, ou si son action avait été débattue en conseil des ministres ou en conseil de cabinet »*.

## M. GEORGES SARRE (P.S.) : MM. Giscard d'Estaing e[t] Barre doivent dire s'ils on[t] détourné d'autres dossiers

M. Georges Sarre, membre d[u] secrétariat national du parti socia[-]liste, estime que le déroulement d[e] l'affaire du rapport de la Cour de[s] comptes sur les avions « renifleurs » d'ELF-ERAP, montre *« à nouvea[u] que, pour le clan Giscard, le[s] affaires de l'État étaient propriét[é] personnelle. C'est cette conceptio[n] anti-républicaine qui es[t] aujourd'hui en accusation »*.

*« Il est clair,* ajoute M. Sarre*, qu'il s'agit moins d'une affaire poli[-]tique que d'une affaire de justice[.] Celle-ci doit être saisie. MM. Gis[-]card et Barre doivent maintenan[t] s'expliquer. Ils doivent dire s[i] d'autres dossiers que ceux-ci ont ét[é] détournés par eux au moment où il[s] quittaient leurs fonctions et si ou[i] lesquels. Ils doivent les restitue[r] sans délais (...). Il faut faire préva[-]loir le principe selon lequel l'Éta[t] est au-dessus des personnes qui son[t] temporairement les dépositaires d[e] son autorité. »*

## M. Pierre Massé : le vacarme actuel fait du mal aux Français

*Nous avons reçu de M. Pierr[e] Massé, ancien commissaire au Pla[n] la lettre suivante :*

Je sais gré au *Monde* de l'objecti[-]vité de ses informations sur l'affair[e] des « avions renifleurs » et, notam[-]ment, de la publication de la lettr[e] courageuse d'Albin Chalandon, qu[i] a le mérite d'émaner d'un responsa[-]ble, et non de commentateurs au[x] humeurs diverses.

Je ne sais rien du fond d[e] l'affaire, mais les hautes fonction[s] que j'ai exercées me commandent — et me permettent — de dire que l[e] vacarme actuel fait du mal au[x] Français :

1) Il sape leur moral en insinuan[t] que des hommes auprès de qui j'a[i] servi sans m'asservir, MM. Antoin[e] Pinay et Valéry Giscard d'Estaing[,] auxquels j'ajoute M. Raymon[d] Barre, dont je m'honore d'être l'ami[,] auraient pu méconnaître les intérêt[s] de la France en vue d'avantages per[-]sonnels. Je ne le crois pas un[e] seconde ;

2) Il les *trompe sur* la *nature* d[e] la recherche et spécialement de l[a] recherche pétrolière, où l'on connaî[t] neuf échecs pour un succès, qui fai[t] gagner vingt fois la mise ;

3) En jugeant une entreprise su[r] un cas malheureux et non su[r] l'ensemble de ses résultats, il décou[-]rage les industriels d'entreprendre e[t] de risquer — comme s'ils ne l'étaien[t] pas suffisamment par des épreuve[s] d'un autre ordre — au momen[t] même où le gouvernement leu[r] demande, à juste titre, un gran[d] effort d'invention et de créatio[n] pour compenser les vagues de licen[-]*ciements*, dont Talbot n'est qu[e] l'avant-garde.

Aujourd'hui, seul le président d[e] la République a l'autorité nécessair[e] pour ramener le calme dans le[s] esprits. Puisse-t-il se souvenir de[s] propos tenus par le général d[e] Gaulle en Irlande à l'un de ses pro[-]ches : *« J'ai confiance que les Fran[-]çais se souviendront de mon temp[s] comme d'une époque digne où l'o[n] pensait d'abord à l'intérêt général e[t] où l'on voyait les choses de haut. »*

● *Les banlieues des grande[s] villes de province.* — Une associa[-]*tion des maires des banlieues de[s]* grandes villes de province vien[t] d'être créée sous la présidence d[e] M. Jacques Floch, député socialist[e] de Loire-Atlantique, maire de Rezé[,] dans la banlieue de Nantes. Ell[e] compte cinquante maires de com[-]munes suburbaines de plus de di[x] mille habitants, dont treize commu[-]nistes, vingt-cinq socialistes, quel[-]ques sans-étiquette et cinq U.D.F.[,] dont M. Wolff, député du Puy[-]de-Dôme et maire de Chamalières[.]

Le Monde

# société

## FAITS DIVERS

### Café philtre

Le plafond blanc, une odeur d'éther : ils refermaient vite leurs yeux. Ils avaient reconnu l'hôpital. Leurs mains inquiètes cherchaient sous les draps la plaie, le pansement : sains et saufs. Rien qu'un solide mal de tête au sortir d'un profond sommeil. Bonjour ? Bonsoir ? Ils se contractaient devant l'infirmière sur des efforts de mémoire, un peu gênés comme des amnésiques, un point d'interrogation sur le front. Stupides, ils n'avaient que l'envie de sortir sur la pointe des pieds et de refermer sans bruit la parenthèse.

Curieux tout de même, ils s'accrochaient. N'étions-nous pas assis sur un banc public dans un jardin ensoleillé ? Une jeune fille n'est-elle pas venue ? Elle nous a parlé. Elle était orpheline et si gentille. Elle nous a offert un café. Nous avons bu... Après, bon sang, après ?

Leurs efforts étaient toujours vains. Ils se grattaient encore le crâne quand un inspecteur de police venait recueillir leur témoignage et les délivrer en renouant le fil de leur histoire. Ils avaient tous été drogués. Trois doses au moins d'un puissant hypnotique dans leur tasse de carton. *« Je ne suis donc pas fou »*, disaient-ils, soulagés. *« Drogué et volé »*, ajoutait le policier. Ils vérifiaient alors, palpaient leur veste. C'était vrai.

L'orpheline, l'endormeuse, a été arrêtée. elle attaquait au Rohypnol. Elle avait sévi à la belle saison dans les parcs et les squares. Ici, un sexagénaire breton, là, deux dames de Romorantin, des touristes. Mais aussi un photographe qui, avant de sombrer, avait eu le temps de déclencher son appareil, on voit la coupable sur le tirage. Elle en avait ainsi expédié vingt-six dans les bras de Morphée. Quand on les retrouva, les deux dames sommeillaient comme des bienheureuses, assises sur le trottoir. Le vieux monsieur était carré dans un fauteuil de cinéma pornographique, d'où on le tira à grand-peine (il avait bu le café). Un autre se prélassait dans le bassin des Tuileries. En tambourinant, on en secourut plusieurs, enfermés dans des toilettes de bars. On en ramassa sur leurs chaises de jardin à la nuit tombée.

Certains étaient raides, allongés dans la rue. On les prit d'abord pour des ivrognes, puis on les mit au lit. La dernière victime, le jour du flagrant délit, s'effondra au commissariat. Elle ne témoignait plus, elle ronflait.

L'année précédente, un jeune Oriental endormait déjà les beaux quartiers. Il avait fait l'objet d'une quinzaine de plaintes. On retrouvait les assoupis, des hommes d'affaires grisonnants, dans leur chambre d'hôtel. Dépouillés. Le 29 novembre, un Américain trinquait avec un compagnon de rencontre aux abords de la gare Montparnasse : il se réveilla dévalisé dans Paris insolite. On avait, la veille, rattrapé un immigré dans un train de banlieue, tout euphorique sans argent et sans papiers. Les policiers constatent une recrudescence de ces vols, qualifiés d'« agressions avec violence ». Mais les chiffres manquent.

Beaucoup ne viennent jamais se plaindre. Les abusés d'un jour de solitude, les âmes en peine assoiffées qui ont bu le verre de l'amitié ou de l'aventure et la honte de tomber dans ce piège.

CHRISTIAN COLOMBANI.

## SIGNE DE LA CRISE DANS LA CONSTRUCTION AÉRONAUTIQUE

### Les syndicats s'inquiètent de la situation à la SNIAS et chez Dassault-Breguet

Les syndicats des deux plus importants constructeurs français de cellules d'avion sont inquiets de la situation financière et sociale, à la fin de 1983, tant à la Société nationale industrielle aérospatiale (SNIAS) qu'au groupe Dassault-Breguet. Au cours des réunions des comités d'entreprise des deux constructeurs, il a été fait état d'informations alarmantes sur une grave dégradation des activités, dans ces deux sociétés, pour les années prochaines, à cause de la crise économique qui touche le transport aérien mondial et des restrictions des budgets militaires en France ou dans de nombreux pays clients à l'exportation.

A la SNIAS, l'année 1983 aura été, de l'aveu même de son président, M. Jean Martre, une année encore plus mauvaise que 1982 sur le plan commercial. Le chiffre d'affaires et les commandes de matériels civils ou militaires marquent un écart important par rapport aux prévisions du début de l'année. Des mesures de chômage partiel et de réduction d'horaire ont dû être prises, tandis que des licenciements sont intervenus chez plusieurs sous-traitants.

La division « avions » de la SNIAS, dont 75 % des activités d'études et de production sont consacrées à l'Airbus européen, a enregistré en cours d'année plus d'annulations ou de reports de livraisons que de prises de commandes nouvelles. Les cadences de production ont été révisées, elles pourraient être réduites à trois appareils par mois à la fin de 1984 ou au début de 1985, contre cinq actuellement. Il reste vingt-quatre Airbus A-300 invendus.

Malgré la réputation de ses produits à l'étranger, la division « hélicoptères » de la SNIAS n'est pas davantage épargnée. L'effondrement du marché américain, la réduction de la clientèle des sociétés pétrolières offshore et l'insuffisance des commandes militaires ont abouti au fait que, seulement, le tiers des contrats attendus an 1983 a été exécuté (soit, au total, soixante-treize « machines »), et qu'il demeure, aujourd'hui, deux cents hélicoptères sans acheteurs. Par rapport à l'estimation du début de 1983, observent les syndicats, la division de la SNIAS est, pour ce secteur de la production, dans une zone de sous-activité critique.

A la division des engins tactiques, les prises de commandes espérées pour 1984 sont du même ordre que pour 1983, année pendant laquelle, cependant, des clients étrangers n'ont finalement pas concrétisé leurs contrats, au point qu'il faut, là aussi, s'attendre à des journées de chômage partiel l'année prochaine.

#### L'attente de décisions gouvernementales

Bénéficiaire en 1982, la SNIAS, constatent les syndicats, qui en appellent au ministère de la défense, administration de tutelle de la construction aéronautique, va subir les conséquences de l'accroissement des stocks et encours, et des difficultés ou retards de paiement de ses clients. Les capacités financières de la société en seront compromises, alors que l'endettement de celle-ci, générateur de frais financiers importants, n'a fait qu'empirer du temps où le général Jacques Mitterrand présidait aux destinées de la firme nationale.

A en croire les syndicats, lors du dernier comité central d'entreprise, la situation chez Dassault-Breguet n'est pas mieux éclaircie puisque des usines, comme celles de Biarritz, de Mérignac ou de Toulouse, enregistrent des baisses sensibles de leurs activités.

Les commandes, arrêtées à novembre dernier, n'ont représenté que 65 % de celles de 1982, et la menace qui pèse sur des reports de commandes, par l'Egypte et la Grèce, a pour effet de rendre encore plus improbables certaines charges de travail attendues à l'exportation. Selon M. Benno-Claude Vallières, président-directeur général de Dassault-Breguet, il reste en stocks quarante et un avions d'affaires et de liaison Falcon, et le refus de l'Etat de participer au financement du projet du nouvel appareil civil Falcon-900 a entraîné un report de son développement.

Tant à la SNIAS que chez Dassault-Breguet, on espère beaucoup que le gouvernement arrêtera bientôt une série de décisions concernant le lancement de programmes nouveaux, tels l'Airbus A-320 de cent cinquante places, l'hélicoptère de combat commun avec l'Allemagne fédérale, le missile mobile SX, un satellite d'observation militaire, ou encore le nouveau missile M-5 destiné aux futurs sous-marins de la force océanique stratégique. C'est la nécessité de renouvellement de ce fond de commerce, dans l'industrie aéronautique, qu'a préconisée, d'autre part, le groupe de travail qui a préparé le IXe Plan 1984-1988, au nom de deux exigences : la cohérence et la durée d'une politique volontariste.

JACQUES ISNARD.

## Célébration à Montpellier

### LE PARACHUTE A DEUX CENTS ANS

*(De notre correspondant.)*

Montpellier. — Montpellier a célébré le bicentenaire du premier saut en parachute dans le monde par Louis-Sébastien Lenormand, fin décembre 1783, du haut de la tour de la Babote, vestige des anciens remparts. D'après certains récits, notamment celui du chimiste Guillaume-Louis Figuier, l'inventeur, qui avait participé aux travaux de Lavoisier sur l'étude de l'air, avait construit un premier engin rudimentaire avec deux parasols qu'il expérimenta en sautant des branches d'un ormeau.

Poussant plus avant ses recherches, Lenormand conçut un nouvel engin, qu'il baptisa « Parachuté » et qu'il décrit dans un mémoire adressé à l'académie de Lyon : *« Je fais un cercle de 14 pieds de diamètre avec une grosse corde ; j'attache fortement tout autour un cône de toile dont la hauteur est de 6 pieds ; je double le cône de papier en le collant pour le rendre imperméable à l'air ; ou mieux, au lieu de toile, de taffetas recouvert d'une gomme arabique. Je mets autour du cône des petites cordes qui sont attachées par le bras à une charpente d'osier et forment avec cette charpente un cône tronqué renversé... »*

Sur ces indications, les membres du Parachute-club de Montpellier ont confectionné un modèle en toile de chanvre avec lequel, en présence du maire de Montpellier, M. Georges Frêche, et de nombreux badauds, ils jetèrent dans le vide, sur les lieux présumés de l'exploit, un mannequin assis dans un panier d'osier.

La chute fut assez rapide, mais le mannequin atteint sans mal apparent. Malheureusement, des historiens contestent la véracité de cet événement, *« inventé de toutes pièces »*, écrit l'un d'eux, Jacques Fabre de Morlhon, dans son livre *Nouveaux Regards sur le vieux Montpellier.*

*« Il est exact, toutefois,* ajoute-t-il, *que des expériences furent entreprises en public, le 29 décembre 1781, au moment de la session des Etats du Languedoc. De nombreux savants, parmi lesquels se trouvait le célèbre Joseph-Michel de Montgolfier, entourés de hautes personnalités et de maints curieux, avaient assisté à des lancers de poids, puis à des « descentes » d'animaux. »*

La critique de ces historiens porte essentiellement sur le lieu du premier saut, mais non sur l'invention elle-même.

ROGER BÉCRIAUX.

## AUX ÉTATS-UNIS

### L'hiver meurtrier

Correspondance

Washington. — *« Aux Etats-Unis, la nature n'est pas à la mesure de l'homme »*, disait jadis André Siegfried à ses étudiants. Les millions d'Américains qui souffrent actuellement de l'hiver en font la cruelle expérience. Le bilan provisoire de la vague de froid dépasse trois cents morts. Les Etats des grandes plaines et du Middle-West ont été particulièrement affectés avec des températures atteignant les niveaux records allant de −45° à −60°. Les vents glacés aggravent les conditions de vie des habitants bloqués dans leurs maisons.

Même les Etats du Sud et ceux du Sud-Ouest, ceux de la fameuse « ceinture de soleil » sont touchés. Dans l'Arkansas, plus de mille voitures ont été abandonnées sur la grande route inter-Etats nº 30, dont certaines parties sont entièrement recouvertes de glace. En Louisiane, l'état d'urgence a été déclaré.

Après la neige et le froid, un autre danger menace les populations : les blocs de glace s'accumulent, augmentant le niveau des rivières, et l'on s'attend à de sérieuses inondations, sinon même, comme en Californie du Sud, à des torrents de boue et à des glissements de terrain.

La vie administrative est paralysée. Dans les grandes villes, et notamment dans la capitale, les fonctionnaires ont été invités à ne pas venir à leurs bureaux, non chauffés et parfois inondés. En Floride et dans l'Arizona, les récoltes de fruits et d'agrumes sont gravement compromises.

La misère est particulièrement cruelle pour les très nombreux sans-abri. Selon le magazine *Newsweek*, ils sont des dizaines de milliers à errer dans la nuit, chercher un refuge pour dormir dans une cabine téléphonique, sur une grille à terre laissant l'air chaud passer ou sous les ponts de chemin de fer. A New-York, l'Armée du salut ne peut offrir que six mille lits, alors qu'on évalue à vingt mille le nombre des sans-abri.

HENRI PIERRE.

## EN BREF

### Iraniens retenus en France

Cinq employés du centre islamique iranien de Paris sont retenus, depuis le vendredi 23 décembre, dans les locaux de l'Ecole nationale de police de Reims. Ils font l'objet d'un arrêté ministériel d'expulsion pris le 22 décembre et assorti d'une assignation à résidence dans la Marne.

Les cinq Iraniens ont passé la nuit de Noël dans le réfectoire de l'école de police, en la circonstance déserté par les élèves gardiens de la paix. Ils sont placés sous la garde des inspecteurs des renseignements généraux et sous la surveillance d'une centaine d'hommes de la C.R.S. 23 de Charleville-Mézières, qui interdisent toute approche, en attendant le prochain vol en partance pour Téhéran, le jeudi 29 décembre, à 20 h 45. Ils devaient quitter la France le samedi 24 en compagnie de trois autres personnes expulsées, mais Air France, conformément aux conventions en vigueur, n'a pas accepté de les prendre à bord. — *(Corresp.)*

### Incendiaires de cathédrale

Jean-Claude Lutanie, trente-deux ans, et Bernard Nomboisse, vingt-quatre ans, poursuivis pour avoir tenté d'allumer le 14 août un feu dans la cathédrale de Toulouse, ont été condamnés le 28 décembre à seize mois de prison, dont huit avec sursis par le tribunal correctionnel de Toulouse.

Les deux inculpés avaient été trouvés en possession de quatre litres d'essence, de quatre cents grammes de chlorate de sodium, de six pots de colle et d'un flacon de dissolvant, alors qu'ils tentaient de se faire enfermer dans la cathédrale. Ils ont reconnu à l'audience qu'ils avaient eu l'intention de protester par ce moyen contre l'incarcération de trois de leurs amis à la suite de l'attentat commis dans la nuit du 11 au 12 août au moment de la venue du pape à Lourdes (Hautes-Pyrénées) contre la statue de Ponce Pilate et revendiqué par un commando s'intitulant Arrêt curés.

### Incendie dans les locaux de « Légitime défense »

Un incendie, vraisemblablement d'origine criminelle, a provoqué des dégâts matériels au siège de l'association « Légitime défense », 14, rue Guénot, à Paris (11e). Vers 5 heures, mercredi 28 décembre, un ou plusieurs inconnus ont déposé contre la porte du local, situé au rez-de-chaussée, puis enflammé un récipient contenant de l'essence. Le feu a notamment détruit des archives. L'incendie n'avait pas été revendiqué en fin de matinée, ce mercredi.

### La Pan Am accuse British Airways de concurrence déloyale

La Pan Am vient de déposer une plainte auprès du Bureau américain de l'aéronautique civile contre le gouvernement britannique, qu'elle accuse de soutenir de manière déloyale la British Airways, par des subventions à l'avion supersonique Concorde.

Selon la Pan Am, la British Airways est ainsi en mesure d'accorder aux passagers du Concorde des tarifs très inférieurs aux coûts de revient et de détourner à son profit une partie de la clientèle de première classe des compagnies américaines. Pan Am chiffre son manque à gagner à 30 millions de dollars par an (environ 250 millions de francs).

La différence entre les prix des billets de Concorde et de la première classe des vols subsoniques vers Londres n'est que de 10,2 % au départ de New-York, et de 3,7 % au départ de Washington, estime la Pan Am. Celle-ci demande que l'écart soit porté à environ 50 %.

### Un nouveau contrat pour Ariane

Les pays scandinaves ont choisi Ariane pour mettre en orbite, en 1986, leur satellite de télévision directe et de transmissions de données, Tele-X. Le contrat, d'un montant de 385 millions de francs, a été signé la semaine dernière entre Arianespace (société qui a la responsabilité du lanceur) et la Swedish Space Corporation. Il porte à plus de 6 milliards de francs le montant du carnet de commande d'Arianespace, pour le lancement de vingt-six satellites.

Tele-X, *satellite finlandais-norvégien-suédois*, est construit et équipé conjointement par des firmes suédoises, allemandes et françaises (Aérospatiale et Thomson-C.S.F.).

### A Nice : M. Jean-Claude Thisse est de nouveau libre

M. Jean-Claude Thisse, inculpé dans l'affaire des faux devis de la Caisse primaire d'assurance-maladie (C.P.A.M.) des Alpes-Maritimes dont il est le directeur, a été à nouveau mis en liberté. M. Thisse avait été inculpé, dans un premier temps, de faux et usage de faux, complicité d'escroquerie, abus de confiance, et écroué le 9 juillet. Libéré le 17 août, il était à nouveau inculpé, cette fois de corruption, et écroué le 7 décembre.

La cour d'appel d'Aix-en-Provence a aussi ordonné la mise en liberté de M. Philippe Cabanas, P.-D.G. d'une société de nettoyage.

### Faussaires et Loterie nationale

Deux imprimeurs de Milly-la-Forêt (Essonne) ont été arrêtés le 22 décembre par les enquêteurs de l'Office central de répression du faux monnayage. M. Dominique Faure, trente-trois ans, et Mlle Aline Balierra, vingt-trois ans, fabriquaient, depuis trois mois, de faux billets gagnants de la Loterie nationale dans la nuit qui suivait le tirage. Ils présentaient les faux billets aux paiements dans divers bureaux de tabac de Paris et de la région parisienne. Selon les enquêteurs, qui ont également saisi de faux bons du Trésor néerlandais et de fausses cartes d'identité, le trafic porterait sur environ 10 millions de francs. Les faussaires ont été inculpés de « faux en écriture et usage » et écroués.

### Matra construira le satellite Hipparcos

L'Agence spatiale européenne a décidé de confier à Matra, leader du consortium européen Mesh, la construction du satellite scientifique Hipparcos, destiné à la mesure précise des positions des étoiles.

Hipparcos sera lancé en 1988. La firme Matra avait été chargée, il y a deux ans, d'une étude de ce satellite et il était entendu que la construction lui serait confiée si celle-ci était jugée satisfaisante.







## Un taudis muséologique

### Le Muséum d'histoire naturelle de Paris aurait besoin de 500 millions de francs pour sa restauration

Le Muséum national d'histoire naturelle à Paris aura à sa disposition, au début de 1984, la nouvelle zoothèque, ce silo enterré où ses collections d'animaux pourraient être stockées sur trois niveaux, totalisant 6 000 mètres carrés. Ainsi seraient réunis, dans des conditions modernes de conservation et de sécurité, les innombrables spécimens naturalisés ou baignant dans des bocaux d'alcool qui, depuis des lustres, encombrent tous les coins et recoins des laboratoires. Non sans danger, puisque ces bocaux contiennent, à eux tous, 500 000 litres d'alcool.

L'Etat, qui a dépensé depuis 1976 un crédit spécial de 35 millions de francs, géré par le service des constructions de l'Académie de Paris pour édifier la zoothèque, n'a cependant rien prévu pour la suite des opérations. Rien pour le déménagement des collections ; rien pour la restauration de la galerie de zoologie qui menace ruine.

Ouverte en 1889 pour célébrer le centenaire de la Révolution française et le quasi-centenaire du Muséum (il a été créé par un décret de la Convention du 10 juin 1793), la galerie de zoologie n'a jamais été entretenue, faute de crédits. Elle a dû être fermée au public en 1965 pour raison de sécurité. La grande salle, où éléphants, rhinocéros, chameaux, hémiones, singes, antilopes, panthères, se craquellent, sont mangés par les mites et deviennent chauves, n'est même pas dotée de l'électricité ; sa verrière — crasseuse et percée — a été surmontée en 1968 d'une toiture de zinc grâce à un crédit exceptionnel de 2,5 millions de francs accordé par le ministère de l'éducation nationale.

Autant dire que dans sa pénombre de sépulcre, avec son entassement d'animaux misérables et fantomatiques, la galerie de zoologie ferait actuellement un très bon décor de film d'épouvante alors qu'elle fut, à sa conctruction, un modèle de la muséologie de l'époque. Pour la restaurer, la moderniser, en refaire le « monument » de culture populaire qu'elle n'aurait jamais dû cesser d'être, on estime qu'il faudrait 200 millions de francs.

#### Un triple tour

La galerie de zoologie n'est pas seule à menacer ruine et à avoir besoin d'un rajeunissement complet. Le parc zoologique de Vincennes a été inauguré en 1934 ; ses aménagements étaient prévus pour durer cinquante ans, mais n'ont pas encore été rénovés, le grand rocher, entre autres, risque de s'écrouler.

Le Musée de l'homme, la galerie de minéralogie, des bâtiments du Jardin des plantes, notamment, ont tous des besoins urgents d'entretien, d'aménagement, d'amélioration de la sécurité des collections. Un seul exemple : les pierres précieuses de la galerie de minéralogie sont désormais entreposées dans des coffres de banque et ne sont donc plus exposées, faute de sécurité suffisante sur place.

Si l'État ne fait aucun effort en faveur du Muséum, tout continuera à se dégrader, et cet établissement ne pourra plus continuer à jouer son triple rôle d'enseignement-recherche de haut niveau, de conservatoire de très riches collections nationales et d'éducation du grand public. Or l'État n'a jamais eu grande considération pour le Muséum.

En 1947, il a même profité du fait qu'il prenait à sa charge directe une partie des salaires du personnel du parc zoologique de Vincennes pour diminuer d'autant sa subvention. En 1983, les fonds publics (toutes sources confondues) ont couvert 38,5 % du budget du Muséum, alors que la part des ressources propres de l'établissement était de 46,8 % (le reste provenant de dons et legs ou de reports de crédits anciens). L'ensemble des recettes en 1983 s'est élevé à environ 82,7 millions de francs.

Les crédits publics pour 1984 ne sont pas encore connus. Mais il est très probable que l'augmentation — s'il y en a une — ne sera même pas égale à l'inflation. Or, dans le même temps, les besoins en travaux indispensables à réaliser ne cessent de croître : ils dépassent actuellement l'estimation de 500 millions de francs (dont 100 millions pour le zoo de Vincennes et autant pour le Musée de l'homme).

Le Muséum avait demandé que les prix d'entrée soient augmentés en moyenne de 10 % en 1984. On ne lui a accordé que 5 %. Seuls seront augmentés les droits d'entrée des adultes, ceux des enfants et des groupes restant inchangés.

YVONNE REBEYROL.

Le Monde

# LIVRES

# Aujourd'hui, 1984

## Orwell fut-il un prophète ?

*« LA GUERRE C'EST LA PAIX*
*LA LIBERTÉ C'EST L'ESCLAVAGE*
*L'IGNORANCE C'EST LA FORCE. »*

Nous sommes à Londres en 1984. Londres, capitale de la première région aérienne de l'Océanie... Partout dans la ville des banderoles proclament les trois slogans qui régissent l'Etat, tandis que le portrait de « Big Brother », le chef suprême du parti, omniprésent – mais que l'on ne voit jamais, – ne vous lâche pas du regard. Quatre immeubles dominent la ville, immenses : les ministères de la vérité, de la Paix, de l'Amour, de l'Abondance.

Est-ce le « meilleur des mondes » prédit par Aldous Huxley ? Est-ce l'« avenir radieux » vécu par Alexandre Zinoviev ? C'est, en tout cas, le *1984* d'Orwell, un lieu autant qu'une date, où l'humour anglais, qui consiste à exprimer une chose par son contraire, atteint aux sommets de l'art. En trente-cinq ans, le livre est devenu un classique, et il est à parier que si un sondage demandait aux lecteurs quel est le roman qui a le plus marqué la seconde moitié du vingtième siècle c'est le livre d'Orwell qui gagnerait.

Ecrivant en 1948, l'auteur n'avait fait qu'intervertir les deux derniers chiffres, sans prendre trop d'avance sur l'histoire, et sa vision d'un avenir totalitaire continue à hanter le monde d'aujourd'hui, même si 1984 (bonne année ! bonne santé !) ne ressemble pas encore à *1984* (le roman qu'il faut lire), même si l'interrogation d'un Andréi Amalrik (*« l'Union soviétique survivra-t-elle à 1984 ? »*) n'était, en fait, qu'un vœu pieux auquel lui-même ne croyait pas ; et c'est lui qui n'a pas survécu, mort en Espagne, pour avoir voulu assister à une conférence sur « la sécurité en Europe » qui se poursuivait à Madrid sur le mode orwellien...

Homme de gauche resté de gauche, George Orwell a subi au moment de la parution de *1984*, quelques mois avant sa mort, de virulentes critiques, surtout de la part de ses anciens amis, qui lui reprochaient d'attaquer le parti travailliste et le socialisme ; alors même qu'à travers l'histoire de Winston Smith, employé du Commissariat aux archives du Ministère de la Vérité, chargé de récrire – de « rectifier » – les articles du *Times* des années précédentes, Orwell voulait seulement montrer que *« le totalitarisme, s'il n'est pas combattu, peut triompher n'importe où »*.

Il n'a jamais voulu jouer les prophètes, encore moins faire de la politique-fiction, un genre littéraire qui pourtant lui doit beaucoup. Il lançait un S.O.S. Seuls ceux qui survivront à 1984 (ou à 2004 !) sauront s'il a été efficacement entendu.

NICOLE ZAND.

## L'horreur de la politique

par SIMON LEYS

LA *lutte anti-totalitariste* d'Orwell ne fut que le corollaire de sa conviction socialiste : il pensait en effet que seule la défaite du totalitarisme pourrait assurer la victoire du socialisme. Cette attitude constamment réaffirmée dans ses écrits semble curieusement avoir échappé à un certain nombre de ses admirateurs. Par exemple, nous voyons maintenant, en Europe et en Amérique, des néoconservateurs qui s'efforcent de le récupérer ; faisant un usage sélectif de ses propos, ils tentent de montrer que, s'il avait vécu, il serait probablement devenu le plus éloquent porte-parole de leur mouvement. (On trouvera une des expressions les plus caractéristiques de cette tendance dans un récent article de N. Podhoretz (1).

Cette annexion d'Orwell par la nouvelle droite reflète moins le potentiel conservateur de sa pensée que la persistante stupidité d'une gauche qui, au lieu de commencer enfin à le lire et le comprendre, s'est laissé scandaleusement confisquer le plus puissant de ses écrivains.

Il est vrai qu'Orwell avait souvent réservé ses traits les plus féroces pour ses propres compagnons. Faut-il en déduire qu'avec le temps il aurait fini par abandonner le socialisme ? En fait, la fureur même avec laquelle il attaquait les hypocrisies, les lâchetés et les sottises des « progressistes » donne la vraie mesure de la profondeur et de la sincérité de son engagement. C'est précisément parce qu'il prenait l'idéal socialiste tellement au sérieux qu'il ne pouvait tolérer de le voir manipulé par des pitres et des escrocs. Ou alors, s'il fallait suivre la logique de ses derniers exégètes, les sarcasmes des *Provinciales* et les imprécations du *Mendiant ingrat* devraient-ils nous faire douter du catholicisme de Pascal et de Bloy ?

Il est vrai que sur quelques-uns des problèmes les plus brûlants de notre époque – le totalitarisme, le pacifisme, – les vues d'Orwell sont effectivement très proches de celles des néoconservateurs. Et alors ? Cela ne saurait suffire pour faire de lui un membre de la nouvelle droite. Je puis désapprouver le cannibalisme ou approuver la vaccination contre le choléra – s'il se trouve que des fascistes ont là-dessus les mêmes vues que moi, cela fait-il de moi un fasciste ?

### Un socialiste épris de justice et de liberté

Bien sûr, il n'est pas niable que le socialisme d'Orwell pose certains problèmes. Orwell ignorait le marxisme ; il avait un mépris total (et justifié) pour une bonne partie de l'intelligentsia socialiste ; il maudissait l'ensemble de l'expérience communiste ; il pensait que *« toutes les révolutions sont des échecs »* ; avec tout cela, qu'il ait persisté aussi opiniâtrement à se proclamer « socialiste » peut paraître assez déconcertant, et paradoxalement rappelle un peu l'attitude de certains ecclésiastiques d'avant-garde qui nient la divinité du Christ, l'autorité des Ecritures, voire l'existence de Dieu, mais insistent cependant pour qu'on continue à les appeler chrétiens.

En fait, il voulait redécouvrir ce qu'il considérait comme les valeurs essentielles du socialisme, cet idéal de *« justice et liberté »* qui se trouvait maintenant *« entièrement enseveli sous des couches superposées de prétentions doctrinaires et de progressisme-à-la- dernière-mode, en sorte qu'il est comme un diamant caché sous une montagne de crottin. La tâche d'un vrai socialiste est de le ramener au jour »* (2). Pour le reste, il ne se faisait aucune illusion : *« Le collectivisme mène aux camps de concentration, au culte du leader et à la guerre. Il n'y a qu'un moyen de conjurer ces dangers, et c'est de parvenir d'une manière ou d'une autre à combiner la liberté intellectuelle avec l'économie planifiée, ce qui ne deviendra possible que si l'on réussit à rétablir le concept du bien et du mal en politique. »* (3) Il percevait clairement qu'une économie centralisée pouvait constituer une grave menace pour la liberté individuelle et que, dans cette situation, *« l'Etat en arrive à se confondre avec le monopole d'un parti dont l'autorité ne se fonde plus sur aucune élection, en sorte que l'oligarchie et les privilèges se trouvent restaurés, étant maintenant basés sur le pouvoir et non plus sur l'argent »* (4).

C'est précisément cette perversion-là qu'il entreprit de décrire dans *1984*, mais il dut aussitôt expliciter ses intentions pour prévenir tout malentendu : *« Mon roman* n'est pas *une attaque contre le socialisme ni contre le parti travailliste anglais (que je soutiens personnellement) ; il veut seulement montrer les perversions auxquelles une économie centralisée est exposée, et qui ont déjà été partiellement réalisées dans le communisme et le fascisme. Je ne crois pas que la forme de société que j'ai décrite arrivera* nécessairement, *mais je crois (tenant compte évidemment du fait que le livre est une satire) qu'un phénomène de ce type* pourrait *arriver. Je crois également que les idées totalitaires ont pris racine dans l'esprit des intellectuels un peu partout, et j'ai tâché de développer toutes les conséquences logiques de ces idées. La scène du livre est située en Angleterre pour souligner le fait que les populations de langue anglaise ne sont pas meilleures que les autres et que, si on ne le combat pas, le totalitarisme peut triompher n'importe où. »* (5)

Dessin de BÉRÉNICE CLEEVE.

### La nécessité de soutenir le mauvais contre le pire

L'idée que la pensée politique d'Orwell se serait modifiée au fil des années ne résiste pas à l'analyse. Certes, il lui est arrivé de mal juger la situation et d'avoir à réviser son diagnostic, mais dans le domaine des principes, ses convictions n'ont jamais changé. Peu avant la guerre, par exemple, il crut un temps qu'il serait vain de vouloir essayer d'endiguer le fascisme sans accomplir au préalable la révolution socialiste. Puis il se rendit compte rapidement que la démocratie capitaliste méritait d'être défendue contre le péril nazi ; mais même après qu'il eut compris la nécessité de *« soutenir le mauvais contre le pire »*, il continua, au début de la guerre, à entretenir l'illusion optimiste que la victoire de la révolution était toute proche.

Ainsi, en automne 1940, il écrivait : *« Seule la révolution pourra sauver l'Angleterre ; il y a des années que ceci est évident, mais maintenant la révolution a commencé et elle se développera rapidement si nous réussissons à repousser l'invasion hitlérienne. D'ici deux ans, ou peut-être dans un an, si seulement nous pouvons tenir, on verra des transformations qui surprendront tous les idiots myopes. Les rigoles des rues de Londres devront peut-être charrier du sang – tant pis, qu'il en soit ainsi si c'est nécessaire... »* (6). Il caresse avec délices une vision du *« Ritz réquisitionné pour loger les milices rouges »* et – peu après dans *le Lion et la licorne*, un petit livre qui constitue son manifeste politique le plus complet et le plus explicite (mais que ses admirateurs de droite s'appliqueront très soigneusement à ignorer) – annonce avec confiance pour un avenir immédiat *« la nationalisation de l'industrie, la suppression des gros revenus, l'établissement d'un système d'éducation égalitaire »* (7).

Ces mesures radicales susciteront probablement des résistances – qu'importe ! La révolution saura les mater : *« Elle fusillera les traîtres, mais elle leur accordera d'abord un procès solennel et, à l'occasion, saura même en acquitter certains. Elle écrasera toute révolte ouverte, de manière prompte et terrible, mais elle n'interviendra que très peu en matière d'opinion orale et écrite. »* (8). On peut légitimement éprouver un certain malaise devant ces allègres évocations de rigoles qui charrient le sang et de contre-révolutionnaires que l'on colle au poteau, mais on ne saurait les ignorer sans se rendre coupable de falsification. Si, quelques années plus tard, Orwell avait effectivement cessé de croire à la possibilité imminente de pareils bouleversements révolutionnaires, rien dans son œuvre ne nous permet de conclure qu'il aurait cessé de les juger souhaitables.

Plusieurs années auparavant, dans un contexte différent, il avait déjà noté que, devant tout ce qui défigure l'idéal révolutionnaire, *« la tâche des gens intelligents est non de rejeter le socialisme mais de s'employer à l'humaniser... Notre devoir est de combattre pour la justice et la liberté ; socialisme signifie précisément justice et liberté, une fois qu'on l'a débarrassé de toutes les sottises qui l'encombrent. C'est sur ces valeurs essentielles, et sur elles seules, que nous devons fixer notre attention. Rejeter le socialisme simplement parce que tant de socialistes, individuellement, sont des gens lamentables, serait aussi absurde que de refuser de voyager en chemin de fer parce qu'on n'aime pas la figure du contrôleur » (9).*

S'il vivait encore aujourd'hui, on voit mal ce qui aurait finalement pu le déterminer à descendre du train. En revanche, quand les tenants d'une idéologie qui dissocie la cause de la liberté de celle de la justice veulent l'embarquer de force dans leur galère, l'abus paraît criant. Orwell avait toujours fait sereinement face à ses nombreux ennemis, mais on se demande s'il aurait pu garder son sang-froid devant certains de ses admirateurs.

*(Lire la suite page 12.)*

(1) Norman Podhretz, « *If Orwell were alive today* », *Harper's*, janvier 1984.
(2) *The Road to Wigan Pier*. P. 189-190.
(3) *Collected Essays, Journalism and Letters, of George Orwell, edited by Sonia Orwell and Ian Angus.* Quatre volumes. Secker and Warburg. Londres. 1968. Tome III, p. 119.
(4) C.E. II, p. 80.
(5) C.E. IV, p. 502.
(6) « *My Country Right or Left* », CE I, p. 539-540.
(7) Pour comprendre la pensée politique d'Orwell, la lecture de ce brillant petit traité est essentielle. Son texte, qui avait déjà été recueilli dans C.E. II, p. 56-109, vient d'être réédité (Penguin, 1982), avec une excellente introduction de Bernard Crick.
(8) C.E. II, p. 102.
(9) *The Road to Wigan Pier*, p. 193-194.

## le feuilleton

### CALVINO, GIRAUDOUX, LACAN...

## Secrets de fabrique

LE retour en force du romanesque n'efface pas cet acquis des années 60, dû à l'essor des sciences humaines : l'écriture et la lecture ne peuvent plus être tenues pour des activités mystérieuses et innocentes. Il s'y passe quelque chose d'autre que du récit haletant. Comme en peinture, où c'est admis depuis longtemps, l'intérêt de la littérature, même pour les profanes, s'est déplacé du *Qu'est-ce que ça raconte ?* au *Comment c'est fait ?, Qui parle ?, A qui ?* Les secrets de fabrique, quoi !

L'Italie a suivi la même évolution depuis la guerre : néoréalisme politisé, scientisation structuraliste, retour lucide à la fiction-jeu. Enfant de Vittorini et de Pavese, Italo Calvino, soixante ans, a parcouru et illustré ces trois étapes : récit de guerre à la Hemingway (*le Sentier des nids d'araignée*, 1946) ; contes philosophiques à la Voltaire de 1951 à 1960 (*le Vicomte pourfendu, le Baron perché, le Chevalier inexistant*) ; adieux au manichéisme politique (*Journal d'un scrutateur*, 1963), fictions expérimentales, avec *les Villes invisibles* (1974), *le Château des destins croisés* (1976) et *Si par une nuit d'hiver, un voyageur* (1979). Dans le même temps, Calvino réfléchissait, un peu comme Barthes, à la théorie littéraire, dont la création, selon lui, n'est plus qu'un chapitre, désormais interdit d'ingénuité.

L*A Machine littérature* appartient à ces spéculations en marge de l'œuvre. Il ne s'agit pas d'un essai inédit, mais de textes de circonstance, interviews, conférences, préfaces... Le coq-à-l'âne, qui est le lot commun de ce genre de recueil, laisse voir certaines constantes et obsessions, qui font de Calvino une des figures caractéristiques de ce demi-siècle.

De son passage par le marxisme, il a gardé, comme Barthes et à la suite de Brecht, une méfiance coriace envers tous les anthropomorphismes, et l'assignation à l'art d'un rôle pédagogique : montrer, par provocation, les mécanismes internes, souvent camouflés à dessein, des rapports humains et de l'art lui-même.

Que la littérature fonctionne comme un jeu réglé, comme une machine, il a eu l'occasion de le démontrer à propos des contes populaires, ou par similitude avec les villes. Homme de raison, et mieux reçu en France, à ce titre, que la plupart des écrivains italiens, Calvino croit à la fécondité des redéfinitions inlassables : ici, celles du « comique », meilleur moyen d'échapper à la nature univoque de toute expression écrite ; ou de l'« érotique », mesure de toute littérature, pour autant que celle-ci consiste toujours plus ou moins à disposer des écrans, conscients ou inconscients, entre le désir et sa représentation, à se situer entre l'apologie et la honte.

*par Bertrand Poirot-Delpech*

Calvino renouvelle, de façon cursive mais pénétrante, les vieilles questions d'école sur les rapports du roman avec le cinéma ou avec la politique. Les formules brillantes traduisent des cheminements lents, plutôt que des raccourcis. C'est avec le poids de l'expérience que l'auteur du *Journal d'un scrutateur* en vient à juger révolutionnaire l'usage des livres, et non les livres eux-mêmes.

AU-DELA du politique, les écrivains ex-engagés de son espèce ont acquis la conviction que la littérature n'avait pas pour mission d'assurer la survivance de l'« humain » dans un monde qui l'évacue. Qu'elle demeure une des activités de l'esprit aux fonctionnements les plus complexes et aux sens les plus inépuisables lui suffit amplement.

L'application de cette conviction culmine avec ses études sur la ville chez Balzac, le spectacle chez Dickens, l'inachèvement du *Roland furieux*, l'utopie chez Fourier, ou l'image de soi, telle que l'endurait avec peine son ami Barthes, à qui il fait, pour finir, les *adieux les plus dignes de l'intelligence et de la pudeur du disparu.*

DÈS lors qu'on s'intéresse aux secrets de fabrique de l'écriture, et non plus seulement à son ressemblant, toute lecture devient occasion d'interrogation, de comparaisons, de heurts éclairants d'un texte par l'autre.

Témoin *Ornicar ?*, la revue du « Champ freudien » qui, soit dit en passant, doit se trouver de nouvelles raisons d'être depuis qu'a disparu l'école psychanalytique dont elle hébergeait les jeunes turcs. Un inédit de Lacan y traite de l'« éthique », c'est-à-dire, en très gros, de ce qui fait que la « faute » survit aux religions bâties sur elle. Au passage, Lacan suggère que les hystériques sont des *« théoriciennes admirables »*. Même si on ne comprend pas très bien ce que cela veut dire, ça excite l'entendement, ce lien entre la hantise de la cohérence en pensée et dans un corps, fût-ce la cohérence de l'erreur assénée et de la maladie imaginaire.

Autre étrangeté à glaner et à mordiller, lecture faisant : l'abus, par Lacan, de génitifs ou d'intransitifs fautifs et jamais éclaircis. Exemples : *« Un événement se classe d'ajouter un nom » ; « une difficulté qui s'engendre : « un retard à comprendre dont se définit l'ombre heureuse » ; « l'interprétation ne vaut qu'à faire apparaître la faille »*... Le flou qui résulte de ces contorsions, et dont les épigones se régalent, on aimerait que quelque linguiste, pour parler lacanien, « s'y colle ».

Au fait, l'axiome de base du lacanisme : *« l'inconscient est structuré comme un langage »* souffre-t-il d'être retourné ? Autrement dit : le langage est-il structuré comme un inconscient ? Si oui, que de lapsus à visiter, dans les manies du jour ! Les tribuns et leur faire-valoir ne répéteraient pas sans cesse *« c'est vrai que »* et *« c'est tout à fait clair »*, s'ils n'étaient convaincus que ce qu'ils disent n'est ni vrai ni clair.

J'AI surpris un dernier secret de fabrique dans la *Revue d'histoire littéraire de la France*, à propos de Giraudoux et de Proust.

Après avoir comptabilisé mots et expressions chez ces deux auteurs très différents, M. Etienne Brunet observe qu'ils ont au moins évolué dans le même sens sur un point précis : *tous deux ont glissé de la nature vers l'homme, d'un univers poétique vers des préoccupations morales ; le sourire a cédé la place à plus de gravité, et le concret à l'abstrait.*

Cette évolution, déjà constatée chez Corneille, Chateaubriand ou Zola, traduit-elle une loi naturelle, un effet de l'âge, le besoin, après avoir appris à posséder le monde, de s'en dessaisir au profit de l'idée, réputée durable ? Tout écrivain et tout homme s'acheminent-ils vers plus d'abstractions, lesquelles seraient à regarder comme des excroissances, comme autant de tavelures sur le dos des mains ?

Cela rendrait compte d'une évidence ancienne et maussade, du temps des guerres et des causes : les vieux en vivent, les jeunes en meurent.

★ LA MACHINE LITTÉRATURE, d'Italo Calvino. Seuil, 256 pages, 79 F.

★ ORNICAR ? Printemps 84. Diffusion Seuil, 164 pages, 50 F.

★ REVUE D'HISTOIRE LITTÉRAIRE DE LA FRANCE, septembre-décembre 1983. A. Colin, 120 F.

## LES RENDEZ-VOUS DE L'HIVER

# *Romans et récits :* une escouade d'auteurs confirmés

COMME souvent, au rendez-vous du premier trimestre de l'année, on trouve nombre d'auteurs qui n'ont pas besoin des prix littéraires pour se faire connaître, ou qui ont déjà reçu tant de distinctions qu'ils ne peuvent guère en attendre de nouvelles. Ainsi, en janvier, paraîtra un nouveau roman d'Henri Troyat, *Marie Karpovna* (Flammarion) et un de Claude Mauriac, *Zabé* (Gallimard). Daniel Boulanger publiera un recueil de nouvelles, *les Jeux du tour de ville* (Gallimard). On trouvera aussi *la Colline des solitudes*, de Pierre-Jakez Hélias (Julliard), *le Kiosque à musique*, de Louis Nucera, *les Quartiers d'été*, d'André Stil, *les Petites Espagnes*, de Jean-Pierre Chabrol et Claude Marti (ces trois ouvrages chez Grasset), *le Passé infini*, de Flora Groult (Flammarion), deux récits de Pierre Guyotat, *le Livre* (Gallimard), et *Vivre* (Denoël) ; un recueil de nouvelles de Julien Green, *Histoires de vertige* (Le Seuil, qui réédite aussi *Mont-Cinère*, du même auteur) et le Journal intime de Roland Jaccard : *L'âme est un vaste pays* (Grasset).

En février, Albin Michel proposera le nouveau roman de Robert Sabatier dont on ignore encore le titre mais qui devrait surprendre tant il est différent de ce qu'on a l'habitude de lire sous la signature de cet auteur. René Barjavel donnera à lire *l'Enchanteur* (Denoël), Jean-Louis Curtis, *le Mauvais Choix* (Flammarion), Jean Ferniot, *Saint-Judas* (Grasset), Michel Déon, *Je vous écris d'Italie* (Gallimard), Jean Cayrol, *Qui suis-je ?* suivi d'*Une mémoire toute fraîche*, un recueil de récits (Le Seuil) et Patrick Grainville, *la Caverne céleste* (chez le même éditeur). Enfin au mois de mars paraîtra un nouveau Robert Escarpit, *le Voyage d'Hazenbat* (Flammarion).

Les premiers mois de 1984 permettront aussi de retrouver des auteurs confirmés mais discrets, voire secrets, comme Edmond Jabès — qui publiera en février un nouveau récit : *le Livre du dialogue* (Gallimard), — et Jean Demelier — qui racontera dans *le Métro du bout du monde* comment une rame de métro décide un jour de suivre sa route sans plus se soucier des rails ni des stations (Balland, « L'instant romanesque »).

Parmi les autres écrivains qui ont déjà un public, Alain Gerber reviendra en janvier avec *les Jours de vin et de roses* — un recueil de nouvelles — ainsi que Michel Peyramaure avec *les Portes de Gergovie* (tous deux chez Laffont). En février, Bernard Thomas, journaliste au *Canard enchaîné*, publiera *les Bâtards du soleil* (Balland), Alexis Lecaye, *le Moine et le Diable* (Fayard) et Leïla Sebbar *le Chinois vert d'Afrique* (Stock). Irène Frain, auteur du best-seller *le Nabab*, essaiera de confirmer son succès avec *Modern Style* (Lattès). En mars, Nicole Avril, qui a quitté Albin-Michel pour Flammarion, proposera *Jeanne*, ou comment Don Juan est devenu chirurgien et femme.

Les premiers romans ne sont pas absents de cette rentrée, mais ce ne sont pas les plus grands éditeurs qui prennent le risque de les publier. En janvier, à part Flammarion qui donne sa chance au *Système Aristote* de René Dzagoyan — où le héros est un système informatique dont on se demande s'il a échappé au contrôle humain ou s'il est manipulé par un esprit pervers et fou, — ce sont Belfond, Buchet-Chastel et Minuit qui misent sur les débutants avec respectivement *Il neige sur Kyoto* de Philippe Lutz, *l'Alphabet des désirs*, de Christian Rullier et *Rue Saint-Denis ou la Revanche de Bolotnikov*, de Raphael Alegria.

En février sortiront *le Fleuve rouge*, de Robert Mazoyer, et *Mort d'un journal*, de P.S. Goislard (tous deux chez Ramsay), *les Contretemps*, d'Elisabeth Jacquet (Stock). En mars paraîtra chez le jeune éditeur Bernard Barrault *le Passeur de Lesbos*, de Michel Field. Ce même mois, Calmann-Lévy mettra beaucoup d'espoirs dans *la Vie extraordinaire de Rafael Ariatégui*, biographie imaginaire d'un peintre, le premier roman de Françoise Rullier, une jeune femme de trente ans, enseignante à Bamako, au Mali.

Jo. S.

# *Essais :* cris d'alarme

1984 ressemblera-t-il à *1984* ? A en juger par quelques-uns des titres qui nous attendent, nous sommes bien à la veille d'une année terrible... Tandis que Georges Suffert sonne *le Tocsin* (Grasset) et que Jean-Marie Domenach lance un cri d'alarme à la gauche dans sa *Lettre à mes ennemis de classe* (Seuil), René Dumont confirme, à propos de la Chine, son triste diagnostic : *Finis les lendemains qui chantent* (Seuil) et Cornelius Castoriadis poursuit son peu rassurant *Devant la guerre* (Fayard). Maurice T. Maschino, qui nous avait fait savoir que nos enfants ne l'intéressaient plus, enfonce le clou avec *Voulez-vous vraiment des enfants idiots ?* (Hachette) et Michel Jumilhac crie au *Massacre des innocents*, en posant cette question accusatrice : *France, que fais-tu de ta jeunesse ?* (Plon). Interrogation qui, pour Didier Maupas, du Club de l'horloge, se transforme en certitude avec *l'Ecole en accusation* (Albin Michel).

S'il a résisté à tous ses coups de gueule, le lecteur pourra s'autoriser un peu de vrai plaisir avec les « bons morceaux » de ce premier trimestre 1984 : d'une part, les deux livres de Georges Dumézil *la Courtisane et les Seigneurs colorés et autres essais*, où l'auteur poursuit sa réflexion sur les mythologies, et ... *le Moyne noir en gris dedans Varennes*, inspiré de Nostradamus (Gallimard), d'autre part, la suite de *l'Histoire de la sexualité* de Michel Foucault, *l'Usage des plaisirs* (tome II) et *le Souci de soi* (tome III), chez Gallimard également.

On attend aussi avec intérêt de découvrir les réflexions de certains auteurs sur leur propre système de pensée ou sur leur expérience politique. Citons Jacques Attali avec *la Figure de Fraser* (Fayard), Jean-François Lyotard avec *le Différend* (Minuit), Max Gallo avec *la Troisième Alliance. Pour un nouvel individualisme* (Fayard) et Régis Debray avec *la Puissance et les Rêves* (Gallimard).

L'histoire sera encore un domaine particulièrement riche en publications, notamment l'histoire religieuse avec *l'Eglise et les ouvriers en France (1840-1940)* de Pierre Pierrard (Hachette), *le Corps et l'Ame. La vie des religieuses au dix-neuvième siècle*, d'Odile Arnold (Seuil), une histoire des *Jésuites* d'Alain Woodrow (Lattès) et un monumental *Dictionnaire des religions* aux Presses universitaires de France. Parmi les nombreuses biographies historiques annoncées, mentionnons celles de *Vercingétorix* par Jacques Harmond (Fayard), de *Guillaume le Conquérant* par Michel de Boüard (Fayard), de *Tocqueville* par André Jardin (Hachette), de *Bismarck* par Lothar Gall (Fayard) et de *Pétain* par l'historien américain Herbert Lottman.

Pour les biographes littéraires, on attend celles de *Blaise Cendrars* par sa fille Miriam (Balland) et de *Gombrowicz en Argentine* par sa femme Rita (Denoël), le *Stendhal* de Jacques Laurent (Grasset), et le *Chardonne* de Ginette Guitard-Auviste (Olivier Orban).

Les amateurs de sciences sociales et humaines guetteront la sortie des livres d'Alain Touraine, de Michel Wieviorka et de François Bubet : *le Mouvement ouvrier* (Fayard), de Jacques Donzelot : *l'Invention du social* (Fayard), de Maurice Godelier : *l'Idéal et le Matériel* et *Lieux de l'économie* (Fayard), d'Alfred Sauvy : *le Travail noir et l'Economie de demain* (Calmann-Lévy), de Xavier et Michèle Mattelart et Xavier Delcourt : *la Culture contre la démocratie ? La communication à l'heure transnationale* (Maspero-« La Découverte »), de Pierre Birnbaum : *Dimensions du pouvoir* (PUF) et de Raymond Boudon : *la Place du désordre. Critique des théories du changement social* (PUF).

F. G.

## Quand les présidents prennent la plume

DEUX anciens présidents des Etats-Unis ont profité de leurs loisirs pour prendre la plume : Richard Nixon, qui fait, dans *Leaders*, une série de portraits de *« ceux qui ont changé le monde »*, et Jimmy Carter, qui a commencé la rédaction de ses *Mémoires* (tous deux chez Plon).

Un autre homme politique se penche sur son passé : Michel Debré, qui sort le premier tome de ses *Mémoires* (Albin Michel). Impartial, le même éditeur accueille les confessions d'un homme qui s'opposa violemment à l'ancien premier ministre. Il s'agit du général Jouhaud, qui revient sur la guerre d'Algérie dans *Serons-nous enfin compris ?*

# *Traductions :* de Kundera à Lezama Lima

L'ANNÉE débute sur les chapeaux de roues en ce qui concerne les traductions, et janvier s'annonce avec un nombre respectable de bons auteurs reconnus (et attendus).

Chez Gallimard, on parle beaucoup du nouveau roman de Milan Kundera, *l'Insoutenable Légèreté de l'être*, une histoire d'amour entre deux êtres, entre Prague et ailleurs, qui traite aussi de l'idée mystérieuse de l'éternel retour (traduit du tchèque par François Kérel). On annonce aussi *Cinq nôs modernes*, de Yukio Mishima (dans une nouvelle traduction de Marguerite Yourcenar) ; deux textes de Pier Paolo Pasolini : *Amado Mio* et *Actes impurs* ; une pièce de Carlos Fuentes (*Orchidées au clair de lune*), et une traduction nouvelle de *Frédéric prince de Hombourg*, de Kleist, par Henri Thomas. Plus tard, en février, un texte de Jünger : *Soixante-dix s'efface*, et la suite de l'œuvre autobiographique de l'Autrichien Thomas Bernhard, *le Froid*.

Chez Albin Michel, on se réjouit de retrouver John Fowles, l'auteur de *Sarah et le lieutenant français*, avec *Mantissa*, un récit fantastico-pornographique sur la guerre des sexes, qui s'en prend aux amazones dites libérées ; et l'on découvrira le second roman d'un jeune Soviétique (émigré), Zinovi Zinik, qui, dans *Service russe*, raconte les aventures d'un petit homme paumé, passé à l'Ouest à la faveur d'une croisière.

En février-mars, on annonce un essai de Doris Lessing, *les Chats en particulier*, un texte de Gershom Scholem, *De Berlin à Jérusalem*, la découverte d'un talmudiste remarquable, Ceronetti, avec *le Silence du corps* (postface de Cioran), un roman de James Purdy, *les Inconsolés* ; et l'on attend le dernier livre en cours de traduction d'André Siniavski, *Bonne nuit*...

Chez Fayard, on met le cap sur l'Albanie avec une importante *Anthologie de la prose albanaise*, présentée par Ismail Kadaré et, du même, un roman, *la Niche de la honte*, évocation de la lutte d'Ali Pacha de Tépélème contre l'empire ottoman. Plus tard, en mars, un roman d'Edouard Kouznetzov.

Chez Belfond, Manuel Scorza ne verra pas son dernier livre, *le Tombeau de l'éclair* (voir l'interview dans *le Monde* du 16 décembre). Chez Christian Bourgois, Benoîte Groult a traduit dix-sept nouvelles de Dorothy Parker : *la Vie à deux*. Flammarion annonce, pour le 18 janvier, la parution du *Journal de Paris et d'ailleurs*, de l'Anglais David Gascoyne ; Grasset publie *Factotum*, de l'Américain Charles Bukowski. Hachette présentera, en mars, le premier roman policier de Virgil Tanase : *Cette mort qui va et revient*.

Stock, le spécialiste de littérature étrangère, publie *Yoshe le fou*, d'Israel Joshua Singer, le frère du Nobel, l'auteur des *Frères Ashkenazi*, et nous fera attendre jusqu'en février *l'Histoire sans fin*, de l'Allemand Michael Ende, une fable mythologique qui est un énorme best-seller en Amérique comme en Allemagne.

Le Seuil commence l'année avec cinq nouvelles du Cubain José Lezama Lima — écrites entre 1936 et 1946 : *le Jeu des décapitations*, et avec un essai dans lequel Italo Calvino s'interroge sur la littérature : *la Machine littéraire*.

Chez les jeunes éditeurs, citons pêle-mêle : *la Cinquième Reine*, un roman historique de l'Américain Ford Madox Ford (Acropole) ; *Témoin oculaire*, un journal sur l'année 1949, le premier livre « anti-socialiste » de Tchécoslovaquie écrit par un artiste célèbre pour ses tableaux-collages, Jiri Kolar, et un court roman du poète portugais Fernando Pessoa, *le Banquier anarchiste* (Editions de la Différence) ; une édition de *Poèmes 1934-1982*, de Czeslaw Milosz (Luneau-Ascot). Enfin, chez Actes-Sud, Hubert Nyssen le Méridional publie, en janvier, un livre de l'Argentin Haroldo Conti, *la Ballade du peuplier carolin*, une pièce de théâtre de Stig Dagerman, *le Condamné à mort*, et la pièce de Vassili Axionov que va créer en février Antoine Vitez à Chaillot : *le Héron*.

N. Z.

## AUJOURD'HUI, 1984 :

# Le novlangue, langue officielle

DANS le roman *1984*, le novlangue est la langue officielle de l'Océania. Depuis toujours, les auteurs d'utopies ont rêvé d'une langue nouvelle pour une humanité heureuse. George Orwell ne fut pas le premier. L'auteur de *1984* a pourtant un mérite particulier ; il a créé son novlangue à partir d'éléments empruntés aux langues apparues respectivement en 1917 et en 1933, en Union soviétique et en Allemagne. Dès 1948, date à laquelle il écrit son roman, Orwell est fermement convaincu qu'un système totalitaire ne peut exister sans une langue totalitaire. Cette découverte est si importante pour l'écrivain qu'il ajoute à son roman un appendice intitulé : *les Principes du novlangue*.

L'avènement tout proche de « l'année Orwell » suscite de nombreuses polémiques quant au talent prophétique de l'écrivain : l'année 1984 ressemble-t-elle à *1984* ? La vision de l'auteur correspond-elle à la réalité d'aujourd'hui ? Une chose est sûre : le novlangue est, actuellement, non seulement la langue officielle d'un bon tiers de l'humanité, mais il gagne du terrain, se répand peu à peu dans le reste du monde. Les Français, ces derniers temps, ont coutume de l'appeler *« langue de bois »*, expression traduite du polonais dans les années 50. Le terme de « langue soviétique » nous paraît encore plus commode. Pour Orwell, c'était le « novlangue » : la nouvelle langue. Une comparaison entre *les Principes du novlangue* et la « langue soviétique » en action, permet de mettre en évidence les grandes caractéristiques de cette arme suprême du totalitarisme.

### Au service de l'Angsoc

La nouvelle langue, explique l'auteur de *1984*, *« fut inventée pour répondre aux besoins idéologiques de l'angsoc, ou socialisme anglais »*. Elle remplit deux fonctions : *« Fournir un mode d'expression aux idées générales et aux habitudes mentales des dévôts de l'angsoc »*, mais aussi *« rendre impossible tout autre mode de pensée »*. Le novlangue, langue idéologique, est une arme à la fois défensive et offensive, un instrument permettant de remodeler la conscience humaine, de faire de l'individu un « homme nouveau ».

A la veille de « l'année Orwell », les linguistes soviétiques fournissent la preuve définitive du don prophétique de l'auteur de *1984* en déclarant officiellement : *« La grande tâche des* mass media, *dans la société socialiste, est de développer et de perfectionner, dans la direction voulue, la conscience de chacun de ses membres »* (1). Les choses deviennent encore plus claires lorsqu'on nous annonce que la langue soviétique permet à l'homme de se rendre compte que *« sa place optimale est d'être une infime cellule au sein de l'organisme social »* (2).

La langue soviétique — de même que le novlangue d'Océania — est téléologique. Les deux sont au service d'une idéologie : l'« angsoc » pour Orwell et, pour les Soviétiques, *« l'idéologie marxiste-léniniste, qui a pour fonction sociale de servir le processus historique mondial, visant à instaurer et à développer la nouvelle formation économico-sociale communiste »* (3).

### Les hiérarchies du lexique

Dans son analyse des *« principes du novlangue »*, Orwell rappelle inlassablement que la nouvelle langue *« se construit »*, qu'elle s'édifie peu à peu, de façon organisée, systématique, entièrement dirigée. L'auteur décrit, avec une stupéfiante précision, la technique employée pour substituer le « novlangue » à l'« ancilangue ». Cela commence par un contrôle du lexique, une nationalisation du Verbe. Alain Besançon qualifie les systèmes totalitaires de « logocraties », dans lesquelles le pouvoir est *« au bout de la langue »*. Les pratiques soviétiques sont une brillante démonstration de l'importance accordée au lexique, au Verbe. En novembre 1982, Iouri Andropov est élu secrétaire général. Dès mars 1983, on achève la nouvelle édition du *Petit Dictionnaire politique*, où les citations d'Andropov ont remplacé celles de Brejnev. Le *Dictionnaire* paraît en mai, éclatante confirmation de la grande prérogative du Guide : le pouvoir sur le mot, le droit de nommer l'ennemi.

En Océania, le novlangue comprend trois « vocabulaires » distincts : le vocabulaire « A » pour les mots nécessaires à la vie de tous les jours, « B » pour les mots de la vie politique et sociale (*« destinés à imposer l'attitude mentale voulue à la personne qui les emploie »*). « C » pour les termes scientifiques et techniques.

Là encore, les spécialistes soviétiques du langage ne font que confirmer la justesse des prévisions d'Orwell. Ces dernières années, en effet, ils ne cessent de souligner la nécessité d'une *« différenciation fonctionnelle »* de la langue à trois niveaux : les sphères de langage ; le volume et le contenu de chaque sphère d'information ; enfin, une différenciation territoriale.

La langue soviétique reprend point pour point la classification d'Orwell : on y retrouve les sphères de langage quotidien, politique, scientifique et technique, et dans chacune d'elles, le volume et le contenu du lexique sont définis par le pouvoir, du point de vue de la nécessité fonctionnelle. Seule la *« différenciation territoriale »* n'a pas été envisagée par l'auteur de *1984*. Elle a pour but de hiérarchiser le lexique, selon le degré d'importance des peuples : plus un peuple (une république) est grand numériquement — donc important, — plus le vocabulaire mis à sa disposition s'élargit. Ainsi les Ukrainiens sont-ils mieux dotés que les Tchouvaches. Il va de soi que la langue russe, principale « porteuse » de la « langue soviétique », jouit de la plus grande réserve de mots.

La hiérarchie nationale du lexique vient compléter la hiérarchie fonctionnelle, autrement plus importante. Le vocabulaire politique y joue un rôle de premier plan ; il contient les mots « essentiels » du point de vue de la hiérarchie sociale, ceux qu'il est indispensable de connaître pour réussir dans la vie, ou pour vivre tout simplement. Tout homme qui les ignore devient un étranger dans son propre pays. Le novlangue a pour caractéristique de conférer une nuance politique à tous les mots qui le composent (quelle qu'en soit la sphère), car toute la vie d'un système totalitaire est « politique ». Il n'existe pas de mots neutres en novlangue. Tous ont une valeur politique : tous sont des stimuli, visant à déclencher, chez le locuteur ou l'auditeur, une réaction précise.

### Ne donner qu'une bonne réponse

Orwell décrit un certain nombre de procédés permettant de « façonner » la langue. Ainsi le lexique se voit-il constamment renouvelé : on supprime les mots inutiles, on ne garde que l'indispensable ; le sens des mots est modifié à l'aide d'adjectifs (on introduit la notion d'*humanisme réel*, notion socialiste, à la différence de l'*humanisme* bourgeois ; à l'*autogestion* anarcho-syndicaliste, on substitue la *véritable autogestion socialiste*.

# Big Brother et les

*(Suite de la première page.)*

Quant à l'Union soviétique, elle n'en est pas encore au stade de l'*Oceania*, mais elle a fait des pas de géant dans cette direction. Sans doute n'est-ce pas au royaume du *« socialisme développé »*, mais plutôt à l'Ouest, que la technique du « télécran » a le plus progressé, ouvrant, avec les ordinateurs et les fichiers, un champ d'action assez vaste à une éventuelle *« police de la pensée »*. Sans doute encore n'en est-on pas à Moscou à ériger en système l'abrutissement généralisé du prolétariat, livré au tiercé et à une littérature porno fabriquée par des machines (là encore, l'Occident conserve son avance). Mais Big Brother, sous les traits de Brejnev, n'a-t-il pas pris son parti du délabrement de son économie, masqué par des statistiques truquées, du laisser-aller de ses prolétaires livrés à l'alcool et au système D, du conservatisme de sa nomenklatura retranchée dans ses pauvres privilèges ?

### De la « doublepensée » à la « stratocratie »

Il y a quelques années, le sculpteur soviétique immigré Ernest Neizvestny avait fait une description amusante des fonctionnaires qui sortent chaque soir de l'immeuble du comité central, à Moscou, que l'on peut considérer comme le ministère de la vérité des temps modernes. Il distinguait entre les *« rouges »*, les chefs au visage couperosé qui décident de tout et *« ne se trompent jamais »*, et les *« verts »*, pâles copistes servant de « référents » ou d'experts, les seuls qui travaillent mais dont l'œuvre nourrit les rouages inutiles de l'État. On avait là, très exactement, le système d'Orwell avec son *« parti intérieur »* et son *« parti extérieur »*, avec cette différence que, dans *1984*, le parti extérieur compose déjà près de 80 % de la population, les « prolétaires », 15 % seulement...

En même temps, la montée en puissance de l'U.R.S.S. sur le plan militaire a rapproché le système international de celui qu'avait décrit Orwell. Pour lui, l'équilibre entre les grandes puissances ne laissait le champ libre aux affrontements que du côté de l'Inde, de l'Indonésie, de l'Afrique équatoriale et du Moyen-Orient. Remplaçons l'Inde par l'Afghanistan et l'Indonésie par le Cambodge et notre entrée dans *1984* redevient familière. Dans une autre vision fulgurante, Orwell avait prévu la transformation du régime en cette « stratocratie » que Castoriadis devait décrire trente ans plus tard. Comme alors, la raison d'être du système est une course aux armements entreprise dans un rêve de conquête mondiale à laquelle chacun doit croire sans qu'elle ait lieu jamais.

Mais cette course est aussi nécessaire pour *« faire tourner les roues de l'industrie sans accroître la richesse du monde »*. Sans doute les dirigeants soviétiques ne disent-ils pas que la pénurie des biens de consommation est nécessaire au maintien des inégalités, donc à la perpétuation du système. On pourrait même les croire quand ils affirment vouloir à la fois les armements et un meilleur niveau de vie. Mais leur économie, elle, ne peut pas faire de *« doublepensée »*, et elle a bien pris le chemin décrit par Orwell.

La seule nuance est que le monde est parvenu par des voies quelque peu différentes à l'état de ni guerre ni paix, plus exactement de guerres non décisives, prévu par le philosophe. Écrivant au tout début de l'ère atomique, Orwell reconnaissait que les puissances détiennent déjà avec la bombe *« une arme beaucoup plus puissante que celle que leurs recherches actuelles sont susceptibles de découvrir »*. Il notait aussi que le résultat était de transformer les guerres modernes en une affaire engageant *« un petit nombre de spécialistes très entraînés »*. Mais, vivant dans une Europe ravagée et qu'il imaginait au bord d'une nouvelle guerre, l'écrivain ne pensait pas que l'arme nucléaire pût empêcher les conflits.

## Repères

A l'occasion de 1984, date mythique, un certain nombre d'ouvrages ont été publiés en français (alors qu'à l'étranger la bibliographie sur Orwell est immense).

Citons cependant :

— La *Biographie de George Orwell*, par Bernard Crick (Balland, 1982).

— Une étude partiale, mais stimulante, par un diplomate, *la Route de 1984*, de M. Jean-Daniel Jurgensen (voir *le Monde* du 12 août 1983).

— Un numéro spécial de la revue *le Genre humain*.

— Le numéro de décembre du *Magazine littéraire*.

— Une lecture psychopolitique d'Orwell : *1984 ou le Règne de l'ambivalence*, par François Brune, qui paraît ces jours-ci à la Librairie Minard (160 p., 60 F).

— *1985*, de Gyorgy Dalos. Un récit historique qui commence en 1985, après la mort de Big Brother (La découverte, Maspero, 156 p., 48 F).

— Gallimard vient de rééditer *1984* dans la collection Blanche, traduction d'Amélie Audiberti (376 p., 89 F) et en édition Folio (24 F).

Signalons en outre qu'un important colloque, organisé par la Fondation européenne des sciences et de la culture et le Conseil de l'Europe, se tiendra à Strasbourg les 2, 3 et 4 avril prochain sous le titre : « Sommes-nous bien en 1984 ? ». (Renseignements, 19, avenue du Président-Wilson, 75116 Paris, tél. : 720-57-77).

## ORWELL FUT-IL UN PROPHÈTE ?

# d'un tiers de l'humanité

On pourrait multiplier les exemples. Le novlangue est bâti de manière à ne donner toujours qu'une bonne réponse, une seule solution. Les célèbres formules de Lénine – c'est l'un ou l'autre, blanc ou noir, il n'y a pas de troisième solution – déterminent la structure du novlangue. Orwell indique que le novlangue ne permet pas, en fait, sinon à un niveau extrêmement primaire, d'exprimer une pensée non orthodoxe. Une anecdote polonaise illustre parfaitement cette particularité du novlangue. On demande à un ordinateur d'expliquer pourquoi on ne trouve pas de viande dans le pays. Mais l'ordinateur polonais refuse de répondre, le mot « viande » n'existant pas dans son programme. On pose la même question à un ordinateur américain, qui reste muet lui aussi, le verbe « trouver » n'existant pas dans son programme à la forme négative. Quant à l'ordinateur soviétique, il ignore purement et simplement le mot « pourquoi ».

Lorsqu'il écrivait son roman, en 1948, Orwell évoquait l'avenir : *« On pouvait prévoir qu'avec le temps les caractéristiques spéciales du novlangue deviendraient de plus en plus prononcées, car le nombre des mots diminuerait de plus en plus, le sens serait de plus en plus rigide, et la possibilité d'une impropriété de termes diminuerait constamment. »* Dans l'U.R.S.S. de 1982, nous dit un linguiste soviétique, *« les points de vue-étalons, précis, organisés, se réalisent, dans leur intégrité, de manière organisée et méthodique, dans le matériau de la vie, par le biais du discours, lui aussi préalablement organisé et mûrement pesé »* (4). Tout est prévu, pensé, archi-organisé, dans *« cet ensemble de points de vue-étalons »* qui règne en maître sur tous les domaines de la vie. Chacun sait l'utilisation qui est faite de ces *« points de vue-étalons »* dans la vie politique. Par ailleurs, les phrases citées ci-dessus, extraites des ouvrages de linguistes soviétiques, montrent bien qu'ils dominent aussi le langage scientifique. Ils s'imposent également dans les domaines les plus intimes de la vie. Un psychiatre soviétique, V. Tchertkov, indique, dans un livre intitulé *De l'amour*, que *« l'instinct sexuel, selon Marx, est humanisé par le travail et le combat menés en commun par l'homme et la femme »*. L'auteur s'exclame : *« Vous me demandez qui aimer ? Je vous répondrai : aimez vos compagnons de lutte ! »*

La logocratie se maintient grâce à la peur, à un appareil répressif qui châtie ceux qui osent poser des questions, mettre en doute la sagesse *« de l'ensemble des points de vue-étalons »*. Andréi Amalrik fut ainsi condamné à une nouvelle peine de camp, pour avoir *« prétendu calomnieusement* – tel était l'acte d'accusation – *que la liberté d'expression était inexistante en U.R.S.S. »*.

En mettant en lumière le caractère idéologique du novlangue, Orwell en découvre aussi le caractère universel. L'auteur de *1984* connaît les langues construites, peu à peu, en Union soviétique et dans l'Allemagne nazie. Et, cependant, c'est dans *l' « anglais marxiste »*, dans la *« langue des partis de gauche européens »* qu'il trouve les sources dont il a besoin.

### La contagion

L'histoire de ces dernières décennies a prouvé combien le novlangue – moyen magique de transformer la réalité – était contagieux. Les assassins d'Aldo Moro laissent près de son corps un *« communiqué »*, proclamant qu'ils ont accompli le *« plus grand acte d'humanisme possible dans cette société de classes »*. L'intervention de l'armée soviétique en Afghanistan devient un juste combat contre le *« droit de cuissage »*. Enfin, il suffit de qualifier de *« progressiste »* l'une des parties en guerre au Liban pour que l'autre devienne automatiquement *« réactionnaire »*.

La propagation du novlangue dans le monde entier est un des buts de la politique soviétique. Cette mission repose, avant tout, sur les *« représentants des forces progressistes »* exerçant leur action dans la presse, à la radio et à la télévision. Les linguistes soviétiques font d'ailleurs remarquer que *« certains traits inhérents à la langue socialiste se retrouvent dans la presse progressiste du monde capitaliste »* (5).

Le novlangue se compose à la fois de moyens linguistiques et techniques permettant *« de créer et de renforcer, dans la population, les stéréotypes indispensables »*. L'apparition du novlangue suppose un contrôle absolu du lexique et des mass media. George Orwell envisage cependant une résistance de l' « ancilangue » ; pour la vaincre, il est nécessaire de récrire l'histoire, de censurer très soigneusement la vieille littérature (le meilleur moyen est de la traduire en novlangue), d'empêcher les mots « étrangers », « extérieurs », de pénétrer dans la sphère du novlangue, de lutter impitoyablement contre ses ennemis. Alors, la nouvelle langue triomphera. *La Colonie pénitentiaire* de Franz Kafka est une parabole géniale du soviétologue. La colonie pénitentiaire ne connaît qu'une forme de châtiment : une machine spéciale grave la sentence sur le corps du condamné. Le détenu n'en a pas connaissance officiellement. Il ne l'apprend qu'au bout de six heures de piqûres ininterrompues : *« il déchiffre l'inscription avec ses plaies »*...

L'action du roman de G. Orwell se situe en 1984. L'auteur indique que le novlangue n'a pas encore totalement remplacé l' « ancilangue ». Le travail ne s'achèvera qu'aux environs de l'an 2050. 1984 n'est que le *« moment critique »*, pour reprendre l'expression désignant, chez Kafka, l'instant où le condamné commence à prendre connaissance, *« dans sa chair »*, de ce qui l'attend. Orwell fixe l'avènement du paradis en 2050. Il reste donc soixante-six ans : l'âge de l'Union soviétique. Orwell donne à l'humanité un autre rendez-vous. 1984 n'est qu'un « moment critique ».

**MICHEL HELLER,**

*Auteur, avec Alexandre Nekrich, de* l'Utopie au pouvoir, *Calmann-Lévy 1982.*

(1) *La Langue dans la société socialiste évoluée*, Académie des sciences de l'U.R.S.S., ouvrage collectif, Moscou, 1982, page 75.

(2) A.N. Vassilieva : *Discours journalistique et publiciste*, Moscou, 1982, page 18.

(3) *La Langue dans la société socialiste évoluée*, page 75.

(4) A. N. Vassilieva, op. cit., page 11.

(5) *La Langue dans la société socialiste évoluée*, page 88.

## Six règles pour penser clairement

DANS un texte de 1946 inédit en français jusqu'à présent et intitulé « La politique et la langue anglaise (1) », George Orwell s'en prenait aux *« mauvaises habitudes »* du langage politique et journalistique ; *« le débraillé de notre langue nous fait plus facilement penser de façon imbécile »*, écrivait-il. *« Si l'on se débarrasse de ces habitudes on peut penser plus clairement, et penser clairement est un premier pas vers une régénération politique... »*.

Pour un meilleur usage de la langue, l'auteur énonce un certain nombre de lois. Il écrit :

*« Je pense que les règles suivantes couvrent la plupart des cas :*

*1) Ne jamais utiliser une métaphore, une comparaison ou une figure du discours qu'on a l'habitude de voir imprimée.*

*2) Ne pas utiliser un mot long quand un court suffit.*

*3) S'il est possible d'éliminer un mot sans toucher au sens, toujours le supprimer.*

*4) Ne pas utiliser le passif quand on peut utiliser l'actif.*

*5) Ne jamais utiliser une expression étrangère, un mot scientifique ou un terme de jargon si on peut trouver un équivalent dans l'anglais de tous les jours.*

*6) Ne pas tenir compte de ces règles dès qu'on risque de dire quelque chose de barbare. »*

(1) Vient de paraître en fascicule comme supplément à *l'Insécurité sociale*, nº 7, 4e trimestre 1983. B.P. 243, 75564 Paris Cedex 12. 10 F.

# relations internationales

Pour lui, une guerre atomique presque générale s'était déroulée pendant une bonne partie des années 60. Dans son système *« les trois puissances continuent de produire des bombes atomiques et de les emmagasiner en attendant une occasion décisive qu'elles croient toutes devoir se produire tôt ou tard »*. On ne s'en sert pratiquement pas, mais leur présence ne dissuade pas leurs possesseurs de s'affronter à la périphérie ni de bombarder sélectivement leurs capitales : des *« bombes-fusées »* tombent périodiquement sur Londres. Il faut cela pour inspirer aux masses une terreur salutaire, pour entretenir la nécessaire *« mentalité appropriée à l'état de guerre »*.

### Une dissuasion plus étanche

Aujourd'hui la dissuasion s'est révélée plus étanche que ce qu'envisageait Orwell (les grandes puissances ne se font pas la guerre directement), mais le résultat est le même. Les Grands ne peuvent se détruire au cœur, la conquête ou la victoire sont impossibles. Du coup l'histoire s'est en partie figée, des régimes régressifs et inefficaces sont assurés d'une autoperpétuation illimitée, le parti *« invincible »* peut faire croire qu'il *« existera toujours et sera toujours le même »*. Pour ces régimes, la tension remplace les effusions de sang, d'ailleurs limitées, décrites par Orwell, mais la politique est bien la poursuite de la guerre par d'autres moyens. Si l'impérialisme américain n'existait pas, il aurait fallu l'inventer. Ce ne sont pas les dirigeants soviétiques actuels, si fâchés aujourd'hui contre le *« belliciste »* Reagan, qui le démentiraient : avaient-ils été plus indulgents, leur presse avait-elle été moins critique, pour les États-Unis de Jimmy Carter ?

La seule grande différence entre le *1984* d'Orwell et le nôtre avait été, celle-là, voulue par l'écrivain. Alors que l'U.R.S.S. et la Chine sont bien l'Eurasia et l'Estasia, ces deux *puissances communistes dont* Orwell, seul à son époque, avait prévu les conflits, l'Oceania, c'est-à-dire le monde anglo-saxon et son annexe d'Europe occidentale, n'a toujours pas été gagnée par le totalitarisme. De là le caractère fondamentalement différent de l'affrontement au sein du triangle. L'un des trois pôles ne joue pas le jeu de l'isolement, du non-contact avec l'« étranger » ; bien au contraire il est le contre-pôle culturel et répand les méfaits de la libre pensée au royaume de Big Brother, jusque dans son « parti intérieur ».

Enfin et surtout, ce pôle entretient l'innovation technique et scientifique ainsi que, malgré les crises, le développement économique, toutes choses qui s'étaient arrêtées dans le monde orwellien. Par là même, il rappelle aux réalités les Big Brothers actuels, lesquels, sans cet aiguillon, auraient sans aucun doute bien davantage encore violenté les faits et immobilisé l'histoire.

Dans une autre vision saisissante, Orwell voyait dans l'efficacité militaire le seul test par lequel les sociétés totalitaires, dans un monde où subsistent d'autres types de régime, sont confrontées à la *« réalité physique »*, le seul domaine où *« deux et deux font quatre »*, où les faits ne peuvent être ignorés, comme ils le sont pour ce qui touche à la société civile ou à la production courante. De fait aujourd'hui l'Eurasia de M. Andropov peut malmener à son gré son économie, faire dire ce qu'il veut à ses statistiques, l'armée rouge seule ne peut tricher puisqu'elle fait face au « reste ».

Que ce reste passe sous la coupe d'un autre Big Brother, que ce dernier suive sa ligne de plus grande pente en s'occupant avant toutes choses de se perpétuer au pouvoir, et le monde décollerait alors vers les sommets de l'irréalisme orwellien, dans un contexte de régression générale. Cette prédiction non réalisée aujourd'hui demeure ce qu'Orwell avait voulu : un avertissement.

**MICHEL TATU.**








*Dessin de BÉRÉNICE CLEEVE.*

# L'horreur de la politique

*(Suite de la page 9.)*

*« Quand Orwell écrivait* 1984, *la littérature ne pouvait évidemment être que le dernier de ses soucis »* a dit Irving Howe dans un essai par ailleurs très stimulant (10). Nous mesurons mieux aujourd'hui combien cette observation est erronée. Il est vrai que, d'un point de vue artistique, *1984* présente certaines maladresses et est loin de posséder la perfection d'*Animal Farm ;* ces défauts mineurs peuvent probablement s'expliquer tant par l'envergure ambitieuse de l'ouvrage que par les difficiles conditions physiques et morales dans lesquelles Orwell dut l'exécuter. En tout cas, une chose est certaine – ses propres confessions en font foi, – ici comme ailleurs, *la littérature fut toujours le premier de ses soucis.* Cette constatation ne met nullement en question la gravité de son propos, au contraire, puisque, comme on l'a vu plus haut, l'art est l'invention du vrai.

Ses innombrables articles de critique témoignent de la sûreté, de l'étendue et de la justesse de son jugement littéraire. Non seulement il réussi à parler de façon neuve de classiques comme Swift ou Stendhal, Dickens ou Conrad, mais il est capable d'apprécier en profondeur ceux de ses contemporains qui par ailleurs lui sont le plus étrangers par le tempérament et les idées, comme *D.-H. Lawrence, Evelyn Waugh ou* T.-S. Eliot ; il flaire d'instinct la qualité chez un inconnu comme Julien Green, il soutient avec chaleur un auteur scandaleux comme Henry Miller ; il admire et explique James Joyce à une époque où celui-ci était encore largement méconnu et incompris.

Sa passion pour la littérature était donc singulièrement perspicace, mais ce qui est plus remarquable encore, c'est l'usage judicieux qu'il sut faire de son intelligence critique dans l'apprentissage de son propre métier d'écrivain. Dépourvu de facilité au départ, il s'appliqua par un travail acharné à éliminer progressivement ses faiblesses – une propension juvénile pour les passages de *« prose empourprée »*, – et à développer ses ressources spécifiques : sens de la chose vue, simplicité, force, vérité et clarté. C'est ainsi qu'il se conquit finalement une langue et une vision qui lui appartiennent en propre, un art qui culmine dans son propre effacement – cette *« esthétique de verre à vitre »* dont la perfection même est de faire oublier son existence. Evidemment, pareille réussite se paie : poussé au-delà d'un certain point, le désir de clarté peut devenir un refus du mystère, et finalement limite le champ des perceptions.

Le style d'Orwell est à la littérature un peu ce que le dessin au trait est à la peinture : on en admire la rigueur, le naturel et la précision, mais on ne laisse pas d'éprouver parfois qu'il y manque une dimension. E.-M. Forster trouvait son langage *« vigoureux et plat »* et lui reprochait d'être *« dépourvu de réverbération »* (11). Orwell a peut-être involontairement livré lui-même une indication révélatrice à ce sujet, un jour qu'il évoquait ses écrivains favoris : *« Les écrivains qui me tiennent le plus à cœur et que je ne me lasse jamais de relire sont Shakespeare, Swift, Fielding, Dickens, Charles Reade, Samuel Butler, Zola, Flaubert et, parmi les modernes, James Joyce, T.S. Eliot et D.H. Lawrence. Mais je crois que l'écrivain qui m'a influencé le plus est Somerset Maugham ; je l'admire immensément pour ce talent qu'il a de raconter une histoire de façon directe et sans ornements inutiles* (12). » Et effectivement, s'il n'avait dû compter que sur ses seules ressources littéraires pour affronter la postérité, on peut se demander si son œuvre n'aurait pas fini sur le même rayon poussiéreux où nous oublions aujourd'hui les volumes de Maugham. Équipé pour faire une honorable carrière de probe et intelligent artisan des lettres, il est devenu en fait le prophète majeur de notre siècle ; mais finalement, il doit cette situation exceptionnelle moins à son talent d'écrivain qu'au courage, à l'intensité, et à la lucidité avec lesquels il a su percevoir, analyser et dénoncer la menace sans précédent que le totalitarisme fait peser aujourd'hui sur l'humanité.

### Orwell ou Kafka ?

Orwell n'atteint pas cette universalité qui est l'apanage des artistes majeurs, et son œuvre n'est sans doute pas promise à la même permanence. Mais dans l'entreprise qu'il s'est assignée, cette limitation même constitue aussi la plus grande force. Ceci devient particulièrement évident si l'on considère un moment la malencontreuse comparaison que tant de commentateurs ont cherché à établir entre lui et Kafka. Cette comparaison est deux fois injuste ; d'abord, quel écrivain de notre temps, si talentueux soit-il, pourrait-il soutenir sans dommage un rapprochement aussi écrasant ? Ensuite pareil rapprochement fait précisément abstraction de ce qui constitue le principal titre d'orgueil d'Orwell : cette incomparable intelligence du péril singulier qui menace l'ensemble de la civilisation dans la seconde moitié de notre vingtième siècle. En U.R.S.S., en Chine, dans toute l'Europe de l'Est, les lecteurs clandestins d'Orwell n'ont pas fini de s'émerveiller de la stupéfiante prescience avec laquelle il avait réussi à décrire jusque dans les moindres détails un phénomène politique que certains de nos dirigeants n'ont même pas encore commencé à comprendre. Alexandre Nekrich ne fait que résumer une opinion unanime lorsqu'il écrit : *« George Orwell fut peut-être* le seul *auteur occidental à avoir compris la nature profonde du monde soviétique »*, et l'on pourrait citer d'innombrables témoignages semblables en provenance de l'Est (13). En revanche, quand Alexandre Zinoviev rappelait récemment (14) que la lecture de Kafka n'est pas nécessairement plus pertinente pour un Soviétique que pour un Occidental, seuls les ignorants et les naïfs s'en seront étonnés.

Vivre en régime totalitaire est une expérience orwellienne ; vivre tout court est une expérience kafkaïenne. Aussi, la condition humaine étant ce qu'elle est, on peut prédire qu'au XXIe siècle et dans les siècles qui suivront (s'il y en a), on continuera à lire Kafka, mais il faut souhaiter que l'évolution politique et la marche des événements réussissent finalement à faire d'Orwell un écrivain définitivement dépassé qu'on ne relira plus guère que pour satisfaire une curiosité historique. Mais en attendant, on est évidemment encore loin du compte : aujourd'hui, je ne vois pas qu'il existe un seul écrivain dont l'œuvre pourrait nous être d'un usage *pratique* plus urgent et plus immédiat.

**SIMON LEYS.**

★ **Extrait de *GEORGE ORWELL OU L'HORREUR DE LA POLITIQUE*. Essai à paraître chez Hermann. Les intertitres sont de la rédaction.**

(La première partie de cette étude paraît dans *Commentaire* nº 24. Hiver 1983-1984.)

(10) Irving Howe, *Politics and the Novel*, New-York, 1957, p. 241.

(11) E. M. Forster, « George Orwell », in *Two Cheers for Democracy*, Penguin 1972, p. 72. Ce petit essai de trois pages est tout à la fois critique, subtil et chaleureux. Entre autres points, Forster rappelle la signification politique et la valeur éthique qu'Orwell attachait à l'usage correct de la langue, il s'agit là d'une de ses idées les plus originales et les plus importantes (il l'a développée plus particulièrement dans l'essai « Politics and the English Language » (CE IV, p. 127-140) et dans l'extraordinaire appendice sur les principes du « Novlangue », dans *1984* : *« Orwell avait une passion pour la pureté de la prose (...) Si la prose se dégrade, la pensée se dégrade et toutes les formes de communication les plus délicates se trouvent rompues. La liberté*, disait-il, *est liée à la qualité du langage, et les bureaucrates qui veulent détruire la liberté ont tous tendance à mal écrire et à mal parler, à se servir d'expressions pompeuses ou confuses, à user de clichés qui occultent ou oblitèrent le sens... »*

(12) CE II, p. 24.

(13) M. Heller et A. Nekrich, *l'Utopie au pouvoir*, Paris 1982. Avant eux, Czeslaw Milosz avait déjà souligné l'étonnement admiratif avec lequel les intellectuels d'Europe de l'Est, et même des membres du parti, lisaient *1984* : *« Ils sont stupéfaits de voir un écrivain qui n'a jamais vécu en Russie capable de percevoir avec tant d'acuité les réalités de la vie russe. Le fait qu'il puisse exister en Occident des écrivains à même de comprendre les mécaniques de la bizarre machine dont ils font eux-mêmes partie les plonge dans l'étonnement et semble réfuter cette réputation de stupidité qu'on prête généralement à l'Occident. »* (C. Milosz, *The Captive Mind*, Penguin 1980, p. 42.)

(14) *Le Monde*, 8 juillet 1983.

## essais

# L'extravagant Robert Challe, précurseur des Lumières

**● *Un écrit dévastateur, drôle et pathétique, dénonçant la Bible, le pape et l'Eglise.***

Un écrivain tout entier, avec sa date de naissance, sa biographie, ses œuvres presque complètes, sort doucement de la nuit dans laquelle il était blotti. Cet homme s'appelle Robert Challe. Il écrit entre 1700 et *1715, après que La Bruyère est* mort, avant que Le Sage et Marivaux se fassent entendre mais il naufrage aussitôt. Longtemps, le Larousse orthographie son nom de travers. Pour plus d'un siècle, Challe est à demi évanoui, jusqu'au moment où des archéologues de la littérature ouvrent un chantier de fouilles, vers 1950.

Depuis, des textes montent au jour, des fragments, des Mémoires, de la philosophie. Une fois soufflée la cendre qui les enveloppe, une œuvre fraîche et belle se dévoile. Les *couleurs en sont éclatantes, la peinture* n'est point sèche encore. En 1979, le Mercure de France publiait un superbe *Journal de voyage fait aux Indes orientales* (1). En 1959, Frédéric Deloffre avait repris *les Illustres Françaises*, un savoureux roman. Réédité aujourd'hui d'après un manuscrit inédit par F. Deloffre et Melâhat Menemencioglu, *le Militaire philosophe*, vous enseigne que, cinquante ans avant les Lumières, des clartés fusaient en France. Dès 1710, Challe annonçait l'anticléricalisme de Voltaire et le déisme de Rousseau : déjà, il écrasait l'infâme, déjà il parlait comme le Vicaire savoyard.

*Le Militaire philosophe* fut publié à Londres, après la mort de Challe, en 1767. Voltaire en est ébloui. Grimm l'admire. D'Alembert le remarque. Diderot en parle à Sophie Volland, mais quant à dire l'identité de cet auteur, bernique ! C'est presque un jeu de société que de la découvrir. On propose Saint-Hyacinthe et d'Holbach, Boulainvilliers, Voltaire même, et personne ne convient. Le mystère demeure jusqu'au jour récent où Roland Mortier applique les méthodes de la police. Il trace un portrait-robot de l'écrivain : né à Paris, en 1659, d'une famille bourgeoise, études de philosophie, de sciences, soldat énergique et grand voyageur, connaissant les Algonquins, les Iroquois, les Hottentots, les Siamois, les Lapons, dix autres peuples, inhumé à Chartres en 1721. Armé de ce portrait, le Docteur Francis Mars peut assurer qu'un seul homme réunit tant de traits : Robert Challe, qui faillit être lieutenant du roi en Acadie et participa à la plus grande bataille navale du siècle, celle de la Hougue.

### Un pamphlet contre le pape

La grande affaire de Challe est la religion. Du reste, *le Militaire* porte un autre titre : *Difficultés sur la religion proposées au Père Malebranche.* Pourquoi Malebranche ? Sans doute Malebranche est-il, de tous les catholiques, l'esprit le plus ouvert, le mieux apte à entendre les angoisses de Challe. Voilà qui dit le ton de cette longue lettre. Challe est un homme sincère et ardent. Son enquête est une douleur. Il met son cœur à nu. Il clame ses inquiétudes : la Bible lui paraît absurde. Les religions révélées le mettent en rage. Il ne s'amuse pas. Il est grave comme tout. On imagine que son visage est à la torture pendant qu'il confie ses objections à Malebranche.

Cet homme, qui écrit comme par secousses, est un imprécateur et ses foudres mettent le feu aux palais arrogants de Rome, en désignent la fiente : *« Quoi ? Un misérable, un scélérat très souvent, à qui on a coupé les cheveux et rasé le toupet derrière la tête avec quelques autres cérémonies burlesques ! Quoi ! Cet homme a le pouvoir de changer tout le pain de la Terre en l'Etre infini, et nous devrions l'adoration à la moindre miette de ce pain ! Quoi ! Des os pourris et des guenilles, aussi bien que des figures de pierre ou de bois ou de métal, quoi ! Voilà ce qui distribue les grâces de Dieu ? En touchant ces ordures, en brûlant de l'encens devant elles ou de la cire, on obtient de Dieu ce qu'on veut ? ».*

Le pape est la cible préférée de Challe. *« Je ne pouvais comprendre la faiblesse des souverains de se faire volontairement esclaves d'un malotru que le dernier des hommes peut mépriser impunément. Il en était de même lorsque j'entendais parler de dispenses de mariage, d'excommunications, de détrônement, d'interdits de royaume, etc. Mais ç'a été bien pis quand j'ai vu de mes yeux le faste, l'orgueil, la débauche, l'avarice, les intrigues et la politique de cette cour (...), quand j'ai su que cette Sainteté si révérée était souvent un vieux mangé de goutte et pourri d'ulcères, qui suivent les plus infâmes maladies, donnant ou refusant tout au gré de l'avarice de sa concubine... »*

### Le curé, le rabbin et le bonze

La cocasserie avance dans l'ombre de la colère. Elle tient aux humeurs de Challe. Si le personnage fut généreux, au témoignage de chacun, il était un spécialiste de la chicane, le *« plus ratier des hommes »*, et logique comme une règle de trois. Il fait glisser sous son lorgnon les figures de la Bible, et c'est pour hurler de rire à leurs incongruités. Challe, dont l'agilité est extrême, pousse ses syllogismes à une drôlerie presque surréaliste. Ainsi du problème du colibri.

Ce colibri pointe le bec à travers les mâts de l'arche de Noé. L'arche est un objet ridicule. Sa construction a duré cent ans, de sorte que sa quille était vermoulue quand, à la fin, on a dressé les mâts. Et cette ribambelle d'animaux, était-elle dispensée d'urine ? Quelles inondations ! Et comment éliminer tant d'ordures, quand les pompes n'étaient pas inventées ? Quant à l'intendance, un casse-tête. *« Quelle était la nourriture du colibri, petit oiseau gros comme une noisette, qui ne se nourrit que du suc qu'il tire des fleurs et des arbres toujours verts ? »*

Le colibri ne suffit pas à renverser la Bible. Il montre seulement la verve challienne et ses méthodes : une logique portée à ses derniers effets pour démontrer que la religion catholique repose sur un socle de billevesées. Tout est coquecigrues, dans les grimoires sacrés. L'Evangile ne vaut guère mieux, sans parler des calembredaines que les Pères y ont ajoutés, par exemple la Trinité, qui défie le sens et dont l'Evangile ne pipe mot.

Il n'est pas courant, dans ces âges, de secouer ainsi la Bible, le pape et l'Eglise. Un livre impie, alors, exécrable et rempli de blasphèmes ? Challe n'en a cure. Il tient qu'il y a un *« droit général de combattre toutes les religions »*. La preuve ? Les théologiens n'agissent pas différemment quand ils regardent les croyances des autres : *« Le pape, l'évêque, le curé, le ministre crient contre le muphti, l'iman contre le pape, le rabbin et le talapoin. Le bonze et le talapoin s'entrefoudroient »*. Et pourquoi *« le philosophe, l'homme sage et sans prévention »* se priverait-il du droit que les théologiens se donnent ?

Pourtant, ce démolisseur frénétique ne se contente pas de détruire. Il édifie aussi. Il n'a pas en vue de proclamer un athéisme à la Spinoza. Son esprit est religieux, même s'il ne croit pas aux galimatias délabrés des révélations. La religion de Challe demande ses principes à la seule raison. Cartésien immodéré, il veut comprendre pour croire et non pas croire pour comprendre. *« On ne croit pas Dieu, on le sait. »* La religion est une science naturelle, non une parole obscure, et le *« Dieu caché »* de Pascal ne vaut rien. Dieu est lui-même soumis aux règlements de la logique, il ne peut faire qu'un cercle ait des diamètres inégaux. Il ne saurait donc exiger que les hommes acceptent des absurdités.

### Une morale sévère

La controverse de Challe débouche à la fin sur deux conclusions. D'une part, l'athéisme serait une offense à la raison, Dieu existe, il est éternel, l'âme est immortelle, mais ce n'est point un Dieu révélé. D'autre part, l'homme est libre, absolument libre, car enfin, si nos actes étaient réglés à l'avance, pourquoi les accomplir ? Cette liberté fait le statut de l'homme : c'est parce qu'il est libre et donc responsable de ses gestes que l'homme est le seul interlocuteur valable de Dieu.

Suit une morale sévère et intelligente. Pas de hiérarchie entre les religions. Pas de supériorité des Européens sur les sauvages, des chrétiens sur les païens (on retrouve ici l'ethnologue prophétique du *Voyage aux Indes*). Enfin, l'homme assume une responsabilité complète vis-à-vis de Dieu, de la société (Challe est un conservateur, il goûte l'ordre), vis-à-vis de sa famille et de lui-même, une fois anéanties les momeries qui accompagnent les religions révélées.

L'attribution du *Militaire philosophe* à Challe, c'est-à-dire à un homme né en 1659, est un événement. Cet écrit dévastateur, drôle et pathétique remanie les images que nous nous formons du XVIIIe siècle. Robert Challe avait, tout seul, parcouru le chemin que vont suivre, cinquante ans plus tard, les Encyclopédistes. Déjà, bien avant Paul Hazard, Gustave Lanson avait annoncé une préhistoire des Lumières : *« Plusieurs des ouvrages les plus hardis ou les plus violents qui furent imprimés après 1750, de ceux qui nous servent à étudier la grande bataille de 1760-1770, datent en réalité du commencement, ou du moins de la première moitié du XVIIIe siècle ». Le Militaire philosophe* confirme le verdict : le travail de démolition qu'effectuera en souriant et avec une élégance glaciale Voltaire, d'autres, des précurseurs, l'avaient inauguré, parmi lesquels Robert Challe, mais dans le tourment, le chagrin et la passion.

GILLES LAPOUGE.

★ **DIFFICULTÉS SUR LA RELIGION PROPOSÉES AU PÈRE MALEBRANCHE, de Robert Challe, édition critique d'après un manuscrit inédit, par Frédéric Deloffre et Melâhat Menemencioglu. 576 pages. Paris : Jean Touzot, libraire éditeur. Oxford, The Voltaire Foundation.**

(1) Le Mercure de France a fait paraître, récemment, une nouvelle édition du *Journal*, mise à jour et augmentée. Texte établi et commenté par Frédéric Deloffre et Melâhat Menemencioglu. Deux volumes. Coll. « Le temps retrouvé », 352 p., 100 F. 344 p., 100 F.

## La nourriture et les mots

« *QUE se passe-t-il ce soir ?* » La question posée par l'enfant naïf est née lors du repas, le soir de la Pâque juive. Autour de la table dressée, on raconte la sortie des Hébreux d'Egypte : la Hagada narre cet exode. L'aliment et la parole, soumis à un code qui en organise l'ordonnance, composent le texte de ce récit. Texte dont la littéralité s'impose : l'herbe amère, le pain non levé, le pain azyme, n'ont pas seulement une fonction symbolique, mais assurent par l'acte de manger la permanence d'une identité spirituelle.

L'enfant naïf, c'était Joëlle Bahloul, qui vient de publier un livre sur les « Rites et traditions de la table juive algérienne ». Un exemple illustré a inspiré et guidé sa recherche. Joseph Caro, rabbin sépharade du XVIe siècle (1488-1575), fit paraître à Venise un recueil de préceptes juifs ayant trait à tous les aspects de l'existence matérielle, spirituelle et sociale. L'ensemble formait un code de lois fondamentales, groupé sous le titre *la Table dressée*.

Mais sur cette codification à portée universelle s'est greffée la singularité du judaïsme sépharade algérien. Cachée dans les plis d'une histoire qui s'absente, cette « algérianité » se met à table et parle. Encore faut-il savoir l'entendre et la reconnaître. Dans cette parole, Joëlle Bahloul a cherché les signes d'une identité fort complexe.

Le fabuleux bouillon d'agneau désigné par le terme judéo-arabe « m'hatar », parfumé à la menthe, avec une sauce onctueuse d'œufs battus, s'est naturalisé en blanquette de veau sous le ciel de la métropole. Le passage de l'agneau au veau par le « medium » d'une sauce identique traduit un double mouvement de refus et de nostalgie. Le mouton est refoulé du côté arabe. Il marque une régression sur la voie de l'occidentalisation. Le goût, la chaleur des épices, l'exubérance qu'elles impliquent, sont également rejetés au nom d'une certaine modernité diététique. En fait, ce qui se révèle ici, c'est une opération idéologique : le désir de s'intégrer complètement et de se séparer de ses origines maghrébines.

Au-delà de ces quelques exemples forcément restreints, c'est toute une éthique, une conception de la vie, que le langage de la nourriture exprime par le moyen des rites et des traditions de la table juive algérienne. Travail fécond, riche en découvertes et en remarques pertinentes. Le livre de Joëlle Bahloul est un livre passionné parce qu'il est conçu comme un défi. D'origine juive algérienne, elle a transformé *« le sauvage en ethnologue de sa propre « sauvagité »*.

E. A. EL MALEH.

★ **LE CULTE DE LA TABLE DRESSÉE. Rites et traditions de la table juive algérienne, de Joëlle Bahloul. Ed. A. M. Métailié, 304 p., 69 F.**



## au fil des lectures

*Religion*

### Avez-vous lu Maxime ?

S'il fallait une preuve de l'anémie de la pensée chrétienne occidentale depuis plusieurs siècles, on la verrait dans le dédain où sont tenus les *Pères de l'Eglise*. Imaginez un philosophe qui, jugeant archaïques Platon, Aristote et Plotin, se dispenserait de les lire. Ainsi les théologiens ont-ils renvoyé aux oubliettes Irénée, Origène, Basile, les deux Grégoire, s'exposant à ne plus rien comprendre aux fondements conceptuels du christianisme, et livrant du même coup leur foi au fidéisme.

Plus oublié que tout autre a été Maxime le Confesseur, moine byzantin du septième siècle, considéré longtemps comme un épigone. Redécouvert durant les années 30 par le Père de Lubac, qui a suscité les études magistrales de Hans von Balthasar, le voici à présent magnifié par une équipe de chercheurs qui, sous la direction du Père Le Guillou, voient en lui l'égal d'Augustin et de Thomas d'Aquin.

L'obscur compilateur devient l'auteur d'une synthèse grandiose où l'origénisme d'Evagre, l'existentialisme de Grégoire de Nysse et le hiérarchisme de Denys l'Aréopagite se corrigent l'un l'autre. Une royale capacité spéculative, où s'épanouissent la densité et la subtilité de l'intelligence grecque, s'exprime en un style parfois hérissé de difficultés, d'autres fois illuminé par le lyrisme.

Mais la merveille des merveilles, c'est l'élan prodigieux d'un christianisme qui est vraiment, chez Maxime, la Bonne Nouvelle de la divinisation.

JEAN BASTAIRE.

★ **LE MONDE ET L'ÉGLISE, SELON MAXIME LE CONFESSEUR, d'Alain Riou, Beauchesne, « Théologie historique », n° 22, 280 p., 92 F.**

★ **MAXIME LE CONFESSEUR : LA CHARITÉ, AVENIR DIVIN DE L'HOMME, de Juan Miguel Garrigues, Beauchesne, « Théologie historique », n° 38, 208 p., 72 F.**

★ **L'AGONIE DU CHRIST, SELON MAXIME LE CONFESSEUR, de François-Marie Lethel, Beauchesne, « Théologie historique », n° 52, 132 p., 42 F.**

*Romans*

### La mystique de la femme

Depuis son premier roman, *les Fusils de l'IRA* (L'Herne), publié en 1977, Michel Cazenave poursuit en solitaire une œuvre exigeante et ambitieuse où, par les moyens de l'essai, de la poésie ou du roman, sa quête est toujours la même : donner une figure aux forces cachées qui animent le monde et qui font de l'homme autre chose qu'un accident. C'est cette même vision, où mythe et mystique se réconcilient, qui sert de point de départ aux *Armes de la mère*, histoire de l'initiation d'un jeune homme dans le Mexique d'aujourd'hui. Issu d'un milieu rural, où les valeurs de l'ancien Mexique exsudent du culte porté à la Vierge, Miguel-Angel quittera son village pour l'université de Mexico, participera activement à la révolte estudiantine de 1968, verra mourir sa fiancée d'enfance, revivra le sacrifice aztèque sur la place des Trois-Cultures où des centaines d'étudiants trouveront la mort et, avec l'extraordinaire figure d'Ariane, découvrira peu à peu l'amour et ce qu'il éveille : la révélation de soi.

Ce qui frappe dans ce récit mené comme un drame antique, où les événements politiques ne sont que l'expression des grands mythes fondateurs, c'est la rencontre d'une sèche efficacité et d'une tendresse humaine qui rend certaines scènes inoubliables. On pourrait penser à certains visages de montagnards où la dureté des traits s'éclaire soudain d'un sourire enfantin. Et la tendresse, qui conduit tous les destins jusques et y compris dans l'expérience de la mort, est celle de la mère de l'univers, Tsinana, amante et mère à la fois.

O. GERMAIN-THOMAS.

★ **LES ARMES DE LA *MÈRE*, de Michel Cazenave. Imago, 256 p., 78 F.**

*Romans policiers*

### Mourir à Naples

La Mafia napolitaine, la *Camorra, Patrick Zachmann a pu* en photographier certains aspects, en accompagnant une brigade anti-Mafia. Ses clichés, Claude Klotz les a pris pour inventer une histoire. Sans avoir mis les pieds à Naples, il rêve à des personnages, comme Cardamone, toujours en costume rayé, feutre et cravate gardénia. Colt, Lambretta, les instruments de la mort, dérisoires, provoquent des coups tordus, contrebande et exécutions. La camarde navigue dans les rues étroites, aux trousses d'un narrateur sorti de nulle part, sinon d'une chambre noire. Parfois, devant des paysages inconnus et des visages anonymes, on imagine la vie des gens.

RAPHAËL SORIN

★ **MADONNA ! de Claude Klotz et Patrick Zachmann, éd. de l'Étoile, coll. « Écrit sur l'image », 188 pages, 75 F.**

## science-fiction

# Chiens de guerre et de rêve

*Le Chien de guerre*, de Moorcock, avec une couverture dans le plus pur style de l'horreur surnaturelle et un récit où Satan a le beau rôle, est-ce du fantastique ? Certes. Et pourtant, lorsque le diable et le bon Dieu sont traités comme des personnages surhumains mais naturels, et le paradis et l'enfer comme des lieux réels, des sortes de planètes parallèles, on est bien dans la science-fiction. Michael Moorcock, auteur de très belles uchronies, joue sur plusieurs tableaux et nous donne avec ce roman une œuvre en dehors de tous les genres et sans doute un peu au-dessus de la littérature de genre. La force du *Chien de guerre* ne vient pas tant du thème — cependant fort original : Satan recrute un agent humain et l'envoie plaider sa cause auprès de Dieu... — que de la formidable présence du narrateur et héros, le mercenaire Ulrich von Bek. L'Allemagne dévastée par la guerre de Trente Ans est un décor inoubliable. Et Moorcock a pu s'assurer la complicité d'un scénariste fabuleux nommé Histoire. *(Le Chien de guerre,* de Michael Moorcock, Ed. Seghers, 256 pages, 69 F, traduit de l'anglais par Henry-Luc Planchat.)

*La Porte du temps* date de 1966 : une grande année pour Farmer, avec *le Monde du fleuve* et le deuxième épisode de *la Saga des seigneurs*. Si le présent roman jouit d'une moindre notoriété aux Etats-Unis, c'est peut-être qu'il a pour cadre l'Europe et les affaires européennes pendant la deuxième guerre mondiale. Oh, une drôle d'Europe parallèle et farmérienne... Two Hawks, un pilote américain, et Raske, un pilote allemand, traversent par mégarde la barrière du temps, lors du bombardement des raffineries de Ploiesti, en Roumanie. Ils se retrouvent ensemble de l'autre côté et se regardent... en chiens de guerre, avant de s'affronter dans un conflit symétrique de celui qu'ils ont quitté et non moins dévastateur. L'empire de Perkunis, capitale Berlin, dominera-t-il un monde ravagé par la peste ? Un Farmer envoûtant, avec une superbe chute finale. Hitler ? Connais pas ! *(La Porte du temps,* de Philip José Farmer, coll. « Fleuve noir », 288 pages, 20 F. Traduit de l'américain par Michel Lodigiani.)

*Pape Ier*, la nouvelle qui donne son titre au recueil de Jacques Mondoloni, a obtenu en 1983, dans sa catégorie, le grand prix de la science-fiction française. Les autres textes rassemblés ici ont, pour la plupart, la même tonalité douce-amère, à base de tendresse, de nostalgie et de délicate cruauté. Une écriture élégante et riche soutient le propos, très littéraire. Bien que *Pape Ier* soit dédié à Philip K. Dick, Jacques Mondoloni est attaché par toutes ses fibres d'écrivain au courant français, ou, si l'on veut, à la filière Barjavel-Boulle. La maîtrise et la personnalité de Mondoloni lui permettent de naviguer désormais dans le sillage de ses maîtres. Autres nouvelles remarquables du recueil : « Mémo-douleurs » et « Je parle américain à mon chien ». *(Pape Ier,* de Jacques Mondoloni, Ed. Denoël, 220 pages, 34 F.)

*Le Sommeil du chien* pourrait surprendre les lecteurs habitués aux romans d'action de Pierre Pelot, rapides, crus et violents. Ce récit poétique, d'une poignante beauté, est un miroir à deux faces. D'un côté, une autobiographie angoissée et délirante du « raconteur » Ron Dublin. De l'autre, un roman de science-fiction dans la lignée du fameux *Demain les chiens* de Simak. Au centre, Boo Goom, le chien. Et le cadre, mi-réel, mi-rêvé : le « village du Bord ». Le livre est, pour une part, l'histoire d'une communication difficile entre l'écrivain paranoïaque et schizophrène à souhait et le chien qui pense trop. Tout autour, il y a le monde froid, hostile, terrifiant... Un grand roman touffu et vibrant, qui révèle un nouveau visage d'un auteur fécond entre tous. Notons au passage que son livre le plus connu, *la Guerre olympique*, va devenir un feuilleton télévisé. *(Le Sommeil du chien,* de Pierre Pelot, « Presses-Pocket », 220 pages, 14 F.)

MICHEL JEURY.

Le Monde

# culture

## APRÈS LE VOYAGE DE M. JACK LANG

# La France et le Brésil vont multiplier les projets culturels communs

M. Jack Lang a, on le sait, un projet latin. Il veut que la culture française se dégage de l'hégémonie nord-américaine et retrouve sa parenté avec les cultures méditerranéennes et du sud de l'Amérique. Le Brésil est sans doute l'un des pays essentiels à la réussite d'un tel projet. Il méritait donc bien la longue visite que le ministre vient de lui consacrer en allant successivement à Rio-de-Janeiro et à Brasilia, à Salvador et dans le Minas-Gerais. Enfin, le 28 décembre à Sao-Paulo.

Pays essentiel parce que pas tout à fait latin. Dans la culture brésilienne, l'apport africain est primordial, comme M. Lang a pu le constater à Bahia en accompagnant l'écrivain Jorge Amado sur son terrain. Il y a une affinité ancienne et pas toujours expliquée entre Brésiliens et Français. Les uns viennent à Paris pour «organiser» leur génie créateur, les autres faisant le chemin inverse pour se débarrasser d'un excès de rationalité et trouver la dimension mythique qui leur manque. C'est après un séjour en France que les «anthropophages» paulistes des années 20 (1) ont découvert la valeur du primitivisme brésilien.

M. Lang et son entourage disent être venus au Brésil non pas en propagandistes de la culture française — c'est la tentation habituelle, — mais pour découvrir les points de contact entre les deux pays.

La culture brésilienne leur semble assez puissante et assez originale pour que des rapports s'établissent sur la base de réciprocité. Les Brésiliens apparemment ne s'y sont pas trompés. Ils ont vu dans leur hôte un homme attentif et disponible. L'animateur de théâtre était connu, celui qui avait fait venir plusieurs troupes de Sao-Paulo et de Rio au Festival de Nancy. Le fait qu'il représente aujourd'hui un gouvernement socialiste a contribué à son succès auprès des intellectuels et des artistes. A cet égard, l'intelligentsia brésilienne a conservé toute sa fraîcheur, ce qui s'explique par les contingences locales...

M. Lang a vu en une dizaine de jours ce que la musique populaire, le cinéma, la télévision, la littérature de ce pays comptent de plus vivant et de singulier. Son itinéraire a été aussi peu académique que possible. La grande idée qui a germé est d'organiser une série de manifestations France-Brésil en 1986. Manifestations de tous genres et dans plusieurs régions des deux pays : expositions, festivals de musique et de cinéma, rencontres sportives, échanges de programmes télévisés, coproductions de TV et de cinéma, etc.

Les deux partenaires s'efforceront de mener à terme cette année quelques projets de coproduction (TV et cinéma) qui ont déjà été définis : une vie de Santos-Dumont, un film tiré de la pièce *l'Opéra des gueux*, de Chico Buarque, un documentaire sur l'université de Sao-Paulo, qui a accueilli avant la dernière guerre mondiale une mission française (Lévi Strauss, Bastide, Monbeig) dont on mesure encore ici l'influence.

Autre projet plus proche : une rencontre d'écrivains francophones et lusophones à Ouro-Prêto, l'ancienne capitale — miraculeusement préservée — du Minas-Gerais. L'époque retenue est septembre ou octobre 1984. Jorge Amado serait l'animateur de cette rencontre sur le thème « Création et liberté ».

Les Français se déclarent prêts à participer à la création d'un musée de l'homme à Belo-Horizonte et à fournir l'assistance technique nécessaire à la mise en route d'une chaîne de télévision éducative dans le Minas-Gerais. La télévision a été avec le cinéma le domaine le plus exploré au cours de ce voyage. Plusieurs représentants de la TV française sont venus de Paris en compagnie de M. Lang, qui a rencontré le magnat de la TV brésilienne, M. Roberto Marinho, président de TV Globo, ainsi que le président de TV Manchete, M. Adolfo Boch.

CHARLES VANHECKE.

(1) Le groupe brésilien des « anthropophages » (qui voulaient « digérer » les progrès des pays avancés) a publié son manifeste en 1928. Il a marqué le point culminant d'un mouvement d'avant-garde très important dans l'art, animé principalement par Oswald de Andrade.

## THÉATRE

### « LÉONIE EST EN AVANCE », PAR LE T.P.L.

# Feydeau l'affreux

Georges Feydeau, l'affreux jojo du vaudeville, se redécouvre à intervalles réguliers, quand quelqu'un écarte les clichés de sa « mécanique parfaite » pour voir ce qu'il y a derrière, et trouve l'ange du bizarre. Un ange maléfique, méchant dans le plaisir qu'il prend à rire de la comédie humaine. Mais son rire est formidablement contagieux.

Ainsi, avec le Théâtre populaire de Lorraine, Charles Tordjman et René Loyon ont mis en scène *Léonie est en avance*, une pièce rarement jouée — mais que l'Aquarium va à son tour présenter prochainement. C'est l'histoire aussi folle que crédible d'un début d'accouchement prématuré qui se révèle être une grossesse nerveuse. Les personnages de Feydeau sont drus, mais pas schématiques. Ils sont imprévisibles par excès de cohérence. Léonie (Martine Laisne) se conduit comme une garce capricieuse pour ne pas dire névrotique, et en même temps comme une petite fille effrayée qui se défend comme elle peut, cherche tout naturellement la complicité de sa mère (Lise Visinand), qui, elle, se défend par l'autorité, tout comme la sage-femme, une gaillarde (Chantal Mutel). Elles se défendent contre qui ? Contre les hommes (Claude Guedj, le mari de Léonie, Aristide Demonico, son père), machos libidineux, incapables de faire face aux problèmes pratiques. C'est là qu'ils sont tenus en état de dépendance par les femmes, qui, sans aucune générosité, ne se privent pas de les tourner en ridicule.

La scène où Léonie oblige son mari à porter le vase de nuit en guise de chapeau est irrésistible, pas du tout scatologique et arrive même à surprendre, parce que les acteurs jouent la réalité de situations prosaïques, tendues à l'extrême. Ainsi se justifie l'égoïsme monstrueux des personnages banals, sur le point de craquer. Les acteurs jouent « vrai », donc les personnages sont vrais. A partir de là, tout est possible, et le comique prend une force vivifiante.

*Léonie est en avance* est une pièce réaliste, décalée. Au T.P.L. le décalage est donné par le décor (d'Olivier Etcheverry), une pièce nue, avec juste un bout de cheminée prise dans le mur, des meubles qui sont plutôt des objets géométriques inconfortables, remisés sur le côté. Les costumes tirent vers les années 25. Une manière de décalage encore, par rapport à l'idée de franfreluches attachée au vaudeville, mais une image proche d'aujourd'hui. De toute façon, Feydeau n'est pas un historien. Il utilise des stéréotypes — des « emplois » — qui traversent les époques. Il ne dénonce pas les tares d'une classe sociale, il montre des comportements banals, exacerbés. Le spectacle, pas plus que la pièce, ne cligne de l'œil vers le féminisme. Ce n'est pas la guerre des sexes, mais plutôt deux planètes — celle du matriarcat, celle du patriarcat, qui tourbillonnent sans se rencontrer. C'est plus vaste, plus fort et tellement drôle.

COLETTE GODARD.

*P.S.* — Mais pourquoi avoir ajouté au spectacle *Gibier de potence*, pochade maladroite jouée gros ?

★ En tournée à partir du 8 janvier.

### « VINCENT ET MARGOT », de Pierrette Bruno

# Sous les ponts de Marseille

Elle, Margot, doit son pain aux oiseaux des tropiques : elle fait des aigrettes, des bouquets de plumes pour les chapeaux, des boas... Lui, Vincent, doit son pain aux arbres : il fabrique des chaises et des tables.

Ils vivent tous deux à Marseille, une ville où les gens ont des chances de se rencontrer parce qu'il y fait si beau, si chaud, que l'on s'y promène. *Il y a (il y avait)* un coin de Marseille plein d'arbres et d'oiseaux, presque plus « promenant » que les autres, appelé, pour cela, le « gratte-semelle ». C'est là que Margot et Vincent s'aperçoivent. Mariage.

Le jeune marié a une manie : il écrit des chansons, deux ou trois par jour, les doigts dans le nez. Il part pour Paris, Margot comprise, dans l'espoir de gagner sa vie, avec toutes ces chansons.

Adieu les calanques et la mer Méditerranée. Installation dans un vilain petit deux-pièces, sombre. Pas un sou. Vincent bricole des meubles avec des caisses de savon de Marseille.

Ça ne va pas durer : Vincent s'appelle Vincent Scotto, les chansons qu'il écrit sont des merveilles, du premier coup elles passent dans la rue et dans les mémoires.

Pierrette Bruno raconte cette aventure au moyen d'une comédie très amusante, toute en petits incidents noirs ou roses.

Il y a de belles scènes, par exemple entre Mme Scotto (Margot) et un « producteur » de chansons, Henri Christiné (l'auteur de *Phi-Phi)* : quand Christiné arrive chez les Scotto, pour voir ce que sont ces chansons de ce petit Marseillais, Vincent est sorti faire des courses. C'est Margot qui vent la salade, chante les chansons, tout cela d'une façon si « nature » que Christiné, bourgeois bon teint né à Genève, en tombe à la renverse. Pincé !

Les décors changent toutes les vingt secondes, enfin presque, les costumes sont drôles, les chansons sont formidables, et Pierrette Bruno a réuni d'excellents comédiens : Gérard Lartigau (Vincent) vif, sobre, charmant, jeune ; Bernard Lavalette (Christiné) aux yeux de Pierrot lunaire mais aux gros sourcils d'Auguste, acteur très attachant, aux émotions entre-deux-eaux ; Paul Préboist (le frère aîné de Vincent Scotto, menuisier) toujours drôle ; et bien sûr Pierrette Bruno elle-même, dynamique, franc-jeu, et d'une poésie très claire dans les moments de déprime.

*Une jolie soirée de détente pour* les amateurs d'opérettes, de belles chansons, qui encore ?

MICHEL COURNOT.

★ Théâtre de la Renaissance, 20 h 30.

### A la Comédie-Française

#### PAS DE NOUVEAU SOCIÉTAIRE

L'assemblée générale annuelle des comédiens-français, qui a eu lieu le 28 décembre, n'a proposé aucun de ses membres au sociétariat ni à la retraite.

Le comité d'administration, qui comprend de droit l'administrateur général — Jean-Pierre Vincent — et le doyen — Georges Descrières, — a été renouvelé. Il est composé de Geneviève Casile, Alain Pralon, Jean-Luc Boutté (suppléante Françoise Seigner), élus par l'assemblée, ainsi que de Denise Gence, Ludmila Mikael, Christine Fersen (suppléant Roland Bertin), proposés par l'administrateur, sous réserve de l'approbation du ministre de tutelle, M. Jack Lang. En 1983, la société a enregistré le départ de son plein gré de Patrice Kerbrat, et le retour de Jacques Toja, dont les parts avaient été gelées pendant son mandat d'administrateur. Enfin, José-Maria Flotats a quitté la troupe l'été dernier, et le sociétaire Michel Duchaussoy a annoncé son départ à *la fin de la saison*.

● *Grève.* — En raison d'une grève des machinistes C.G.T., des spectacles présentés actuellement par la Comédie-Française en matinée commencent avec une heure de retard.

## EXPOSITIONS

### AU CENTRE GEORGES-POMPIDOU

# Calder, l'air et la manière

**Les œuvres de Calder récemment reçues en dation (paiement de droits de succession) sont présentées au forum du Centre Georges-Pompidou. Au quatrième étage, les petits mobiles des années 30 sont réunis aux *peintures de l'air de Miro des* mêmes années. Dès son décollage, la sculpture aérienne de l'Américain Calder était sœur de la peinture du Catalan.**

A Saché, en Touraine, où Calder a passé de longues années, tout le monde connaissait sa silhouette dandinante d'aimable panda, avec sa toison d'argent et sa grosse chemise de laine rouge. Son air d'artiste absent était trompeur. Sandy Calder n'était pas dans les nuages. Il était d'une redoutable précision et bien organisé. Dans la cour de la Maison François-Ier, très vieille construction à laquelle il voulait une origine auguste, il avait son petit atelier de sculpture, atelier où on ne voyait ni ciseau ni traditionnels blocs de pierre, mais quelques cisailles, des pinces, du fil de fer, de la tôle légère, des pots de couleurs pures : du rouge, du bleu, du jaune, du blanc, du noir. C'est tout.

Entre la maison et l'atelier, une cave à vin. De l'autre côté de la route, en bord de ruisseau, une petite maison où Calder s'enfermait pour peindre ses aquarelles sur de larges feuilles de papier. Et, à quelques kilomètres de là, le grand atelier qu'il s'était fait construire pour réaliser, avec l'aide de maîtres-forgerons, ses « stabiles » monumentaux. Il les concevait à partir de maquettes fabriquées dans la pièce aux cisailles. Et lorsqu'on le regardait tailler dans la tôle les petits projets qui dansaient dans sa tête, le maître semblait tenir si gauchement ses outils qu'on se demandait s'il n'allait pas tout rater. Calder ne ratait jamais rien. La gaucherie était son système, sa manière poétique, son charme infaillible. Il reste léger et aérien même dans ses monuments. On le voit dans les « stabiles » exposés au Forum du Centre Georges Pompidou : *Reims, Croix du Sud* (1970), *Horizontal*, (1974), *les Trois ailes* (1963) *Guillotine pour huit*, (1962).

### Avec Miro aux années 30.

Au quatrième étage, on a rapproché Calder de Miro aux années 1930. En ce temps là, ils étaient tous les deux à la fois des artistes de l'air et de la terre. On peut dire que l'un sculptait ce que l'autre peignait. Miro suggéra à Calder de faire une sculpture pour le pavillon républicain espagnol de la Foire universelle de 1937 : la *Fontaine de Mercure*. Il lui en demanda par la suite une seconde version pour son Musée de Barcelone. Ils se sont rencontrés sur des « constellations » : celle de Miro, merveilleux tableau de 1927, récemment acquis par le musée national d'art moderne, fait éclater sur la surface de la toile écrue des bulles accrochées au bout d'un trait, comme un ballon captif ; celle de Calder est une « construction » spatiale de fil de fer jalonnée d'astéroïdes de bois nu.

Lorsqu'il manipule le bois, Calder reste un sculpteur volatile d'une souplesse sauvage qui rappelle le Gauguin des îles *(le Requin*, 1962), mais c'est à partir de 1932 qu'il décolle vraiment, dans ses mobiles (*Fishbones*, 1939 ; *Monbiles*, 31 janvier 1950, *Four leaves and three pétales* 1939...). Il y prend l'air comme la plume au vent.

Ayant commencé aux Etats-Unis par une peinture bien traditionnelle, postimpressionniste, à peine plus avancée que celle de son père, Alexander Milne Calder, sculpteur dans la plus lourde tradition figurative, Sandy Calder est le premier artiste américain à avoir joué un rôle dans les mouvements d'avant-garde parisiens durant l'entre-deux-guerres. Le premier aussi à avoir fait entrer physiquement le mouvement dans la sculpture.

Pour vivre, Calder faisait des jouets. Pour s'amuser aussi, laisser s'exprimer l'*homo faber*, chez l'ancien ingénieur, et il trouvait sa sérénité les pinces à la main, pour les petits personnages d'un cirque miniature, chaplinesque. Au début, ses amis de Montparnasse ne croyaient guère à ses trouvailles. Ses sculptures de fil de fer, dont le Centre Beaubourg possède trois masques au dessin tremblant, leur semblaient amusantes, mais trop légères et anecdotiques...

C'est en rencontrant Mondrian que Calder se trouve. Il adopte aussitôt, comme Miro l'avait fait, son principe de réduction des formes et, comme le Catalan, répond à ses carrés par d'élliptiques formes des mêmes couleurs primaires. Du prêche puritain du Hollandais, Calder et Miro ont fait un jeu vivant, simple, mais pas simpliste, avec ce ludisme de l'enfance dont l'ingéniosité adulte n'entame pas l'intacte fraîcheur. Chez Miro, le drame couvait toujours *sous* le *sourire*. Chez Calder, comme disait Léger : *« C'est sérieux sans en avoir l'air »*.

JACQUES MICHEL.

★ Sculptures monumentales de Calder au Forum du Centre Georges-Pompidou. Au quatrième étage : Calder et Miro aux années 30.

## PETITES NOUVELLES

■ **MORT DU BATTEUR DES BEACH BOYS. — Dennis Wilson, le batteur du groupe rock les Beach Boys, s'est noyé le 29 décembre à Marina-Del-Rey, en Californie. Il était âgé de trente-neuf ans.**

[Né le 4 décembre 1944 à Hawthorne (Californie), Dennis Wilson avec ses deux frères Brian et Carl et leurs cousins Mike Love et Al Jardine créent les Beach Boys, au début des années 60. Ils enregistreront trente-cinq disques, et quinze d'entre eux seront « disques d'or ». Parmi leurs plus grands succès, citons : *California Girls, Good vibration* et *Surfin' U.S.A.*]

■ **A L'ACADÉMIE DES SCIENCES MORALES ET POLITIQUES. — Le général Fernand Gambiez a été élu, vice-président pour 1984, en remplacement de M. Pierre-Georges Castex, qui devient président de l'Académie. Elle devait élire comme membre titulaire dans la section de législation, droit public et jurisprudence M. Alain Plantey, conseiller d'Etat, ancien ambassadeur de France à Madagascar puis responsable du siège parisien de l'Union de l'Europe occidentale, et auteur de plusieurs ouvrages.**

■ **L'INFORMATION DU SPECTACLE DISPARAIT. — *L'Information du spectacle*, mensuel interprofessionnel, dont le rédacteur en chef est Roger Bouzinac, ne paraîtra plus à partir du mois de janvier. Cette publication, créée en 1965, était financée par les cinq caisses du GRISS — Groupement des institutions sociales du spectacle. Deux d'entre elles, la CARBALAS (bals) et la CANRAS (régimes de retraites) ont décidé, pour raison économique, de ne pas reconduire leurs subventions, et les trois autres n'ont pu prendre en charge, à elles seules, le financement du mensuel, dont le personnel doit être licencié.**

## NOTES

### Cinéma

« LES DENTS DE LA MER » de Joe Alves

#### *En relief et en vain*

Ils sont jeunes, ils sont beaux, ils respirent la santé et la publicité Coca-Cola, ils habitent un décor de rêve : la Floride, ses palmiers, sa lumière, avec un parc nautique sur lequel skient des brochettes de jolies filles groupées en pyramides et un tunnel sous-marin transparent qui permet de jouer les commandant Cousteau à peu de frais. Las, un méchant requin blanc comme neige vient mettre bas cet édifice pour venger la mort d'un bébé requin, asphyxié par la négligence des humains. Branle-bas de combat, rien ne va plus.

Nous quittons *les Dents de la mer* de Steven Spielberg et son univers rigoureusement composé, pour le Musée Grévin, auquel s'ajoute le relief. Joe Alves, fabricant du requin original, a dirigé *les Dents de la mer III*, pénible à regarder pour la simple raison que le système 3 D (trois dimensions), même amélioré, ou supposé amélioré, maintient le spectateur prisonnier de lunettes en carton. Les grenouilles sautent dans la salle, le liquide des seringues vous gicle aux yeux. Mais, empêtré dans sa mécanique, le requin blanc, avec ou sans relief, ne ferait visiblement pas de mal à une mouche.

LOUIS MARCORELLES.

★ Voir les exclusivités.

« L'ART D'AIMER » DE BOROWCZYK

#### *Ovide, conte moral*

Après quelques films érotiques genre magazine de luxe à l'esthétique chichiteuse, on croyait Walerian Borowczyk perdu. Le voici qui revient, sans tambour ni trompette, et nous transporte à Rome, en l'an 8 après J.-C., sous le règne d'Auguste.

Le poète latin Ovide (Massimo Girotti, surprenant) enseigne *l'Art d'aimer* dans un amphithéâtre. Borowczyk n'a pas exactement adapté ce livre fameux. Il a exalté un enseignement du plaisir qui est, pour lui, une morale, un ferment de liberté, heurtant l'ordre de cette époque. Aux cours du professeur Ovide répond la mise en pratique d'un art raffiné de l'amour par la jolie femme d'un général jaloux et borné (Michèle Placido en officier de l'armée romaine, c'est quelque chose !).

Borowczyk, à la fois auteur, réalisateur et directeur de la photographie, a composé des images d'une sensualité frémissante. Il oppose la beauté des corps jeunes (Marina Pierro et Philippe Tacini) à la caricature-teintée d'humour avec Laura Betti en matrone — d'un monde sclérosé, où règne l'intolérance. L'eau, le feu, les couleurs, les mouvements de caméra frénétiques, créent une sorte de rêverie sur l'érotisme, force vitale, rebondissant de l'Antiquité à nos jours.

JACQUES SICLIER.

★ Voir les exclusivités.

### Musique

A LA MAISON DES CULTURES DU MONDE

#### *Du Caucase à l'Oural*

Le premier, large et puissant, chemise bouton d'or, bottes à pompons et cape rouge, arrive de Bachkirie avec un *kouraï*, longue tige d'angélique percée de quatre trous. Divisant son souffle, il brode sur le thème de l'Oural, sa montagne.

Le deuxième, un gaillard d'Ouzbékistan, pourrait donner des leçons à bien des percussionnistes. Il lui suffit de deux *doyras* : deux cercles en bois de mûrier tendus d'une peau de veau et bordés à l'intérieur de petits anneaux métalliques. Théâtral, il accomplit des prouesses.

La troisième, avec son bibi planté de plumetis, est une chanteuse du Kazakhstan. La quatrième danse. La cinquième joue en virtuose d'un luth surréaliste. Ils sont neuf au total à présenter les traditions des régions d'Union soviétique comprises entre le Caucase et la Sibérie.

Leur spectacle est un échantillonnage allègre, avec, en vedette, un sosie de Dersou Ouzala, Gennady Toumat. Originaire de Touva, à la frontière de la Mongolie, il pratique la diphonie comme ces moines tibétains que les Américains du groupe Harmonic Choir imitent consciencieusement. On peut essayer soi-même : avec beaucoup de concentration, on y parvient. Il s'agit de « sortir » à la fois un chant de gorge très bas, rauque, et les harmoniques de ce bourdon. Gennady Toumat s'accompagne d'une espèce de guitare miniature à caisse carrée recouverte de peau de serpent ; il module dans le gravissime comme dans l'aigu. Et c'est un oiseau que l'on écoute, au-dessus des bruits sombres de la forêt venteuse.

MATHILDE LA BARDONNIE.

★ Maison des cultures du monde, 20 h 30, jusqu'au vendredi 30 décembre.

### Danse

THÉATRE DE LA VILLE

#### *Jazz Tap*

Au festival de danse d'Aix-en-Provence, cet été, Sandman Sims and Company, quatre vieux routiers facétieux, étaient venus rappeler ce que furent les claquettes dans les années 20, une manière élégante de parler avec les pieds, une technique libre et précise, devenue très vite le nerf des films d'Hollywood et des comédies musicales de Broadway.

Aujourd'hui, on assiste au États-Unis à un renouveau des claquettes. De nouveaux cours s'ouvrent, et de jeunes compagnies commencent à se produire, comme ce Jazz Tap, ensemble californien, trois musiciens (piano, guitare basse, batterie) et trois danseurs (un garçon, deux filles).

Qu'on ne s'attende pas à trouver avec eux un show brillant et sophistiqué. Il s'agit plutôt d'une démonstration de haut niveau. Les chaussures sont larges, confortables, les « taps » de métal sonnent clair et franc, les jambes sont souples, le jeu de pieds vif et les parcours bien dessinés, *mais curieusement le rythme* ne déferle jamais dans le haut du corps. Le torse reste sage, les bras servent de balancier, sans plus. Le grand attrait de ce spectacle, où se distingue Camdem Richman, vive et espiègle, tient au professionnalisme des interprètes, à la connivence entre danseurs et musiciens. Gags et plaisanteries créent une atmosphère un peu estudiantine. Les chorégraphies, en général signées Lyn Dally, se réfèrent au cassiques du genre comme Charles Horni Coles. Certaines comme *Playing for keeps* témoignent d'une tentative — encore timide — pour créer de nouvelles pièces à partir du matériau traditionnel.

MARCELLE MICHEL.

★ Théâtre de la Ville, 18 h 30.

# SPECTACLES

## théâtre

### Les salles subventionnées et municipales

OPÉRA (742-57-50), 19 h 30 : Don Quichotte.

COMÉDIE-FRANÇAISE (296-10-20), 15 h : l'École des femmes ; 20 h 30 : Intermezzo.

PETIT ODÉON (Théâtre de l'Europe) (325-70-32), 18 h 30 : la Prise de l'école de Madhubaï.

TEP (797-96-06), Cinéma : 20 h : Pather Panchali/l'Esprit du vent.

BEAUBOURG (277-12-33), 17 h 30 : Cinéma polonais : la Dernière Étape, de W. Jakubowska ; 20 h 30 : Paysage après la bataille, d'A. Wajda ; 19 h : voir Cinémathèque.

THEATRE MUSICAL DE PARIS (261-19-83), 20 h 30 : Sophisticated Ladies.

THÉÂTRE DE LA VILLE (274-22-77), 18 h 30 : The Jazz Tap Ensemble (groupe californien) ; 20 h 30 : Alwin Nikolaïs.

CARRÉ SILVIA-MONFORT (531-28-34), 16 h : le Dernier Soliste (J.-P. Farré).

### Les autres salles

A DEJAZET (887-97-34), 20 h 30 : Séance friction.

ANTOINE (208-77-71), 20 30 : Coup de soleil.

ARTS-HEBERTOT (387-23-23), 21 h : La Parisienne-29e à l'ombre.

ATELIER (606-49-24), 21 h : Cocteau-Marais.

ATHÉNÉE (742-67-27), salle Ch. Bérard, 21 h : Batailles. — Salle L.-Jouvet, 21 h : Cet animal étrange.

BOUFFES-PARISIENS (296-60-24), 21 h : les Trois Jeanne.

CALYPSO (227-25-95), 20 h 30 : les Deux Fils de Pedro Nerf de Bœuf.

CARREFOUR DE L'ESPRIT (633-48-65), 20 h 30 : Zod, zod, zod...iaque.

CARTOUCHERIE, Épée de bois (808-39-74), 20 h 30 : Rue noire.

COMÉDIE-CAUMARTIN (742-43-41), 21 h : Reviens dormir à l'Elysée.

COMÉDIE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (720-08-24), 20 h 45 : Chacun sa vérité.

COMÉDIE ITALIENNE (321-22-22), 20 h 30 : la Manie de la villégiature.

COMÉDIE DE PARIS (281-00-11), 21 h : l'Ormaie.

CONSTANCE (258-97-62), 20 h 30 : Théâtre forain de J. Cocteau.

DAUNOU (261-69-14), 21 h : la Chienlit.

DÉCHARGEURS (236-00-02), 20 h 30 : Oscar et Wilde ; 22 h : Les Eaux et Forêts.

EDOUARD-VII (742-57-49), 21 h : Mademoiselle Julie.

ESCALIER D'OR (523-15-10), 21 h : Tanzi.

ESPACE GAITÉ (327-13-54), 20 h 15 : la Bonn' Femme aux camélias ; 21 h 45 : Lâche-moi les claquettes.

ESPACE KIRON (373-50-25), 20 h 30 : le Sixième Jour.

ESSAION (278-46-42), I. : 21 h : Agatha.

FONTAINE (874-74-40), 20 h 15 : Vive les femmes.

GAITÉ-MONTPARNASSE (322-16-18), 20 h 45 : Grand-père.

GALERIE 55 (326-63-51), 20 h 30 : Toad of Toad Hall.

HUCHETTE (326-38-99), 19 h 30 : la Cantatrice chauve ; 20 h 30 : la Leçon ; 21 h 30 : Pinok et Matho.

LUCERNAIRE (544-57-34), I. 18 h 30 : le Fou et le Créateur ; 20 h 30 : les Journées orageuses de Garounski ; 22 h 15 : Journal intime de Sally Mara. — II. 18 h 30 : Recatonpila ; 20 h 15 : Six heures au plus tard ; 22 h 30 : le Frigo ; — Petite salle, 22 h 30 : Oy, Moyshele, mon fils.

LYS-MONTPARNASSE (327-88-61), 20 h 30 : le Hasard du coin du feu.

MADELEINE (265-07-09), 20 h 45 : les Serpents de pluie.

MARAIS (278-03-53), 20 h 30 : Le roi se meurt.

MARIGNY, salle Gabriel (225-20-74), 21 h : les Sales Mômes.

MATHURINS (265-90-00), 21 h : le Bonheur à Romorantin.

MICHEL (265-35-02), 21 h 15 : On dînera au lit.

MICHODIÈRE (742-95-22), 20 h 30 : le Vison voyageur.

MOGADOR (285-45-30), 20 h 30 : Cyrano de Bergerac ; 14 h : l'Histoire du cochon qui voulait maigrir.

MONTPARNASSE (320-89-90), 20 h 45 : Comment devenir une mère juive en dix leçons. — Petite salle, 20 h 30 : le Journal d'un homme de trop.

NOUVEAUTÉS (770-52-76), 20 h 30 : l'Entourloupe.

ŒUVRE (874-42-52), 20 h 30 : Sarah.

PALAIS-ROYAL (297-59-81), 20 h 45 : la Fille sur la banquette arrière.

PALAIS DES SPORTS (828-40-90), 20 h 30 : Un homme nommé Jésus.

PLAISANCE (320-00-06), 20 h 45 : la Pierre de la folie.

PORTE-SAINT-MARTIN (607-37-53), 21 h : K 2.

POTINIÈRE (261-44-16), 20 h 45 : Il Signor Fagotto.

RADEAU DE LA MÉDUSE (320-91-37), 20 h : Don Juan aux enfers ; 22 h : les Elles et les Eux.

RENAISSANCE (208-18-50), 20 h 30 : Vincent et Margot.

7, RUE CONSTANCE (367-79-40), 21 h : Loin du grenier.

STUDIO DES CHAMPS-ÉLYSÉES (723-35-10), 21 h : l'Astronome.

TAI - TH. D'ESSAI (278-10-79), I. : 20 h 30 : l'Ecume des jours ; II. 20 h 30 : Huis clos.

TEMPLIERS (278-91-15), 20 h : Mitton ; 21 h : Monsieur Tristan Bernard.

THÉÂTRE D'EDGAR (322-11-02), 20 h 15 : les Babas-cadres ; 22 h : Nous on fait où on nous dit de faire.

THÉÂTRE A. BOURVIL (373-47-84), 20 h 15 : les Dames de fer ; 21 h 30 : Y'en a marr...ez vous.

THÉÂTRE DE DIX-HEURES (606-07-48), 20 h : Naïves Hirondelles ; 22 h 15 : Au secours papa, maman veut me tuer.

THÉÂTRE NOIR (346-91-93), 20 h 30 : La boutique.

THEATRE DE PARIS (280-09-30) I. 20 h 30 : les Trois Mousquetaires. — II. 20 h 30 : Sortilèges.

THEATRE PRESENT (203-02-55), 20 h : Titus Andronicus.

THÉÂTRE DU ROND-POINT (256-70-80), 20 h 30 : Les affaires sont les affaires. — Petite salle 20 h 30 : Lettres d'une mère à son fils.

THÉÂTRE DU TEMPS (355-10-88), 21 h : Médée.

THEATRE 13 (588-16-30) 21 h : la Femme indolente.

TOURTOUR (887-82-48), 18 h 30 : Un mari à la porte ; 20 h 30 : Le soleil n'est plus aussi chaud qu'avant.

TRISTAN-BERNARD (522-08-40), 21 h : les Dix Petits Nègres.

VARIÉTÉS (233-09-92), 20 h 30 : l'Etiquette.

### Les cafés-théâtres

AU BEC FIN (296-29-35), 20 h 30 : Tohu-Bahut ; 22 h : le Président.

BEAUBOURGEOIS (272-08-51), 19 h 30 : la Spécialité.

BLANCS-MANTEAUX (887-15-84), I : 20 h 15 : Areuh = MC2 ; 21 h 30 : les Démones Loulou ; 22 h 30 : les Sacrés Monstres. — II : 20 h 15 : les Caïds ; 21 h 30 : Last Lunch, Dernier Service ; 22 h 30 : Fouillis.

CAFÉ DE LA GARE (278-52-51), 20 h : Chant d'épandage ; 22 h 15 : l'Auvent du pavillon 4.

CAFÉ D'EDGAR (322-11-02), I : 20 h 15 : Tiens, voilà deux boudins ; 21 h 30 : Mangeuses d'hommes ; 22 h 30 : Orties de secours. — II : 20 h 15 : Dieu m'tripote ; 21 h 30 : le Chromosome chatouilleux ; 22 h 30 : Fais voir ton Cupidon.

L'ÉCUME (542-71-16), 20 h 30 : Pascal Simon Group ; 22 h : Brindille.

ESPACE-MARAIS (584-09-31), 20 h 45 : Les fanes amères d'Antoine-Auguste Parmentier.

LE PETIT CASINO (278-36-50), 21 h : Je veux être pingouin ; 22 h 15 : Attention, belles-mères méchantes.

POINT-VIRGULE (278-67-03), 20 h 15 : Tranche de vie ; 21 h 30 : Le Ticket : 22 h 30 : Moi je craque, mes parents raquent.

PROLOGUE (575-33-15), 20 h 30 : Automobilocratie.

RESTO-SHOW (508-00-81), 21 h 45 : M. Morelli.

SENTIER DES HALLES (236-37-27), 20 h 15 : On est pas des pigeons ; 22 h : Vous descendez à la prochaine ?

SPLENDID SAINT-MARTIN (208-21-93), 20 h 30 : la Surprise ; 22 h : les Burlingueurs.

LE TINTAMARRE (887-33-82), 20 h 15 : Phèdre ; 21 h 30 : Apocalypse Na ; 22 h 30 : le Céleri jaune, Spectacle branché.

TROIS SUR QUATRE (327-09-16), 20 h 30 : Quelque estaminet.

VIEILLE GRILLE (707-60-93), 20 h 30 : P. Miserez.

### La danse

THÉÂTRE 18 (226-47-47), 20 h : Cie des Abbesses.

THÉÂTRE DU ROND-POINT (256-70-80), 18 h 30 : Malavika Shiva-Shakti.

### Spectacle musical

BOUFFES-DU-NORD (239-34-50), 20 h 30 : le Petit Mahagonny.

### Le music-hall

ALLIANCE (544-41-42) 20 h 30 : Musique et chants traditionnels des Républiques asiatiques d'union soviétique.

BASTILLE (357-42-14), 20 h : Tango stupéfiant.

BOBINO (322-74-84), 20 h 45 : A Metayer.

CITHEA (357-99-26), 22 h : Fascination.

ELDORADO (208-23-50), 15 h, et 20 h 30 : Festival mondial de la magie.

FORUM (297-53-47), 21 h : G. Langoureau, Cl. Maurane.

GYMNASE (246-79-79), 21 h : G. Bedos.

LA BRUYÈRE (874-76-99), 21 h : Y. Dautin.

MARIGNY (256-04-41), 21 h : Thierry Le Luron.

OLYMPIA (742-25-49), 20 h 30 : Les Colombaioni ; 15 h : Les Charlots.

PALAIS DES CONGRÈS (758-14-04), 21 h : G. Lenorman.

PALAIS DES GLACES (607-49-93), 20 h 30 : Ph. Avron.

RADIO-FRANCE, Auditorium 106 (524-15-16), 17 h 30 : E. Lamandier, Talila.

STUDIO BERTRAND (783-64-66), 21 h : Marilyn, je t'aime.

TANIÈRE (337-74-39), 20 h 45 : K. Kalel ; 22 h 30 : B. Izri ; II, 21 h : B. Meulien.

TROTTOIRS DE BUENOS-AIRES (260-44-41), 22 h : René, Daniel, W. Rios.

### Les concerts

Théâtre de la Bastille, 20 h : Delavault, Lavoix (Schönberg, Ginastera, Satie).

Radio-France, Grand Auditorium, 20 h 30 : Rêve de hottes.

Studio 105, 13 h : P. Stochl, A. Flammer, G. Barrand.

Lucernaire, 19 h 45 : A. Asselin (Scarlatti, Cimarosa, Haydn).

Eglise Saint-Médard, 20 h 30 : G. Fumet, J. Galard (Pergolèse, Gluck, Telemann).

### Jazz, pop, rock, folk

CASINO DE PARIS (874-26-22), 20 h 45 : Higelin.





### Jeudi 29 décembre

CAVEAU DE LA HUCHETTE (326-65-05), 21 h 30 : J. Lacroix.

CHAPELLE DES LOMBARDS (357-24-24), 22 h 30 : E. Cosque.

DEPOT-VENTE (624-33-33), 21 h : N. Holloway, R. Guérin.

DUNOIS (584-72-00), 20 h 30 : S. Lacy.

MÉCÈNE (271-33-41), 23 h : S. Lazarevitch, Ph. Mace, J. Bardi.

MEMPHIS MELODY (329-60-73), 23 h : M. Anconina.

NEW MORNING (523-51-41), 21 h 30 : La Velle.

NOTES BLEUES (589-16-73), à 22 h : L. Fafa, G. Martins.

PHIL'ONE (776-44-26), 21 h : Niboma, Michelinot, Trio Madjesi.

PETIT JOURNAL (326-28-59), 21 h : Watergate Seven + One.

PETIT OPPORTUN (236-01-36), 23 h : B. Reinhardt, Ch. Escoudé, B. Ferré.

RADIO-FRANCE, Auditorium 106 (524-15-16), à 19 h : G. Hunter, M. Denis, M. Slim ; Auditorium 105, à 16 h : B. Phillips, F. Kubler, A. Angster, J.-M. Collot.

SAVOY (277-86-88), 21 h : B. Porcelli, Ph. Petit, R. Del Fra, Ch. Belonzi.

SLOW CLUB (233-84-30), 21 h 30 : Jazz Group de Bretagne

SUNSET (261-46-60), 23 h : J.-P. Céléa, F. Couturier, D. Pifarely, F. Laizeau.

TWENTY ONE (260-40-51), 21 h : Jazz non stop : Quartet Greg Hunter.

### Les cirques

CIRQUE D'HIVER (700-12-25), 16 h 30.

CIRQUE MASSILIA (878-15-12), 20 h 30.

CIRQUE DE PARIS (250-92-00), 15 h.

ÉCOLE NATIONALE DU CIRQUE (845-58-11), 15 h.

## cinéma

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

### La Cinémathèque

**CHAILLOT (704-24-24)**

15 h : Boule de suif, de Christian-Jaque ; 19 h : Mam'zelle Nitouche, de M. Allégret ; 21 h : Ce bon vieux Sam, de L. Mc Carey.

**BEAUBOURG (278-35-57)**

15 h : le Fils du cheik, de G. Fitzmaurice ; 17 h : Mendiants et Orgueilleux, de J. Poitrenaud ; Panorama du cinéma polonais ; 19 h, Une chambre avec vue sur la mer, de J. Zaorski.

### Les exclusivités

L'AMIE (All., v.o.) : Studio de la Harpe, 5e (634-25-52).

A LA POURSUITE DE L'ÉTOILE (Ital., v.o.) : Cluny Ecoles, 5e (354-20-12) ; Biarritz, 8e (723-69-23).

ANDROIDE (A., v.f.) : Arcades, 2e (233-54-58) ; Berlitz, 2e (742-60-33).

LES ANGES DU BOULEVARD (Chi., v.o.) : Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77) ; Olympic Entrepôt, 14e (545-35-38).

A NOS AMOURS (Fr.) : Gaumont Halles 1er (297-49-70) ; Impérial, 2e (742-72-52) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; St-André-des-Arts, 6e (326-48-18) ; La Pagode, 7e (705-12-15) ; Elysées Lincoln, 8e (359-36-14) ; Colisée, 8e (359-26-42)) ; 14 Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; Athéna, 12e (343-00-65) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27).

L'ART D'AIMER (franco-it.) : Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Monte-Carlo, 8e (225-09-83) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10).

AU NOM DE TOUS LES MIENS (Fr.) : Forum 1er (297-53-74) ; Normandie, 8e (359-41-18) ; Paramount Opéra 9e (742-56-31) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10).

LES AVENTURIERS DE L'ARCHE PERDUE (A., v.f.) : Capri, 2e (508-11-69).

LE BAL (Fr.-It.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Vendôme, 2e (742-97-52) ; Studio de la Harpe, 5e (634-25-52) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Pagode, 7e (705-12-15) ; Gaumont Champs-Élysées, 8e (359-04-67) ; Français, 9e (770-33-88) ; 14 Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; Olympic, 14e (545-35-38) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; P.L.M. Saint-Jacques, 14e (589-68-42) ; Bienvenue Montparnasse, 15e (544-25-02) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Victor-Hugo, 16e (727-49-75) ; Images, 18e (522-47-94).

LA BALLADE DE NARAYAMA (Jap., v.o.) : Quintette, 5e (633-79-38) ; Ambassade, 8e (359-19-08).

LA BELLE CAPTIVE (Fr.) : Denfert (H. sp.), 14e (321-41-01).

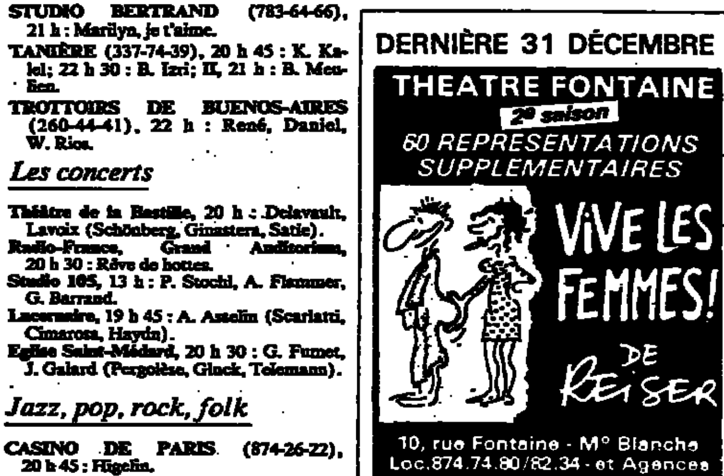
BOAT PEOPLE (Chin., v.o.) : U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; v.f. : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32).

CARMEN (Esp., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (233-42-26) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; Parnassiens, 14e (320-30-19).

CHALEUR ET POUSSIÈRE (Ang., v.o.) : Lucernaire, 6e (544-57-34) ; Marbeuf, 8e (225-18-45).

CLASS (A., v.o.) : Publicis Matignon, 8e (359-31-97).

LES COMPÈRES (Fr.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; George V, 8e (562-41-46) ; Paramount Mercury, 8e (562-75-90) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Français, 9e (770-33-88) ; Maxeville, 9e (770-72-86) ; Nations, 12e (343-04-67) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01) ; Gaumont Gambetta, 20e (636-10-96).




DANS LA VILLE BLANCHE (Sui.) Saint-Ambroise, 11e (700-89-16) (H. sp.).

LES DENTS DE LA MER Nº 3 (A., v.o.) : Forum, 1er (233-42-26) ; U.G.C. Danton, 6e (329-42-62) ; Ermitage, 8e (359-15-71) ; Paramount City, 8e (562-45-76) ; v.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; U.G.C. Gobelins, 13e (336-23-44) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Paramount Orléans, 14e (540-45-91) ; U.G.C. Convention, 15e (828-20-64) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Paramount Montmartre, 18e (606-34-25).

DIEU ME SAVONNE (Bost., v.o.) : Parnassiens, 14e (329-83-11).

LES DIEUX SONT TOMBÉS SUR LA TÊTE (Bost.-A., v.f.) : Impérial Pathé, 2e (742-72-52).

DIVA (Fr.) : Rivoli Beaubourg, 4e (272-63-32) ; Grand Pavois, 15e (554-46-85).

EN HAUT DES MARCHES (Fr.) : Denfert (H sp.), 14e (321-41-01).

ERENDIRA (Franco-Mex., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (233-42-26) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; Olympic 14e (545-35-38) ; Parnassiens, 14e (320-30-19). — (V.f.) : Lumière, 9e (246-49-07).

L'ETE MEURTRIER (Fr.) : Ambassade, 8e (359-19-08).

FAUX-FUYANTS (Fr.) : Marais, 4e (278-47-86).

FLASHDANCE (A., v.o.) : Saint-Michel, 5e (326-79-17) ; Marbeuf, 8e (225-18-45). — (V.f.) : Français, 9e (770-33-88) ; Paramount Montmartre, 18e (606-34-25).

FRÈRE DE SANG (A., v.o.) (*) : 7e Art Beaubourg, 4e (278-34-15) (H. sp.).

FURYO (Jap., v.o.) : Calypso, 17e (380-30-11).

GANDHI (Brit., v.o.) : Cluny Palace, 5e (354-07-76).

GARÇON (Fr.) : Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Gaumont Colisée, 8e (359-29-46) ; Français, 9e (770-33-88) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06).

GET CRAZY (A., v.o.) : Ambassade, 8e (359-19-08) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; Escurial, 13e (707-28-04).

LE GRAND CARNAVAL (Fr.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; U.G.C. Opéra, 2e (251-50-32) ; U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; George-V, 8e (562-41-46) ; U.G.C. Normandie, 8e (359-41-18) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Mayfair, 16e (527-27-06) ; Pathé Wepler, 18e (522-46-01) ; Gaumont Gambetta, 20e (636-10-96).

JAMAIS PLUS JAMAIS (A. v.o.) : Forum, 1er (297-53-74) ; Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Cluny Palace, 5e (354-07-76) ; U.G.C. Danton, 6e (329-42-62) ; U.G.C. Rotonde, 6e (633-08-22) ; Normandie, 8e (359-41-18) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (720-76-23) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79). — (V.f.) : Rex, 2e (236-83-93) ; U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; U.G.C. Montparnasse, 6e (544-14-27) ; U.G.C. Boulevard, 9e (246-66-44) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; U.G.C. Gobelins, 13e (336-23-44) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; U.G.C. Convention, 15e (828-20-64) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Images, 18e (522-47-94) ; Secretan, 19e (241-77-99).

JOY (Fr.) (**) : Maxéville, 9e (770-72-86).

LES JOUEURS D'ECHECS (Ind., v.o.) : Epée de Bois, 5e (337-57-47).

LUCKY LUKE, LES DALTON EN CAVALE (Franco-américain) : Studio de la Harpe, 5e (634-25-52) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; Français, 9e (770-33-88) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Gaumont Sud (en mat.), 14e (327-84-50).

LUDWIG-VISCONTI (It., v.o.) : Studio des Ursulines, 5e (354-39-19).

LE MARGINAL (Fr.) : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Le Paris, 8e (359-53-99) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01).

MEGAVIXENS (A., v.o.) (**) : 7e Art Beaubourg, 4e (278-34-15) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Elysées Lincoln, 8e (359-36-14) ; Parnassiens, 14e (329-83-11). — V.f. : Hollywood Boulevard, 9e (770-10-41) ; Paramount Montmartre, 18e (606-34-25).

MISS OYU (Jap., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (326-58-00).

LE MONDE SELON GARP (A., v.o.) : Lucernaire, 6e (544-57-34), jusqu'au 31.

MONTY PYTHON A HOLLYWOOD (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Rex, 2e (236-83-93) ; Cluny Ecoles, 5e (354-20-12) ; U.G.C. Rotonde, 6e (633-08-22) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; U.G.C. Boulevard, 9e (246-66-44) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Mistral, 14e (539-52-43).

LES MOTS POUR LE DIRE (Fr.) : Marbeuf, 8e (225-18-45) ; Parnassiens, 14e (329-83-11).

OCTOPUSSY (A. v.o.) : Marbeuf, 8e (225-18-45).

PAPY FAIT DE LA RÉSISTANCE (Fr.) : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Marignan, 8e (350-92-82) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06).

PREMIERS DÉSIRS (Fr.) : Arcades, 2e (233-54-58) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06).

PRINCESSE (Hong., v.o.) : Epée de Bois, 5e (337-57-47).

LES PRINCES (Fr.) : Cinoches Saint-Germain 6e (633-10-82).

QUAND FAUT Y ALLER, FAUT Y ALLER (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (223-42-26) ; U.G.C. Danton, 6e (329-42-62) ; Ermitage, 8e (359-15-71). — V.f. : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; Rex, 2e (236-83-93) ; U.G.C. Montparnasse, 6e (544-14-27) ; Paramount City, 8e (562-45-76) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount Bastille, 12e (343-79-17) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; U.G.C. Gobelins, 13e (336-23-44) ; Paramount Montparnasse, 14e (532-90-10) ; Paramount Orléans, 14e (540-45-91) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; U.G.C. Convention, 15e (828-20-64) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01) ; Secrétan, 19e (241-77-99).

LE RETOUR DU JEDI (A., v.o.) : Movies, 1er (260-43-99). — V.f. : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Rex, 2e (236-83-93) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; Paramount City Triomphe, 8e (562-45-76) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27)) ; Tourelles, 20e (364-51-98).

### LES FILMS NOUVEAUX

ADIEU FOULARDS, film français de Christian Lara : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; Saint-Germain-Village, 5e (633-63-20) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; Images, 18e (522-47-94).

LE ROI DES SINGES (Chinois, v.f.) : Marais, 4e (278-47-86).

RUE CASES-NÈGRES (Fr.) : Rio-Opéra, 2e (742-82-54) ; U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; 14 Juillet Parnasse, 6e (326-58-00).

LE SACRE DE LA NAISSANCE (Fr.) : Saint-André des Arts, 6e (326-48-18).

SIGNES EXTÉRIEURS DE RICHESSE (Fr.) : U.G.C. Montparnasse, 6e (544-14-27) ; U.G.C. Biarritz, 8e (723-69-23) ; U.G.C. Boulevard, 9e (246-66-44).

SUREXPOSÉ (A., v.o.) : Forum, 1er (297-53-74).

STAYING ALIVE (A., v.o.) : Marbeuf, 8e (225-18-45) ; v.f. : Max Linder, 9e (770-40-04).

STAR WAR LA SAGA (A., v.o.), la Guerre des Etoiles, l'Empire contre-attaque, le Retour du Jedi : Escurial, 13e (707-28-04).

TCHAO PANTIN (Fr.) : Forum 1er (297-53-74) ; Rex, 2e (236-83-93) ; U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; Saint-Germain Studio, 5e (633-63-20) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Athéna, 12e (343-00-65) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount Gobelins, 13e (707-12-28) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Paramount Montparnasse, 14e (544-25-02) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (544-25-02) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Passy, 16e (288-62-34) ; Wepler Pathé, 18e (522-46-01) ; Paramount Montmartre, 18e (606-34-25) ; Secrétan, 19e (241-77-99).



TOOTSIE (A., v.f.) : Opéra Night, 2e (296-62-56).

LA TRACE (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Studio Alpha, 5e (354-39-47) ; U.G.C. Danton, 6e (329-42-62) ; Rotonde, 6e (633-08-22) ; U.G.C. Champs-Elysées, 8e (359-12-15) ; U.G.C. Boulevard, 9e (246-66-44) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Images, 18e (522-47-94).

LA TRAGÉDIE DE CARMEN (Fr.), version Delvault ; version Gal ; version Saurova : 14 Juillet Parnasse, 6e (H. sp.) (326-58-00).

LA TRAVIATA (It., v.o.) : Bonaparte, 6e (326-12-12).

LES TROIS COURONNES DU MATELOT (Fr.) : Panthéon, 5e (354-15-04).

LA ULTIMA CENA (Cub., v.o.) (H. sp.) : Denfert, 14e (321-41-01).

UN AMOUR EN ALLEMAGNE (Franco-all., v.o.) ; Elysées Lincoln, 8e (359-36-14).

UN BON PETIT DIABLE (Fr.) : Forum Orient Express, 1er (233-42-26) ; Publicis Saint-Germain, 6e (222-72-80) ; George-V, 8e (562-41-46) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Athéna, 12e (343-00-65) ; Nations, 12e (343-04-67) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01) ; Paramount Bastille, 12e (343-79-17).

UN BRUIT QUI COURT (Fr.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18).

UN FAUTEUIL POUR DEUX (A., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Saint-Michel, 5e (326-79-17) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; George-V, 8e (562-41-46) ; Parnassiens, 14e (320-30-19). — V.f. : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Lumière, 9e (246-49-07) ; Montparnos, 14e (327-52-37).

VASSA (Sov., v.o.) : Cosmos, 6e (544-28-80).

VIVE LA SOCIALE (Fr.) : Lumière, 9e (246-49-07).

Y A TELLEMENT DE PAYS POUR ALLER (Fr.) : Marais, 4e (278-47-86).

WARGAMES (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (233-42-26) ; Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Saint-Germain Huchette, 5e (633-63-20) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (720-76-23) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; 14 Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; Kinopanorama, 15e (306-50-50). — V.f. : Impérial, 2e (742-72-52) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Nations, 12e (343-04-67) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01) ; Gaumont Gambetta, 20e (636-10-96).

ZELIG (A.) : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Epée de Bois, 5e (337-57-47).

### Les grandes reprises

L'AGE D'OR (Fr.) : Templiers (H. sp.), 3e (272-94-56).

L'ANIMAL (Fr.) : Hollywood-Boulevard, 9e (770-10-41)

APOCALYPSE NOW (A., v.o.) (*) : Champollion, 5e (354-51-60).

LES ARISTOCHATS (A., v.f.), Napoléon, 17e (380-41-46).

AUSTERLITZ (Fr.) : Acacias, 17e (764-97-83) (H. sp.).

BELLISSIMA (It., v.o.) : A. Bazin, 13e (337-74-39).

LES BAS-FONDS (Fr.) : St-André-des-Arts, 6e (326-80-25).

BLADE RUNNER (A., v.o.) : Rivoli Beaubourg, 4e (272-63-32) ; (v.f.) : Opéra Night, 2e (296-62-56).

BLANCHE-NEIGE ET LES SEPT NAINS (A., v.f.) : Grand Rex, 2e (236-83-93) ; U.G.C. Montparnasse, 6e (544-14-27) ; U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; La Royale, 8e (256-82-66) ; U.G.C. Ermitage, 8e (359-15-71) ; U.G.C. Gobelins, 13e (336-23-44) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; U.G.C. Convention, 15e (828-20-64) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Napoléon, 17e (755-63-42)) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01).

CE PLAISIR QU'ON DIT CHARNEL (A., v.o.) (*) : Epée de bois, 5e (337-57-47).

CERTAINS L'AIMENT CHAUD (A., v.o.) : Studio Bertrand, 7e (783-64-66).

LES CHIENS DE PAILLE (A., v.o.) (**) : St-Lambert (H. sp.), 15e (532-91-68) ; Boîte à films, 7e (622-44-21).

LES CINQ MILLE DOIGTS DU DOCTEUR T. (A., v.o.) : Action Christine Bis, 6e (325-47-46).

LA CLÉ DE VERRE (A.) : Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77).

CONTES DE LA FOLIE ORDINAIRE (It., v.o.) : Templiers (Esp.), 15e (272-94-56).

LES CONTES DES MILLE ET UNE NUITS (It., v.o.) (**) : Champo, 5e (354-51-60).

DÉLIVRANCE (A., v.f.) (**) : Boîte à films (H. sp.), 17e (622-44-21).

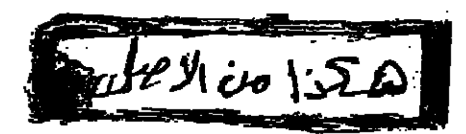
EASY RIDER (A., v.o.) (*) : Studio Galande, 5e (354-72-71) ; Boîte à films, 17e (622-44-21).

EMMANUELLE (Fr.) (**) : Paramount City, 8e (562-45-76).

L'EMPIRE DES SENS (Jap., v.o.) (**) : Templiers (H. sp.), 3e (272-94-56) ; Denfert, 14e (321-41-01) ; Grand Pavois, 15e (554-46-85).

LES ENFANTS DU PARADIS (Fr.) : Ranelagh, 16e (288-64-44).





# COMMUNICATION

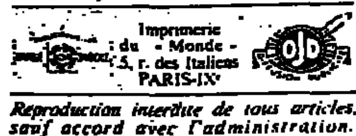
L'ENTRAINEUSE (Fr.) : Studio de l'Etoile, 17e (380-42-05).
ERASERHEAD (v.o.) (**) : Escurial, 13e (707-28-04).
LA FABULEUSE HISTOIRE DE DONALD ET DES CASTORS JUNIORS (A., v.f.) : Napoléon, 17e (755-63-42).
FANFAN LA TULIPE (Fr.) : Acacias, 17e (764-97-83).
GERTRUD (Dan., v.o.) : Marais, 4e (278-47-86).
GIMME SHELTER (A., v.o.) : Vidéostone, 6e (325-60-34).
GLISSEMENTS PROGRESSIFS DU PLAISIR (H. sp.) (Fr.) (**) : Denfert, 14e (321-41-01).
HAIR (A., v.o.) : Boîte à films, 17e (622-44-21).
LES HAUTS DE HURLEVENT (A., v.o.) : Action Rive Gauche, 5e (325-65-04) ; Mac Mahon, 17e (380-24-81) ; (v.f.) : Paramount Marivaux, 2e (329-90-10) ; Paramount Bastille, 12e (343-79-17) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10).
HELLZAPPOPIN (A., v.o) : Ranelagh, 6e (288-64-44).
L'IMPOSSIBLE M. BÉBÉ (A., v.o.) : Acacias, 17e (764-97-83).
INDISCRÉTIONS (A., v.o.) : Action Christine, 6e (325-47-46).
INVANHOE (A. v.o.) : Action Christine, 6e (325-47-46).
LE JARDIN DU DIABLE (A., v.o.) : Contrescarpe, 5e (325-78-37).
JEREMIAH JOHNSON (A., v.f.) : Calypso, 17e (380-30-11).
JÉSUS DE NAZARETH (It., v.f.) : Grand Pavois, 15e (554-46-85).
JONATHAN LIVINGSTON LE GOELAND (A., v.o.) : St-Ambroise (H. sp.), 11e (700-89-16) ; Cinoches, 6e (633-10-82).
LAURA (A., v.o.) : Action Christine, 6e (325-47-46).
LITTLE BIG MAN (A., v.o.) : Quintette, 5e (633-79-38).
LE MARIAGE DE MARIA BRAUN (All., v.o.) : Rialto, 19e (607-87-61).
MIDNIGHT EXPRESS (A., v.f.) (**) : Capri, 2e (508-11-69).
LE MILLIARDAIRE (A., v.o.) : Action Christine, 6e (325-47-46).
NEW-YORK, NEW-YORK, (Vers. int.) : Calypso, 17e (380-30-11).
ORANGE MÉCANIQUE (A., v.o.) (**) : Studio Galande (H. sp.), 5e (354-72-71).
ORFEU NEGRO (Fr.) : Grand Pavois, 15e (554-46-85).
LE PARADIS DES RICHES (Fr.) : Studio Bertrand, 7e (783-64-66).
LA PASSION DE JEANNE D'ARC (Dan.) : Templiers, 3e (272-94-56).
PHANTOM OF THE PARADISE (A., v.o.) (*) : Rivoli Beaubourg, 4e (272-63-32) ; Studio Médicis, 5e (633-25-97), Saint-Lambert : 15e (532-91-68).
PORTRAIT D'UNE ENFANT DÉCHUE (A., v.o.) : Olympic Balzac, 8e (561-10-60) : Olympic St-Germain, 6e (222-87-23).
PINK FLOYD, THE WALL (A., v.o.) : Paramount Odéon, 6e (325-59-83).
LE SEIGNEUR DES ANNEAUX (A., v.o.) : Boîte à films, 17e (622-44-21).
SENSO (It., v.o.) : Logos III, 5e (354-42-34) ; Olympic Balzac, 8e (561-10-60) ; Olympic, 14e (545-35-38).
SUPERVIXENS (A., v.o.) : Studio Logos, 5e (354-42-34).
TAXI DRIVER (A., v.o.) (**) : Boîte à film (H. sp.), 17e (622-44-21).
TUEUR DE DAMES (A., v.o.) : Action Ecoles, 5e (325-72-07).
UNE FEMME DISPARAIT (A., v.o.) ; Rialto, 19e (607-87-61).
LE NOUVEL AMOUR DE COCCINELLE (A., v.f.) : Rex, 2e (236-83-93) ; Napoléon, 17e (755-63-42).
LA VIE EST BELLE (A., v.o.) : 14-Juillet Racine, 6e (326-19-68) ; Olympic Balzac, 8e (561-10-60) ; 14-Juillet Bastille, 11e (305-90-81).
LE VOLEUR DE BICYCLETTE (It., v.o.) : Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77).
LE VOYEUR (Brit., v.o.) : Logos I, 5e (354-42-34) ; Acacias, 17e (764-97-83).

## *Les festivals*

R. ALDRICH : (v.o.) : Républic-Cinéma, 11e (805-51-33), 18 h 30, 22 h 30 : Qui a tué sister George ? ; 16 h : l'Empereur du Nord ; 20 h 30 : Trop tard pour les héros.
AMERICAN MEMORIES (v.o.) : Action La Fayette, 9e (878-80-50) : Papa longues jambes.
L'AVENTURE AU CINÉMA (v.o.) : Olympic, 14e (545-35-38) : la Rose et la Flèche.
MARX BROTHERS (v.o.) : Action Ecoles, 5e (327-72-07) : Chercheurs d'or.
CINÉMA FRANÇAIS DES ANNÉES 30-40 : Studio de l'Etoile, 17e (380-42-05) 16 h : Dans les rues ; 18 h : l'Entraîneuse ; 20 h : la Belle Equipe ; 22 h : les Portes de la nuit.
G. DEBORD : Studio Cujas, 5e (354-89-22) : la Société du spectacle.
EN ATTENDANT GODARD : Movies, 1er (260-43-99), 18 h : Comment ça va ? ; 20 h, 22 h : Alphaville.
A. HITCHCOCK (v.o.) : Action La Fayette, 9e (878-80-50) : Rebecca
S. LUMET (v.o.) : Espace-Gaîté, 14e (327-95-95), 18 h, 21 h : le Prince de New-York.
COUP DE CHAPEAU A GLEB PANFILOV ET INNA TCHOURIKOVA (v.o.) : Cosmos, 6e (544-28-80), 17 h : Je demande la parole ; 18 h : Pas de gué dans le feu ; 22 h 15 : les Débuts.
LES PERLES DU CINÉMA COLONIAL (v.o.) : Saint-Séverin, 5e (354-50-91), la Bandera.
JULES VERNE (v.o.) : Marais, 4e (278-47-86), le Fer à cheval cassé.
PROMOTION DU CINÉMA (v.o.), Studio 28, 18e (606-36-07), l'Inconnu du Nord-Express.

Edité par la S.A.R.L. *le Monde*
*Gérant :*
André Laurens, directeur de la publication
*Anciens directeurs :*
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)

Imprimerie du « Monde » 5, r. des Italiens PARIS-IXe

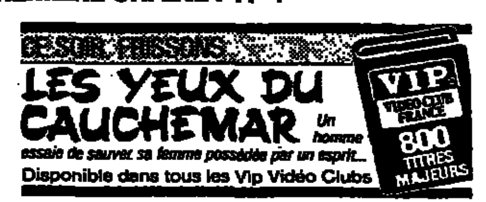




Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437.
ISSN : 0395 - 2037

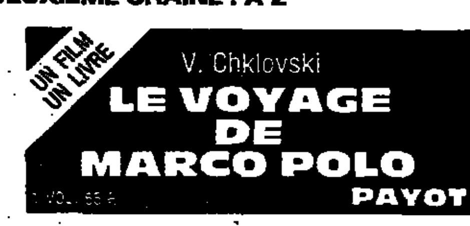
## Jeudi 29 décembre

### PREMIÈRE CHAINE : TF 1




20 h 35 **Spécial Vagabondages.**
De R. Gicquel et M. Soro.
*La fête avec les tziganes, manouches, gitans.*
22 h 5 **Entracte.**
22 h 10 **Série : Ludwig... ou le Crépuscule des dieux.**
De Luchino Visconti.
23 h **Documentaire : Gustave Doré.**
Réal. J. Frapat (prod. I.N.A.).
*Suite et fin d'un bel hommage au dessinateur-graveur Gustave Doré.*
23 h 25 **Est-ce ainsi que les hommes vivront ?**
*Avec O. Schweisguth, spécialiste du cancer chez les enfants.*
23 h 40 **Journal.**
23 h 55 **Vivre en poésie.**

### DEUXIÈME CHAINE : A 2




20 h 35 **Série : Marco Polo.**
Réal. G. Montaldo, avec K. Marshall.
*Embarqué avec son père et son oncle, Marco Polo, après deux épisodes à Venise, commence son voyage par Jérusalem. Le feuilleton démarre enfin.*
21 h 40 **Maurice Chevalier : Le Kid de Ménilmontant.**
Réal. A. Halimi.
*Maurice Chevalier, tel quel, sans commentaire ni témoignage, découpé en extraits de films, à côté des grands de ce monde : Khrouchtchev, François Mitterrand ou la reine d'Angleterre.*
22 h 40 **Popov, profession clown.**
De G. C. Bertelli et G. Padlina.
*Le plus grand clown du monde, le Russe Popov au nez rouge, aux cheveux jaunes, jongleur, acrobate, mime, qui remue l'âme.*
23 h 10 **Journal.**

### TROISIÈME CHAINE : FR 3

20 h 35 **Film : Superman I.**
Film américain de R. Donner (1978), avec M. Brando, C. Reeve, M. Kidder, G. Hackman, N. Beatty, J. Cooper.
*Né sur la planète Kripton et élevé sur la Terre, un jeune homme disposant de pouvoirs surhumains devient justicier, tout en se faisant passer pour un journaliste effacé. Retour en force d'un héros de bandes dessinées pour des exploits formidables dans le monde moderne. Gros succès. Il y a eu deux suites.*
22 h 45 **Journal.**
23 h 5 **Amour, amours : l'Ombre d'Antigone.**
Réal. J.C. de Nesle, avec I. Otero, C.Corthay, I. Carré.
*Une actrice répète l'*Antigone *de Cocteau et manque de se faire renverser par une voiture. Pourquoi ?*
0 h **Prélude à la nuit.**
*Ouverture du* Freischütz *de Weber par l'Orchestre philharmonique de Berlin, dir. H. von Karajan.*

### FR 3 PARIS ILE-DE-FRANCE

17 h 6 **Dessin animé : L'inspecteur Gadget.**
17 h 30 **Dis, raconte-moi la mer** (imagerie marine populaire).
17 h 46 **La cuisine des mousquetaires** (la garbure).
18 h **Magazine du rock : Rocking chair.**
18 h 30 **Mémoires sur scène.**
18 h 43 **Le théâtre des arts de Rouen.**
18 h 56 **Dessin animé : les Misérables.**
19 h **Informations.**
19 h 15 **Info régionales.**
19 h 35 **Feuilleton : Un homme... une ville.**

### FRANCE-CULTURE

19 h 30, **Les progrès de la biologie et de la médecine** : la biotechnologie et l'instrumentation médicale moderne.
20 h, **Les aventures d'Arthur Gordon Pym**, d'E. Poe. Avec J.-L. Philippe, W. Coryn, P. Gallon...
22 h 30, **Nuits magnétiques** : Haïti.

### FRANCE-MUSIQUE

20 h, **Concert** (en direct du Grand Théâtre de Genève) : *la Veuve joyeuse* de Lehar par l'Orchestre de la Suisse romande et les chœurs du Grand Théâtre.
23 h, **Fréquence de nuit** : Magie et sacré : œuvres de Levinas, Lassus, Haendel, Schütz.

## Vendredi 30 décembre

### PREMIÈRE CHAINE : TF 1

11 h 30 **Vision plus.**
12 h **Dix sur dix.**
12 h 30 **Atout cœur.**
13 h **Journal.**
13 h 45 **La petite maison dans la prairie.**
14 h 35 **Destination Noël.**
16 h **Le village dans les nuages.**
16 h 25 **Billy Smart circus.**
17 h 10 **Bonjour les fêtes** (et à 18 h 30).
17 h 15 **Film : Astérix et Cléopâtre.**
Film franco-belge de R. Goscinny et A. Uderzo (1968), avec les voix de M. Dax, J. Morel, R. Carel, L. Raimbourg.
*Astérix et Obélix viennent en Egypte pour aider un architecte à construire un temple, défi de Cléopâtre à César. Film d'animation très amusant, et techniquement réussi, d'après un des célèbres albums de Goscinny et Uderzo.*
18 h 25 **Livres divers, livres d'hiver.**
18 h 35 **Deux gourmands disent.**
18 h 45 **Dessin animé.**
18 h 55 **7 heures moins cinq.**
19 h **Météo.**
19 h 15 **Emissions régionales.**
19 h 40 **Jeu : Les petits drôles.**
19 h 50 **Regards feutrés.**
20 h **Journal.**
20 h 35 **Variétés : Coco-boy.**
De S. Collaro et M.-F. Brière, réal. G. Amado.
*Stéphane Collaro, entouré de ses « girls », improvise un journal télévisé d'humour, de gags, avec Guy Montagné, Philippe Bruneau, Alain Scoff.*
21 h 35 **Entracte.**
21 h 40 **Feuilleton : la Chambre des dames.**
D'après J. Bourin, réal. Y. Andréi. Avec M. Vlady, H. Virlojeux, S. Barjac.
*A partir d'une famille de riches orfèvres du treizième siècle, la chronique d'une époque frivole... Un feuilleton un peu inconsistant.*
22 h 35 **22, v'là le rock.**
De J.-B. Hebey, réal. C. Roche.
*Les « tubes » de 83, avec Rod Steward, Elton John, Culture Club, Donna Summer, etc.*
23 h 40 **Est-ce ainsi que les hommes vivront ?**
Roger Gicquel reçoit Claude Fitoussi.
23 h 50 **Journal.**

### DEUXIÈME CHAINE : A 2

10 h 30 **ANTIOPE.**
12 h **Journal** (et à 12 h 45).
12 h 10 **Jeu : l'Académie des neuf.**
13 h 35 **Feuilleton : Les amours romantiques.**
13 h 50 **Aujourd'hui la vie.**
Avec Alex Métayer.
14 h 55 **Téléfilm : La dernière chevauchée des Dalton.**
Réal. D. Curtis. (2e partie.)
*Suite des aventures guignolesques des frères Dalton.*
16 h **En direct avec Beethoven.**
Avec Jacques Martin, et des enfants des Jeunesses musicales de France.
17 h 5 ***Récré A2.***
18 h 30 **C'est la vie.**
18 h 50 **Jeu : Des chiffres et des lettres.**
19 h 15 **Émissions régionales.**
19 h 40 **Le théâtre de Bouvard.**
20 h **Journal.**
20 h 35 **Feuilleton : Fabien de la Drôme.**
De J. Cosmos et S. Lorenzi, réal. M. Wyn. Avec J.-F. Garreaud, P. Vernier, S. Aznar...
*Chevauchées, bagarres, coups de fusil dans la France du Directoire. Une lecture (politique) d'une des époques les plus troublées de l'histoire de France.*
21 h 35 **Apostrophes.**
Magazine littéraire de B. Pivot.
Sur le thème : « La bonne humeur », sont invités : Gérard Charbit *(Mots de tête)*, Pierre Desproges *(Vivons heureux en attendant la mort)*, Jean-Paul Lacroix *(H comme Humour)*, Thierry Roland *(Sport en délire)*, Pierre Roux *(Conte pour un cagamis)*, Jean-Michel Royer *(le Roy François)*, le docteur Henri Rubinstein *(Psychosomatique du rire)*.
22 h 50 **Journal.**
23 h **Ciné-club (cycle Raimu) : Monsieur la souris.**
Film français de Georges Lacombe (1942), avec Raimu, A. Clariond, M. Francey, Aimos, G. Gil (noir).
*Un vieux clochard enquête sur une affaire de meurtre à laquelle il s'est trouvé mêlé par hasard. Adaptation d'un roman policier de Simenon, sans Maigret. Grand et pittoresque numéro de Raimu, qui emplit l'écran.*

### TROISIÈME CHAINE : FR 3

14 h 30 **Émissions pour la jeunesse.**
17 h **Télévision régionale.**
*Programmes autonomes des douze régions.*
19 h 50 **Dessin animé : l'Inspecteur Gadget.**
20 h **Les petits papiers de Noël.**
Emission au profit de l'UNICEF.
20 h 35 **Une visite à l'exposition de 1889.**
D'après un vaudeville d'Henri Rousseau (dit le Douanier), adapté par J.-C. Averty.
*Averty s'attaque à l'œuvre littéraire du douanier Rousseau, grand peintre, mais piètre dramaturge. Son vaudeville retrace le périple d'une famille bretonne, que J.-C. Averty met en images électroniques. La machine démarre sur les chapeaux de roue... mais l'histoire et les personnages sont plats.*
21 h 55 **Variétés : Macadam.**
Emission de P. Danel.
*Avec P. Danel, L. Voulzy, K. Cheryl, Maria de Rossi.*
22 h 45 **Journal.**
23 h 5 **Amour, amours : Aujourd'hui... demain.**
Réal. B. Kurt, avec C. Pascal.
23 h 20 **Prélude à la nuit.**
Deux mouvements de Petrouchka *de Stravinsky, interprétés par P. Reach, piano.*

### FR 3 PARIS ILE-DE-FRANCE

17 h 6 **Dessin animé : l'Inspecteur Gadget.**
17 h 30 **Feuilleton : A skis redoublés.**
17 h 56 **Le Cirque.**
18 h 56 **Dessin animé : les Misérables.**
19 h **Informations.**
19 h 15 **Info régionales.**
19 h 35 **Feuilleton : Un homme... une ville.**

### FRANCE-CULTURE

7 h 2, **Matinales** : Une mine de sons.
8 h, **Les chemins de la connaissance** : Martin Buber ; à 8 h 32 : entretien avec Michel Carrade.
8 h 50, **Echec au hasard.**
9 h 7, **La matinée des arts du spectacle.**
10 h 45, **Le texte et la marge** : *l'Art roman*, de M. Durliat.
11 h 2, **Musique** : les spectacles du futur, filtre et laser (et à 13 h 30 et 16 h).
12 h 5, **Agora.**
12 h 45, **Panorama.**
14 h, **Sons.**
14 h 5, **Un livre, des voix** : *Visages immobiles*, de R. Abellio.
14 h 47, **Les après-midi de France-Culture** : les inconnus de l'histoire (Usama Ibn Munqidh).
18 h 30, **Feuilleton** : Le grand décret.
19 h, **Actualités magazine.**
19 h 30, **Les grandes avenues de la science moderne** : la navette spatiale.
20 h, **Portrait d'une année** : 1983, par la Communauté des radios publiques de langue française.
21 h 30, **Black and blue** : Jazz à la Foire de Francfort.
22 h 30, **Nuits magnétiques** : Haïti.

### FRANCE-MUSIQUE

6 h 2, **Musiques du matin.**
7 h 10, **Concert** : « Le bal des cadets », de J. Strauss.
7 h 45, **Le journal de musique.**
8 h 12, **Magazine.**
9 h 2, **Les grands anniversaires.** L'année Varèse : œuvres de Satie, Varèse, Busoni.
10 h, **Couperin.**
11 h, **Trio Brahms, Webern, Varèse** : Intensités.
12 h 5, **Les grands concerts d'archives** : œuvres de Beethoven, par l'Orchestre symphonique de la N.B.C., dir. A. Toscanini.
14 h, **Jean Barraqué.**
15 h, **Duo Varèse et Brahms** : Deux ours.
16 h, **Et 1984 ?**
17 h 5, **Les reines du soleil** : œuvres de Verdi, Falla, par M. Barrientos ; Torroba, Soriano, Vives, par Placido Domingo.
18 h, **Concert de jazz** : œuvres de Koler, Coleman, Braxton, Satie, Ruegg, par le Vienna Art Orchestra, dir. M. Ruegg.
19 h 5, **Les grands disques de l'année.**
20 h 20, **Concert** : *Faust-symphonie*, de Liszt, par l'Orchestre national de France et les chœurs d'hommes de Radio France, *dir. J. Conlon, chef des chœurs* J. Jouineau, sol. P. Fontanarosa, J. Aler, R. Tambieff.
22 h 15, **Fréquence de nuit** : Feuilleton Haendel - Hindemith ; 23 h 10, *le Diable musicien* : œuvres de Gounod, Berlioz, Liszt, Dukas, de Falla, Stravinsky, Weber.

## M. Georges Fillioud inaugure une deuxième chaîne de télévision à la Réunion

De notre correspondant

*Saint-Denis-de-la-Réunion. — « Il n'est pas juste que les Français d'outre-mer ne disposent que d'un seul programme de radio et d'un seul programme de télévision, alors que leurs concitoyens de métropole ont accès à trois chaînes pour le même prix. »* Inaugurant les installations d'un deuxième canal de télévision de la station R.F.O. de la Réunion, M. Georges Fillioud, secrétaire d'Etat chargé des techniques de la communication, a traduit, le 27 décembre, les sentiments de *frustration des téléspectateurs réunionnais.*

Ce deuxième canal, en service depuis le 24 décembre au soir, constitue une première pour l'outre-mer. Un plan de cinq ans devrait permettre, d'ici à 1989, de constituer un *deuxième réseau dans* les sept départements et territoires d'outre-mer, ce qui se traduira par le doublement des programmes de télévision, passant de 17 500 heures par an à 36 000 heures. Pour cela, les moyens de la société R.F.O. seront accrus : alors que l'ensemble des crédits de la radio-télévision augmente de 7 %, le budget de fonctionnement de R.F.O. est en progression de 14 % en 1984. La publicité sera introduite au mois de mars.

Les programmes de la deuxième chaîne réunionnaise sont constitués essentiellement, comme ceux de la première, d'une sélection des émissions venues de métropole. La station R.F.O. de la Réunion emploie cent cinq personnes, dont huit journalistes et quatre reporters cameramen. Le journal télévisé, mêlant reportages locaux et informations métropolitaines, est commun aux deux chaînes.

HUBERT BRUYÈRE.

## PAS DE VIDÉOCASSETTE DU FILM « LE MARGINAL »

M. Michel Guth, premier vice-président du tribunal de Paris, a rendu, le 27 décembre, à la demande de la Fédération nationale des cinémas français, une ordonnance de référé faisant défense aux sociétés René Chateau vidéo et Hollywood boulevard diffusion, de diffuser le film *le Marginal* sous forme de support vidéocassette où vidéodisque avant le 27 octobre 1984, soit un an, jour pour jour, après la date de sortie du film dans les salles, délai prévu par la loi du 29 juillet 1982.

Le magistrat constate que les sociétés défenderesses, même si elles ont été autorisées par l'auteur, les producteurs et les distributeurs du *Marginal* à diffuser leurs supports vidéo, à compter du 15 décembre 1983, n'ont pas sollicité l'obtention indispensable de dérogation prévue par l'article 89 de la loi. Ces sociétés soutiennent, quant à elles, que cet article 89 de la loi de 1982 est en contradiction avec les prescriptions des articles 30, 34 et 59 du traité de Rome. Le débat va être porté devant les juges du fond. L'affaire est inscrite par assignation à jour fixe au rôle du 4 janvier prochain de la première chambre civile du tribunal de Paris.

## « E. T. » BIENTOT EN VIDÉO

C'est fait : le dernier grand contrat d'achat de droits vidéo pour la France est signé. Il s'agit du catalogue C.I.C., impatiemment attendu par les amateurs de cinéma américain puisqu'il assure la distribution des films de Paramount et des studios Universal. On y trouve *E.T., les Aventuriers de l'arche perdue, les Dents de la mer, le Parrain, la Fièvre du samedi soir, l'Arnaque...* mais aussi quelques grands classiques signés par Alfred Hitchcock, les films des Marx Brothers et ceux de Marlène Dietrich. De quoi faire ronronner d'aise les magnétoscopes.

L'heureux gagnant est la société 3M France, qui constitue avec C.I.C. une filiale commune à parts égales, au capital de 250 000 F. C.I.C.-3M Vidéo commencera l'exploitation des cassettes à partir du mois de février 1984. Au compte-gouttes, d'ailleurs, car le marché vidéo, en net ralentissement depuis quelques mois, ne supporterait pas une avalanche de nouveautés.

3M France, filiale du groupe américain spécialisé dans la bureautique et l'électronique, édite déjà une cinquantaine de titres en cassettes vidéo, dont une collection pour enfants. Elle commercialise également des cassettes vierges et distribue les jeux vidéo C.B.S.-Coleco. Les catalogues des autres compagnies américaines sont déjà disponibles sur le marché français de la vidéo. Les films Columbia sont distribués par G.C.R., ceux de la Metro Goldwyn Mayer par R.C.V. ; Warner a constitué une filiale commune avec Filipacchi Vidéo et la Twentieth Century Fox avec U.G.C.

## 17000 EXEMPLAIRES DES « NOUVELLES » DÉTRUITS PAR LE LIVRE C.G.T.

Après avoir intercepté un camion à la sortie des usines de brochage de Vitry-sur-Seine, des militants du syndicat du Livre C.G.T. ont détruit 17 000 exemplaires de l'hebdomadaire *les Nouvelles*. Ils entendaient ainsi exiger le retour du titre à l'imprimerie Montsouris de Massy-Palaiseau. Dans un communiqué, le comité intersyndical du Livre parisien C.G.T. reproche aux éditeurs d'organiser la mobilité des travaux et précise que cette action, *« effectuée par des travailleurs de l'imprimerie Montsouris en parfait accord avec leurs organisations syndicales C.G.T., a valeur d'avertissement ».*

M. Jean-Pierre Ramsay, directeur de la publication des *Nouvelles*, proteste contre cette destruction et fait observer que le magazine n'a jamais été traité par l'imprimerie Montsouris depuis son changement de formule (le 7 septembre dernier). Selon lui, *« le format et la date de parution convenaient mal à cette entreprise qui n'a pas fait des offres de service commercialement compétitives ».* Rappelons qu'entre-temps, l'imprimerie Montsouris a déposé son bilan tout en continuant à imprimer des hebdomadaires comme *le Point, l'Express* et *V.S.D.*

Le Syndicat de la presse hebdomadaire parisienne proteste contre l'action de la C.G.T. et a demandé un rendez-vous d'urgence au premier ministre. Le Syndicat rappelle que *« les publications hebdomadaires de la presse parisienne doivent pouvoir choisir en toute liberté leur imprimeur compte tenu des critères de prix, de qualité, du type d'impression et des impératifs techniques qui sont les leurs ».*





# INFORMATIONS « SERVICES »

## JOUR DE L'AN

### Les services ouverts ou fermés

**BANQUES.** — Les banques qui sont habituellement fermées le samedi seront fermées le lundi 2 janvier. Celles qui sont habituellement fermées le lundi fermeront le samedi après-midi 31 décembre.

**GRANDS MAGASINS.** — Ils seront ouverts le samedi 31 décembre et le lundi 2 janvier aux heures habituelles. (Le lundi, le Bon Marché ne sera ouvert que l'après-midi).

**SÉCURITÉ SOCIALE.** — Les centres et services de la Caisse primaire d'assurance-maladie de Paris seront fermés du vendredi 30 décembre au lundi 2 janvier aux heures habituelles.

**ALLOCATIONS FAMILIALES.** — Les services d'accueil et les unités de gestion de la Caisse d'allocations familiales de la région parisienne seront fermés du vendredi 30 décembre à midi au lundi 2 janvier aux heures habituelles.

**LOISIRS.** — On peut obtenir une sélection des loisirs à Paris durant la semaine en appelant l'Office de tourisme de Paris : 720-94-94 (informations en français); 720-88-98 (informations en anglais) et 720.57.58 (informations en allemand).

**MUSÉES.** — Le musée national Jean-Jacques Henner sera ouvert le dimanche 1er janvier. Le Musée de l'holographie au Forum des Halles sera ouvert le dimanche 1er janvier de 14 heures à 19 heures. Les expositions du Muséum national d'histoire naturelle, au Jardin des Plantes, seront ouvertes le 1er janvier de 10 heures à 17 heures.

Les musées de l'Hôtel national des Invalides (Musées de l'armée, des plans-reliefs, dôme royal, tombeau de l'Empereur) seront fermés le dimanche 1er janvier. Toutefois, l'accès à l'église Saint-Louis des Invalides reste libre jusqu'à 13 h 30 pour permettre aux fidèles d'assister à l'office matinal (messe solennelle à 11 heures).

## JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au *Journal officiel* du jeudi 29 décembre :

DES DÉCRETS

● Relatif à la suppression de la prime à l'innovation.

● Modifiant le décret du 18 octobre 1982 portant application de l'article 94-1 de la loi de finances pour 1982 relatif à la vente des droits correspondant à certaines actions non pourvues de la forme nominative.

● Modifiant le décret du 18 février 1983 relatif à la dotation globale d'équipement des départements.

Créant un tribunal pour enfants en Nouvelle-Calédonie, en Polynésie française et à Wallis-et-Futuna.

● Portant modification des tableaux d'emplois réservés annexés au chapitre IV du titre III du livre III du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre.

Relatif aux comités consultatifs régionaux de la recherche et du développement technologique.

● Relatif aux indemnités pour enseignements complémentaires institués dans les établissements publics à caractère scientifique et culturel et les autres établissements d'enseignement supérieur relevant du ministère de l'éducation nationale.

● Rendant obligatoire en application de l'article 54 de la loi du 22 juin 1982 un accord de modération des loyers.

● Pris en application de l'article 56 de la loi du 22 juin 1982 et relatif à l'évolution de certains loyers.

● Rendant obligatoire en application de l'article 47 de la loi du 22 juin un accord collectif national de location.

DES ARRÊTÉS

● Approuvant la création du groupement d'intérêt public dénommé Groupement d'intérêt public pour le développement de la filière temps-fréquence G.T.F.

● Portant création de sections permanentes du comité consultatif de l'utilisation de l'énergie.

● Fixant le calendrier du concours général des lycées (session 1984).

● Fixant la liste des actions des sociétés françaises traitées sur le marché hors cote des bourses de valeurs dont l'achat ouvre droit à détaxation.

UNE INSTRUCTION

● Relative aux organismes habilités à acorder des prêts au logement.

## PARIS EN VISITES

**SAMEDI 31 DÉCEMBRE**

« Hôtel de Sully », 15 heures, 62, rue Saint-Antoine, M. Guillier (Caisse nationale des monuments historiques).

« Musée de Cluny et Thermes de Lutèce », 14 h 30, 6, place Paul-Painlevé (Mme Ferrand).

« Exposition Turner », 11 h 15, Grand Palais (P.-Y. Jaslet).

« Le quartier de l'Horloge », 11 heures, 2, rue du Renard (Paris autrefois).

« De l'hôtel de Sens à l'hôtel de la Brinvilliers », 15 heures, métro Pont-Marie (Paris et son histoire).

« Quartier Saint-Sulpice », 15 heures, métro Saint-Sulpice (Résurrection du Passé).

« L'Institut de France », 15 heures, 23, quai Conti (Tourisme culturel.

## PRIX

**EDOUARD SABLIER PRIX VAUBAN.** — L'association des auditeurs de l'Institut des hautes études de défense nationale a décerné le prix Vauban 1983 à M. Edouard Sablier pour son ouvrage *le Fil rouge, paru cette année chez Plon. Cet ouvrage traite du terrorisme international et des menaces qu'il fait peser sur les démocraties.*

*Le prix Vauban est destiné à récompenser une œuvre contribuant à la promotion et au développement de l'esprit de défense. Il a été décerné depuis 1973 au général Beaufre, au général Vézinet, au colonel A. de Dainville, au général Callet, à Mme Jacqueline Grapin, journaliste au Monde,* au commandant Pinatel, au général Poirier, à T.F. 1, au colonel Doly, au colonel Paris et à M. René Moreau, ministre plénipotentiaire.

## loterie nationale

LISTE OFFICIELLE DES SOMMES A PAYER TOUS CUMULS COMPRIS AUX BILLETS ENTIERS

**TRANCHE DE NOËL**

TIRAGE N° 52 DU 28 DECEMBRE 1983

| TERMINAISONS | FINALES ET NUMEROS | SOMMES A PAYER (F.) |
|---|---|---|
| 1 | 011<br>101<br>0 081<br>81 081<br>82 801 | 500<br>500<br>2 000<br>10 000<br>10 000 |
| 2 | 112<br>522<br>562<br>682<br>3 082<br>86 652 | 500<br>500<br>500<br>500<br>2 000<br>10 000 |
| 3 | 3<br>233<br>7 893<br>084 513 | 100<br>600<br>2 100<br>1 000 100 |
| 4 | 0 804<br>9 934<br>31 604 | 2 000<br>2 000<br>10 000 |
| 5 | 005<br>135<br>8 165<br>08 585<br>71 115<br>93 705 | 500<br>500<br>2 000<br>10 000<br>10 000<br>10 000 |

| TERMINAISONS | FINALES ET NUMEROS | SOMMES A PAYER (F.) |
|---|---|---|
| 6 | 6<br>136<br>196<br>85 356 | 100<br>600<br>600<br>10 100 |
| 7 | 537<br>557<br>727 | 500<br>500<br>500 |
| 8 | 78<br>388<br>948<br>1 768<br>362 558 | 200<br>500<br>500<br>2 000<br>4 000 000 |
| 9 | 09<br>89<br>899<br>5 619<br>39 319<br>90 189 | 200<br>200<br>500<br>2 000<br>10 000<br>10 200 |
| 0 | 60<br>80<br>000<br>100<br>650<br>5 440<br>5 700 | 200<br>200<br>500<br>500<br>500<br>2 000<br>2 000 |

PROCHAINS TIRAGES LE 4 JANVIER 1984
TRANCHE DES ROIS à MALAKOFF (Hauts-de-Seine)
L'ARLEQUIN à PARIS

**LOTO** — TIRAGE N° 52 : 5 20 33 35 40 45 — NUMERO COMPLEMENTAIRE 30

## MÉTÉOROLOGIE

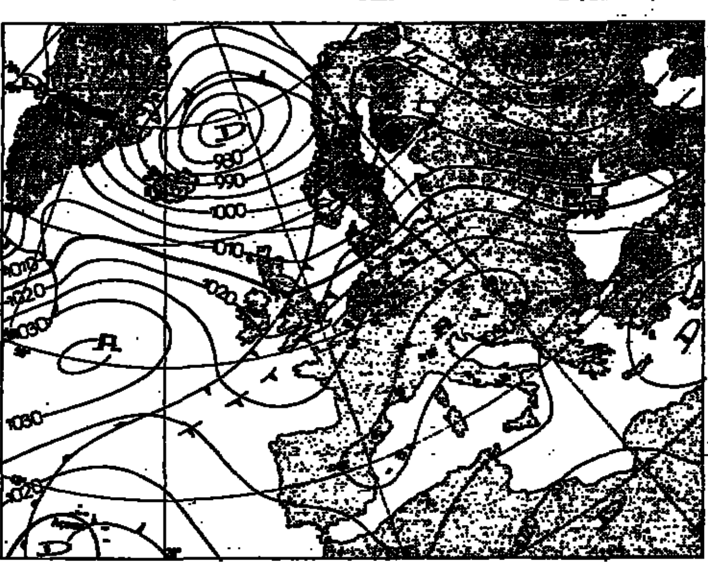
SITUATION LE 29.12.83 A 0 h G.M.T.




PRÉVISIONS POUR LE 30.12.83 DÉBUT DE MATINÉE




PRÉVISIONS POUR LE 30 DÉCEMBRE A 0 HEURE (G.M.T.)




**Évolution probable du temps en France entre le jeudi 29 décembre à 0 heure et le vendredi 30 décembre à minuit.**

La baisse du champ de pression permettra la pénétration sur le pays du front froid circulant ces jours derniers au nord du 50e parallèle. Mais il sera alors bien « frontalisé » et son activité sera donc faible.

Vendredi, les régions méridionales ne seront pas concernées par ce front. Elles bénéficieront encore d'un temps doux et ensoleillé. Seule une entrée maritime de nuages bas pourra intéresser le Sud-Ouest le soir. Ailleurs, le passage du front se manifestera essentiellement par un ciel très nuageux, avec seulement quelques bruines près des côtes de la Manche le matin, quelques-unes en journée sur le nord des Ardennes, de la Lorraine et sur les Vosges, puis en soirée sur le Jura et quelques flocons sur le nord des Alpes.

Avant ce passage de front, on observera le matin des brouillards en vallée de la Loire, et localement de la Gascogne. Dans le Nord-Est, le ciel sera d'abord gris par nuages bas puis des éclaircies s'y développeront avant l'arrivée des nuages frontaux. Ailleurs et après le passage du front, le ciel sera passagèrement nuageux.

Les températures évolueront peu. Les minima seront de – 1 à + 1 degré sur le Centre-Est, 3 à 8 degrés ailleurs.

Les maxima atteindront 8 à 10 degrés sur la moitié nord à l'arrière du front, 18 degrés près de la Méditerranée, 14 à 16 degrés dans le Sud-Ouest, 12 à 14 degrés ailleurs.

**COMPLÉMENT MONTAGNE POUR LE WEEK-END**

Ce week-end du Nouvel An sera calme du point de vue météorologique, sans passage de perturbation et avec rétablissement de conditions anticycloniques. Les températures en légère baisse resteront toutefois supérieures aux normales.

Les faibles chutes de neige récentes et la douceur qui règne depuis plusieurs jours ont eu pour conséquences une diminution de la couche de neige. Ainsi, vers 1 500 m, on relève maintenant 5 à 15 cm en moyenne sur le Jura, le Massif Central et les Pyrénées ; 20 à 30 cm sur le nord des Alpes ; de l'ordre de 40 cm sur le sud des Alpes.

Samedi, le temps sera passagèrement nuageux des Vosges au nord des Alpes. On observera des brouillards le matin dans les vallées du Massif Central. Sur les autres massifs, le temps sera ensoleillé.

Dimanche, les conditions anticycloniques se généraliseront. Les brouillards concerneront la majorité des vallées le matin. En altitude, il fera un peu plus frais, en particulier le matin mais le soleil sera au rendez-vous.

La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris le 29 décembre à 7 heures, de 1036,1 millibars, soit 777,1 millimètres de mercure.

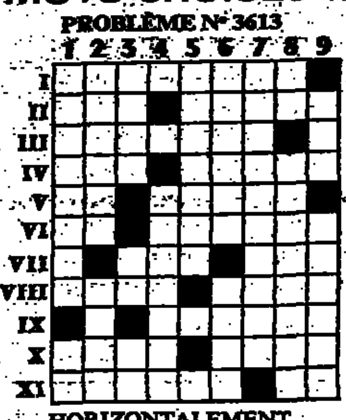
Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 28 décembre; le second, le minimum de la nuit du 28 au 29 décembre) : Ajaccio, 17 et 2 degrés; Biarritz, 15 et 5; Bordeaux, 13 et 3; Bourges, 11 et 3; Brest, 9 et 2; Caen, 12 et 4; Cherbourg, 10 et 7; Clermont-Ferrand, 13 et – 3; Dijon, 10 et – 1; Grenoble, 10 et – 2; Lille, 10 et 8; Lyon, 10 et – 1; Marseille-Marignane, 15 et 1; Nancy, 11 et – 1; Nantes, 9 et 4; Nice-Côte d'Azur, 17 et 7; Paris-Le Bourget, 10 et 4; Paris-Montsouris, 5 (mini) ; Pau, 19 et 3; Perpignan, 19 et 3; Rennes, 12 et 2; Strasbourg, 13 et – 1; Tours, 6 et 2; Toulouse, 13 et 4; Pointe-à-Pitre, 30 et 23.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 17 et 3 degrés; Amsterdam, 10 et 8; Athènes, 16 et 6; Berlin, 11 et 7; Bonn, 11 et 7; Bruxelles, 10 et 7; Le Caire, 21 et 10; îles Canaries, 23 et 15; Copenhague, 10 et 4 Dakar, 24 et 19; Djerba, 15 et 12; Genève, 8 et – 1; Jérusalem, 15 et 5; Lisbonne, 15 et 9; Londres, 12 et 7; Luxembourg, 5 et 2; Madrid, 16 et 1; Moscou, 0 et – 1; New-York, 10 et 0; Palma-de-Majorque, 18 et 0; Rome, 16 et 3; Stockholm, 5 et 2; Tozeur, 17 et 13; Tunis, 17 et 13.

*(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)*

## MOTS CROISÉS

**PROBLÈME N° 3613**




HORIZONTALEMENT

I. Occasion pour les petits de s'affranchir pour un temps de leur maîtresse. — II. Invitée estivale du palais anglais. Se montrer pressant. — III. Champion des jeux universitaires. — IV. On n'apprécie guère que cette dame nous fasse du pied. Sociable ou franchement collant. — V. Préposition. Sonne le glas. — VI. Note. Magnétisme. — VII. Grand amateur de son, bien que n'ayant pas l'oreille fine. Grand du Béarn. — VIII. Louis XIV. Fortifier. — IX. Cordelière. — X. Exclamation ponctuant un retour inattendu. Se déplace à fond de cale. — XI. Plus brouillé ou motif de brouille. Possessif.

VERTICALEMENT

1. Traitement amer ou source de douceur. Abréviation. — 2. Pour contenir certaines incontinences. Tache que l'on fait disparaître en un clin d'œil. — 3. Treize à table. Fleuve côtier. Ce que la femme a de commun avec le démon. — 4. Son fils se mit à table après avoir été cuisiné. — 5. La ronde est une note qui lui est familière. — 6. Manque d'estomac, mais en revanche a les foies. Honoré de Marseille. — 7. Passe-temps favori de l'auteur du « Lutrin ». — 8. Personnel. Filles lancées sur les ondes par un superproducteur. — 9. Peut faire d'un chien d'arrêt un chien courant. Témoignent, contrairement à l'adage, que la première impression n'est pas toujours la bonne.

**Solution du problème n° 3612**

*Horizontalement*

I. Insolence. — II. Main. Is. — III. Pincettes. — IV. Encéphale. — V. Rab. — VI. Terminal. — VII. Ici. Sagan. — VIII. Nota. Sidi. — IX. Eperyier. — X. Ne. Aïe ! En. — XI. Trône. Osé.

*Verticalement*

1. Impertinent. — 2. Nain. Ecoper. — 3. Sincérité. — 4. Once. Aran. — 5. Epris. Vie. — 6. Euthanasie. — 7. Tabagie. — 8. Ciel. Ladres. — 9. Essen. Ni. Né.

GUY BROUTY.

# LE CARNET DU Monde

### Décès

— Constantin. Paris.
Marc, Jacques et Chantal Halimi,
Et leurs familles,
ont la douleur de faire part du décès de leur père,

**M. Abner HALIMI,**
fils de feu
**Sidi Fedj HALIMI,**
ancien grand rabbin de Constantine.

Les obsèques ont eu lieu à Jérusalem.

92, avenue Maurice-Thorez, Bât. D 5,
94200 Ivry-sur-Seine.

— Mme Léo Levy
et ses enfants,
Le grand rabbin Roger Kahn,
Mme, leurs enfants et petits-enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

**Mme veuve Bernard KAHN,**
**née Suzanne Deutsch,**

survenu le 28 décembre 1983, à l'âge de quatre-vingt-quinze ans, en son domicile, 4, square Léon-Guillot, 75015 Paris.

L'inhumation aura lieu le vendredi 30 décembre 1983, à 13 heures, au cimetière israélite de Sarrebourg.

Cet avis tient lieu de faire-part.

*Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.*

— Mme Jean Sevegrand,
née Jacqueline Lemarchand,
Mme Hélène Durand-Sevegrand,
Mme Berthe Sevegrand
et ses enfants,
Les familles Chesnel, Robert, Briand, Gauvin, Deguen, Lemarchand, Hélaine, Salle, Rolland et Durand-Dastes,

ont la douleur de faire part du décès à Paris, le 25 décembre 1983, de

**M. Jean SEVEGRAND,**

professeur honoraire de philosophie,
agrégé de l'Université,
chevalier de la Légion d'honneur,

L'inhumation aura lieu dans l'intimité, à Plevenon-en-Fréhel (22), le vendredi 30 décembre 1983, à 15 heures.

Il reposera auprès de sa première femme Maria Degnen et de son fils Roland, mort pour la France en 1944.

69, rue Marx-Dormoy,
Paris-18e.

1, jardin Montaigne,
37300 Joue-les-Tours.

— M. et Mme Joël Rochard
et leurs enfants,
M. et Mme Gérard Macé
et leur fils,
Et la famille,

ont la douleur d'annoncer le décès de

**Mme Madeleine WEILL,**
**née Bloch,**

survenu le 28 décembre 1983, dans sa soixante-huitième année.

Les obsèques auront lieu le vendredi 30 décembre, à 14 heures, au cimetière parisien de Bagneux.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Ni fleurs ni couronnes.

52, rue Etienne-Marcel,
75002 Paris.

— PRÉCISION. — C'est à partir de 1950 que Radifé Harry Baur, disparue le 26 décembre, a dirigé le Théâtre des Mathurins à Paris, et non 1943, comme notre notice nécrologique pouvait le laisser supposer (*le Monde* du 29 décembre). En 1943, Radifé Harry Baur avait obtenu de la part des directeurs de l'époque une promesse de vente. Cette même année, elle avait été incarcérée par les Allemands, et son mari, l'acteur Harry Baur, emprisonné en 1942, devait mourir des suites des sévices qu'il avait subis.

### Remerciements

— Etant dans l'impossibilité de remercier personnellement les nombreuses personnes qui ont témoigné de leur sympathie lors du décès de

**M. Valentin NIKIPROWETZKY,**

Son épouse,
Ses enfants,
Et toute la famille
expriment leur sincère gratitude à tous ceux qui se sont associés à leur peine.

### Anniversaires

— **M. Pierre WEINER.**

Une pensée amicale à l'occasion du douzième anniversaire de sa mort, le 30 décembre 1971.

Une pensée sincère est demandée à ceux qui l'ont bien connu et aimé.

### Communications diverses

— M. Jacques Berque, professeur au Collège de France, donnera une conférence-débat sur « L'islam aujourd'hui et demain » en la salle des Grandes Conférences de Paris, 35, avenue Franklin-D.-Roosevelt, lundi 9 janvier, à 18 h 30. Places à l'entrée de la salle avant 18 h 25 et à partir de 18 heures. Cette rencontre, qui se terminera à 19 h 45, entre dans le cadre d'un cycle de réunions sur les grands courants de pensée. Pour en recevoir le programme, écrire en joignant enveloppe timbrée et libellée, aux Grandes Conférences de Paris, 65, rue de Provence, 75009 Paris.



PUBLICATION JUDICIAIRE

**CONTREFAÇON BRIQUET S.T. DUPONT**

par jugement en date du 15.03.82 le Tribunal de Commerce de Paris déclarait les sociétés **FLAMAIR** et **WATERMAN** coupables de **contrefaçon** du briquet **S.T. DUPONT** et de **concurrence déloyale.**

par arrêt en date du 7 juillet 1983 la Cour d'Appel de Paris a confirmé le précédent jugement dans toutes ses dispositions.



Le Monde

# économie

## ÉTRANGER

# Israël et les États-Unis vont conclure un accord de libre-échange

**Jérusalem. – Israël et les Etats-Unis concluront, selon toute vraisemblance, un accord de libre-échange au cours des prochains mois. Il fera pendant à celui qui unit, depuis 1975, Jérusalem à la Communauté européenne; mais son champ d'application sera plus vaste puisqu'il inclura, non seulement les biens, mais aussi les services.**

De notre correspondant

C'est en avril 1981 que les dirigeants israéliens proposèrent pour la première fois aux Américains d'établir une zone de libre-échange. Selon le ministre de l'industrie et du commerce, M. Gidéon Patt – fervent avocat du libéralisme économique – la réaction des Etats-Unis fut *« très favorable »*. Jérusalem prépara ses dossiers et le projet fut à nouveau examiné il y a un mois, lors de la visite à Washington du premier ministre israélien, M. Itzhak Shamir.

Les négociations proprement dites débuteront dans la capitale américaine le 17 janvier. Israël ne doute pas qu'elles aboutiront rapidement et qu'elles recevront l'aval du Congrès. L'accord pourrait ainsi entrer dans les faits en 1985. Il est possible que les échanges commerciaux israélo-européens en pâtissent.

La balance commerciale israélo-américaine penche très nettement en faveur des Etats-Unis. Ceux-ci exportent annuellement vers Israël pour environ 4 milliards de dollars, dont un quart provient de la vente de matériel militaire. En regard, les exportations d'Israël ne représentent que 1,4 milliard de dollars. Plus d'un tiers de cette somme correspond à la vente de diamants à faible valeur ajoutée.

Selon les prévisions de M. Patt, la création d'une zone de libre-échange stimulera les exportations israéliennes qui, en 1990, atteindraient 7 milliards de dollars, dont la moitié repésenterait un bénéfice net en devises. Cette flambée des ventes israéliennes aux Etats-Unis, observe M. Patt, ne constituera pas une menace pour les industriels américains, car elle portera sur une très faible part de leur marché.

Pour rallier Washington à leur projet, les Israéliens ont usé d'un argument politique qui concerne les Européens. En 1987 et en 1989, lorsque s'achèvera, selon les produits, la phase d'entrée en application de l'accord de libre-échange israélo-européen dans le domaine industriel, les marchandises vendues par la C.E.E. bénéficieront sur le marché israélien d'un total dégrèvement douanier. Les produits américains seront donc nettement désavantagés. *« Vos industriels*, ont souligné les Israéliens à l'adresse de l'administration Reagan, *auraient donc tout intérêt à rivaliser à armes égales avec les Européens. Cela sera possible si l'on établit entre nous une zone de libre-échange »*.

### Comme avec la C.E.E.

La Communauté européenne achète aujourd'hui à Israël 65 % de ses produits industriels et 85 % de ses produits agricoles. Israël a d'autant plus intérêt à diversifier ses échanges commerciaux qu'il s'inquiète des dangers que l'adhésion de l'Espagne à la C.E.E. ferait courir à son agriculture. L'accord de libre-échange avec les Etats-Unis élargira l'horizon des industriels israéliens et compensera, le cas échéant, le manque à gagner pouvant résulter dans le domaine agricole de l'élargissement de la C.E.E.

*« Israël peut devenir un gros marché pour les Etats-Unis*, prédit M. Patt. *Quant aux produits israéliens, ils ont déjà prouvé qu'ils résistaient à la concurrence étrangère, notamment européenne. En outre, la zone de libre-échange, en favorisant nos exportations, nous aidera à consolider notre indépendance économique et réduira nos besoins d'aides étrangères. Les Américains seront donc également gagnants sur ce plan. »*

Pour les Israéliens, la création d'une zone de libre-échange revêt aussi une signification politique. *« Ce sera le seul accord de ce genre jamais passé entre les Etats-Unis et un autre pays*, note M. Patt. *Israël n'est-il pas le meilleur ami de l'Amérique dans le monde? »*

J.-P. L.

### LE BUDGET JAPONAIS SERA TRÈS AUSTÈRE EN 1984

Le budget de l'Etat japonais, pour l'année fiscale 1984 qui commencera en avril prochain, sera plafonné au niveau de celui en cours, soit 50 370 milliards de yens (1 800 milliards de francs), a indiqué le ministre des finances, M. Noboru Takeshita.

Le gouvernement va essayer de freiner le gonflement d'une énorme dette intérieure, qui atteint 110 000 milliards de yens (4 000 milliards de francs), soit 40 % du P.N.B. japonais. Les nouveaux emprunts sur le marché obligataire, émis pour combler le déficit budgétaire et assurer le service de la dette, s'élèveront à 13 000 milliards de yens, dont 10 000 milliards de yens pour le seul service de la dette. Le gouvernement fera en sorte que le Japon n'ait plus recours, en 1990, à l'émission d'emprunts pour financer le déficit budgétaire.

## CONJONCTURE

# Il se crée près de quatre fois plus d'entreprises qu'il n'en meurt

En dépit des difficultés économiques, il se crée encore en France beaucoup plus d'entreprises qu'il n'en meurt. Bon an, mal an, près de quatre fois plus. La revue *Economie et P.M.E.* (1), dans sa dernière livraison, presente un bilan de ces mouvements de créations (50 070) et de défaillances (15 638) de firmes au cours des huit premiers mois de cette année et tente d'en tirer quelques lignes de force.

Un exercice difficile, car les statistiques officielles, qui sont rassemblées, ne recouvrent pas les mêmes données de base. Ainsi, les défaillances ne reprennent que les suppressions au registre du commerce, à la suite de règlements judiciaires ou de mise en liquidation de biens. En revanche, les sociétés qui meurent de mort naturelle, si l'on peut dire, et dont le propriétaire omet de le signaler, ne sont pas prises en compte.

Les créations officielles, elles, regroupent à la fois l'ouverture de nouvelles firmes, bien sûr, mais aussi les simples changements de raison sociale. C'est donc l'évolution des mouvements, dans un sens ou dans un autre, qu'il importe de suivre plutôt que les données brutes.

*Que dit cette évolution ?*

1) Les défaillances d'entreprises tout d'abord. Au cours des huit premiers mois de 1983, on a relevé 15 038 suppressions de firmes, soit une progression de 13,6 % par rapport à la même période de 1982. En 1982, à la même époque, le taux de croissance des défaillances était pratiquement resté nul (+ 0,1%).

Toutes les régions ont été à peu près également touchées. La Bourgogne et la Basse-Normandie ont *pourtant mieux résisté* car un tissu industriel plus dense y a aidé à l'activité générale. Les entreprises plus grandes ont été les plus touchées par la crise (+ 51 %). Dans l'industrie (+ 28 %) ce sont les firmes dont l'activité dépend d'une *branche traditionnelle (fonderie*, fabrication de matériel de manutention et de travaux publics) qui ont été contraintes de « renoncer ». Elles sont généralement de créations plus anciennes et elles sont aussi plus grandes. Dans les industries de pointe, où le taux de « natalité » est élevé, les entreprises défaillantes sont le plus souvent petites et jeunes.

Dans la distribution (+ 14,9 %), ce sont principalement les firmes spécialisées dans les ventes en gros non alimentaires et aussi les commerces inter-industriels qui ont été rayées du registre du commerce. Dans les services, les défaillances ont augmenté de 6,3 %; + 11,4 % dans l'hôtellerie et la restauration.

### Les chocs pétroliers

Sans en tirer de conclusions définitives, les auteurs de l'étude du Crédit d'équipement des P.M.E. remarquent que l'évolution depuis 1979 – date du second choc pétrolier – du mouvement de créations et de suppressions de firmes est assez identique à celui qui a suivi le premier choc pétrolier (à la fin de 1973).

2) La création d'entreprises, ensuite. A la fin d'août dernier, le nombre de ces créations était de 57 070 (+ 6,46 %), taux le plus élevé depuis deux ans : + 2,8 % en 1981 ; – 1 % en 1982.

Cette hausse a été nettement plus forte dans l'industrie (+ 18,1 %) essentiellement dans les secteurs de pointe (bureautique, informatique, pharmacie) et de loisirs (fabrication de planches à voile et de bateaux de plaisance). La progression a été aussi forte dans l'hôtellerie *(+ 16,3 %) ; elle a été bonne dans* les services (+ 8,1 %), avec cependant une pointe à 24 % dans les activités relatives à la santé. L'augmentation a été faible (+ 2,4 %) dans la distribution.

Sans qu'on puisse en cerner les causes – sinon locales, – plus d'une région sur trois (huit sur les vingt-deux) a été *« à la traîne »* pour les créations d'entreprises. Il s'agit de la Franche-Comté, de la Basse-Normandie, des Pays de la Loire, du Limousin, du Poitou-Charente, du Midi-Pyrénées, de la Bourgogne et de la Corse.

On a surtout créé (+ 29,2 %) de « grandes » entreprises, c'est-à-dire celles dont le capital social à la création se situe entre 100 000 F et 1 million de francs. Autre trait : les firmes nouvelles venues dans le bâtiment et les travaux publics choisissent les statuts de SARL ; dans les services, deux sur trois optent pour une entreprise en nom personnel. – A. T.

(1) *Economie et P.M.E.*, nº 5, 14, rue du 4-Septembre, Paris-2e. Tél. : 298-80-85.

● **Quatorze mille emplois pourraient être supprimés dans le textile et l'habillement.** – Ce sont les fédérations de la C.G.T. de ces deux branches qui donnent ce chiffre. Dans un communiqué, elles précisent que *« près de 4 000 emplois dans l'habillement et 10 000 emplois* [...] *dans le textile sont supprimés ou menacés de l'être »*, mais elles n'indiquent pas durant quelles périodes ces postes de travail ont été ou seront supprimés. La centrale syndicale s'inquiète de la *« non-application du plan textile »* (*le Monde* du 23 décembre). L'ensemble de la profession « textile-habillement » emploie 490 000 salariés environ.

### Hausse des prix de détail en novembre : + 0,4 %

| | Variation (en %) au cours | | | |
|---|---|---|---|---|
| | des 12 derniers mois (nov. 83/nov. 82) | des 6 derniers mois (nov. 83/mai 83) | des 3 derniers mois (nov. 83/août 83) | du dernier mois (nov. 83/oct. 83) |
| ● *ENSEMBLE* | + 9,8 | + 4,1 | + 2 | + 0,4 |
| ● ALIMENTATION (y compris boissons) | + 10,1 | + 5,5 | + 3 | + 0,7 |
| Produits à base de céréales | + 11,2 | + 4,5 | + 2 | + 0,1 |
| Viandes de boucherie | + 8,7 | + 5,4 | + 2,7 | + 0,4 |
| Porc et charcuterie | + 4,2 | + 3,5 | + 1,7 | – 0,4 |
| Volailles, lapins, gibiers, produits à base de viande | + 10,6 | + 5,5 | + 6 | + 1,8 |
| Produits de la pêche | + 10,5 | + 4,1 | + 2,1 | + 0,6 |
| Laits, fromages | + 8,7 | + 3,6 | + 1,3 | + 0,3 |
| Œufs | + 25,7 | +23,7 | + 7,4 | + 0,3 |
| Corps gras et beurres | + 11,6 | +10,7 | + 7 | + 2,2 |
| Légumes et fruits | + 12,7 | +10,7 | + 5,8 | + 1,6 |
| Autres produits alimentaires | + 9,6 | + 4,5 | + 2,2 | + 0,6 |
| Boissons alcoolisées | + 9,4 | + 2 | + 0,9 | + 0,3 |
| Boissons non alcoolisées | + 16,2 | + 5 | + 2,8 | + 0,9 |
| ● PRODUITS MANUFACTURÉS | + 8,7 | + 3,8 | + 1,8 | + 0,5 |
| 1) Habillement et textiles | + 11,4 | + 5,4 | + 3,9 | + 1,4 |
| Vêtements de dessus | + 10,1 | + 4,9 | + 3,8 | + 1,6 |
| Autres vêtements et accessoires | + 12,7 | + 6 | + 4,2 | + 1,6 |
| Articles chaussants | + 10,6 | + 5,4 | + 3,8 | + 1 |
| Autres articles textiles | + 12,1 | + 5,5 | + 3,5 | + 1,4 |
| 2) Autres produits manufacturés | + 8,1 | + 3,4 | + 1,3 | + 0,3 |
| Meubles et tapis | + 9,2 | + 3,5 | + 1,5 | + 0,5 |
| Appareils ménagers électriques et à gaz | + 9 | + 4 | + 2,2 | + 0,6 |
| Autres articles d'équipement du ménage | + 11,5 | + 4,8 | + 2,3 | + 0,7 |
| Savons de ménage, produits détersifs et produits d'entretien | + 9,6 | + 3,4 | + 1,6 | + 0,8 |
| Articles de toilette et de soins | + 6,9 | + 1,3 | + 0,9 | + 0,2 |
| Véhicules | + 7,7 | + 3,9 | + 0,3 | + 0,1 |
| Papeterie, librairie, journaux | + 10,6 | + 3,5 | + 1,3 | + 0,3 |
| Photo, optique, électro-acoustique | + 2,4 | + 1 | + 0,6 | + 0,2 |
| Autres articles de loisir | + 9,2 | + 3,7 | + 2,2 | + 0,7 |
| Combustibles, énergie | + 6 | + 3 | + 1,4 | – |
| Tabacs et produits manufacturés divers | + 12,1 | + 5,3 | + 1,4 | + 0,4 |
| ● *SERVICES* | + 11,4 | + 3,4 | + 1,6 | + 0,2 |
| Services relatifs au logement | + 10,6 | + 4,1 | + 2,2 | + 0,1 |
| dont : loyers | + 10,6 | + 4,1 | + 2,4 | – |
| Soins personnels, soins de l'habillement (1) | + 12,5 | + 4,3 | + 2,7 | + 0,3 |
| Services de santé | + 12,3 | + 0,3 | – | – |
| Transports publics | + 9,8 | + 2,7 | + 0,3 | + 0,1 |
| Services d'utilisation de véhicules privés (2) | + 11,2 | + 2,6 | + 0,9 | + 0,1 |
| Hôtels, cafés, restaurants, cantines | + 12,7 | + 4,3 | + 1,9 | + 0,2 |
| Autres services (3) | + 9,6 | + 4,3 | + 1,7 | + 0,4 |

L'indice de l'INSEE, calculé sur la base 100 en 1980, s'est inscrit à 143 en novembre, contre 142,4 en octobre. En rythme annuel, sur les trois derniers mois (septembre, octobre, novembre), la hausse des prix a été de 8,2 %.

(1) Le poste « soins personnels, soins d'habillement » comprend notamment les dépenses de ressemelage, blanchissage, nettoyage, teinturerie, mais aussi les dépenses de coiffure.

(2) Réparations automobiles, parkings, stations-service, péage sur autoroutes, etc.

(3) Postes et télécommunications, frais d'enseignement (scolarité, mais aussi auto-écoles), spectacles, vacances, sports, camping, locations d'appareils, frais de réparation des appareils électro-acoustiques, tirage des films, redevance O.R.T.F., etc.

# SOCIAL

## LES LOIS AUROUX ET LA RIGUEUR

### Comment négocier les mains vides ?

Un problème presque insoluble se pose aux chefs d'entreprise, et plus particulièrement à ceux du secteur nationalisé. L'énoncé est le suivant : d'une part les directives gouvernementales limitent à 6,17 % la hausse de la masse salariale en 1984, d'autre part les lois Auroux font obligation de négocier au niveau professionnel et au niveau des entreprises chaque année sur la question des salaires.

Sachant qu'il faudra pour 1984 tenir compte de l'« effet report » des mesures prises en 1983, quel moyen a le chef d'entreprise de ne pas se mettre, d'une façon ou d'une autre, en contravention avec la loi ?

#### Glissement, vieillissement technicité

Certains responsables d'entreprises nationalisées se posent sérieusement la question. Ils savent qu'en additionnant l'effet des mesures prises en 1983 et ce qu'on appelle le G.V.T. (Glissement, vieillissement, technicité) on atteint la plupart du temps les limites des hausses imposées par les pouvoirs publics. Ils en concluent qu'aucune négociation n'est possible avec les organisations syndicales. A moins qu'il ne s'agisse, dans certains cas, d'obtenir que le personnel rende de l'argent !

Cependant, il y a obligation légale de négocier, sous peine de poursuites pour délit d'entrave. On négociera donc, mais les mains vides... ce qui est également interdit par la loi, qui condamne le simulacre.

Dilemme. Ne pas négocier parce qu'il n'y a rien à négocier ou négocier sans avoir rien à négocier, c'est se rendre coupable dans un cas comme dans l'autre. Pour clarifier la situation — et se mettre à l'abri des poursuites, — certains patrons suggèrent de refuser toute palinodie et d'annoncer clairement qu'il n'y a pas lieu d'ouvrir des négociations sur ce qui n'est pas négociable.

D'autres, plus réalistes, et tenant compte des réactions prévisibles des syndicats, souhaitent qu'on leur laisse une marge de manœuvre, aussi petite soit-elle, par exemple en n'incluant pas le G.V.T. dans l'ensemble des rémunérations, bien que le premier ministre, dans un récent débat publié par *l'Expansion* (*le Monde* du 17 décembre), n'ait laissé aucune échappatoire de ce côté.

Mais n'est-ce pas ici qu'il faudrait faire preuve d'imagination ? Négocier, n'est-ce pas aussi amener chaque partenaire à prendre en compte les réalités de chacun ? Le moment ne serait-il pas venu de prendre en compte d'autres critères pour faire avancer les choses ? Des contrats de compétitivité aux crédits d'heures en passant par l'intéressement, bien des possibilités existent qui mériteraient d'être discutéesr autour d'une table de négociations.

FRANÇOIS SIMON.

# AGRICULTURE

## DÉCIDÉ A LA DEMANDE DE BRUXELLES

### Le renchérissement prochain du coût des transports de marchandises soulève une vive émotion en Bretagne

De notre correspondant

Rennes. — Ça n'explose plus en Bretagne, où le F.L.B. a fait long feu, si l'on excepte peut-être quatre explosions récentes, qui, vues d'Armorique, n'ont soulevé ni enthousiasme ni réminiscences. Pourtant le climat s'affirme particulièrement tendu, et l'explosion, celle qui fait trembler les préfets, pointe à l'horizon : *« On va supprimer l'annexe B* ter», disent les théoriciens. Vu de Bretagne, il n'est pas pensable, au nom de l'Europe, de renchérir ainsi le coût du transport ferroviaire ; qu'il s'agisse d'un gouvernement de droite ou de gauche, la réalité économique s'impose.

La question des correctifs tarifaires (voir encadré) est en effet une question de survie : *« Nous n'avons pas choisi d'assurer la sécurité d'approvisionnement de la France pour du jour au lendemain être traînés au pire des périls, la non-espérance »*, affirme M. Jean Liger, président de la puissante F.D.S.E.A. d'Ille-et-Vilaine. *« Les Bretons demandent à supporter les tarifs français »*, ajoute non sans humour M. Alexis Gourvennec, rajeuni de vingt ans par l'important conflit qui risque de voir le jour en ce début d'année 1984. Même réaction du côté de la coopération, des chambres d'agriculture, du crédit ou des Jeunes Agriculteurs comme de la Mutualité.

En résumé, pour la S.N.C.F., Roscoff se trouve quelque part dans la Manche, pas très loin de Plymouth. Qu'il s'agisse de matières importées (et on en importe beaucoup en Bretagne) ou de productions exportées (et on en exporte pas mal bien au-delà de Vitré), le kilomètre S.N.C.F. et les tarifs attenants ignorent tout des élémentaires notions du système métrique. Ici, c'est plus cher qu'ailleurs. Cela devait déboucher, au début des années 60, sur la bataille du rail (déjà Alexis Gourvennec), puis sur un accord, les fameux *« correctifs tarifaires »*. La S.N.C.F. établissait ses tarifs, toujours plus chers pour les Bretons que pour l'ensemble des Français, puis corrigeait la mesure en fonction d'une dotation annuelle allouée par l'Etat.

#### « Bonnet blanc... »

C'était sans compter avec la Communauté européenne, qui, voici cinq ans — M. Barre était premier ministre — décidait de la suppression de cette « anomalie ». Discours de façade, entend-on aujourd'hui en Bretagne, où M. Gourvennec affirme détenir la preuve que l'avis bruxellois a bel et bien été pensé et rédigé à Paris : *« Barre ou Mauroy, c'est bonnet blanc et blanc bonnet »*, affirme l'ancien bouillant leader paysan finistérien.

La suppression des correctifs tarifaires qui doit intervenir le 1er janvier 1984, c'est immédiatement une hausse de 31 % du coût des transports pour les producteurs de légumes, affirme l'éleveur de Taule (Finistère), qui précise qu'un producteur de porcs (deux mille porcs par an) perdra annuellement 12 000 F, soit, avec les frais financiers, quelque 1,3 million de francs en fin de carrière (quand on connaît les cours actuels du porc, c'est assez inquiétant).

Réaction unanime, décidée mercredi 28 décembre à Rennes par les responsables agricoles bretons, un ultimatum a été adressé au ministre des transports : *« Nous vous demandons de préciser pour le 3 janvier 1984 la position du gouvernement sur la possibilité d'une suppression des correctifs tarifaires. En l'absence d'une réponse positive (maintien intégral de ces correctifs) nos organisations engageront sans autre préavis les actions nécessaires pour obtenir satisfaction. »* Ce télex est signé par M. François Guezou, président de la chambre d'agriculture de Bretagne. Déjà des comités de salut économique auxquels sont invités à participer les syndicats ouvriers et patronaux, les chambres consulaires et l'ensemble des personnalités économiques de la région se mettent en place. Les responsables agricoles se réuniront à nouveau le 5 janvier 1984.

C'est alors et en fonction de la réponse du ministre qu'ils décideront de l'attitude à prendre. Pour qui connaît la Bretagne, il s'agit vraiment là d'un ultimatum. Quant à ceux qui l'ignorent, ils devront sans doute à leurs dépens comprendre rapidement pourquoi les agriculteurs bretons demandent à être traités sur un pied d'égalité avec les autres Français. Mettre Roscoff près de Plymouth et Dunkerque à Amiens semble anormal. Vu de Bretagne, et chiffres à l'appui (comme l'explique parfaitement un Livre blanc publié au printemps 1977 par le comité économique et social de Bretagne), c'est pourtant la réalité. Pour la neutraliser, il existe aujourd'hui un consensus en Bretagne (du producteur de légumes à l'éleveur de porcs en passant par le transporteur routier). Une mémoire de vingt ans suffit à en mesurer l'enjeu. C'est tout le problème et, dans quelques jours, cela peut devenir une poudrière, plus explosive encore dans cette région que celle de la liberté de l'enseignement.

CHRISTIAN TUAL.

### L'« Annexe B-ter »

Le 1er octobre, la S.N.C.F. a mis en pratique de nouvelles *« conditions générales d'application des transports de marchandises »*. En vertu de ces dispositions, la règle kilométrique demeure le principe de base de la tarification, mais elle est assortie de « pondérations » pour tenir compte des conditions d'exploitation des lignes. En Auvergne ou en Bretagne, par exemple, considérant que l'absence d'électrification des réseaux, le manque de gares de triage ou les difficultés de desserte alourdissent ses coûts, la S.N.C.F. affecte certains tarifs kilométriques de base d'un coefficient de majoration bien défini (10 %, 12 % ou 15 %).

Afin de ne pas pénaliser des régions déjà souvent désavantagées, l'Etat a demandé à l'époque à la S.N.C.F. d'assortir ses « conditions générales » de dispositions — incluses dans une « annexe B-ter » — assurant des réductions tarifaires à certaines marchandises en provenance ou à destination de ces régions, en échange d'une compensation budgétaire pour la société nationale (laquelle n'existe en fait que depuis 1970). C'est cette contribution, — qui atteint cette année environ 75 millions de francs, — que les instances européennes veulent voir disparaître au 1er janvier prochain, ce qui devrait amener la S.N.C.F. à appliquer intégralement, à partir de cette date, les dispositions de 1962.

# AFFAIRES

## SUITE A UN AVIS DE LA COMMISSION DE LA CONCURRENCE

### Havas-DOM devra séparer à la Réunion ses activités de régie et d'agence de publicité

Havas-DOM, filiale intégrée de l'agence Havas, devra séparer désormais ses activités de régie et ses activités d'agence de publicité. Elle devra également dénoncer certaines clauses du contrat qui la liait à FR 3-radio depuis 1975.

Ainsi en a décidé M. Jacques Delors, ministre de l'économie et des finances, suivant ainsi un avis de la commission de la concurrence : il s'agit d'abus de position dominante, entravant le jeu de la concurrence.

L'affaire s'est passée à la Réunion, en 1980-1981, où seule une station de radio locale, dépendant de FR 3, émettait sur l'île, et avait confié (tout comme *Télé 7 Jours*) la gestion de ses espaces publicitaires à Havas-DOM. Cette société réalisait alors 48 % du chiffre d'affaires de la publicité.

Or Havas-DOM, s'appuyant sur une convention passée en 1975 avec FR 3, n'acceptait de rémunérer les agences qu'à deux conditions : quelles soient en possession de la « carte accréditive », et que les ordres de publicité émanent d'annonceurs nouveaux, concernent de nouveaux produits ou services ou représentent une augmentation substantielle d'un budget préexistant. Sur ces bases, plusieurs offres furent repoussées.

La commission de la concurrence a jugé les exigences d'Havas-DOM *« exorbitantes et injustifiées »*, la « carte accréditive » *« ne conférant nullement la qualité d'intermédiaire exclusif ayant seul droit au bénéfice de la commission »* et les *« conditions »* posées par Havas-DOM écartant la plupart des autres agences de la radio.

### Accor et Eurocom s'associent à la Socopa pour devenir le numéro deux de la restauration rapide en France

La société Restaurap, filiale à parts égales du groupe Accor (issu de la fusion de Novotel et de Jacques Borel International) et d'Eurocom (filiale de l'Agence Havas) vient d'entériner le protocole d'accord signé à la mi-décembre avec l'entreprise Socopa, numéro un français de la distribution de viande, afin de regrouper en une seule entité l'ensemble de leurs activités de restauration rapide.

Restaurap exploitait jusqu'à présent dix-sept restaurants « fast food » à l'enseigne Chicken Shop et What a burger qui viendront s'ajouter aux huit Free Time détenus par la Cerrap, filiale de Socopa. La nouvelle société résultant de cette fusion, baptisée Freetime S.A., sera filiale à 50/50 de Cerrap et de Socopa. Avec un chiffre d'affaires supérieur à 150 millions de francs, Freetime va talonner la première entreprise française de restauration rapide : France-Quicq, filiale de Casino et du groupe belge GB-Inno-B.M.

Présidée par M. Guy-Raoul d'Harambure, directeur général de Socopa-France, Freetime S.A. sera chargée d'assurer, directement ou en franchise, le développement de la nouvelle chaîne non seulement en France, où la concurrence s'avive avec les sociétés américaines qui ont importé la formule *« hamburger »*, mais également à l'étranger, où l'un des trois partenaires, Accor, a déjà établi une *« tête de pont »* grâce à ses installations hôtelières et de restauration. *« La restauration rapide est un marché porteur,* estime M. Paul Dubrule, coprésident d'Accor, *« nous avions arrêté notre développement il y a deux ans après avoir constaté que nous ne pouvions pas être le numéro un. Depuis, nous nous sommes associés à Eurocom. et l'accord que nous venons de signer avec Freetime nous a remis en selle tous les trois — pour remporter une brillante seconde place ».*

### L'avenir de l'industrie française du roulement

- *La direction de S.K.F. va rencontrer les syndicats*
- *Deux candidats pour la reprise de la société Nadela*

Une «table ronde» sur l'industrie française du roulement s'est réunie le 28 décembre au ministère de l'industrie. Le principe de cette réunion avait été arrêté lors de la rencontre de M. Fabius avec M. Marchais le 19 décembre. Le secrétaire général du P.C. s'inquiétait de la fermeture annoncée en mars dernier, de l'usine d'Ivry de la filiale française du groupe suédois S.K.F. et du sort de ses quelque six cents salariés. Cette usine est occupée depuis plusieurs semaines.

Le directeur général de l'industrie, M. Gallois, a obtenu qu'une rencontre entre la direction de S.K.F.-France et les syndicats ait lieu *«dans les prochains jours»*, afin d'examiner le maintien d'une activité en région parisienne et le reclassement des ouvriers. S.K.F. a déjà fait savoir qu'un atelier de décolletage de soixante personnes serait maintenu à Ivry. D'autre part, il a été décidé d'examiner l'aspect social de la reprise du fabricant Nadela dont l'actionnaire actuel, le groupe allemand Lamfoerder, veut se séparer. Deux acquéreurs sont sur les rangs : le groupe japonais Mini-BEA et la Société Nouvelle de Roulements (filiale Renault) associée à l'américain Torrington.

Très concurrencée par les importations provenant du Japon et des pays de l'Est cette industrie qui compte 12 500 salariés en France et réalise 3 milliards de francs de chiffre d'affaires, est engagée dans un processus de rationalisation qui paraît inéluctable. Elle doit concentrer ses moyens, automatiser ses productions et accroître ses dépenses de recherche et développement, exigences qui ne peuvent être supportées que par des grands groupes.

### Pour la commission de la concurrence

### DES FABRICANTS DE JEANS PEUVENT REFUSER DE VENDRE AUX GRANDES SURFACES

Selon la commission de la concurrence, il n'y a pas eu entente entre les fabricants de six marques de jeans (Lee Cooper, Levi-Strauss, Wrangler, New Man, Lois et Lee) qui ont opposé des refus de vente *« plus ou moins francs »* aux grandes sociétés de la distribution (Carrefour, Auchan).

Dans l'avis qu'elle a publié le mercredi 28 décembre, la commission a certes constaté que les fabricants de jeans étaient souvent menacés par les commerçants traditionnels de rupture de relations commerciales s'ils livraient leurs vêtements à des magasins aux marges plus faibles. Toutefois, aucune action concertée n'a pu être mise en évidence. Au contraire, a constaté la commission, ces fabricants se concurrencent réellement, et les jeans portant leurs marques représentent à peine 20 % du marché.

### LES NOUVEAUX TARIFS DE L'ASSURANCE AUTOMOBILE VONT ENTRER EN VIGUEUR

A partir du 1er janvier 1984, le nouveau régime tarifaire de l'assurance automobile entrera en vigueur et sera applicable aux contrats au fur et mesure de leurs échéances. Il s'agit, tout d'abord, de l'augmentation de la taxe fiscale, votée récemment par le Parlement, ladite taxe passant de 9 % à 18 %, ce qui porte à 31,50 % contre 22,50 % l'imposition totale des primes d'assurance automobile.

Ensuite, la nouvelle réglementation des surprimes sera appliquée (*le Monde* du 16 juin 1983), à la fois pour les *« risques aggravés »* et les jeunes conducteurs. La surprime maximale pour conduite en état d'ivresse est de 150 % par gramme d'alcool dans le sang au-dessus de 0,80 gramme.

Elle ne pourra dépasser 100 % pour délit de fuite et sera plafonnée à 50 % en cas de suspension du permis de conduire entre deux et six mois (100 % au delà de six mois, 200 % pour plusieurs suspenssions de plus de deux mois en un an et en cas d'annulation).

Lorsque l'assuré aura été responsable de plus de trois accidents dans l'année, la majoration maximale de la prime sera de 50 %. Enfin, le montant total des surprimes, à quelques titres que ce soit, ne poura excéder 400 % de la prime de base (cinq fois la prime).

Quant aux jeunes conducteurs (permis de moins de trois ans), la surprime est plafonnée à 150 % de la prime de base (deux fois et demie cette prime). La réforme du bonus-malus lui même n'entrera en application que le 1er juillet 1984.

### LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

| | COURS DU JOUR | | UN MOIS | | DEUX MOIS | | SIX MOIS | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | + bas | + haut | Rep. + ou dép. – | | Rep. + ou dép. – | | Rep. + ou dép. – | |
| $ E.-U. | 8,4020 | 8,4050 | + 140 | + 170 | + 300 | + 335 | + 810 | + 890 |
| $ can. | 6,7430 | 6,7494 | + 140 | + 180 | + 285 | + 330 | + 760 | + 840 |
| Yen (100) | 3,6077 | 3,6114 | + 170 | + 190 | + 340 | + 365 | + 1010 | + 1055 |
| DM | 3,0597 | 3,0625 | + 150 | + 165 | + 315 | + 330 | + 880 | + 915 |
| Florin | 2,7217 | 2,7240 | + 130 | + 145 | + 270 | + 290 | + 790 | + 825 |
| F.B. (100) | 14,9875 | 14,9968 | | | | | | |
| F.S. | 3,8410 | 3,8465 | + 265 | + 285 | + 540 | + 560 | + 1540 | + 1600 |
| L (1 000) | 5,0372 | 5,0420 | – 215 | – 165 | – 420 | – 370 | – 1345 | – 1240 |
| £ | 12,0623 | 12,0754 | + 252 | + 320 | + 550 | + 633 | + 1510 | + 1600 |

### TAUX DES EURO-MONNAIES

| | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| $ E.-U. | 12 3/8 | 12 3/4 | 9 5/8 | 10 | 9 11/16 | 10 1/16 | 10 | 10 3/8 |
| DM | 8 1/8 | 8 7/8 | 5 3/4 | 6 1/8 | 6 3/4 | 6 1/8 | 6 1/16 | 6 7/16 |
| Florin | 5 1/2 | 6 | 5 11/16 | 6 1/16 | 5 7/8 | 6 1/4 | 6 | 6 1/2 |
| F.B. (100) | 10 | 10 1/2 | | | | | | |
| F.S. | 13 7/8 | 17 1/8 | 3 3/8 | 3 3/4 | 3 1/2 | 3 7/8 | 3 7/8 | 4 1/4 |
| L (1 000) | 10 | 12 | 16 3/4 | 17 1/2 | 17 1/2 | 18 | 18 1/2 | 19 |
| £ | 8 7/8 | 9 1/8 | 8 15/16 | 9 5/16 | 9 1/8 | 9 1/2 | 9 3/8 | 9 7/8 |
| F. franç. | | | 12 | 12 1/2 | 12 1/2 | 13 | 13 7/8 | 14 3/8 |

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

### LA VAGUE DE FROID AUX ÉTATS-UNIS PROVOQUE UNE REPRISE DU MARCHÉ PÉTROLIER

La vague de froid qui sévit aux Etats-Unis a entraîné une reprise des achats de fuel domestique outre-Atlantique et permis un redressement des cours sur le marché libre des pétroles bruts en Europe. La demande subitement accrue de fuel a surpris les négociants, qui, faute de stocks suffisants, se sont tournés vers le marché. En Europe, le brut « Brent » de la mer du Nord — qualité de référence sur le marché libre — a vu ses cours remonter à 29,50 dollars par baril (contre 28,90 dollars la semaine passée), soit 0,50 dollar de moins seulement que son prix officiel.

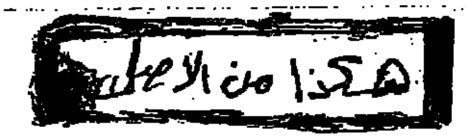
Ce redressement du marché, que les spécialistes, selon le *Wall Street Journal*, prévoient de courte durée, devrait permettre à la compagnie nationale britannique B.N.O.C., principal vendeur de brut de mer du Nord, de maintenir ce prix officiel au cours du premier trimestre 1984, en dépit des pressions exercées par certaines compagnies (Chevron, notamment) afin d'obtenir une baisse de 1 à 2 dollars par baril dans leurs contrats trimestriels.

Aux Etats-Unis, les deux compagnies (Citgo et Ashland) qui avaient annoncé une diminution de leurs prix d'achat du brut sont revenues, en début de semaine, sur cette décision. L'Equateur, pays producteur membre de l'OPEP, n'en aurait pas moins décidé de réduire le prix de son pétrole de 28,20 dollars à 27,50 dollars par baril à compter du 1er janvier 1984. L'Equateur, qui vend essentiellement des bruts lourds, produit 240 000 barils par jour, dont 88 000 sont exportés.

### Aux États-Unis

### PENZOIL LANCE UNE OFFRE PUBLIQUE D'ACHAT SUR 20 % DU CAPITAL DE GETTY OIL

Penzoil Co, une compagnie pétrolière de Houston (Texas), a fait, mercredi 28 décembre, une offre publique d'achat de 1,6 milliard de dollars (13,4 milliards de francs) sur les actions du groupe Getty Oil, de Los Angeles, quatorzième compagnie pétrolière américaine, contrôlé par les héritiers du fondateur, M. Paul Getty. Penzoil, trois fois moins gros que Getty Oil, a proposé 100 dollars par action, et espère acquérir environ 20 % du capital de la compagnie. Cette offre, dont la date limite est fixée au 25 janvier 1984, intervient alors que la famille du fondateur est entrée en conflit avec la direction du groupe Getty Oil, dont les bénéfices nets ont diminué, au cours des neuf premiers mois de l'année, de 51 % par rapport à l'an passé (255,5 millions de dollars contre 518,9 millions de dollars). M. Gordon Getty, fils du fondateur, qui contrôle 40,2 % du groupe, et M. Harold Williams, qui en contrôle 11,8 %, souhaitent que le groupe recentre son activité sur l'énergie et le pétrole, après s'être diversifié, depuis 1980 notamment, dans l'assurance, la télévision par câble, etc.



# MARCHÉS FINANCIERS

## PARIS

28 décembre

### Reprise

*En vue de la dernière ligne droite, la Bourse de Paris, qui avait sérieusement réduit son allure, a de nouveau allongé la foulée mercredi. Presque dès l'ouverture, un mouvement de reprise s'amorçait et le premier relais était tenu par Sliminco, qui le passait ensuite à Bouygues, qui le transmettait à la C.F.P., qui le remettait à Peugeot, qui... Inutile d'aller plus loin dans l'émmération : Esso, C.S.F., Bic, Pernod, Mumm et bien d'autres prirent la relève et, à la clôture, l'indicateur instantané enregistrait une avance de 0,7 %, atteignant ainsi son plus haut niveau de l'année avec les autres indices du reste (C.A.C. et I.N.S.E.E.), qui déjà la veille, contrairement à lui, avaient battu leurs propres records.*

*Etonnant ! Certes le réveil de Wall Street avait de quoi encourager. Mais d'après les professionnels ce sont surtout aux achats de caractère fiscal fait à la dernière minute par les particuliers qu'il faut attribuer cette reprise. Bref, il y eut beaucoup de détail, et peu de gros ordres, les « institutionnels », de l'avis général, se cantonnant dans une prudente expectative, comme en a témoigné la relative faiblesse de l'activité.*

*Dans un communiqué, Carrefour informe la Chambre syndicale que sa participation dans le capital de Comptoirs Modernes a franchi le seuil des 10 %. D'autre part, la cotation de Sintra-Alcatel a été suspendue jusqu'a nouvel avis, en raison d'un projet d'opération financière.*

*La devise-titre a valu plus cher et s'est échangée entre 10,67 F et 10,72 F, (contre 10,59 F – 10,68 F), les valeurs étrangères, il est vrai, les allemandes surtout, ont été recherchées.*

*L'or a continué de plafonner à Londres rouvert après trois jours de chômage : 379,10 dollars l'once contre 379,50 dollars. A Paris, le lingot a perdu 550 F à 102 050 F et le napoléon 8 F à 645 F.*

## NEW-YORK

### Tiraillements

Wall Street est sujet à des crampes d'estomac. Il en a encore eues, mercredi, et celles-ci ont agi sur son comportement. Tiraillé dans tous les sens, le marché a d'abord baissé puis est remonté pour finalement retrouver l'équilibre avec l'indice des industrielles à 1 263,21 (– 0,50 point).

Le bilan de la journée a été à l'image de ces convulsions internes. Sur 2 038 valeurs traitées, 817 ont baissé, 758 ont monté et 463 n'ont pas varié.

L'évolution assez contrastée des taux d'intérêt a de nouveau donné des aigreurs aux investisseurs. Mais la vague de froid qui s'est abattue sur les Etats-Unis a eu un effet inattendu : en provoquant une demande accrue de produits pétroliers, elle a du même coup favorisé un gonflement des achats des valeurs concernées. Et c'est le raffermissement des pétrolières qui a permis à la Bourse de regagner le terrain perdu. En même temps, l'O.P.A. de Pennzoil sur 20 % du capital de Getty Oil a relancé la chasse aux bonnes affaires et toutes les valeurs candidates à de telles opérations ont été recherchées. Troisième élément : l'achèvement en fin d'année des ajustements de portefeuilles (habillage de bilans). Ces grandes manœuvres, de l'avis général, ôte une partie de la signification des variations de cours.

L'activité a augmenté et 86,25 millions de titres ont changé de mains contre 63,8 millions, la veille.

| VALEURS | Cours du 27 déc. | Cours du 28 déc. |
|---|---|---|
| Alcoa | 45 | 44 7/8 |
| A.T.T. | 61 | 61 |
| Boeing | 45 3/8 | 44 3/4 |
| Chase Manhattan Bank | 44 3/4 | 44 5/8 |
| Du Pont de Nemours | 51 1/2 | 52 5/8 |
| Eastman Kodak | 78 3/8 | 77 1/8 |
| Exxon | 37 5/8 | 38 |
| Ford | 44 | 44 1/4 |
| General Electric | 58 3/8 | 58 1/4 |
| General Foods | 51 3/8 | 51 3/8 |
| General Motors | 75 1/8 | 74 3/4 |
| Goodyear | 30 | 28 7/8 |
| I.B.M. | 124 5/8 | 124 1/4 |
| I.T.T. | 44 3/4 | 45 1/8 |
| Mobil Oil | 28 7/8 | 29 1/2 |
| Pfizer | 35 1/8 | 35 1/2 |
| Schlumberger | 50 1/8 | 51 1/4 |
| Texaco | 36 1/4 | 36 1/4 |
| U.A.L. Inc. | 36 | 35 3/4 |
| Union Carbide | 63 | 62 1/8 |
| U.S. Steel | 29 7/8 | 30 1/8 |
| Westinghouse | 56 | 55 5/8 |
| Xerox Corp. | 49 1/4 | 50 1/4 |

## LA VIE DES SOCIÉTÉS

**TENNECO.** – Filiale du groupe Tenneco, Tenneco Oil Processing and Marketing se désengage pour partie de la pétrochimie et va revendre à Texas Olefins, de Houston, ses actifs dans Petro-Tex Chemicals. Une lettre d'intention a été signée.

**TOSHIBA.** – Pour le premier semestre de l'exercice 1983-1984, le groupe enregistre une augmentation de 41,5 % de son bénéfice net consolidé (26,18 milliards de yens).

**BLYVOORINTZICHT.** – La compagnie versera le 2 février 1984 un dividende intérimaire de 85 cents au titre du semestre écoulé (contre 115 cents auparavant).

**GREFICOMEX.** – Suez International, filiale du groupe Suez gérant les portefeuilles de Suez Investment Corporation BV (Pays-Bas) et de Sofis SA (société de financement international), vient d'acquérir 20 % du capital de Greficomex entreprise dont l'activité s'exerce dans l'étude, le conseil et la réalisation d'opérations de commerce et de négoce international. Cette opération va permettre à la Compagnie financière de Suez de se développer dans le commerce à l'étranger, où elle n'était présente qu'au travers de ses participations dans S.C.A.C. (11,2 %), Optorg (10 %), Saga Holding (environ 63 %). Le regroupement de ces intérêts au sein de Suez International est à l'étude.

**RECENTRAGE DE LA CHIMIE DE TOTAL.** – Jusqu'ici éparpillée entre ses deux grandes filiales, la Compagnie française des pétroles et la Compagnie française de raffinage, la chimie du groupe pétrolier Total va être recentrée sur Total Chimie. Cette entreprise va reprendre Hutchinson, la Société de caoutchouc Butyl (SOCABU) et Pétrosynthèse, affaires jusqu'ici contrôlées par la C.F.R., et également la branche engrais avec COFAZ (C.F.P., C.F.R.). Ce rassemblement sous le chapeau de Total Chimie va permettre de mieux rationaliser l'activité chimie, surtout d'équilibrer les charges financières (frais financiers, investissements) supportées par la C.F.P. et la C.F.R., cette dernière portant le plus lourd fardeau.

Le capital de Total Chimie est en effet réparti maintenant à 50/50 entre C.F.P. et C.F.R.

### INDICES QUOTIDIENS

(INSEE, base 100 : 31 déc. 1982)

| | 27 déc. | 28 déc. |
|---|---|---|
| Valeurs françaises | 161 | 163,1 |
| Valeurs étrangères | 148,5 | 151,1 |

### Cie DES AGENTS DE CHANGE

(Base 100 : 31 déc. 1982)

| | 27 déc. | 28 déc. |
|---|---|---|
| Indice général | 154,2 | 155,5 |

### TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE

Effets privés du 29 déc. .......... 12 3/4 %

### COURS DU DOLLAR A TOKYO

| | 28 déc. | 29 déc. |
|---|---|---|
| 1 dollar (en yens) | 233,78 | 233,32 |

# BOURSE DE PARIS Comptant 28 DECEMBRE

| VALEURS | % du nom. | % du coupon |
|---|---|---|
| 3 % | 27 50 | 0 730 |
| 5 % | 38 85 | 4 534 |
| 3 % amort. 45-54 | 71 | 1 230 |
| Emp. 7 % 1973 | 9615 | .. |
| Emp. 8,80 % 77 | 111 82 | 5 290 |
| 9,80 % 78/93 | 88 65 | 4 552 |
| 8,80 % 78/86 | 90 50 | 0 408 |
| 10,80 % 79/94 | 91 10 | 3 423 |
| 13,25 % 80/90 | 99 85 | 7 568 |
| 13,80 % 80/87 | 101 80 | 2 780 |
| 13,80 % 81/99 | 100 80 | 13 157 |
| 16,75 % 81/87 | 110 | 5 034 |
| 16,20 % 82/90 | 110 28 | 16 534 |
| 16 % juin 82 | 110 | 8 874 |
| E.D.F. 7,8 % 61 | 137 30 | 14 353 |
| E.D.F. 14,5 % 80-82 | 101 20 | 7 630 |
| Ch. France 3 % | 130 | .. |
| CNB Bques janv. 82 | 101 50 | 6 883 |
| CNB Paribas | 101 50 | 6 883 |
| CNB Suez | 101 50 | 6 883 |
| CNI janv. 82 | 101 50 | 6 883 |
| B.S.N. 10,50% 77 | 2862 | 288 |
| Carrefour 6,75% 75 | 313 | 31 300 |
| Interbail (obl. conv.) | 231 | 23 010 |
| Lafarge 6 % 72 | 334 | 32 400 |
| Martell 8,75 % 77 | 1740 | 176 |
| Michelin 5,50% 70 | 820 | 62 500 |
| Moët-Henness. 8%77 | 1701 | 176 |
| Pétr. (Fse) 7,50% 78 | 208 | 20 700 |
| Peugeot 6 % 70-75 | 361 | .. |
| Sanofi 10,25 % 77 | 661 | .. |
| SCREG 9,75 % 78 | 174 | 17 400 |
| Télém. 7 % 74 | 168 90 | 18 250 |
| Thom.-CSF 8,9% 77 | 250 | 25 020 |

| VALEURS | Cours préc. | Dernier cours |
|---|---|---|
| Aciers Peugeot | 55 10 | 54 80 |
| A.G.F. (St Cent.) | 360 | 360 |
| A.G.P. Vie | 5500 | 5500 |
| Agr. Inc. Madag. | 75 | .... |
| Alfred Herlicq | 63 | 65 50 d |
| Allobroge | 370 | 379 |
| André Roudière | 150 | 155 |
| Applic. Hydraul. | 319 | 314 |

| VALEURS | Cours préc. | Dernier cours |
|---|---|---|
| Delmas-Vieljeux | 550 | 560 |
| Dév. Rég. P.d.C (Li) | 112 50 | 113 |
| Didot-Bottin | 362 | 350 |
| Dist. Indochine | 312 | 319 80 |
| Drag. Trav. Pub. | 199 | 199 |
| Duc-Lamothe | 249 60 | 249 60 |
| Dunlop | 6 25 | 6 45 d |
| Eaux Bass. Vichy | 999 | 1015 |
| Eaux Vittel | 1050 | 1050 |
| Ecco | 2704 | 2800 |
| Economats Centre | 415 | 400 |
| Electro-Banque | 249 | 250 |
| Electro-Financ. | 475 | 476 |
| Elf-Antargaz | 152 | 157 |
| E.L.M. Leblanc | 575 | 570 |
| Entrepôts Paris | 290 | 290 |
| Epargne (B) | 1070 | 1105 |
| Epargne de France | 320 | .... |
| Epeda-BF | 1370 | 1370 |
| Escaut-Meuse | 390 | 379 |
| Eurocom | 635 | 660 |
| Europ. Accumul. | 31 50 | 31 80 |
| Eternit | 260 | 255 |
| Félix Potin | 1143 | 1169 |
| Ferm. Vichy (Ly) | 158 | 117 |
| Finalens | 100 | 101 |
| FIPP | 104 | 102 |
| Fnac | 229 | 229 |
| Focep (Chât. eau) | 1158 | 1144 |
| Foncière (Cie) | 190 | 190 |
| Fonc. Agache-W. | 90 | 93 60 |
| Fonc. Lyonnaise | 1310 | .... |
| Foncina | 156 | 158 |
| Forges Gueugnon | 17 50 | 18 20 |
| Forges Strasbourg | 136 30 | 138 30 |
| Forinter | 1230 | 1220 |
| Fougerolle | 84 40 | 87 80 |
| France I.A.R.D. | 103 | 103 |
| France (La) | 667 | 683 |
| Frankel | 200 | 199 |
| Fromageries Bel | 830 | 863 |
| From. Paul Renard | 322 | .... |
| GAN | 695 | 700 |
| Gaumont | 580 | 588 |
| Gaz et Eaux | 1299 | 1300 |
| Gerwain | 110 | .... |
| Gér. Arm. Hold. | 20 | 20 |
| Gerland (Ly) | 643 | 650 |
| Gévelot | 258 | 335 d |

## COTE DES CHANGES

| MARCHÉ OFFICIEL | COURS préc. | COURS 28/12 | COURS DES BILLETS AUX GUICHETS Achat | Vente |
|---|---|---|---|---|
| Etats-Unis ($ 1) | 8 440 | 8 418 | 8 200 | 8 600 |
| Allemagne (100 DM) | 305 790 | 305 880 | 293 | 313 |
| Belgique (100 F) | 15 007 | 14 996 | 14 200 | 15 300 |
| Pays Bas (100 fl.) | 272 400 | 272 220 | 259 | 279 |
| Danemark (100 krd) | 84 550 | 84 420 | 80 | 88 |
| Norvège (100 k) | 108 570 | 108 560 | 104 | 111 |
| Grande-Bretagne (£ 1) | 12 090 | 12 076 | 11 600 | 12 400 |
| Grèce (100 drachmes) | 8 510 | 8 485 | 7 250 | 9 500 |
| Italie (1 000 lires) | 5 046 | 5 031 | 4 750 | 5 250 |
| Suisse (100 fr.) | 384 250 | 384 980 | 371 | 392 |
| Suède (100 krs) | 104 580 | 104 570 | 99 | 106 |
| Autriche (100 sch) | 43 360 | 43 400 | 42 300 | 44 300 |
| Espagne (100 pes.) | 5 338 | 5 332 | 4 900 | 5 500 |
| Portugal (100 esc.) | 6 365 | 6 300 | 5 600 | 6 800 |
| Canada ($ can 1) | 6 771 | 6 763 | 6 580 | 6 920 |
| Japon (100 yens) | 3 616 | 3 604 | 3 460 | 3 620 |

## MARCHÉ LIBRE DE L'OR

| MONNAIES ET DEVISES | COURS préc. | COURS 28/12 |
|---|---|---|
| Or fin (kilo en barre) | 102700 | 102300 |
| Or fin (en lingot) | 102600 | 102050 |
| Pièce française (20 fr) | 653 | 645 |
| Pièce française (10 fr) | 439 | ..... |
| Pièce suisse (20 fr) | 631 | 630 |
| Pièce latine (20 fr) | 614 | 613 |
| Souverain | 762 | 761 |
| Pièce de 20 dollars | 3960 | 3915 |
| Pièce de 10 dollars | 1820 | 1802 50 |
| Pièce de 5 dollars | 1050 | ..... |
| Pièce de 50 pesos | 4020 | 3990 |
| Pièce de 10 florins | 835 | 831 |

Le Monde

## UN JOUR DANS LE MONDE



Le numéro du « Monde » daté 29 décembre 1983 a été tiré à 439 775 exemplaires

A TALBOT-POISSY

# La direction de l'usine retire les ouvriers de l'entretien qui n'ont pu pénétrer dans le bâtiment occupé

**La tension s'est aggravée jeudi matin 29 décembre dans les usines Talbot de Poissy toujours occupées en partie par quelques centaines de salariés, installés surtout dans le bâtiment B 3, comme depuis le début de la grève. Les cinq cents ouvriers et agents de maîtrise convoqués par la direction de l'usine pour nettoyer les locaux et assurer le réglage des machines se sont présentés à 7 heures et se sont installés dans le bâtiment de l'entretien général, puis dans les autres bâtiments. La C.F.D.T. a essayé, en vain de les en dissuader, quant bien que le groupe de ses ouvriers s'est présentée devant le bâtiment B 3, le secrétaire de la C.F.D.T., Jean-Pierre Noual, entouré de plusieurs grévistes s'y est opposé. Un huissier a enregistré ce refus. Mme Nora Tréhel, secrétaire du syndicat C.G.T. a critiqué ce piquet de grève de la C.F.D.T., déclarant que *« si ces gens étaient entrés dans le bâtiment, nous aurions discuté avec eux »*.**

**En fin de matinée, la direction de l'usine a décidé de retirer les salariés de l'entretien, indiquant *« Il est inutile qu'ils soient présents s'ils ne peuvent entrer dans le bâtiment B 3 »* et le convoque à nouveau vendredi à 7 heures du matin.**

Mercredi 28 décembre après-midi, près d'un millier de militants C.G.T. de ma régop. parisienne (notamment de Citroën, de Renault et des P.T.T.), conduits par plusieurs dirigeants confédéraux, ont manifesté devant le siège de Peugeot S.A., avenue de la Grande-Armée à Paris. A l'issue du rassemblement, M. André Sainjon, secrétaire général de la Fédération des métaux C.G.T., a déclaré aux journalistes que *« si les forces de police devaient être utilisées contre les travailleurs, c'est toute la C.G.T. qui répondrait à cette provocation. »*

Mercredi soir, le bureau confédéral de la C.G.T., dans une déclaration, a reproché au gouvernement de ne pas faire *« preuve de la fermeté nécessaire »* face à *« l'intransigeance »* du groupe Peugeot et dénoncé *« la démagogie développée par la C.F.D.T.* et *« l'opération à caractère politique en direction des immigrés. »* Elle *« rappelle qu'elle n'a été associée ni à la discussion ni à la conclusion »* de l'accord entre le gouvernement et la direction de Peugeot et *« ne cautionne pas les 1 905 licenciements »* qu'il prévoit. Mais *« elle tient compte de la situation nouvelle qu'il entraîne »* : il *« devrait ouvrir une issue nouvelle à la situation industrielle et aux problèmes d'emploi chez Talbot »*. Réclamant des négociations, elle rappelle ses propositions *« permettant aux travailleurs volontaires de suivre une formation débouchant sur un emploi ou un reclassement et, pour ceux qui le souhaitent, de retourner dans leur pays d'origine dans des conditions satisfaisantes »*.

Le matin, au cours d'un meeting réunissant à huis-clos une centaine de travailleurs parmi lesquels se trouvaient plusieurs des ouvriers immigrés « dissidents » ont exprimé leurs revendications à l'égard de la C.G.T. (reprochant à celle-ci de ne pas avoir tenu compte des souhaits de leur base), Mme Noira Tréhel, secrétaire du syndicat de Talbot-Poissy, avait réexpliqué la position de son organisation : elle a réaffirmé son opposition aux licenciements et sa demande d'une réduction des horaires, mais mis en garde les travailleurs immigrés et français contre *« une campagne de division organisée par le patronat »*. *« Nous sommes deux cents ici. Mais la base, c'est l'ensemble des 17 000 travailleurs de l'usine »*, a-t-elle déclaré, ajoutant : *« Il faut que le 2 janvier 10 000 travailleurs soient présents »* pour appuyer des revendications *« réalistes et responsables »*. De son côté, la C.F.D.T. avait, par la voix de M. Granger, secrétaire général de sa fédération de la métallurgie, appelé les salariés à conserver *« une attitude digne et résolue »*.

La position de la C.G.T. a été appuyée par le parti communiste : dans un article publié par *l'Humanité*, ce jeudi matin 29 décembre, M. Claude Poperen, membre du bureau politique du P.C.F., affirme que *« Peugeot doit négocier, il n'y a pas d'autre solution. Les travailleurs de Talbot doivent rejeter toute tentative de division »*. M. Poperen estime que l'intention de Peugeot *« de vendre 95 % des parts qu'il détient chez Talbot à deux filiales bidons relève pour une part du chantage »*, mais peut aussi *« préparer le terrain de l'abandon de Talbot-France par la famille Peugeot »* ; il demande *« la transparence des comptes Peugeot »*.

D'autres organisations ont apporté leur soutien aux ouvriers de Talbot, notamment l'Association des travailleurs marocains en France, pour qui le plan social ne tient pas compte des difficultés propres aux travailleurs immigrés. La Fédération des travailleurs africains en France demande pour les ouvriers de Talbot qui le souhaitent *« une formation-retour adaptée avec la collaboration des gouvernements »*. De son côté, la ligue communiste demande *« une mobilisation unitaire »* pour empêcher l'intervention de la police chez Talbot.

### A l'issue d'un entretien avec M. Fabius

## « L'AFFAIRE TALBOT EST L'EXEMPLE DE CE QU'IL NE FAUT PAS FAIRE », déclare M. Maire

*« Nous sommes venus demander la mise en œuvre de nouvelles méthodes pour traiter les industries en activité et les régions menacées »*, a déclaré M. Edmond Maire le 29 décembre à l'issue d'un entretien avec M. Laurent Fabius, ministre de l'industrie et de la recherche.

Le secrétaire général de la C.F.D.T. a ajouté : *« L'affaire Talbot est l'exemple de ce qu'il ne faut pas faire, c'est-à-dire imposer des décisions sans qu'elles soient discutées avec les salariés et les délégués syndicaux. »*

## UN RÉFUGIÉ ESPAGNOL EST GRIÈVEMENT BLESSÉ AU PAYS BASQUE FRANÇAIS

# Ce nouvel attentat est revendiqué par le Groupe antiterroriste de libération

De notre correspondant

Bayonne. — Un nouvel attentat a été commis, mercredi 28 décembre au soir contre un réfugié politique basque. M. Mikel Goikoetxea, 27 ans, a été grièvement blessé vers 20 h 15 alors qu'il rentrait chez lui, à Saint-Jean-de-Luz (Pyrénée-Atlantiques). Deux hommes armés, l'un d'un pistolet, l'autre d'un fusil, ont fait feu sur lui à une distance de quinze mètres environ. Atteint d'une balle à la nuque, le réfugié a été transporté au centre hospitalier de Bayonne puis à l'hôpital Pélegrin de Bordeaux où son état, jeudi matin, était considéré comme très critique.

Quatre-vingt-dix minutes après l'attentat, une voiture Datsun a forcé un barrage de gendarmerie qui avait été installé à une dizaine de kilomètres de Bayonne, sur la route d'Hasparren. Après vérification, il s'avère que l'immatriculation du véhicule était fausse et que le signalement correspond au véhicule des agresseurs. M. Mikel Goikoetxea est le fils d'une famille très connue pour son engagement politique, des deux côtés des Pyrénées. Son père a perdu un bras durant la guerre civile, sa mère a été plusieurs fois torturée dans les commissariats du pays basque espagnol, son frère aîné a été tué en 1972 à Elizondo (Navarre) par la Guardia civile. M. Goikoetxa, considéré comme un membre actif de l'ETA-militaire, avait été assigné à résidence, en janvier 1979, à Valensole (Alpes-de-Haute-Provence) avec seize autres de ses compatriotes, après la décision du gouvernement français de ne plus accorder le statut de réfugié politique aux citoyens espagnols.

Madrid avait, alors, réclamé son extradition, demande qui avait été repoussée par la chambre d'accusation d'Aix-en-Provence. Un des défenseurs n'était autre que Me Robert Badinter, aujourd'hui garde des sceaux. Interdit dans les départements du grand Sud-Ouest, M. Michel Goikoetxea avait été autorisé, en juin 1981, à rejoindre sa femme et ses deux enfants établis dans le Pays basque.

Ce nouvel attentat a considérablement fait monter la tension dans la région de Bayonne. En deux mois, deux réfugiés basques ont disparu, un autre a été victime d'une tentative d'enlèvement par quatre policiers espagnols, un troisième a été assassiné le 19 novembre dans un bar de Bayonne (*le Monde* du 27 décembre). A cette occasion, une manifestation violente avait opposé les manifestants aux forces de l'ordre. Trois de ces crimes ont été revendiqués par une organisation inconnue jusqu'alors, le Groupe antiterroriste de libération (GAL), qui, chaque fois, a conclu ses communiqués par l'annonce de nouvelles actions.

Dans la nuit du 28 au 29 décembre, un correspondant anonyme a revendiqué, à l'agence EFE de Bilbao, l'attentat de Saint-Jean-de-Luz : *« Le combat contre les nationalistes terroristes va continuer dans le Sud-Ouest. Aucun élément actif collaborant ou sympathisant de l'ETA ne va pouvoir échapper à notre vengeance. La semaine prochaine représentera le début de l'action contre le « montage » français qui protège les terroristes. »*

PHILIPPE ETCHEVERRY.

● *Les deux dirigeants de Herri Batasuna relâchés par un magistrat.* Deux dirigeants indépendantistes basques arrêtés pour *« apologie du terrorisme »* ont été relâchés mercredi 28 décembre à Madrid, le juge d'instruction devant lequel ils ont comparu s'étant déclaré.

M. Jon Idigoras avait été arrêté à Bilbao et M. Ruiz de Pinedo à Vitoria (*le Monde* du 29 décembre). Tous deux sont députés au Parlement basque de la coalition Herri Batasuna (H.B.), proche de l'organisation armée ETA-militaire (ETA-M).

Invoquant leur qualité de député, le juge d'instruction a estimé que cette affaire est du ressort du Tribunal suprême (la plus haute instance judiciaire espagnole). — *(A.F.P.)*

## Sur le vif

# Big Brother Iouri

Aujourd'hui, 29 décembre, cent trente-deuxième jour de l'absence du chef de l'Etat et du parti soviétiques, disparu de la scène publique le 18 août dernier. Il est fort, Andropov, très fort. Il a inventé une nouvelle forme de calendrier. Oui, il est fort. Et rusé. Et malin. Il n'a pas été à la tête du K.G.B. pour rien. Malade, lui ? Allons donc ! Moi, je ne marche pas. Pas plus malade que vous ou moi. Il fait semblant.

Hier, dans *France-Soir*, Philippe Bouvard imaginait une maladie diplomatique destinée à lui permettre de cueillir tranquillement les pâquerettes avec ses petits-enfants, loin des tribunes officielles. Ce n'est pas ça du tout. C'est un coup monté. De main de maître. Très habilement, il donne l'impression de vouloir minimiser la gravité de son état de santé. Ce n'est qu'un rhume, un refroidissement. Ce qui encourage les spéculations cliniques les plus alarmistes. Les kremlinologues renchérissent sur le diabète et poussent sur la dialyse dont le rythme s'accélère. Ce matin, à la radio, on en était à une par jour !

Andropov fait mieux : il orchestre des fuites savamment distillées. Ainsi, apprend-on de source sûre, que des ouvriers allemands ont été priés d'installer une rampe destinée à un fauteuil roulant dans ses appartements.

Résultat : le comité central du P.C.U.S. le croit à la mort. Comment refuser quoi que ce soit à un agonisant ? Comment ne pas exécuter ses quatre, ses dernières volontés ? Comment ne pas nommer au Politburo ses hommes liges ? Savez-vous à qui il me fait penser, Andropov ? Au pape Sixte Quint. Trompé par sa mauvaise mine, le conclave l'avait élu à l'unanimité, persuadé qu'il n'en avait plus pour longtemps. Tête des cardinaux en le voyant jeter aussi sec sa chemise de nuit aux orties et s'installer solidement sur le trône de saint Pierre.

Ils ne savent pas ce qui les attend au Soviet suprême. Ils vont avoir la surprise de leur vie. Le 31 décembrer 1984, quand l'année Orwell, ouf ! sera finie, vous verrez Big Brother sortir brutalement de l'ombre et ramasser les cartes. Il sera un peu tard alors pour crier : maldonne !

CLAUDE SARRAUTE.

Au Japon

# Le P.C. dénonce le « culte de Kim Il Sung » en Corée du Nord

De notre correspondant

Tokyo. — Le courage politique et le franc-parler du parti communiste japonais (P.C.J.) lui valaient déjà d'avoir de fort mauvais rapports avec nombre de « partis frères », à commencer par ceux des deux grandes mecques concurrentes que sont Moscou et Pékin. Sa volonté de ne pas se plier à l'usage qui veut que l'on sacrifie la vérité au partisanisme lui vaut aujourd'hui la vindicte d'un autre « frère ennemi », et pas des moindres, le maréchal-grand-leader nord-coréen Kim Il Sung lui-même.

C'est que le P.C.J. n'a pas hésité à faire ce que quelques démocraties occidentales, ouest-européennes en particulier, n'ont pas fait avec beaucoup de vigueur : dénoncer, à l'issue du procès de Rangoun, la main des Nord-Coréens dans l'affaire du carnage dont furent victimes une douzaine de ministres et de personnalités sud-coréennes lors d'une visite officielle en Birmanie, en octobre dernier.

Cela n'avait guère plu aux dirigeants du « paradis socialiste » nord-coréen et avait déjà valu au P.C. japonais d'être associé par Pyongyang à la théorie d'un « complot des forces réactionnaires ».

On aurait pu en rester là. Mais, après avoir dit ce qu'il avait sur la conscience, le comité central du P.C. japonais ne voulut pas rater l'occasion de dire ce qu'il avait sur le cœur. On était d'ailleurs à la veille d'élections où le P.C. cherchait à rehausser son image démocratique.

Les communistes nippons utilisèrent leur quotidien *Akahata* pour lancer une dénonciation en règle de la *« déification »* et de l'*« absolutisme »* du culte de la personnalité toujours officiellement rendu au maréchal Kim Il Sung — et de plus en plus à son fils, imposé comme héritier dynastique. *« Les fidèles du Kimilsungisme*, écrivait notamment *Akahata* en décembre (...), *mettent l'accent sur l'indépendance nationale, alors qu'ils sacrifient leur propre indépendance au culte de Kim Il Sung. Leur attitude est contradictoire et ridicule (...), réactionnaire et opposée au progrès social. Le leader est le guide des masses, et le peuple n'est là que pour être guidé. »*

R.-P. PARINGAUX.

## LE POÈTE LUC BÉRIMONT EST MORT

Le poète Luc Bérimont est mort mercredi 28 décembre à la suite d'une longue maladie. Il était âgé de soixante-huit ans. Il y a quelques jours, la Société des gens de lettres lui avait décerné l'un de ses principaux prix de fin d'année. Il venait aussi de recevoir le Mandat des poètes fondé en 1950 par Pierre Béarn pour aider les écrivains en difficulté.

*Luc Bérimont, pseudonyme d'André Leclercq, est né le 16 septembre 1915 à Magnac-sur-Touvre (Charente). Après une licence de droit à la faculté de Lille, il entreprend une triple carrière de journaliste, de producteur d'émissions radiophoniques et télévisées et de poète.*

*Comme poète, il se fait connaître dès 1940 par un recueil de vers,* Epinal, me voici, *qui rappellent ceux qu'Apollinaire composa dans les tranchées en 1915. Mais sa manière, qu'il illustrera avec* Lyre à feu, Huche à pain *(1943) le rapprochera des poètes de la Loire groupés dans l'« École de Rochefort, où il retrouvera son ami René -Guy Cadou.*

*Après la guerre, il entre à la R.T.F. où il créera des émissions telles que* La Parole est à la Nuit, Dossier Secret, Les richesses et les hommes, *etc. Mais il considéra toujours cette activité comme un second métier, préférant celle de poète et de romancier.*

*Parmi son œuvre poétique, on citera en particulier* Le grand viager, Les mots germent la nuit, L'herbe à tonnerre, Les Acrus, *etc. Il venait de publier deux dernièrs recueils* Reprise du récit *(Rougerie) et* Grenier des caravanes *(Ed. Caractères) où il glorifiait encore la vie, l'amour et la nature, avec allégresse non dénuée de gravité.*

*Luc bérimont ne négligea pas non plus la chanson puisqu'il en écrivit en collaboration avec Léo Ferré, Hélène martin et Jacques Douai.*

*Dans son œuvre romanesque, on distinguera* Les Loups de Malenfance *et le* Bois castiau.

*Luc Bérimont obtint de nombreux lauriers. Il reçut, notamment, le prix Appolinaire (1959), le Grand Prix de la S.G.D.L. (1967) et le Grand Prix de la Ville de Nice (1975). Il était aussi secrétaire général du jury Apollinaire et membre de l'Académie Mallarmé.*